

LE MONDE

diplomatique

N° 431 - 37^e année

FÉVRIER 1990

Comprendre
ce qui se passe
en URSS

Par JOHN KENNETH GALBRAITH

(Page 9.)

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA
DOM. : 19 F
Belgique : 100 FB
Canada : 3,25 C
C-47x : 1170 F CFA
Espagne : 120 PTA
Euro-Les : 2,95 US
N.Y. City : 2,50 US
Rég.-Unit. : 1,40 F
Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Voyage aux pays du capitalisme « réel »

Par CLAUDE JULIEN

ENRACINÉS dans une très riche histoire, des conflits à caractère nationaliste, culturel, religieux, mettent à rude épreuve le pouvoir de M. Gorbatchev et compliquent à l'extrême la tâche des équipes dirigeantes aux marches de l'Empire soviétique (1). Nombre de Républiques non-russes défilent, ouvertement ou encore avec discrétion, une structure fédérale qui n'a pas su faire droit aux aspirations nationales.

En Azerbaïdjan, occupé par les tsars dès 1828, on dans les Républiques baltes, annexées par les Soviétiques en 1940, tensions et convulsions s'intensifient de jour en jour. Elles peuvent rester pacifiques, strictement politiques, comme en Lituanie, ou devenir sanglantes, comme dans le Caucase. Toutes ébranlent en profondeur l'autorité centrale, sapent sa légitimité, restreignent ou paralysent ses possibilités d'action. Par nature, elles sont contagieuses, car non moins grandes sont les frustrations nationales, les revendications culturelles et parfois les contestations de frontières en Géorgie, en Ukraine, en Arménie, en Biélorussie, en Moldavie, etc., comme dans nombre de régions qui n'ont pas accédé au statut de République.

Les affrontements en cours trouvent leur origine dans un passé jamais enfoui sous les pesanteurs de l'oubli, un passé souvent étincelant, toujours tumultueux. Fasciné par l'apparent monolithisme stalinien contre lequel il mobilisait toutes ses

forces, l'Occident a longtemps négligé de prêter une attention suffisante à des particularismes vivaces, aux caractères propres de chaque peuple dans cette complexe mosaïque. De même que voilà trois quarts de siècle lors du démantèlement de l'Empire austro-hongrois, de terribles déchirures (2) ne peuvent que se multiplier et prendre plus d'ampleur, à l'intérieur des frontières soviétiques comme dans les anciennes démocraties populaires. Toujours ces crises seront envuies par les accablantes difficultés de la vie quotidienne. Les pays de l'Ouest peuvent-ils calmer le jeu, apaiser les rivalités, offrir des perspectives capables d'éviter le chaos ?

Une autorité tutélaire parvient rarement à s'écarter en douceur. Bien que Londres ait eu la sagesse d'entreprendre assez tôt la décolonisation, les pays précédemment soumis à l'Empire britannique firent la tragique expérience de la violence : guerres entre l'Inde et le Pakistan, entre le Nigeria et le Biafra, guérillas en Malaisie, au Kenya... Les territoires africains plus tardivement libérés des Empires français et belge ne connurent pas un sort meilleur. Les antagonismes longtemps contenus par la force explosent avec frénésie dès l'aube de la liberté.

Grandes furent les espérances des peuples naguère colonisés, immenses sont aujourd'hui les attentes légitimes des populations de l'Est européen. Dans les deux cas, des esprits perspicaces ont su prévoir qu'une période d'adaptation et de restructu-

ration imposerait d'abord de rudes sacrifices, mais avec la conviction que s'ouvrirait ensuite une ère plus heureuse, plus prospère. L'inventaire des désillusions ne sera sans doute jamais terminé.

L'EUROPE de l'Est s'épargne, hélas, des déceptions si, après avoir secoué le joug du « socialisme réel », elle n'attend pas qu'un miracle salue son entrée dans l'univers du « capitalisme réel ». Le cinéma, les séries télévisées, les magazines (la première édition de Playboy vient de paraître en hongrois...) lui ont offert une image séduisante, somptueuse, mais trompeuse. Voyant flamber les prix (+ 38 % pour le pain, + 35 % pour le jambon, + 100 % pour une communication téléphonique, + 400 % pour l'électricité, + 600 % pour le charbon), des Polonais admettent que « les six prochains mois seront rudes » (3). Le défilé, hélas ! sera beaucoup plus long, et aucun résultat n'est garanti d'avance.

(Lire la suite page 18.)

(1) Cf. *Manière de voir*, n° 7, « Du « communisme réel » à l'ambition démocratique », février 1990.

(2) Fort bien illustrées par une scène du très bon roman de Joseph Roth, *La Marche de Radetzky* (Éditions du Seuil, Paris, 1982), où une violente querelle oppose aristocrates et officiers de l'Empire austro-hongrois dès l'annonce de l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin 1914.

(3) « Stokholm, Poles Make the Leap to Capitalism Price Increases », *International Herald Tribune*, 3 janvier 1990.

PARTI DISLOQUÉ, GUERRE AU CAUCASE

L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev a dû faire tirer sur des manifestants à Bakou et a engagé l'armée pour mettre fin aux massacres interethniques dans le Caucase. Une première étape de la perestroïka s'achève ainsi, tragiquement. L'objectif de réveiller la société soviétique a été atteint. Au point que, désormais, les tensions montent de partout tandis que s'aggravent les pénuries, que s'affirment les séparatismes et que le parti lui-même se fracture. M. Gorbatchev sera-t-il l'homme de la nouvelle étape qui commence dans le bruit, le désordre et la fureur ? Nulle autre personnalité, en Union soviétique, ne semble disposer de ses atouts, ni posséder son génie politique.

Par BERNARD FRÉDÉRICX

LES affrontements sanglants à Bakou et l'engagement de l'armée soviétique en Azerbaïdjan et dans l'ensemble du Caucase, conduisent à s'interroger sur la capacité de M. Mikhaïl Gorbatchev à maîtriser les événements actuels. Au lendemain de l'insurrection roumaine, et après l'effondrement du pouvoir en RDA, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie, bien des regards s'étaient déjà tournés vers l'URSS. On attendait le retour du « boomerang ». Le mouvement était parti de Moscou, il devait revenir à Moscou. « Si maintenant, la Lituanie », disait-on, quand, le 20 décembre, à Vilnius, le XX^e congrès du PC de cette République balte proclama, à une écrasante majorité, son

indépendance à l'égard du Parti communiste d'Union soviétique. Face aux bouleversements qui se produisaient en rafales à l'Est, l'URSS faisait soudain pâle figure, et quand M. Gorbatchev rejeta, avec une pointe d'agacement, l'ultime demande d'Andréï Sakharov — l'abolition de l'article 6 de la Constitution, qui reconnaît le « rôle dirigeant » du PC — d'aucuns jugèrent que désormais le Kremlin était politiquement à la traîne.

Paradoxalement, l'affaire lituanienne et même l'explosion sanglante en Azerbaïdjan sont venues rappeler que celui par qui le bonheur est redevenu « une idée neuve en Europe » ne perd ni sa bonne étoile ni l'initiative. Et cela, quels que soient les usages qui assombrissent le ciel.

* Journaliste. Correspondant de l'*Humanité* à Moscou.

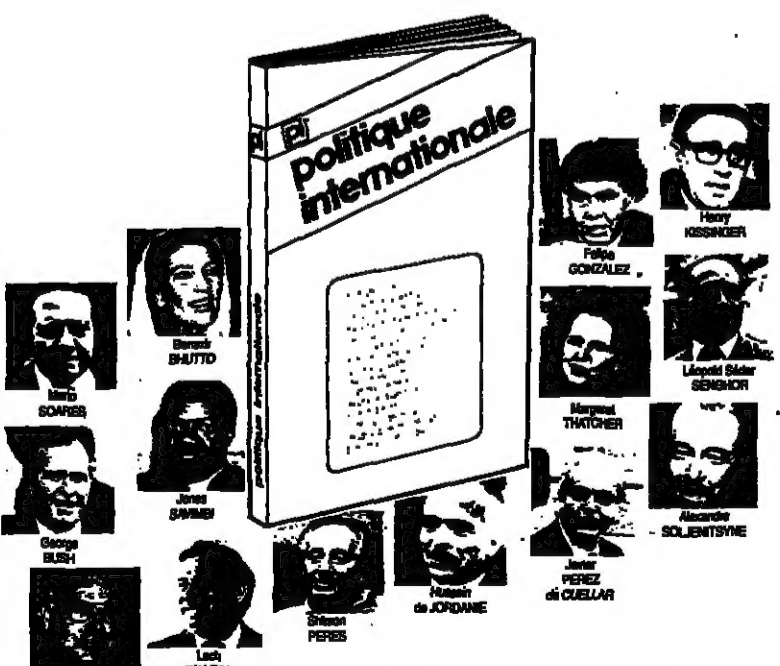
(Lire la suite page 10.)

En vente dans les kiosques le 10 février :

DU « COMMUNISME RÉEL » A L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

Manière de voir n° 7

les grands de ce monde s'expriment dans



politique internationale

la revue indispensable à ceux qui s'intéressent
aux grands problèmes internationaux

Fondateur et Directeur : Patrick Wajsbom

11, rue du Bois de Boulogne 75116 Paris - Tél. : (1) 45 00 15 26

DANS CE NUMÉRO :

Repenser le monde

Longtemps étouffés par la peur et la force, des rivalités et des antagonismes de tous ordres explosent à présent à l'est de l'Europe et en Union soviétique. Toute la planète est concernée. L'ivresse de la liberté conjuguée à la panique économique poussent des nations, qui sont « à la recherche de la démocratie » (pages 14 et 15), à choisir précipitamment d'autres modèles, en Occident.

REFUSER LES DOCTRINES

« L'Europe de l'Est — avertit Claude Julien — s'épargne bien des déceptions si, après avoir secoué le joug du « socialisme réel », elle n'attend pas qu'un miracle salue son entrée dans l'univers du « capitalisme réel » (pages 1, 18 et 19). Ce miracle est d'autant plus improbable que la situation à l'Ouest n'est point paradisiaque. Le spectacle « de la pauvreté en France » (page 19) comme celui, par exemple, de la ville de Jakarta (pages 20 et 21) le confirment. La démocratie progresse certes dans

des pays comme Taïwan (page 22) mais le Sud craint, maintenant que « la guerre froide est finie », d'être oublié au profit de l'Est (page 3) : ou — c'est le cas du Nicaragua (page 4) — que rien ne vienne plus tempérer les ambitions des États-Unis. Pis, qu'une « communauté de sécurité » se constitue au Nord contre le Sud (pages 6 et 7). Tout cela pousse la Communauté européenne à s'interroger sur sa structure future : fédération à douze ou confédération à trente (page 8) ?

ENCOURAGER LA TRANSITION

Ainsi, tous les paramètres de la géopolitique sont bouleversés : « hommes, échanges et frontières au cœur de l'Europe » s'animent (pages 16 et 17) ; la Yougoslavie est « menacée d'écroulement » (page 5) ; la Roumanie demeure hantée par le nationalisme (pages 12 et 13). A Moscou, « l'heure de tous les dangers sonne pour M. Gorbatchev » (pages 10 et 11), c'est pourquoi il est urgent de mieux « comprendre ce qui se passe en Union soviétique » (page 9).

Partout, les espérances sont immenses. Afin d'atténuer les inévitables déceptions, et pour favoriser la naissance d'une ère plus fraternelle, il faut à tout prix éviter l'abandon de la pensée et se demander, enfin, « comment passer du monde d'hier à un monde nouveau » (pages 6 et 7).

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 431 - 17.00 F



3792136017003 04310

كتاب في العلم

Environnement et alimentation

M. François de Ravignan, agronome à l'INRA, nous écrit après lecture de l'article de M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, paru dans notre numéro d'octobre 1989 :

Le Monde diplomatique avait publié dans son numéro de juin 1979 un dossier concernant la préparation de la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, organisée par la FAO en juillet de cette même année, et ses lecteurs avaient pu constater que ladite conférence n'avait guère fait l'objet, au cours de son élaboration, d'une participation paysanne. Aussi n'est-ce pas sans étonnement que je lis dans le numéro d'octobre, sous la plume de M. Saouma, qui était déjà à l'époque directeur de la FAO, que de cette conférence est sortie une charte des paysans. Sans doute serait-il indiscret de demander combien de signa-

tures de paysans figurent au bas de ce document... La FAO qui, en ce temps-là, encourageait fort l'emploi des engrais et des pesticides, deviendrait aujourd'hui, si l'on en croit cet article, environnementaliste. Dont acte.

Il ne faudrait pas pour autant accuser trop le trait sur le paysan du tiers-monde destructeur de l'environnement : un paysan privé de sa terre, de revenu et de travail peut-il se comporter autrement ? M. Saouma accuse le « cercle vicieux de la pauvreté », ce poncif destiné à cacher sous une prétendue fatalité ce qui détruit à la fois les hommes et l'environnement : le meurtre méthodique, pour cause de rentabilité des capitaux, du travail humain, et ce, sous toutes les latitudes. Il ne sert bien sûr à rien de « crier au loup » à qui n'a pas même aperçu le loup !

Une nouvelle conscience planétaire

M. Roger Gautreau, de Paris, après lecture de l'article d'Edgar Morin paru dans notre numéro d'octobre 1989, nous écrit pour nous alerter sur la situation des Indiens du Venezuela :

Bien sûr, la situation vénézuélienne n'est pas comparable à celle du Brésil, mais l'avenir des Indiens est incertain. On estime les populations indiennes à 400 000 personnes. Beaucoup vivent dans les régions forestières (Orénoque-Amazone). Si le prix de la dette est dur à supporter pour le peuple vénézuélien, ils étaient nombreux, ceux d'origine indienne, à se révolter contre les décisions d'austérité au printemps dernier à Caracas, car ils sont toujours parmi les plus marginalisés. Dans certaines régions où vivent les Indiens, les richesses du sous-sol sont fabuleuses (or, diamants, minéraux stratégiques). Dans le contexte économique actuel, la recherche par les grands intérêts, nationaux ou non, de « El-Dorado » version moderne serait la fin des peuples indiens. La défense des intérêts sociaux-spatiaux-culturels, c'est-à-dire la reconnaissance de l'indianité par le gouvernement vénézuélien est le but du 1^{er} congrès national indien.

A cet effet, une délégation issue du Congrès a été reçue par le président du Venezuela, Carlos Andres Perez, ainsi

que par plusieurs ministres et gouverneurs. Cela, bien sûr, est important et encourageant, mais bien du chemin reste à faire !

Des réunions intertechniques sont prévues, afin de préparer un grand congrès en 1992, l'année du 5^e centenaire de la « découverte » de l'Amérique. 1992 sera peut-être l'année d'une découverte, celle de la personnalité indienne ? Espérons-le.

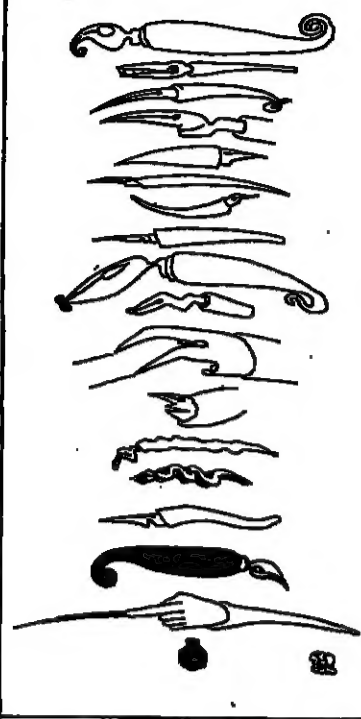
Pour un Maghreb en paix

M. Brahim O. Chadly, directeur de la banque centrale de Mauritanie, à Nouakchott, nous adresse un long « plaidoyer » pour un Maghreb en paix, dont voici un extrait :

Le compromis est possible, mais à condition que les partis du tout ou rien de chaque camp fassent preuve de pragmatisme et acceptent de mettre entre parenthèses leurs certitudes en matière de droits historiques et de souveraineté absolue, afin d'aider leurs dirigeants respectifs à trouver une solution acceptable par tous.

Pour ma part et en observant depuis quelques années la démarche du souverain marocain dans cette affaire et

COURRIER DES LECTEURS



l'esprit d'ouverture des dirigeants sahraouis, je suis convaincu que l'on pourrait s'acheminer vers une solution qui combinerait avec bonheur l'indépendance du Sahara, en contrepartie de notables concessions au profit du Maroc en matière économique et en matière de sécurité. Il ne sert en effet à rien de perpétuer une situation qui mènera tôt ou tard à une solution politique. Aussi est-il préférable d'écrire l'Histoire dès maintenant en cessant du même coup de faire verser le sang et les larmes et en apprenant aux peuples à ne plus se haïr, mais à se tourner vers l'avenir afin de construire un Maghreb tolérant.

« Le sphinx allemand »

Réagissant à l'article de Claude Julien, « Le sphinx allemand » (Le Monde diplomatique, décembre 1989), dont il confirme les thèses sans s'en rendre compte, M. Hans Baskow nous écrit de Siegen (Westphalie, RFA) :

En 1945, il y avait une Allemagne vaincue, à terre, méprisée et sans espoir.

En 1945, il y avait surtout les quatre « vainqueurs » d'une guerre meurtrière causée par l'Allemagne nazie, quatre puissances mondiales qui ont perdu d'autres guerres : une en Inde, une autre en Indochine et en Afrique du Nord, une autre au Vietnam, une autre en Afghanistan ; et combien de guerres contre l'économie d'un monde de l'an 2000.

Le sphinx allemand (et peut-être aussi le miracle japonais) a vainement essayé de faire comprendre aux vainqueurs que quelquefois les perdants sont les vrais gagnants. Les « vainqueurs » n'ont rien compris. Ce n'est pas une idéologie, c'est simplement une vérité. Le seul à avoir compris cette sagesse était un Français : Charles de Gaulle. Miracle ? Non, c'était un homme qui avait comparé les valeurs d'une nation nationale avec les défauts de vision d'une nation chauvine et qui avait constaté que le vainqueur est trop souvent un perdant. La France, par exemple, avait gagné 1945 en perdant tout en 1954 et en 1962, la monnaie française devenant une valeur à dévaluer. Le sphinx allemand restait « sphinx » pendant cette période de persévérants guerriers tout en améliorant ses budgets et son deutchemark. La France n'a pas de raison de se plaindre rétrospectivement. Elle n'a pas non plus à faire valoir des soupçons : la Bundesrepublik Deutschland fera partie de l'Europe même en intégrant la Deutsche Demokratische Republik, si celle-ci le veut le 6 mai 1990.

De son côté, M. Claude Geoffroy, de Bagnols-sur-Cèze, nous écrit :

L'Allemagne de l'Est est devenue par l'histoire le point à partir duquel deux systèmes (radicalement opposés) se sont éloignés l'un de l'autre. Ces deux systèmes se rapprochent aujourd'hui et veulent se rencontrer, et non se dominer l'un l'autre. Ce n'est donc pas de l'Atlantique vers l'Océan, ni de l'Oural vers l'Atlantique que doit se construire l'Europe, mais par un processus de « convergence », pour employer le mot d'André Sakharov, convergence d'idées entre capitalisme et socialisme, mais aussi convergence géographique, dont le point ultime est peut-être justement Berlin. Les symboles ont la vie dure et pèsent lourdement sur l'histoire, ne les négligeons pas. L'Allemagne sera réunifiée quand l'Europe le sera.

A propos du même article, M. Jean B. Neveux, professeur des universités à Strasbourg, conclut ainsi sa réflexion sur les actuels mouvements de population en RFA et à Berlin-Ouest :

Il est question un peu partout (mais justement : pas partout) de sociétés

multiples, aux composantes divers, vivant harmonieusement dans une juxtaposition faite de tolérance réciproque. Il en est question en France, il en est question aussi – mais pas dans les mêmes registres – en RFA. Bien sûr, cet Etat pourrait entamer le processus en définissant enfin les concepts en cause, en renouant au mélange de moins en moins crédible, mais toujours aussi détonant, du *ius sanguinis* et du *ius linguae* (celui-ci étendu à la notion encore plus imprécise de *deutsche Kultur*). Ce serait là un grand pas de fait en direction de l'aménagement de la fameuse « maison Europe ».

Mais cette image de la « maison Europe » ne fait-elle pas partie des métaphores incohérentes ? A essayer de se l'imaginer, nous constatons que dans toute maison il y a des caves et des combles, des dégarçonnements et des cages d'escalier, et des vide-orcres. Même si tous les niveaux sont construits « à l'identique », il y a des différences, pour les habitants, entre ces niveaux – surtout si l'ascenseur ne marche pas (...).

Je pense que nous devons établir comme l'une des deux ou trois hypothèses possibles le fait qu'il y aura toujours des gens qui seront des aubains et d'autres qui seront, ou s'imagineront être, des indigènes. Que les premiers oscilleront entre l'incertitude existentielle et la surcompensation, que les seconds seront psychologiquement dans la même situation, en en inversant les pôles – un sentiment de manque étant à chaque fois au centre de la polarité. Que les mouvements de populations, à quelque échelle que ce soit, ne pourront pas créer « la paix universelle », mais que, en déstabilisant ou en détruisant les cadres imparfaits mais relativement stables tant sur le plan juridique que sur le plan socio-psychologique, ils ne pourront que favoriser ce qu'on peut appeler la « balkanisation ». Sommes-nous à la veille de la cinquième guerre balkanique de notre siècle ?

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Michèle FAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Aline GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 650572 F
Tél : 42-41-91-21
Télécopieur : 45-23-06-81

Publicité : le Monde Publicité S.A.
Responsable : Christophe Guibeleu
5, rue de Montesson,
75007 Paris.
Tél : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

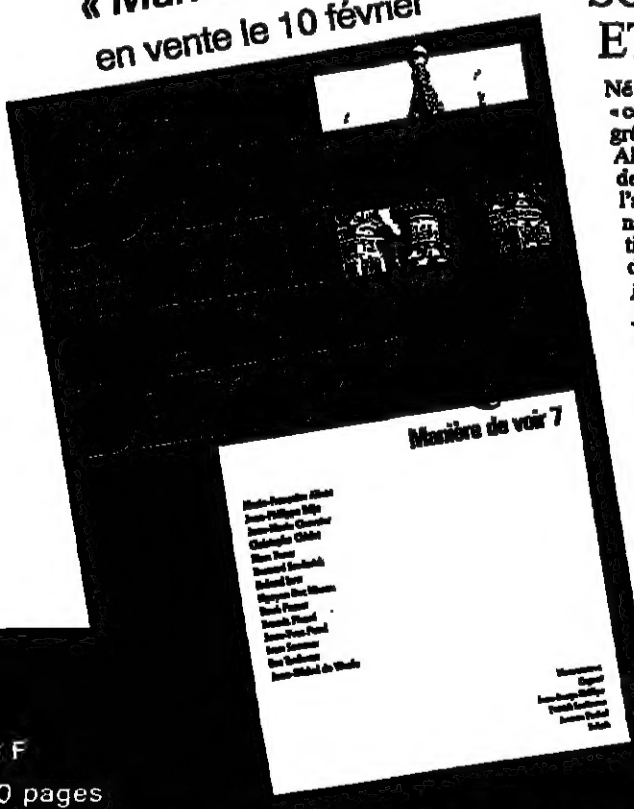
Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 27 291 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de M^{me} Claire Brisset, M^{me} Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, dix-sept abonnements ont été établis : quatorze en Afrique et au Proche-Orient, deux en Amérique latine, et un en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou M^{me}
N° rue
à Code postal
lecteur du Monde diplomatique depuis ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

Septième volume
de la collection
« Manière de voir »
en vente le 10 février



LE MONDE diplomatique

SOCIÉTÉS, ÉCONOMIE ET NATIONALITÉS

Né de la révolution bolchévique en octobre 1917, le « communisme réel » se désagrége rapidement, malgré des résistances en Chine ou au Vietnam, en Albanie ou à Cuba. Par millions, des hommes et des femmes s'interrogent sur leur avenir, sur l'ampleur des réformes à conduire, sur cette lancinante question nationale qui déchire l'Union soviétique, Pays baltes ou Caucase, et menace l'Europe de l'Est.

Le Monde diplomatique explore ces sociétés toujours vivantes, décrit les diverses tentatives de sortir du système, éclaire les choix possibles entre la fascination qu'exerce le libéralisme triomphant et le péril mortel de l'immobilisme. Le formidable chantier qui s'ouvre est porteur d'espoirs, mais aussi de bien des dangers.

Alors que se transforme le monde né de la seconde guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest saura-t-elle répondre aux défis et favoriser l'émergence d'une ambition démocratique, incompatible avec la logique des marchands ?

DU « COMMUNISME RÉEL »
A L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
OU PAR
CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

DU « COMMUNISME RÉEL » A L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

NOM PRÉNOM
ADRESSE CODE POSTAL
LOCALITÉ PAYS
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : x 43 F = F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : x 48 F = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 - FRANCE.

هكذا من الأصل

Aux Na

L'ONDE de choc du secoue l'Europe de l'Est à la dernière session de l'Assemblée des traditionnelles rivalités de la sphère de détente, si longuement attendues, conséquences inattendues, que les grands problèmes de développement, santé, nu l'euphorie qui gagne les communistes, restent les p

« L'Est ? Quel Est ? De quoi vous ? » Boutade, bien sûr, que réponde d'un ambassadeur d'un du tiers-monde à qui l'on dem comment se manifestaient les vœux rapports Est-Ouest. L'enceinte des Nations unies, révélatrice de l'atmosphère qui a été la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, les empoignades d'antan, disparaissent, les vieux clivages qui balisaient de familiers tous les grands débats. C'en est fini des changements spectacul survenus dans les pays commu mais aussi de l'émergence de nou défis sur la scène mondiale. les nages de cet immense supermar la diplomatie internationale que les Nations unies n'offrent plus habitués les « produits » qu'ils a coutume d'y trouver.

Certes, les questions comme du Sahara occidental, de l'Ame centrale ou de la Palestine n'en complètement disparu, mais la dont on les traite montre à quel les stratégies des acteurs en pré sont en train de changer et laisse place à de nouvelles préoccupations souvent à leur tour des questions dites.

Reflet de la nouvelle donne des tions internationales, ce fort s'affrontent et dialoguent trois mo an tous les Etats du monde a principaux protagonistes change rôle (1). Les pays industriels occ taux n'y ont jamais été aussi puis et leurs adversaires traditionnels pour les uns en train de dispara tandis que les autres n'ont plus moyens de donner de la voix.

Adoptant sur tous les thèmes et sujets à controverse un profil l'Union soviétique a systématiquement privilégié le consensus avec les États-Unis et a soigneusement évité d'acter Washington, y compris sur sujets encore brûlants comme l'Ai centrale. Sans renoncer à défe ses intérêts sur quelques thèmes émiques majeurs mais y voyant p un moyen de les ménager. Mo cherche désormais sur bien des p donner à l'Occident des gages d

Les exemples de la

NON seulement en effet l'U soviétique ne prend plus s matiquement fait et cause pour revendications des pays du tiers-m et a tendance désormais à préche modération, mais le rapproche entre les deux superpuissances bien des pays la possibilité de avec profit de leurs rivalités. « Nou pouvons nous compter sur l'URSS Nations unies », résumait trémement le tiers-monde à la dern session de l'Assemblée. On compr dès lors le fantastique accroisse puissance d'un Occident dont la cité de contrôle et d'initiative gran proportionnellement à l'effrac – provisoire ? – de ses deux grou traditionnels d'adversaires, l'Est e Sud.

Deux grands débats ont, au cours la dernière session, illustré cette retribution des cartes. Affirmant l prépondérance, les États occident ont imposé cette année comme th prioritaires les questions de l'envi

* Journaliste.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 janvier
4 SRI-LANKA
NOUVELLE-
ZÉLANDE
11 IRAN
Fête de l'indépendance
Fête nationale
Anniversaire de la ré-
volution islamique
23 GUYANA
Fête de l'indépendance
25 ÉGYPTE
Fête nationale
27 RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE
Fête de l'indépendance

ENLEVER AU SUD POUR DONNER A L'EST ?

Aux Nations unies aussi, la guerre froide est finie

L'ONDE de choc du violent chambardement politique qui secoue l'Europe de l'Est atteint les Nations unies. Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale, on a pu contester la fin des traditionnelles rivalités entre l'Est et l'Ouest. Une telle atmosphère de détente, si longtemps souhaitée, entraîne toutefois des conséquences inattendues. Beaucoup de pays du Sud craignent que les grands problèmes du tiers-monde (endettement, sous-développement, santé, nutrition...) ne soient négligés. Devant l'euphorie qui gagne les nantis, ils rappellent que, disparus les communistes, restent les pauvres...

Par SOPHIE BESSIS *

« L'Est ? Quel Est ? De quoi parlez-vous ? » Boutade, bien sûr, que cette réponse d'un ambassadeur d'un pays du tiers-monde à qui l'on demandait comment se manifestaient les nouveaux rapports Est-Ouest dans l'enceinte des Nations unies. Mais révélatrice de l'atmosphère qui a marqué la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York. Finies les empoignades d'antan, disparus les vieux clivages qui balisaient de repères familiers tous les grands débats. Conséquence des changements spectaculaires survenus dans les pays communistes, mais aussi de l'émergence de nouveaux défis sur la scène mondiale, les rayonnages de cet immense supermarché de la diplomatie internationale que sont les Nations unies n'offrent plus à leurs habitués les « produits » qu'ils avaient coutume d'y trouver.

Certes, les questions comme celles du Sahara occidental, de l'Amérique centrale ou de la Palestine n'en ont pas complètement disparu, mais la façon dont on les traite montre à quel point les stratégies des acteurs en présence sont en train de changer et laissent la place à de nouvelles préoccupations qui soulèvent à leur tour des questions inédites.

Reflet de la nouvelle donne des relations internationales, ce forum où s'affrontent et dialoguent trois mois par an tous les États du monde a vu ses principaux protagonistes changer de rôle (1). Les pays industriels occidentaux n'y ont jamais été aussi puissants, et leurs adversaires traditionnels sont pour les uns en train de disparaître tandis que les autres n'ont plus les moyens de donner de la voix.

Adoptant sur tous les thèmes encore sujets à controverse un profil bas, l'Union soviétique a systématiquement privilégié le consensus avec les États-Unis et a soigneusement évité d'affronter Washington, y compris sur des sujets encore brûlants comme l'Amérique centrale. Sans renoncer à défendre ses intérêts sur quelques thèmes économiques majeurs mais y voyant plutôt un moyen de le ménager, Moscou cherche désormais sur bien des plans à donner à l'Occident des gages de sa

bonne volonté : abstention sur la rituelle demande d'exclusion d'Israël des Nations unies ; présentation d'une résolution conjointe avec les États-Unis sur la préservation de la paix et de la sécurité ; conversion aux principes défendus par Washington et les institutions financières internationales en matière de gestion de la dette et d'accès aux marchés des capitaux.

L'URSS - comme d'ailleurs les pays de son ancien glacis - cherche à préparer le terrain d'une insertion accrue dans les mécanismes économiques et financiers internationaux, c'est-à-dire occidentaux, pour pouvoir sans doute bénéficier bientôt de leurs largesses. Cette stratégie d'intégration au système mondial montre, s'il en était encore besoin, la priorité donnée désormais par Moscou à la solution de ses innombrables problèmes intérieurs.

Si cette attitude a de quoi ravir l'Occident, qui se voit à la fois conforté dans son rôle hégémonique et privé de son plus redoutable adversaire, elle ne fait pas l'affaire des pays du tiers-monde. Ses principaux témoins ne manifestent guère d'enthousiasme devant l'évolution trop rapide à leur goût des relations Est-Ouest. Tout se passe dans ce domaine comme si le Sud prenait encore plus conscience, à la faveur de ces changements, de sa tragique faiblesse.

On savait les années 70, celles de la revendication d'un nouvel ordre économique international et de la répartition plus équitable de la richesse mondiale, bel et bien terminées. On savait que le problème de la dette avait été bien des fois posé, mais qu'il n'était que de simples prétextes à des revendications de souveraineté des pays du Sud. Composés d'États aux intérêts souvent contradictoires, le tiers-monde a vu la crise qui le frappe renforcer la suprématie de l'Occident. Il ne peut voir sans déplaisir, et ses représentants à New-York ne se sont pas privés d'exprimer leur inquiétude, disparaître une des dernières marges de manœuvre dont il disposait à l'échelon international.

nécessité de poursuivre la croissance au Sud. - A condition aussi que les premiers responsables de la pollution mondiale, c'est-à-dire les États industrialisés occidentaux, portent l'essentiel du fardeau financier de la lutte ; à condition enfin que des mécanismes financiers et de transfert de technologies soient créés à l'échelle internationale pour que les pays en développement n'aient pas à supporter les surcoûts entraînés par la mise en place de procédés industriels non polluants.

Les pays africains ont demandé que la lutte contre la désertification devienne une priorité mondiale. L'Occident a prononcé quelques paroles apaisantes en direction du Sud, quelques pays riches - les États scandinaves, l'Australie et la Nouvelle-Zélande principalement - se montrent sensibles aux revendications des pays pauvres, mais la bataille ne fait que commencer sur ces enjeux. M. Thatcher, lors de son intervention, en novembre 1989, devant l'Assemblée générale, a donné le ton : la croissance démographique mondiale et la destruction accélérée des forêts tropicales sont les deux principales menaces pesant sur la planète, et elle a déclaré en substance, rejetant de ce fait sur le Sud la principale responsabilité de la dégradation des écosystèmes.

Les États-Unis ont limité les problèmes environnementaux à l'ozone, aux changements climatiques et à la surexploitation des fonds marins - profitant de ce dernier point pour soulever la charge contre le Japon - et ont répété que tous les pays du monde doivent également lutter contre de tels dangers. On comprend dès lors que Washington et Londres, suivis par Tokyo et quelques autres, refusent d'envisager une réduction immédiate et unilatérale de leurs émissions de dioxyde de carbone, et renvoient le problème à la conférence des Nations unies sur l'environnement prévue pour 1992 au Brésil.

Au sujet de cette échéance aussi la bataille a été rude. Si le tiers-monde en a gagné la première manche en obtenant que cette conférence soit consacrée à « l'environnement et au développement » et pas seulement au premier des deux termes, avançant comme argument que la pauvreté est la principale cause de dégradation de l'environ-

SCÈNE DE LA CONQUÊTE DU TCHAD (1899)
Après les églises coloniales, l'indifférence ?

nement dans les pays du Sud, les grands facteurs d'affrontement sont loin d'être tous levés. Tandis que les États du Sud souhaitent donner au problème une dimension politique et économique, les États-Unis font pression en faveur d'une réunion à caractère technique où la question des rendements à apporter aux dysfonctionnements actuels prendrait le pas sur le problème du partage des responsabilités et de la nécessité de trouver de nouveaux modes de croissance à l'échelle mondiale.

De nouvelles ruptures en perspective

L'A préparation de la conférence de 1992 promet, sur ce plan-là, d'être agitée, les pays du tiers-monde disposant de moyens bien modestes pour faire triompher leur point de vue. Pis, nombre d'entre eux craignent que, pour imposer leur approche, les grands bailleurs de fonds occidentaux n'assortissent leur aide future de nouvelles conditions fondées sur leur propre conception de la sauvegarde de l'environnement. Certains vont jusqu'à affirmer que la préoccupation écologique peut servir de nouvelle machine de guerre du Nord contre les légitimes aspirations à la croissance du Sud. Cette crispation montre à quel point le tiers-monde apparaît aujourd'hui sur la défensive. L'URSS, sur ce sujet, semble se situer à mi-chemin des deux positions, se disant prête à privilégier un développement moins polluant, mais ne pouvant pas réformer ses installations industrielles à un prix que son économie n'est pas en mesure de supporter.

Les nouveaux défis des années 90, loin de créer de nouvelles solidarités, révèlent donc les mêmes vieux conflits d'intérêts. Il en est ainsi du problème de la dette, second grand débat imposé par les Nations unies, qui voudraient voir les Nations unies y consacrer une part plus importante de leur budget ordinaire au détriment d'autres secteurs jugés trop « tiers-mondistes ».

La aussi, la prochaine session extraordinaire des Nations unies sur la dette, qui se tiendra à New-York du 20 au 23 février, risque d'être houleuse. Si les pays latino-américains ont, en effet, rappelé qu'ils étaient les premiers à combattre ce fléau, ils ont également fait valoir que l'extension des cultures de coca au cours des dernières années n'était pas sans rapport avec l'effondrement des cours mondiaux du café et du cacao, dont ils sont de traditionnels exportateurs (3). Et ils ont déclaré, à l'intention des pays du Nord, que le meilleur moyen de les aider était à la fois d'agir pour relancer les cours des produits de base et de contrôler chez eux la demande de drogue.

On a pu, dans ce domaine aussi, constater quelques divergences au sein des pays membres de l'OCDE, certains d'entre eux se montrant sensibles à de tels arguments. Mais, les chefs de file anglo-saxons ont sèchement estimé que là n'était pas le sujet, refusant d'admet-

tre que la dette, la marginalisation dans le commerce mondial des cultures d'exportation licites, la paupérisation des pays producteurs, sont en partie responsables du rapide développement des cultures destinées à la fabrication de stupéfiants. Or, là aussi, les pays concernés n'ont pas les moyens d'imposer leur point de vue.

A contrario enfin, les thèmes prioritaires pour les pays du Sud, comme la dette et le financement du développement, n'ont guère suscité l'intérêt des nantis. Certes, les décisions les plus importantes dans ces domaines ne se prennent pas aux Nations unies, mais de nombreux États attendent y exprimer leur inquiétude sur le fait que le nouvel attrait qu'exercent les pays d'Europe centrale risque de marginaliser encore davantage de vastes régions du monde.

Étrange paradoxe que de voir les espoirs soulevés par la fin de la guerre froide et par le vent de démocratie soufflant à l'Est se muer, au Sud, en

crainte et en désenchantement. Ses élités il est vrai, affaiblies par la crise et préférant souvent l'immobilisme à des changements porteurs de tant d'inconnues, ne se sont pas préparés à affronter le nouvel état du monde. Ni le groupe des 77, ni les non-alignés, ni l'Organisation de l'unité africaine (OUA) n'ont vraiment réfléchi à leurs possibles conséquences, et les pays qui les composent se voient pour la plupart dépourvus de capacités de négociation et plus que jamais placés en position de demandeurs. Pis, divisés naguère entre l'Est et l'Ouest, le Nord paraît désormais tenté de faire son unité, et d'aucuns n'hésitent pas à prédire l'instauration aux Nations unies, comme dans toutes les sphères de la diplomatie internationale, d'un condominium des deux superpuissances.

On n'en est pas encore là et les conflits d'intérêt entre pays occidentaux eux-mêmes ont de beaux jours devant eux. Mais cette quarante-quatrième Assemblée générale des Nations unies restera probablement comme une des premières ébauches, face aux problèmes anciens et aux prochains enjeux, de nouvelles ruptures entre un Nord prenant conscience de son unité et un Sud sans armes et divisé, dont la diversité, au lieu d'être un atout, accentue terriblement la faiblesse.

(1) Cf. Maurice Barraud, « La ruissellement des positions soviétiques aux Nations unies », *Le Monde diplomatique*, février 1988.
(2) Cf. Maurice Barraud, « Un plan mondial pour sauver la planète ? », *Le Monde diplomatique*, août 1989.
(3) Cf. Christian de Bré, « Drogue, des cultures licites imposées par la loi du marché », *Le Monde diplomatique*, octobre 1989.

Les exemples de la drogue et de l'environnement

NON seulement en effet l'Union soviétique ne prend plus systématiquement fait et cause pour les revendications des pays du tiers-monde et a tendance désormais à prêcher la modération, mais le rapprochement entre les deux superpuissances ôte à bien des pays la possibilité de jouer avec profit de leurs rivalités. « Nous ne pouvons plus compter sur l'URSS aux Nations unies », résumait récemment un diplomate du tiers-monde à la dernière session de l'Assemblée. On comprend dès lors le fantasme d'accroissement de puissance d'un Occident dont la capacité de contrôle et d'initiative grandit proportionnellement à l'effacement - provisoire ? - de ses deux groupes traditionnels d'adversaires, l'Est et le Sud.

Deux grands débats ont, au cours de la dernière session, illustré cette redistribution des cartes. Affirmant leur prépondérance, les États occidentaux ont imposé cette année comme thèmes prioritaires les questions de l'environ-

nement et de la drogue. Ces deux sujets constituent effectivement deux enjeux majeurs de la fin du siècle, et nombre de pays du tiers-monde, dont certains sont concernés au premier chef, en sont parfaitement conscients (2). Mais on a vu repartir, à l'occasion du débat sur ces deux thèmes, de vieux clivages Nord-Sud révélateurs de la puissance des uns et de la faiblesse des autres.

Pour de bonnes raisons, et d'autres moins légitimes, en matière d'environnement, le Sud a peur. Ses élités y voient une remise en cause radicale du modèle (et des prébendes qu'il engendrait) sur lequel elles ont à la fois fondé leur puissance et leur richesse. Et ce n'est pas un hasard si les États les mieux dotés, qui tirent des revenus considérables de l'exploitation de leurs ressources naturelles, ou ceux qui ont donné la priorité à certains types d'industrialisation, sont les plus réticents à envisager l'avènement d'un type de développement respectueux des grands écosystèmes.

Le Brésil, dont l'ancien président Sarney a effectué, en septembre 1989, le voyage de New-York pour défendre son droit d'exploiter souverainement l'Amazonie, s'est fait le chef de file de ces États. Mais il est vrai que le tiers-monde risque aussi de pâtir du nouvel engouement manifesté par les États du Nord pour l'écologie, et les récents débats de New-York ont vu s'affronter deux conceptions bien différentes de la sauvegarde de l'environnement.

Qui au respect des grands équilibres écologiques, ont concédé les témoins du tiers-monde, au premier rang desquels la Chine, l'Inde et le Brésil, à condition qu'il ne remette pas en cause le droit au développement et l'absolu-

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 janvier

4 SRI-LANKA	Fête de l'indépendance
6 NOUVELLE-ZÉLANDE	Fête nationale
11 IRAN	Anniversaire de la révolution islamique
18 CAMBODGE	Fête de l'indépendance
25 GUYANA	Fête nationale
28 ÉRYTHRIE	Fête nationale
27 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Fête de l'indépendance

ESPRIT

FÉVRIER 1990

Daniel Mothé, *Le mythe de Billancourt*
João Patela, *La dépenalisation de la drogue*

L'EUROPE ET SES NATIONS

avec Lothar Baier, Jean-Philippe Domecq,
François Fejtó, Petr Kral, Pierre Hassner,
Stanley Hoffmann, Bujor Nedelcovici, Pierre Pachet, Fritz Stern.
Journal de l'Est (Centre de formation des journalistes) Maroc - Cinéma
(Valmont, un monde sans pitié, Palombella Rossa, Batman).Le numéro : 70,00 FF
Abonnement 1 an (10 numéros) :
480 FF, étudiant : 384 FF
Étranger : 490 FF212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - CCP Paris 1154-51 W
Rédaction : Tél. : 48 04 92 90 - Administration et ventes : Tél. : 48 04 08 33

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SOUS LES PRESSIONS DES ÉTATS-UNIS

Une épreuve de vérité pour les sandinistes au Nicaragua

L'UNION soviétique, embourbée dans ses très graves problèmes internes et engagée dans la voie de la détente avec les États-Unis, encourage désormais le Nicaragua à rechercher à tout prix un compromis avec Washington. Dans cet esprit, Managua a accepté d'avancer la date de l'élection présidentielle au 25 février.

Cette élection, dont le résultat conditionne en grande partie l'avenir de l'Amérique centrale, se déroule à un moment où les États-Unis effectuent un retour en force dans leur « arrière-cour ». Au point que, pour la première fois depuis le début du siècle, ils n'ont même pas invoqué le prétexte d'un « danger communiste » pour déclencher l'invasion de décembre au Panama.

Par STÉPHANE RILLAERTS *

L'intervention militaire américaine au Panama et le renversement de la dictature du général Noriega, le 20 décembre 1989, n'ont pas favorisé, c'est le moins que l'on puisse dire, l'apaisement des tensions en Amérique centrale. Au contraire. D'autant que la région avait connu, au cours du dernier trimestre de 1989, un véritable crescendo de violence dont l'intervention américaine a constitué, en quelque sorte, le point d'orgue. En effet, elle s'est produite après la grande offensive de la guérilla, début novembre, contre le régime du président Cristiani au Salvador et après la rupture du cessez-le-feu, le 1^{er} novembre 1989, entre le régime sandiniste de Managua et la Contra nicaraguayenne.

Cette recrudescence des conflits et ce retour aux armes se produisent à un moment politique fort délicat, alors que se poursuit la campagne électorale au Nicaragua pour l'élection présidentielle, le 25 février. Deux candidats s'affrontent : M. Daniel Ortega, actuel président et chef du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et Mme Violeta Chamorro, leader de l'Union nationale de l'opposition (UNO), rassemblement hétéroclite d'une dizaine de partis, allant des communistes aux néolibéraux et des socialistes-démocrates aux chrétiens-démocrates (1).

L'élection, prévue à l'origine pour novembre 1990, a été avancée à février sous la pression des États-Unis. Elle constitue pour les sandinistes, au pouvoir depuis dix ans, une épreuve de vérité. Afin que le déroulement du scrutin et les résultats ne fassent l'objet d'aucune contestation, le gouvernement de Managua a accepté que de nombreuses organisations internationales envoient des observateurs. Résultat : cette élection sera sans doute la plus surveillée de l'histoire. L'ONU, par exemple, a même créé un corps spécifique - la Mission d'observation chargée de vérifier les élections au Nicaragua (ONUVEN) - ; ce sera d'ailleurs la première fois que l'ONU vérifie la validité d'un scrutin dans un pays souverain (2). Les observateurs de l'ONUVEN seront présents dans 10 % à 15 % des 4 400 bureaux de vote du pays. L'Organisation des États américains (OEA), de son côté, enverra aussi des représentants : il y aura, le 25 février, deux observateurs de l'OEA dans chacun des 143 districts municipaux. Le Conseil des chefs d'État élus démocratiquement, que dirige l'ancien président américain, M. James Carter,

a également annoncé qu'il effectuera son propre décompte des voix (comme il le fit au Panama, en mai 1989, dénonçant les fraudes du général Noriega). Enfin, les Internationales socialistes et chrétiennes-démocrates, les Parlements français et espagnol, les gouvernements japonais et britannique, et bien d'autres instances démocratiques seront représentées et pourront donner leur avis sur la légalité du scrutin.

Les sondages, fin janvier, accordaient davantage de voix à M. Ortega (environ 51 %) - favorisé indirectement par l'intervention américaine au Panama - qu'à Mme Chamorro (environ 24 %), mais rien n'est joué, car un grand nombre d'électeurs inscrits se déclarent encore « indécis ». Même s'ils l'emportent le 25 février, les sandinistes verront leur pouvoir amoindri et seront contraints de gouverner en tenant compte d'une opposition parlementaire très renforcée. Mais la question centrale est de savoir si les États-Unis acceptent une victoire du candidat sandiniste et si, malgré toutes les garanties démocratiques que fournit la présence d'observateurs impartiaux, Washington ne sera pas tenté, comme en 1984, de déclarer le scrutin nul et de maintenir son hostilité au gouvernement sandiniste en réactivant la Contra, qui n'est toujours pas démantelée.

Une telle crainte est d'autant plus justifiée que, depuis la victoire des sandinistes sur le dictateur Somoza en 1979, les États-Unis n'ont cessé de manifester à l'égard du nouveau régime une violente hostilité (3). Les bons offices des pays neutres (Communauté européenne, Suède, groupes de pays démocratiques latino-américains, etc.) ou les concessions politiques des sandinistes n'ont pas modifié cette attitude, qui reste une constante de la diplomatie de Washington en Amérique centrale.

C'est en janvier 1983 que quatre pays (Panama, Venezuela, Colombie, Mexique) décident de « imposer » comme médiateurs sur la scène centro-américaine. Ce groupe, dit de Contadora, est rejoint, deux ans plus tard, par un « groupe d'appui » (Uruguay, Brésil, Pérou et Argentine) : ils bousculent la suprématie de Washington dans ce qu'il considère comme son « arrière-cour ». La Maison Blanche et ses alliés dans la région, - Honduras, Costa-Rica et El Salvador - ne manquent pas de s'en irriter (4).

Recherche d'une pacification de la région

CONTADORA ne parviendra pas à surmonter le problème-clé du conflit : la guerre de « basse intensité » menée par Washington contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua par « contras » interposés, dont le règlement dépasse nécessairement le cadre centro-américain.

Officiellement en paix avec Managua (les relations diplomatiques n'ont jamais été rompues), Washington justifie sa politique de déstabilisation en critiquant l'absence de démocratie au Nicaragua, ou l'ingérence supposée de Managua dans le conflit salvadorien. Le groupe de Contadora élaborera plusieurs plans de pacification et de démocratisation que Managua acceptera, obligé par la Maison Blanche à exorcer des pressions sur ses alliés pour que ceux-ci finissent par les rejeter. L'administration Reagan ne peut en effet accepter aucun plan de paix qui viendrait reconnaître la légitimité du gouvernement sandiniste (renforcée par le verdict des urnes depuis les élections générales de 1984).

En janvier 1987, une nouvelle version du traité de Contadora, appuyée par le secrétaire général de l'OEA,

* Chargé de cours à l'université centro-américaine de Managua.

M. Baena Soares, et de nombreux gouvernements latino-américains, est élaborée. C'est alors que M. Reagan propose un plan dont l'objectif premier n'est autre que de saboter les résultats obtenus dans le cadre de Contadora, offrant ainsi une échappatoire à ses alliés de la région. Elaboré lors de la visite aux États-Unis du président costaricain, M. Oscar Arias, à qui on attribue la paternité, ce plan constitue, dans sa première mouture, un projet de capitulation sans condition du gouvernement sandiniste (5).

Mais l'affaiblissement de la position américaine après l'affaire de l'Orange (6) encouragea le président Arias à prendre un sérieux sa mission improvisée de promoteur de la paix, qui lui vaudra le prix Nobel.

En août 1987, les principes du plan Arias se retrouvent dans les accords d'Esquipulas II, approuvés par les cinq présidents centro-américains : élections libres dans tous les pays, respect des libertés individuelles et des droits de l'homme, interdiction des livraisons d'armes à des groupes irréguliers et du maintien de leurs bases arrière le long des frontières.

Concrètement, Managua obtient de ses voisins la fin du soutien à la contre-révolution (dont le démantèlement de leurs bases le long de la frontière du Honduras) et sa reconnaissance implicite comme gouvernement légitime du Nicaragua, en échange du rétablissement des droits de l'opposition interne à Managua (reparution du journal de l'opposition *La Prensa* ; constitution d'une commission nationale de réconciliation pluraliste) et la fin du soutien militaire à la guérilla salvadorienne qui, à cette date, n'a pas pu être prouvée et que Managua a toujours nié.

Mais, à nouveau, M. Reagan refuse d'avaliser les conséquences de ce plan.

Le principe d'une pacification négociée de la région étant désormais admis par les cinq gouvernements, reste le problème de sa mise en application. Pour le gouvernement sandiniste, l'engagement d'Esquipulas consiste en l'octroi de garanties démocratiques à une opposition interne fort active, soutenue financièrement par Washington et dont les protestations trouvent un écho dans la presse internationale, en particulier américaine. Les obligations des autres gouvernements de la région font l'objet de beaucoup moins d'attention. Pendant les mois qui suivent, les alliés de Washington font notablement traîner les choses, dans une indifférence quasi générale, et loin des projecteurs de l'actualité. Lors de la première réunion d'évaluation des accords d'Esquipulas, à San-José en janvier 1988, les quatre présidents alliés de Washington exigent la suppression de la commission de vérification composée d'observateurs neutres, la non-

cohérence en Amérique centrale, où un nouveau foyer de crise apparaît brusquement au Panama et où l'accord du Congrès pour toute action militaire d'envergure semble problématique (9).

Mais, malgré les promesses, Managua ne parvient pas à obtenir satisfaction. Fin juin 1989, les campements de la Contra sont toujours présents le long de la frontière du Honduras. La Maison Blanche tente vaillamment de préserver le statu quo, et multiplie les pressions sur ses alliés, principalement les Honduriens, pour que les bases de la Contra restent en place au moins jusqu'aux élections de février (vote de

Désaccord avec la stratégie de la guérilla salvadorienne

UNE nouvelle relance du dialogue de paix a eu lieu à Tela, au Honduras, en août dernier. M. Daniel Ortega arrive en position de force face à ses collègues de l'isthme. Le processus électoral nicaraguayen est largement engagé, les lois sur la presse et la loi électorale ont été réformées, un Conseil suprême électoral pluraliste a été nommé avec l'approbation des députés de l'opposition et toutes les forces politiques du pays demandent la liquidation de la Contra. Le principal thème de discussion est d'ailleurs celui du démantèlement des bases contre-révolutionnaires et le destin de leurs occupants. Le texte final de la rencontre de Tela fixe un nouveau calendrier et prévoit l'intervention le long de la frontière hondurienne d'une force d'interposition et de contrôle des

l'aide « humanitaire » à la Contra pour une période exceptionnellement longue, nouvelles manœuvres militaires américaines au Honduras, etc.). Et on peut supposer que, dans l'esprit de M. Bush, le destin futur de la Contra dépend du résultat même de ces élections : si l'Union nationale d'opposition (UNO), dirigée par Mme Violeta Barrios de Chamorro, l'emporte, la Maison Blanche accueillera « le retour de la démocratie » au Nicaragua et en terminera avec la Contra ; si, au contraire, le Front sandiniste se maintient au pouvoir, Washington aura toujours la possibilité de brandir à nouveau la menace militaire.

contre des présidents centro-américains qui s'est tenue, début décembre, au Costa-Rica, après la violente offensive de la guérilla salvadorienne et l'assassinat de six jésuites par des Escadrons de la mort à San-Salvador. Dans la déclaration de San-Isidro-de-Coronado, M. Daniel Ortega a condamné « énergiquement les actions armées et terroristes irrégulières dans la région », il a lancé un appel à la guérilla salvadorienne afin qu'elle « cesse immédiatement les hostilités et reprenne le dialogue ». Cette dernière position, en particulier, marque un tournant politique majeur puisque, pour la première fois, Managua déclare publiquement son désaccord avec la stratégie du FMLN salvadorien, que soutient totalement, en revanche, Cuba.

Cela confirme l'étroite marge de manœuvre dont dispose la direction du Front sandiniste, soumise, d'une part, aux pressions de l'Union soviétique, qui encourage la recherche à tout prix d'un compromis ; et, d'autre part, aux attaques des États-Unis, qui restent intraitables, maintenant le blocus du pays et continuant de harceler le régime par « contras » interposés (12).

Les élections du 25 février se dérouleront, malgré tout, dans les conditions souhaitées par Washington. Managua, qui a réagi très fermement après les incidents qui opposaient des militaires américains à des membres de l'ambassade nicaraguayenne à Panama, sait que les États-Unis veulent la fin du régime sandiniste d'autant plus fortement qu'ils se considèrent de retour dans leur « arrière-cour », où ils comptent imposer leur ordre. La victoire de la candidature de l'UNO favoriserait certainement cet objectif, une victoire de M. Ortega, en revanche, relancerait - même si les conditions du déroulement du scrutin étaient irréprochables - la longue guerre occulte contre le Nicaragua.



PEINTURE MURALE A MANAGUA (1983). La logique des urnes l'emportera-t-elle sur celle des fusils ?

publication de son premier rapport et son remplacement par des diplomates centro-américains (7). Les mandataires évincent ainsi une probable sanction de la part de cette commission, face au Nicaragua qui a spectaculairement rempli ses engagements : reparution sans censure de *La Prensa* en octobre, mise sur pied de la commission nationale de réconciliation en novembre, dirigée par le cardinal Obando y Bravo. Pendant ce temps, le démantèlement des bases de la Contra au Honduras ne connaît même pas un début de réalisation. Et lorsque le président Ortega proteste, on exige de lui de nouvelles concessions pour raviver le plan de paix.

La situation économique intérieure étant catastrophique (8), le président Ortega fait tout pour mettre fin à un conflit qui ne l'a jamais vraiment menacé mais dont le Nicaragua ne peut plus supporter le coût. Il accepte, pendant la même réunion de San-José, en janvier 1988, la suspension de l'état d'urgence et le rétablissement de toutes les libertés constitutionnelles, ainsi que de dialoguer directement avec les contre-révolutionnaires. Après une longue période d'attente liée aux élections américaines et à l'incertitude sur la politique de M. Bush, les cinq présidents de la région se retrouvent à San-Salvador, en février 1989, où de nouvelles concessions sont acceptées par M. Daniel Ortega (l'avancement des élections générales prévues pour novembre 1990, la libération des anciens gardes somozistes, la modification de la loi électorale dans un sens plus favorable à l'opposition, etc.). En contrepartie, on lui promet, une fois de plus, le démantèlement des bases de la contre-révolution au Honduras, dans un délai de cinq mois. La nouvelle administration Bush, de son côté, se montre impuissante à définir une politique

Nations unies pour en assurer le déroulement. L'administration Bush ne réagit pas directement à la signature de l'accord, ce qui laisse présager sa possible réalisation.

Cependant, dans les mois qui suivent, les attentats de la Contra à l'intérieur du territoire nicaraguayen se multiplient et aucun signe de démantèlement ne se manifeste de l'autre côté de la frontière. Tout laisse penser que, une fois de plus, les Honduriens ne feront rien et que les bases seront maintenues au-delà de la date limite (10). Le renouvellement du blocus économique contre le Nicaragua par le président Bush, en octobre 1989, achève de convaincre Managua qu'il n'a plus rien à attendre d'une politique de concessions unilatérales.

C'est cette partie inégale que le président Ortega a brusquement refusé de continuer à jouer, en rompant le cessez-le-feu avec la Contra le 1^{er} novembre 1989. Ayant largement honoré ses engagements, le gouvernement sandiniste entend bien que, cette fois, ses interlocuteurs remplissent les leurs, et que le traité de paix ne se convertisse pas une fois de plus en un jeu de dupes. Sommés de maintenir les échéances électorales sous peine de voir une tempête d'accusations se déchaîner à nouveau à propos de la nature « totalitaire » de son régime, M. Daniel Ortega a pris à son tour au pied de la lettre les autres échéances de l'accord, et en particulier celle du démantèlement des campements de la contre-révolution. Fin octobre, devant l'inertie affichée par le président hondurien sur la question, il était clair que la date limite du 5 décembre ne pourrait être respectée. Après une attaque particulièrement meurtrière d'un groupe contre-révolutionnaire contre une coopérative dans le sud du pays, M. Ortega annonce la suspension du cessez-le-feu (11).

Managua a encore fait des concessions politiques lors de la récente ren-

- (1) Cf. *Lettre des élections* (Nicaragua, Costa-Rica), n° 3, Paris, 4 décembre 1989 (32, rue Saint, 75018 Paris).
- (2) Cf. *Nicaragua aujourd'hui*, dossier élections, n° 61, Paris, novembre-décembre 1989.
- (3) Cf. Ignacio Ramonet, « De la complaisance pour Somoza à l'offensive contre les sandinistes », *Le Monde diplomatique*, juin 1985.
- (4) Fernando Volio Jimenez, « El grupo de Contadora », in *Revista del Pensamiento Centroamericano*, n° 187, San-José, avril 1985.
- (5) Sur la genèse du plan Arias, voir *Pensamiento Propio* n° 8, CEDES, Managua, juin 1987.
- (6) Sur la politique secrète de l'administration Reagan à l'égard de l'Amérique centrale, voir : Bob Woodward, *CIAs : Guerres secrètes 1949-1967*, Stock, Paris, 1987.
- (7) « Centroamérica 88 : negociar el conflicto », in *Enfoque* n° 92, Instituto Histórico Centroamericano, Managua, mars 1988.
- (8) Cf. Stéphane Rillaerts : « Le sandinisme dans ses derniers retranchements ? », *Le Monde diplomatique*, février 1989.
- (9) Cf. l'article de Serge Halimi, « La prédominance de M. George Bush », *Le Monde diplomatique*, novembre 1989.
- (10) Et cela d'autant que le nouveau président hondurien, élu le 26 décembre dernier, M. Rafael Calleja, du Parti national, est plus farouchement pro-américain que M. Azcona.
- (11) *Barricada*, Managua, 4 novembre 1989.
- (12) Cf. Pierre de Charentenay, « Les atouts du sandinisme au Nicaragua », *Le Monde diplomatique*, octobre 1989.

Édité par la SARL *Le Monde*
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes de
réimpression ou autre, utiliser notre numéro de
téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

La fédé

La plupart des problèmes économiques, nationalistes, crise de l'Etat... six Républiques dirigée par situation économique ne ce vit dans une permanente exil à l'égard des Albanais La Slovénie et la Croatie réformes politiques et éco pan-sérbes de M. Milosevi ment. Les forces armées heure.

Né des cendres du premier mondial, l'Etat yougoslave a (1^{er} décembre 1989 son soixantième anniversaire. Mais deux six Républiques qui le constituent Macédoine et la Slovénie - n'ont voulu entendre parler d'un tel anniversaire. Conservateurs et socialistes vènes et macédoniens - ainsi l'Eglise orthodoxe macédonienne estimant que l'Etat yougoslave de fédéral a vu le jour en 1943 et non 1918, à Jajce, et a été fondé par le muiniste croate Tito, alors que le trouvaient en exil à Londres et les pays était occupé par les Allems. En revanche, la Serbie, la plus grande Républiques, qui fut à l'origine la Yougoslavie monarchiste et céntrale, se considère comme dépositaire d'un projet de restauration nationale. Le leader communiste-populiste M. Slobodan Milosevic, estime que Yougoslavie actuelle est effective une création de la Serbie héroïque.

Pour soutenir ces thèses - défendent avec enthousiasme Serbes et les Monténégriens - tous moyens semblent bons, et l'on retrouve aux fantômes de la dynastie Petrovic. Un vaisseau de guerre ita a amené récemment au Monténégro cendres du roi Nicolas du Monténégro et de son épouse Milena. Débarqué un camion de l'armée yougos - pour éviter tout rappel des ambitions expansionnistes de Mussolini, - représentant du Parti communiste haita la bienvenue posthume au exilé en ces termes : « Sire, m'adresse à Votre Majesté, vous en votre Monténégro... »

La famille Romanov, russe, sente, ainsi que de nombreux descendants d'anciennes familles tsaristiques, à ce deuxième enterrement de leur parent pauvre et lointain ont été surpris par tant de pompe et d'effort autour d'un cercueil sur lequel avait placé le sabre du roi Alexandre.

Tant que dura la guerre froide et l'Est et l'Ouest, la Yougoslavie put flirter, sur le plan diplomatique, de rupture avec Staline en 1948 et de non-alignement. Aujourd'hui que tiers-mondisme de la Yougoslavie n'inquiète plus les puissances occi-

* Sociologue, diplômé de l'université Belgrade.

OBSE ET DIAGNOST

Directeur des publications
Une REVUE trimestrielle

Revue n° 30 (janvier 1990)

Les pa
Répa
Convergen
Crois
Endettement

Lettre n° 71 (janvier 1990)

La croiss

ABONNEMENTS TARIF 1990

Institutions, entreprises

Particuliers

Etudiants

Observatoire Français des Conjonctures Économi

هكذا من الأصل

CRISE ÉCONOMIQUE ET DÉSIRS DE SÉCESSION

La fédération yougoslave menacée d'éclatement

La plupart des problèmes que connaît l'Union soviétique (difficultés économiques, nécessité de réformes, montée des nationalismes, crise de l'Etat...) se posent en Yougoslavie, fédération de six Républiques dirigée par les communistes depuis 1945. La situation économique ne cesse de se dégrader : 15 % de la population active est sans emploi et le taux d'inflation a atteint l'an dernier 2 500 %. Un plan d'austérité a été voté fin décembre par le Parlement de Belgrade et les salaires sont bloqués.

Cela s'accompagne d'une violente flambée des irrédentismes. La Serbie, que dirige le leader charismatique Slobodan Milosevic, vit dans une permanente exaltation nationaliste attisée par l'hostilité à l'égard des Albanais musulmans de la province du Kosovo. La Slovénie et la Croatie, qui ont entrepris d'importantes réformes politiques et économiques, s'opposent aux ambitions pan-serbes de M. Milosevic. La fédération est menacée d'éclatement. Les forces armées observent et semblent attendre leur heure.

Par JUAN FERNANDEZ ELORRIAGA *

Né des cendres du premier conflit mondial, l'Etat yougoslave a été le 1^{er} décembre 1989 son sixième anniversaire. Mais deux des six Républiques qui le constituent — la Macédoine et la Slovénie — n'ont pas voulu entendre parler d'un tel anniversaire. Conservateurs et socialistes slovènes et macédoniens — ainsi que l'Eglise orthodoxe macédonienne — estiment que l'Etat yougoslave de type fédéral a vu le jour en 1943 et non en 1918, à Jajce, et a été fondé par le communiste croate Tito, alors que le roi se trouvait en exil à Londres et que le pays était occupé par les Allemands. En revanche, la Serbie, la plus grande des Républiques, qui fut à l'origine de la Yougoslavie monarchiste et centralisée, se considère comme dépositaire d'un projet de restauration nationale. Le leader communiste-populiste serbe, M. Slobodan Milosevic, estime que la Yougoslavie actuelle est effectivement une création de la Serbie héroïque.

Pour soutenir ces thèses — que défendent avec enthousiasme les Serbes et les Monténégrins, — tous les moyens semblent bons, et l'on recourt même aux fantômes de la dynastie Petrovic. Un vaisseau de guerre italien a amené récemment au Monténégro les cendres du roi Nicolas du Monténégro et de son épouse Milena. Débarqué par un camion de l'armée yougoslave — pour éviter tout rappel des ambitions expansionnistes de Mussolini, — le représentant du Parti communiste souhaita la bienvenue posthume au roi exilé en ces termes : « Sire, je m'adresse à Votre Majesté, vous voici en votre Monténégro... »

La famille Romanov, russe, présente, ainsi que de nombreux autres descendants d'anciennes familles aristocratiques, à ce deuxième enterrement de leur parent pauvre et lointain ont dû être surpris par tant de pompe et d'honneur autour d'un cercueil sur lequel on avait placé le sabre du roi Alexandre.

Tant que dura la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, la Yougoslavie put profiter, sur le plan diplomatique, de sa rupture avec Staline en 1948 et de son non-alignement. Aujourd'hui que le tiers-mondisme de la Yougoslavie n'inquiète plus les puissances occiden-

tales, Belgrade, en proie à d'énormes difficultés économiques et à de très fortes tensions interethniques, souhaite convaincre les Etats-Unis que personne n'a intérêt à ce que la première puissance balkanique demeure affaiblie et malade.

En octobre 1989, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, exprima le soutien de l'Italie à son voisin yougoslave avec lequel — de janvier à septembre 1989 — les échanges commerciaux atteignirent 2 500 millions de dollars, c'est-à-dire le tiers du commerce yougoslave avec la Communauté européenne. Au cours de la réunion du conseil atlantique à Bruxelles, le 28 septembre 1989, l'ambassadeur italien, M. Fulzi, expliqua à la presse qu'il fallait « aider la Yougoslavie pour éviter l'éclatement de la fédération des Slaves du Sud » et pour éviter que l'Italie — et donc l'OTAN — ne se retrouve voisins d'un « dangereux vide politique ». L'Italie a poursuivi son soutien économique, destiné, en particulier, à assainir la situation des banques yougoslaves et à appuyer la demande de Belgrade aux Etats-Unis d'une aide de 1 milliard de dollars.

Depuis la mort de Tito, en mai 1980, le pays a dû faire face à la crise de l'endettement irrégulier accumulé durant les années sereines du légendaire maréchal. La population découvrit alors que son bien-être, que tout l'Est lui enviait, reposait sur une montagne de dettes. Un dollar valait alors 20 dinars ; il vaut aujourd'hui plus de 90 000. L'inflation a dépassé, en 1989, 2 500 % et a ramené la population aux niveaux de vie des années 70 et même — en Macédoine par exemple — des années 60.

L'autogestion socialiste — ce système où « le paysanisme était interdit » et où « tout était prévu jusqu'au moindre détail » — a échoué, victime d'une sorte de féodalisation de la vie économique. Les bureaucrates n'avaient ni à rendre compte à l'Etat ni à tenir compte du marché.

Le commerce extérieur, cependant, semble s'améliorer ; depuis 1983, la Yougoslavie exporte davantage qu'elle n'importe (1). Les exportations ont progressé de 10 % à 15 % par an depuis 1985 ; à cela il faut ajouter environ 4 à 5 milliards de dollars envoyés par les

travailleurs émigrés et quelque 2 milliards de dollars de revenus du tourisme. Les réserves en devises du pays sont substantielles (environ 6 milliards de dollars), ce qui relativise l'importance de la dette extérieure (16 milliards de dollars).

Lors d'une réunion, à New-York, le 21 novembre 1989, du Conseil économique yougoslave-américain, un représentant du FMI fit l'éloge du commerce extérieur yougoslave mais critiqua la politique salariale, cause, selon lui, d'inflation. Il déclara que la lutte contre l'inflation n'aurait de succès que lorsque seraient effectués des « changements structurels ». Le représentant de la Banque mondiale, M. Eugenio Lari, a reconnu que malgré tout c'était pour lui presque un plaisir de se pencher sur le cas yougoslave après avoir passé plusieurs mois à étudier l'extrême situation de la Pologne, de la Hongrie et de la RDA...

M. Franc Horvat, ministre du commerce extérieur, a déclaré que même si la Yougoslavie faisait encore partie des pays « à risque », le volume des investissements étrangers continuait d'augmenter. En témoigne le nombre sans cesse croissant de sociétés mixtes (joint-ventures) : 217 créations en 1989. Ainsi que l'inauguration d'une Bourse de valeurs mobilières à Ljubljana (Slovénie) en décembre 1989, avec une capitalisation d'environ 20 millions de dollars.

Beaucoup de responsables sont persuadés que la sortie de la crise passe par une importante réforme politique.

chef des communistes albanais du Kosovo, est considéré comme un procès stalinien par de nombreux communistes yougoslaves qui ne prennent pas au sérieux les accusations de contre-révolution formulées contre lui. La Slovénie, en particulier, dénonce avec véhémence la politique de la Serbie à l'égard du Kosovo, où l'état d'urgence a été instauré ; elle réclame également l'arrêt des poursuites contre M. Viasl.

Les problèmes nationalistes ont été nombreux depuis 1919. Historiquement, le plus grave d'entre eux est l'irrédentisme croate, qui devait provo-

quer, le 9 octobre 1934, l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie lors de l'attentat de Marseille. La Croatie fut, durant tout l'après-guerre, le foyer le plus important de dissidence anti-serbe de la fédération, et cela malgré le fait que Tito était croate. Mais personne n'imaginait qu'on allait assister à un réveil aussi violent du nationalisme serbe. Le pays s'est habitué à vivre, sans doute, avec un problème croate qu'il connaît depuis la naissance de la fédération, mais pourra-t-il survivre à un problème national serbe ?

Slovènes et Croates contre Serbes

PEU après la mort de Tito, en mai 1980, des troubles éclatèrent au Kosovo ; et dix manifestants albanais étaient tués en 1981. Le Kosovo — dont 90 % de la population, musulmane, est de souche albanaise — voulait devenir une République fédérée au sein d'un pays qui, par définition, est slave. Yougoslavie veut dire Slave du Sud, ou « pays des Slaves du Sud » — Slovènes, Croates, Serbes, Bosniens et Monténégrins sont slaves, la langue dominante est le serbo-croate et la religion chrétienne (catholique à l'ouest du pays, orthodoxe à l'est). L'hymne national est le *O Slaves*, dont la musique est identique à celle de l'hymne polonais... Les revendications des Albanais de souche, ainsi légitimes qu'elles soient, ont déclenché en Serbie une flambée du nationalisme. Et la réaction de Belgrade contre les Albanais a été sévère.

8 % de la population. Située à l'extrême ouest du pays, aux frontières de l'Italie et de l'Autriche, elle a proclamé en septembre 1989 son droit à la sécession. L'un des soixante amendements nouveaux à sa Constitution autonome interdit aux forces armées fédérales d'intervenir sous quelque prétexte que ce soit en territoire slovène sans l'autorisation du Parlement slovène. Cette disposition a été prise par crainte que la Serbie n'impose une intervention militaire contre la Slovénie pour s'opposer à ses « déviations antimilitaristes, social-démocrates ou séparatistes ». « Notre droit à la sécession, ont répondu les dirigeants communistes slovènes, existe déjà dans le préambule de la Constitution fédérale de 1974. »

En Slovénie, de fait, le multipartisme existe déjà, et de nombreuses formations politiques s'expriment librement, en particulier l'Union



MONTÉNÉGRINS EN ARMES À LA FRONTIÈRE DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Des unités armées prêtes, de nouveau, à s'engager

Mais les forces armées sont fortement réticentes : « La réforme sera radicale, mais elle devra être fondée sur une vision marxiste du monde et du socialisme moderne », a déclaré le général Nikola Chubra au cours d'une réunion préparatoire du congrès de la Ligue des communistes qui s'est tenu à Belgrade du 20 au 22 janvier. Le ministre de la défense, le général Veljko Kadijevic, s'est également prononcé en faveur d'une réforme parlementaire, mais il a exigé que la nouvelle Constitution définisse la Yougoslavie comme une « fédération unie et de socialisme autogestionnaire ». Il a ajouté que les militaires suivaient avec intérêt « toutes les démarches faites par des pays étrangers pour trouver une solution à la situation du pays ». « Mais toute manœuvre qui serait dirigée contre la Yougoslavie et contre le socialisme trouvera en nous une opposition dédaignée », a-t-il précisé. Il a fait ces déclarations quelques jours après que le premier ministre, M. Markovic — qui est croate, et jouit d'importantes sympathies aux Etats-Unis, — eut reçu de Washington des promesses d'aide économique. M. Markovic a, en effet, obtenu du Congrès américain que la coopération économique avec Belgrade ne soit pas suspendue à cause de la répression du nationalisme non terroriste des Albanais du Kosovo.

Cette affaire, on le sait, enveloppe la politique intérieure (2), surtout depuis qu'en février 1989 la Constitution a été modifiée pour permettre à la Serbie de reprendre en main la province du Kosovo, autonome depuis 1974. Le procès contre M. Azem Viasl, ancien

Les troupes fédérales sont intervenues en mars dernier contre les manifestants albanais ; bilan, une vingtaine de morts. Et le 3 novembre 1989, trois Albanais étaient encore tués par la police lors des manifestations contre le procès Viasl.

Le Monténégro et la Vojvodine, province autonome de Serbie (où vit une importante minorité hongroise), se sont alliés à la Serbie, dont la capitale, Belgrade, est aussi celle de l'Etat fédéral. La Macédoine — qui avant la guerre manifestait des sympathies pro-bulgares (les Bulgares sont aussi des Slaves du Sud) et se méfiait du panserbisme — se rallie aujourd'hui aux thèses du leader populiste serbe Milosevic, fétu de l'expansion albanaise. Cette République de Macédoine — où est née au début du siècle la célèbre Mère Teresa de Calcutta, au sein d'une famille albanaise catholique — voit aussi avec appréhension l'expansion démographique des Albanais. Les Macédoniens ne constituent plus que 70 % de la population, et craignent — si les choses suivent le cours actuel — de se retrouver dans la situation des Serbes du Kosovo, désormais minoritaires.

Au sein de la présidence collective de l'Etat fédéral, M. Milosevic dispose déjà, pour imposer son point de vue, de quatre voix sur huit (celles de la Serbie, du Monténégro, de la Vojvodine et du Kosovo), auxquelles s'ajoute celle de la Macédoine.

Mais l'ambition de M. Milosevic est contrariée par l'attitude de la Slovénie (capitale : Ljubljana). Cette République produit 22 % du produit national fédéral alors qu'elle ne compte que

social-démocrate, l'Alliance paysanne, l'Union démocrate-chrétienne, les Verts... En revanche, en Serbie, on prend très au sérieux les récentes déclarations de l'amiral Stane Brovet, membre du comité central, qui, « au nom des forces armées », a fait part de son opposition au multipartisme. Cependant si, fin décembre 1989, le parti communiste de Serbie avait confirmé son adhésion au principe du parti unique, la Ligue des communistes yougoslaves, lors de son congrès extraordinaire de janvier 1990, s'est prononcée en faveur du multipartisme. Mais, cette réunion a dû être suspendue, les textes proposés n'étant pas assez libéraux aux yeux des Slovènes. Ces derniers, ainsi que les Croates, étaient déjà partisans du multipartisme et d'élections libres.

Le pays apparaît ainsi politiquement cassé en deux, les deux Républiques de l'ouest, Slovénie et Croatie, (à dominante catholique et ayant longtemps fait partie de l'Empire austro-hongrois), s'opposant à la Serbie et à son chef, M. Milosevic, dont ils redoutent le nationalisme pan-serbe, la démagogie et l'immobilisme. Les militaires observent la polémique, constatant la persistance de la crise économique, se déclarent inquiets pour l'unité nationale et, au nom du parti, attendent sans doute le moment d'entrer en scène...

(1) La France est le quatrième client de la Yougoslavie, après l'URSS, la RFA et l'Italie ; le marché yougoslave représente pour la France le deuxième débouché en Europe de l'Est, après l'URSS. Le volume du commerce franco-yougoslave est d'environ 1,2 milliard de dollars.

(2) Lire le *Monde diplomatique* de décembre 1988, février 1989, avril 1989 et novembre 1989.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES

Directeur des publications : Jean-Paul FITOUSSI
Une REVUE trimestrielle et une LETTRE mensuelle

Revue n° 30 (janvier 1990)

Les pauvretés en France
Répartition du revenu
Convergences sociales en Europe
Croissance du capital
Endettement public et taux d'intérêt
MIMOSA

Lettre n° 71 (janvier 1990)

La croissance qui vient de l'Est

ABONNEMENTS TARIF 1990	LETTRE	REVUE	JUMÉLE
Institutions, entreprises	150 F	330 F	420 F
Particuliers	75 F	210 F	250 F
Etudiants	45 F	125 F	160 F

Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) - 69 quai d'Orsay, 75007 Paris, Tél. 45-55-65-12

QUELLES NOUVELLES FONCTIONS POUR

Les dangers d'une « communauté de

POUR chaotique qu'elle soit, la nouvelle donne à l'Est modifie sensiblement le débat stratégique. Une chance se présente de définir une conception de la sécurité mondiale fondée sur la prévention des risques, à condition toutefois que ne soit pas mis en place un système dirigé contre les pays du Sud. Encore faut-il que les bouleversements, en URSS notamment (lire, ci-dessous, l'article de Stéphane Bernard), ne débouchent pas sur une anarchie généralisée qui rendrait difficile l'invention d'un projet réformiste international.

Par MAURICE BERTRAND

Il est de moins en moins ridicule de faire aujourd'hui des hypothèses optimistes en matière de réduction des armements. Mais si les changements en cours en Europe de l'Est et en URSS surprennent par leur rapidité, leurs conséquences militaires ne sont pas encore très claires.

On entend les propos les plus discordants : il existe encore des conservateurs, tel M. Caspar Weinberger (1), qui parlent obstinément de ne pas baisser la garde, qui réclament la modernisation des armements et qui décrivent des menaces terribles qui se profileraient au Sud. D'autres demandent le retrait immédiat des troupes soviétiques de Tchecoslovaquie ou de Hongrie, soit des troupes américaines d'Europe. D'autres, enfin, veulent détruire les alliances... MM. Bush et Gorbatchev, en rappelant, à Malte, que des négociations se poursuivaient à Vienne sur la réduction des armements conventionnels, ont justifié le maintien, même provisoire, du pacte de Varsovie et de l'OTAN.

Il reste que l'utilité des armements, au moins telles qu'elles sont actuellement

conçues, est fortement mise en question. Par exemple, 35,6 % de Suisses pensent qu'ils n'ont plus besoin d'une telle institution. Il conviendrait, sur ces questions, d'avoir des vues nettes, et de définir des politiques cohérentes et concordantes non seulement en Europe et chez les deux Grands, mais dans tous les pays. En d'autres termes, préciser : les risques ou les menaces appelant une réponse militaire aujourd'hui et dans l'avenir ; le niveau d'armements et de forces armées qu'il sera raisonnable de conserver et sa finalité ; et la manière d'assurer désormais la sécurité des pays et des personnes.

Pour tenter de répondre à ces questions, on dispose de quelques données sûres permettant de dessiner sans trop de risques le sens de l'évolution en cours. Et l'hypothèse la plus vraisemblable est que nous nous acheminons vers la constitution de ce que Karl Deutsch appelle une « communauté de sécurité » (2) des pays du Nord, même si les choix de société qu'un tel système implique sont encore fort loin d'être faits.

Il n'y a guère de doute qu'entre l'Est et l'Ouest la situation actuelle va se transformer rapidement en une situation de coopération (3).

C'est finalement dès 1990 - si l'on en croit les instructions issues du sommet de Malte - que seront vraisemblablement conclues les négociations START (Strategic Arms Reduction Talks), et l'ACE (Forces armées conventionnelles en Europe) à Vienne. Et on connaît dès maintenant le profil d'ensemble de leurs résultats.

Ce qui subsistera comme armements stratégiques aux États-Unis et en URSS - 6 000 têtes nucléaires et

1 600 lanceurs ou transporteurs de pitié et d'autre - laissera subsister d'énormes capacités de destruction mais exigera la suppression de 1 200 à 1 300 lanceurs dans chaque camp. Les chiffres autour desquels on va se mettre d'accord pour les forces conventionnelles en Europe - quelque 40 000 pièces d'artillerie, 40 000 chars de combat, 56 000 véhicules blindés, 3 500 hélicoptères de combat, entre 3 000 et 12 000 avions, 275 000 à 300 000 hommes de troupes étrangères stationnées au centre du Vieux Continent - ne signifient pas non plus la disparition des armées mais exigent la destruction d'environ 60 % des matériels du pacte de Varsovie et de 10 à 15 % de ceux de l'OTAN.

Mais plus encore que les réductions elles-mêmes, l'important est que les négociations en cours ne constituent pas un point d'arrivée mais un point de départ vers une situation entièrement nouvelle de la coopération.

La continuation de l'évolution commencée avec les entretiens Reagan-Gorbatchev, à Reykjavik, la signature du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) et les deux traités en cours de négociation aujourd'hui est inévitable. D'abord en raison de l'impact psychologique et politique des mesures de vérification et de confiance. Ensuite, à cause du caractère instable de la situation d'équilibre que créent la signature des traités START et l'ACE.

Il ne semble pas que l'on ait jusqu'à présent beaucoup étudié les conséquences psychologiques et politiques du développement combiné des mesures de vérification - à mettre en œuvre pour l'exécution des traités - et des mesures de confiance et de contrôle qui résulteraient des négociations et de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE) (4). Même si l'on ne connaît pas encore le détail des mesures de vérification qui seront retenues, il paraît dès maintenant certain qu'elles impliqueront la présence de plusieurs milliers (ou plus probablement de dizaines de milliers) de vérificateurs, dispersés sur de très nombreux points des territoires des États-Unis et de l'URSS pour START et de ceux de vingt-trois États européens, y compris l'URSS, jusqu'à l'Oural, pour les FNI. L'aboutissement des négociations sur l'interdiction des armes chimiques accroîtrait encore considérablement le nombre des vérificateurs et celui des sites de vérification.

Les échanges d'information abouti-

ront à fournir à chaque camp une description minutieuse de l'ensemble du dispositif militaire de l'adversaire éventuel, avec un degré de détail atteignant le niveau du bataillon. Quant aux opérations de vérification, prévues pour de nombreuses années, elles exigeront une coopération constante entre contrôleurs et contrôlés. Et les mesures dites de stabilisation (5) aboutiront à rendre impossible toute surprise. Lorsque ces dispositifs seront en place, il ne devrait plus exister la possibilité de faire un usage militaire, entre l'Est et l'Ouest, des armées soumises à ce degré de surveillance.

La présence continue de représentants de l'ancien adversaire sur le sol national ne peut pas ne pas créer une attitude entièrement nouvelle à l'égard du rôle des armées.

La logique de l'entreprise de réduction des armements, combinée à celle du développement des mesures de contrôle, est effectivement de remplacer la défiance par la confiance ; à la limite, la notion même de dissuasion est antinomique avec celle de confiance. Il semble donc rationnel d'aller plus loin et, au lieu de se contenter de réduire les menaces, de les faire disparaître complètement (6).

L'inévitable implication de la France

LA situation créée par la signature des accords START et l'ACE sera instable, car elle conduira à rechercher des niveaux d'armements encore plus bas. Ainsi l'évolution des relations entre les deux Allemagnes aboutira sans nul doute à la suppression des armes nucléaires à courte portée (moins de 500 km) stationnées sur leur sol. La dissuasion nucléaire repose sans doute sur l'absurde et l'impensable, mais il y a des limites, et les Allemands les ont clairement identifiées. La réaction des autres pays de l'Est ou de l'Ouest, sur le territoire desquels l'utilisation de ces armes « de théâtre » ou « préstratégiques » pourrait être envisagée dans les plans de guerre, ira évidemment dans le même sens.

L'ouverture de négociations pour l'élimination de ces engins est donc iné-

vitable à court terme, ce qui obligera à repenser le dispositif d'ensemble. Si la situation politique continue de s'améliorer entre l'Est et l'Ouest, des négociations pour des traités START II et l'ACE II seront alors engagées.

La France ne peut ignorer qu'elle sera inévitablement impliquée dans ces négociations, qu'il s'agisse de stratégies ou du préstratégique : ses Flottes et ses futures flottes ont déjà perdu toute signification, et la définition d'un palier minimal de dissuasion stratégique par les deux Grands remet nécessairement en cause les programmes des autres puissances nucléaires.

Le débat, aujourd'hui quelque peu académique, au sujet du « niveau minimum » ou de la « défense défensive » entrera à ce moment dans une phase

réelle à la CSCE, qui se sont déroulées à Stockholm de janvier 1984 à septembre 1986, et dont une nouvelle phase s'est ouverte à Vienne le 6 mars 1989. Sur l'évolution des négociations au sujet des mesures de confiance à la CSCE et à la CDE, et sur leur mise en œuvre, sur les relations entre ces négociations et les FNI, voir l'étude exhaustive de Victor Yves Gheblat dans la *Diplomatie et la défense* (La CSCE 1973-1989) (Breviary, Bruxelles, 1989) ; lire aussi, du même auteur, « Les résultats de la réunion de Vienne sur les suites de la CSCE », *Défense nationale*, Paris, avril 1989.

(2) Notification de l'arrêt de la rétroaction (quarante-deux jours à l'avance) ainsi que des mouvements de chars et d'artillerie, contrôle des stocks et des lieux de stockage, mesures de contrôle sur la dimension des activités militaires (interdiction des manœuvres impliquant plus de 40 000 hommes de troupes ou 800 chars, etc.).

(3) Cf. Maurice Bertrand, « Des idées neuves pour assainir la sécurité mondiale », *Le Monde diplomatique*, mai 1989.

(4) La conférence sur le désarmement en Europe est faite de négociations spéciales,

relatives à la CSCE, qui se sont déroulées à Stockholm de janvier 1984 à septembre 1986, et dont une nouvelle phase s'est ouverte à Vienne le 6 mars 1989. Sur l'évolution des négociations au sujet des mesures de confiance à la CSCE et à la CDE, et sur leur mise en œuvre, sur les relations entre ces négociations et les FNI, voir l'étude exhaustive de Victor Yves Gheblat dans la *Diplomatie et la défense* (La CSCE 1973-1989) (Breviary, Bruxelles, 1989) ; lire aussi, du même auteur, « Les résultats de la réunion de Vienne sur les suites de la CSCE », *Défense nationale*, Paris, avril 1989.

(5) Notification de l'arrêt de la rétroaction (quarante-deux jours à l'avance) ainsi que des mouvements de chars et d'artillerie, contrôle des stocks et des lieux de stockage, mesures de contrôle sur la dimension des activités militaires (interdiction des manœuvres impliquant plus de 40 000 hommes de troupes ou 800 chars, etc.).

(6) Cf. Maurice Bertrand, « Des idées neuves pour assainir la sécurité mondiale », *Le Monde diplomatique*, mai 1989.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA

Comment passer du monde

Par STÉPHANE BERNARD

CE qu'il est convenu d'appeler la guerre froide n'a été que le dernier avatar de la compétition millénaire des empires et des États pour la puissance. On sait, depuis le XVII^e siècle, que ce cercle vicieux ne comporte qu'une issue : l'autorité internationale. La Société des nations (SDN) et l'ONU s'y sont essayés à une époque où les conditions du succès n'étaient pas réunies. Elles le sont maintenant. Ce que la rivalité des Deux Grands n'a pas permis hier pour la première fois, aujourd'hui la faveur de leur rapprochement ?

Il ne s'agit pas de mettre sur pied un gouvernement mondial. Seuls des organismes nationaux ou régionaux peuvent gouverner, aujourd'hui, au sens propre du terme. Il s'agit de faire fonctionner une organisation internationale capable d'imposer une discipline aux États, de sanctionner leurs coups de force et de recommander des solutions pour tous les problèmes qui débordent les frontières des États, se sont mondialisés. En mettant fin, d'entrée de jeu, aux conflits régionaux les plus préoccupants, les Nations unies se constitueraient un capital de prestige et d'autorité qui leur permettrait de s'attaquer aux problèmes de développement, beaucoup plus difficiles à résoudre.

Il y a deux erreurs à ne pas commettre dans les circonstances actuelles. L'une serait de laisser aller les choses, au risque de manquer une occasion unique de mettre un terme à l'anarchie des rapports entre États. L'autre serait de faire confiance à un condominium américano-soviétique pour gérer les affaires du monde. Un directeur des superpuissances, indépendant des

Nations unies, ne serait accepté par personne et ne pourrait rien régler. Comment les Deux Grands pourraient-ils gouverner le monde, alors qu'ils sont débordés par leurs propres problèmes ? Seule la voie moyenne est praticable : fonder la paix sur l'accord des superpuissances au sein des Nations unies. Non pour qu'elles se servent de l'organisation internationale pour faire prévaloir leurs intérêts, mais pour qu'elles mettent leur puissance à son service et au service des ses valeurs, qui sont celles de l'institutionnalisation de la démocratie à l'échelle du monde.

Si l'on veut épauler M. Mikhaïl Gorbatchev, il faut l'aider politiquement en organisant la paix avec lui. Il n'y a pas d'autre moyen de renforcer son prestige. Profiter des difficultés actuelles de l'Union soviétique pour la marginaliser serait plus qu'une erreur. La paix ne saurait sortir de la cacophonie des moyennes et des petites puissances. Dans un monde où les Deux Grands démissionnent, par la force des résultats, les clés de l'avenir, rien de positif ne se fondera sur l'abaissement de l'Union soviétique, ou sur un quelconque « Yalta » bâti à la sauvette par les deux superpuissances.

Le président George Bush a déclaré récemment que son but était de faire entrer l'Union soviétique dans le concert des nations. Il vient de le répéter. Si tel est l'objectif, rien ne permet, jusqu'à présent, de penser que les responsables américains ont une conception claire de ce qu'il faudrait faire pour l'atteindre (lire, page 9, l'article de John Kenneth Galbraith).

Le démantèlement de l'Union soviétique

LES Russes savent, depuis Pierre le Grand (1672-1725), que, s'ils ne réussissent pas à s'aligner sur les performances économiques de l'Occident, ils subiront la loi du plus fort. Les gestionnaires de la puissance savent, de leurs côtés, que les perdants de la compétition entre les États pour la puissance n'ont pas d'autre avenir que la marginalisation, la sujétion, voire le démantèlement (1).

Depuis 1917, le communisme était considéré à l'Est, et dans de vastes régions du Sud - où les sociétés traditionnelles ont été refoulées dans la marge de l'histoire par les champions du pôle industrialisé de l'ordre marchand - comme le plus court chemin vers le développement, vers la puissance et vers la sécurité.

La détérioration des économies socialistes a ruiné ce credo. L'Union soviétique abandonne désormais le monde (lire, page 3, l'article de Sophie Bessis) pour donner ses

chances à une restructuration de son économie conduite par le Parti communiste. L'échec de la perestroïka la plaçait devant un choix dramatique : délaissé par les moyens du capitalisme, ou abandonner la compétition en matière de développement et se replier derrière des frontières protégées par un bouclier militaire défensif, minimal mais suffisant.

La nouveauté est que, à l'ère nucléaire, un grand pays ne peut plus être attaqué, même par des forces conventionnelles supérieures aux siennes. L'éventail des options politiques qui s'offrent lorsque le rapport des forces militaires tourne en sa défaveur s'en trouve considérablement élargi. Un nouvel Hitler ne pourrait plus attaquer un nouveau Staline. Le destin de l'empire soviétique ne peut être semblable, dans ce sens, à celui des anciens empires austro-hongrois et ottoman.

La perestroïka première manière

a-t-elle échoué ? C'est de plus en plus probable, compte tenu du temps limité dont M. Mikhaïl Gorbatchev dispose pour crédibiliser ses réformes par des résultats. Tout indique que l'heure du choix s'apprête à sonner, si elle n'a pas déjà sonné. Elle a été considérablement avancée par les événements sans précédent dont l'Europe de l'Est, le Caucase et les pays baltes sont le théâtre. La vague partie de Moscou reflue vers Moscou.

L'hypothèse la plus raisonnable est que ce reflux ne prend pas les dirigeants soviétiques au dépourvu. M. Mikhaïl Gorbatchev doit savoir depuis le début que, en cas d'échec de la restructuration de l'économie soviétique, il lui faudrait renoncer au communisme en URSS, après l'avoir abandonné à lui-même en dehors de l'URSS. M. Gorbatchev l'a dit à mots couverts dès son accession au pouvoir : « Si pas nous, qui ? » En d'autres mots : « Si pas nous, le capitalisme. »

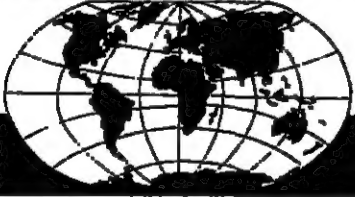
Si le passage au multipartisme et à l'économie de marché réussit, il sera le résultat de décisions prises au sommet, comme l'ont été les étapes antérieures de la perestroïka. L'Union soviétique n'est pas l'Europe de l'Est. Le communisme n'y est pas venu dans les fourgons d'une armée étrangère. Le régime apporté aux masses des libertés et une relative équité dans la répartition de la pénurie, auxquelles elles sont attachées. Si le régime est jeté par-dessus bord par l'actuelle équipe dirigeante, ce ne sera pas sous la pression des masses, mais, paradoxalement, en dépit de leur réticence et peut-être même de leur résistance, l'intelligentsia mise à part.

Si les choses tournent mal, on verra des rassemblements populaires aussi importants à Moscou et à Leningrad que ceux qui ont inondé Berlin-Est, Bucarest et Prague. Le risque n'est

(1) Cf. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, Paris, 1989.

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE.

inter-livres



DIRECTEMENT CHEZ VOUS : ACHETEZ LIVRES ET DISQUES de votre choix, disponibles sur catalogues éditeurs français.

Joignez à votre commande sa valeur approximative (200 F minimum) ou équivalent en toutes devises convertibles.

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

- DÉTAXE sur le PRIX IMPOSÉ FRANCE, pour les livres (sauf scolaires et spécialisés).
- REMISE DE 10 % pour les CD, DISQUES, CASSETTES et VIDÉO.
- FRAIS DE PORT en RECOMMANDÉ (préciser AVION ou SURFACE).
- CONDITIONS DÉTAILLÉES sur demande.

inter-livres

14, Place de Rungis
75013 PARIS
Tél. : (1) 45.88.44.45

فكرنا من الأصل

L'OTAN ET L

sécurité

opérationnelle. En même temps, on cherche les moyens de créer un équilibre au fur et à mesure que se rapprochera d'un palier très fait, s'amorcera à ce moment la transformation de la situation de confrontation en situation de coopération.

Cette évolution, déjà amorcée dans le plan technique, économique et politique, va se développer considérablement en raison :

- de la logique de la coopération ;
- des risques ou menaces à travers : commun ; environnement, drogue, terrorisme, migrations, sida...
- du développement institutionnel en résultant : sommets, organisations internationales, attitudes concertées du Conseil de sécurité de l'ONU...
- du désir d'éviter des troubles géants dans les pays du Sud ;
- finalement, de la généralisation de la culture postindustrielle.

Le risque est réel de voir la communauté de sécurité qui se dessine, mer contre le Sud, où certes, de gers réels existent bel et bien. Les les à lui même créés en y distribuant et y vendant les armes les plus modernes et les technologies les plus militaires, en soutenant les régimes plus autoritaires. L'instabilité du fait que demain les équipements et seront utilisés dans les conflits du Sud. Certains de ces conflits pourraient générer le Nord, d'autres l'impératif directement.

Beaucoup plus grave et menaçante est l'idéologie qui se développe au Nord : prenant prétexte de menaces potentielles, elle s'efforce de montrer que « l'ennemi » est maintenant au Sud et qu'il convient d'opposer une réponse essentiellement militaire. C'est sur un nouvel ordre de menaces que va porter le débat fondamental pour l'avenir.

Le rapport Rie-Whitaker (7) sur la dissuasion distinctive (criminalité déterrée), publié en avril 1988, et à la conception d'un « pacte de sécurité », entre au MM. Kissinger et Brzezinski. Préparé par la très officielle commission stratégique intégrée à long terme, par le secrétaire à la défense, ce ment, tout en baignant largement une vision confrontationnelle l'URSS, faisait déjà une large aux menaces en provenance du monde et demandait qu'il en soit compte dans les conceptions stratégiques de l'avenir.

Beaucoup plus grave et menaçante est l'idéologie qui se développe au Nord : prenant prétexte de menaces potentielles, elle s'efforce de montrer que « l'ennemi » est maintenant au Sud et qu'il convient d'opposer une réponse essentiellement militaire. C'est sur un nouvel ordre de menaces que va porter le débat fondamental pour l'avenir.

Le rapport Rie-Whitaker (7) sur la dissuasion distinctive (criminalité déterrée), publié en avril 1988, et à la conception d'un « pacte de sécurité », entre au MM. Kissinger et Brzezinski. Préparé par la très officielle commission stratégique intégrée à long terme, par le secrétaire à la défense, ce ment, tout en baignant largement une vision confrontationnelle l'URSS, faisait déjà une large aux menaces en provenance du monde et demandait qu'il en soit compte dans les conceptions stratégiques de l'avenir.

PERESTROÏKA

d'hier à

pas de même nature dans les Républiques russes que dans les autres Républiques. En pays russe, on peut s'attendre à des émeutes provoquées par l'instauration du rationnement et multipliées de manifestations de mépris pour la défense des conquêtes du régime bolchevique.

Dans les Républiques non russes (pays baltes, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, etc.) l'objectif de l'indépendance nationale se conjugue déjà avec des exigences multipartisme et d'autonomie, sur fond d'affrontements communautaires comme on a pu le voir à Bakou à la fin janvier.

Que pourraient faire les dirigeants les difficultés actuelles prenaient un tournure aigu ? Imaginons que les grandes manifestations pour l'autonomie deviennent incontrôlables à Kiev. Des unités soviétiques pourraient-elles tirer sur des Ukrainiens sans que les officiers ukrainiens se révoltent ? N'est-ce pas déjà ce qui se passe en Azerbaïdjan ? Se pose alors le problème de la représentation des nationalités soviétiques aux divers échelons de l'armée rouge.

Si la multiplication et l'aggravation des troubles devaient déstabiliser l'empire soviétique, on devine la suite : répressions, sécessions, irrédentismes dramatiques de populations entre les nouveaux États nés du démantèlement de l'empire (il y a déjà, en URSS, plus de 500 000 réfugiés en raison de conflits ethniques), chaos, anarchie, plus ou moins généralisée avec, à l'horizon, mise sur pied difficile d'une confédération lâche, dénuée de projet commun.

L'idée que de tels conflits se dérouleraient sur un espace truffé d'armes nucléaires, réparties jusqu'à l'échelle divisionnaire de l'armée soviétique, donne froid dans le dos. Si des unités de l'armée, dotées de l'arme nucléaire

L'OTAN ET LE PACTE DE VARSOVIE ?

sécurité » du Nord contre le Sud

opérationnelle. En même temps, il faut des recherches les moyens de conserver un équilibre au fur et à mesure que l'on se rapproche d'un pôle très bas. En fait, s'amorçera à ce moment-là la transformation de la situation de confrontation en situation de coopération.

Cette évolution, déjà amorcée sur les plans technique, économique et idéologique, va se développer considérablement en raison :

- de la logique de la coopération économique ;
- des risques ou menaces à traiter en commun : environnement, drogue, terrorisme, migrations, sida...
- du développement institutionnel qui en résulte : sommets, organisations internationales, attitudes concertées au Conseil de sécurité de l'ONU...
- du désir d'éviter des troubles dérangeants dans les pays du Sud ;
- finalement, de la généralisation de la culture postindustrielle.

Le risque est réel de voir la communauté de sécurité qui se dessine se former contre le Sud, où certes, des dangers réels existent bel et bien. Le Nord les a lui-même créés en y distribuant et en y vendant les armes les plus sophistiquées et les technologies les plus modernes, en instruisant les personnels militaires, en soutenant les régimes les plus autoritaires. L'instabilité du Sud fait que demain ces équipements sont et seront utilisés dans les conflits Sud-Sud. Certains de ces conflits pourront gêner le Nord, d'autres l'impliquer directement.

Beaucoup plus grave et menaçante est l'idéologie qui se développe au Nord : prenant prétexte de ces menaces potentielles, elle s'efforce de montrer que « l'ennemi » est maintenant au Sud et qu'il convient de lui opposer une réponse essentiellement militaire. C'est sur un nouvel imaginaire de menaces que va porter un débat fondamental pour l'avenir. On se souvient du rapport Ide-Wohltetter (7) sur la dissuasion distinctive (*Discriminate deterrence*), publié en janvier 1988, et à la conception duquel avaient participé, entre autres, MM. Kissinger et Brzezinski. Présenté par la très officielle commission sur la stratégie intégrée à long terme, créée par le secrétaire à la défense, ce document, tout en baignant largement dans une vision confrontationnelle avec l'URSS, faisait déjà une large place aux menaces en provenance du tiers-monde et demandait qu'il en soit tenu compte dans les conceptions stratégiques de l'avenir.

Une philosophie comparable inspire le livre de Régis Debray (8). On y apprend que les menaces vont maintenant venir du Sud et qu'il faut se préparer à y répondre militairement. Cette thèse vient très opportunément au secours des positions officielles françaises : jusqu'en 1993, la loi de programmation militaire ne prévoit aucune réduction de l'effort financier pour la défense. Une grande partie de l'establishment militaire continue par ailleurs de soutenir que, pour la mise au point de plans pour l'an 2000, « le niveau de ressources qui peut être affecté » [aux forces armées françaises], devra continuer de « se situer à quelque 3,8 % du PIB » (9). Ceux qui pensent que l'on pourrait faire un meilleur usage de ces milliards ne se manifestent pas très activement pour l'instant.

Cette nouvelle idéologie est d'autant plus dangereuse qu'elle offre une plan-

che de salut à divers conservatismes : cadres militaires et fabricants d'armes, menacés par les réductions envisagées des budgets de défense ; partis politiques de droite, privés de l'épouvantail communiste, qui avait assuré et garanti la cohésion de leurs électeurs, et qui retrouvent ainsi un ennemi de rechange idéal. Elle ne peut qu'être renforcée par l'augmentation prévisible des migrations Sud-Nord et par l'existence de structures mentales façonnées par des siècles d'histoire guerrière dont la « sagesse » se résume en « Si tu veux la paix, prépare la guerre », « Il y aura toujours des guerres », etc.

Dans la bataille d'idées qui va se livrer au cours des prochains mois et des prochaines années sur la conception de la défense, la définition de la nature des menaces auxquelles il conviendra de faire face tendra un rôle essentiel. L'intégration croissante entre l'Est et l'Ouest fait écarter comme peu

vraisemblable la thèse extrême du repliement sur des systèmes de défense purement nationaux. Mais la conception de communauté de sécurité entre pays du Nord sera radicalement différente selon que les pays et les peuples du Sud seront considérés comme des ennemis potentiels ou comme des partenaires ; que les menaces à contraindre soient traitées sous l'angle purement militaire ou sous l'angle économique, social et culturel ; selon enfin que ce nouveau système de sécurité collective sera réservé aux pays riches ou tendra à englober la planète entière.

Le phénomène fondamental à dominer, à l'avenir, est bien en effet celui de l'intégration de trois mondes dont les niveaux de vie et les capacités de production sont extrêmement différents ; ceux de l'Ouest étant trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'Est et deux cents fois à ceux des zones pauvres du Sud.

La manière de prévenir les risques qui va entraîner cette intégration relève évidemment davantage de méthodes économiques que de méthodes militaires. L'usage qui pourra être fait des 1000 milliards de dollars jusqu'à présent affectés aux dépenses militaires dans le monde ne représente certes qu'une partie de la solution du problème - des révisions décapitantes sont aussi nécessaires dans d'autres domaines - mais c'est une partie essentielle.

La communauté de sécurité peut relever de deux conceptions très différentes :

- soit d'une conception purement militaire, s'adressant aux menaces réelles et imaginaires venant du Sud. Elle aboutirait à des montants de budgets de défense presque égaux aux chiffres actuels, au développement d'armements et de forces d'intervention à distance, à la modernisation permanente des équipements, à une philosophie de répression des troubles et de rejet à la mer de tous les *boat people* éventuels, au refus d'agir sur les causes possibles de troubles et d'agressions - c'est-à-dire en faveur du rééquilibrage des différents niveaux de vie dans les diverses parties du monde - et, bien entendu, au maintien, pour l'essentiel, du commerce des armes.

- soit d'une conception globale et nouvelle de la sécurité, fondée sur la prévention des risques, qui conduirait : à l'interdiction du commerce des armes, à une réduction très significative des dépenses militaires (1 % du PNB de chaque pays suffisant largement, en raison, de la cohésion et des possibilités de collaboration militaire du Nord) ; à l'utilisation d'une grande partie des économies ainsi réalisées pour faciliter le développement économique de l'Est et du Sud ; à l'instauration, à l'échelle planétaire, d'un véritable système de sécurité collective.

Un choix aussi fondamental mérite un débat approfondi. La réunion au sommet des trente-cinq membres de la CSCE, envisagée pour cette année, devrait être une occasion de commencer à le clarifier.

MAURICE BERTRAND

(7) Cf. l'analyse de ce rapport présentée par Michael Klare dans le *Monde diplomatique*, mai 1988.

(8) Régis Debray, *Tous azimuts*, Odile Jacob et Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1989. Voir le *Monde diplomatique*, décembre 1989.

(9) Cf. Henri Paris, « Les armées de l'an 2000 », *Défense nationale*, novembre 1989.



ENTRE CHRÉTIENS ET TURCS, LA BATAILLE DE LÉPANTE (7 OCTOBRE 1571)
Ne pas opposer au Sud une réponse essentiellement militaire

PERESTROIKA PREMIÈRE MANIÈRE

d'hier à un monde nouveau ?

pas de même nature dans les Républiques russes que dans les autres Républiques. En pays russe, on peut s'attendre à des émeutes provoquées par l'instauration du rationnement et compliquées de manifestations de masse pour la défense des conquêtes du régime bolchévique.

Dans les Républiques non russes (pays baltes, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, etc.), l'objectif de l'indépendance nationale se conjugue déjà avec des exigences de multipartisme et d'autonomie, sur fond d'affrontements communautaires, comme on a pu le voir à Bakou à la fin janvier.

Que pourraient faire les dirigeants si les difficultés actuelles prenaient une tournure aiguë ? Imaginons que de grandes manifestations pour l'autonomie deviennent incontrôlables à Kiev. Des unités soviétiques pourraient-elles tirer sur des Ukrainiens sans que des officiers ukrainiens se révoltent ? N'est-ce pas déjà ce qui se passe en Azerbaïdjan ? Se pose alors le problème de la représentation des nationalités soviétiques aux divers échelons de l'armée rouge.

Si la multiplication et l'aggravation de tels troubles devaient déstabiliser l'empire soviétique, on devine la suite : répressions, sécessions, irrédentismes, conflits armés compliqués de transferts dramatiques de populations entre les nouveaux États nés du désambrèvement de l'empire (il y a déjà, en URSS, plus de 500 000 réfugiés en raison de divers conflits ethniques), chaos, anarchie plus ou moins généralisée avec, à l'horizon, mise sur pied difficile d'une confédération lâche, dénuée de projet commun.

L'idée que de tels conflits se dérouleraient sur un espace truffé d'armes nucléaires, réparties jusqu'à l'échelon divisionnaire de l'armée soviétique, donne froid dans le dos. Si des unités de l'armée, dotées de l'arme nucléaire,

venaient à s'affronter, une guerre civile, pour la première fois dans l'histoire, deviendrait une guerre atomique.

Toute déstabilisation profonde des relations internationales implique des risques nucléaires. Si l'URSS avait gagné la guerre froide, des événements lourds de dangers auraient pu survenir à l'Ouest. Si les Occidentaux avaient refoulé l'URSS en exploitant ses difficultés intérieures et extérieures, le danger serait venu de l'Est. L'hypothèse actuelle se situe entre ces deux

extrêmes. Le risque de guerre nucléaire entre les Deux Grands est pratiquement nul, et l'a toujours été. En revanche, des « accidents » nucléaires liés à des convulsions internes de l'empire soviétique ne sont pas exclus. Exploités par des desperados, ils pourraient porter atteinte à la sécurité de l'Ouest.

Il n'y a qu'une manière de conjurer ce risque, ce serait de gérer avec imagination le passage du monde d'hier à un monde nouveau en gestation dans le désordre actuel.

Imaginer un projet réformiste international

ON ne peut pas se vouloir le dépositaire des espoirs des opprimés et s'instituer le geôlier des peuples. Ceux qui ont fait de la « dictature du prolétariat » un instrument de gouvernement permanent ont vécu sur un contresens flagrant.

L'effondrement, en Europe centrale et dans les Balkans, des régimes qui se réclamaient de la révolution mondiale, annonce-t-il la mort du communisme ? Une mutation de cette idéologie débouchant sur une application plus humaine de ses valeurs est-elle possible ? La question n'est pas mineure. Les déshérences de la planète et leurs fondés de pouvoir ont mis, depuis soixante-dix ans, leurs espoirs dans la révolution mondiale. La faillite de cet espoir crée un vide idéologique dangereux. La déstabilisation politique du monde s'accompagne d'une déstabilisation morale qui pourrait déboucher sur une anarchie généralisée. Le terrorisme international, la drogue, le fanatisme religieux et les menées déstabilisantes des États, qui en relèvent les activités souterraines en sont les signes avant-coureurs.

Sur quoi reporter cet espoir ? Si les communistes sont capables de jouer

intelligemment les cartes dont ils disposent encore, il ne tient qu'à eux d'être leurs propres héritiers.

Quelles tendances pourraient confondre, si les choses tournent bien, pour engendrer un monde acceptable ? Les contraintes économiques dominent le jeu, que nous enseignent le passé et le présent à cet égard ? Quatre observations permettent d'interpréter une réalité mouvante et ambiguë :

- l'« ordre marchand » reste dominé par la contradiction qui oppose ses intérêts immédiats à ses intérêts à long terme : optimiser les profits en comprimant les rémunérations et en privilégiant les besoins rentables aux dépens des besoins non rentables ; ou accroître le pouvoir d'achat collectif pour solvabiliser la demande et généraliser le développement ;
- les pays industriels ont commencé à sortir de cette contradiction dans le dernier quart du XIX^e siècle, lorsque les transfuges de la I^{re} et de la II^e Internationale sont passés au réformisme. C'est la pression exercée sur le patronat par la social-démocratie qui l'a amené à accepter, avec une lenteur d'abord désespérante, une nouvelle

règle du jeu. Cette pression aurait été inopérante si elle ne s'était pas exercée dans le sens des intérêts fondamentaux de ceux auxquels elle s'appliquait, et si le progrès technologique n'avait pas permis d'accumuler les richesses à répartir ;

- le capitalisme international et les pays développés du Nord sont aujourd'hui confrontés à un choix analogue : solvabiliser le tiers-monde par des politiques de développement axées sur l'accumulation du pouvoir d'achat collectif, ou persister dans des politiques impliquant la stagnation, voire la régression, du niveau de vie de populations restées en marge du développement ;

- l'extension à l'économie mondiale du modèle qui a permis hier l'accroissement du pouvoir d'achat collectif dans les pays du Nord industrialisés n'attend, pour se réaliser, que l'entrée en scène d'une force politique capable d'y incliner l'« ordre marchand ». Le soutien d'un projet réformiste international par des pays socialistes à économie de marché serait, au monde actuel, ce que la conversion d'une partie de la gauche révolutionnaire au réformisme a été pour l'Europe occidentale il y a un siècle, à condition que les contraintes écologiques soient prises en compte.

Les politiques réformistes adoptées ces dernières semaines par les pays de l'Est sont un premier pas dans cette direction. La question est de savoir si le monde communiste en crise possède une réserve de cadres suffisante pour relayer utilement les doctrines du stalinisme et pour incliner le socialisme occidental à rejoindre une doctrine et des pratiques frileusement repliées sur la gestion de leurs acquis. Il n'y a plus, désormais, de projet politique valable au Nord s'il n'est pas axé sur la dimension Nord-Sud. Le monde est un. Qu'ils soient économiques, politiques ou militaires, ses problèmes ne peuvent plus

être gérés que dans une perspective globale.

Les masses paupérisées du tiers-monde ne peuvent guère se révolter. Leur émigration vers les pays riches atteint vite ses limites. La seule chose qu'elles puissent faire est de pourrir sur place et de gangrener le Nord par contrecoup. Cela a déjà commencé. Seule une politique de développement intelligente pourrait l'arrêter. Ceux qui annoncent la mort des idéologies déraisonnent. Les idéologies ne meurent que pour ressusciter. L'idéologie est une saignée intellectuelle, valable ou hallucinée, de la réalité. La physique est l'idéologie de la matière. Qui parle d'enterrer la physique ?

Le capitalisme et le socialisme sont condamnés à vivre en symbiose et à collaborer, bon gré mal gré, sous le bonnet de la démocratie. Leur séparation engendre des régimes condamnés à végéter ou à régresser et, de toute façon, exposés à une mort violente assortie de grands massacres. Nul ne peut plus en douter.

Il n'y a qu'une manière de contrôler l'avenir, c'est de le construire. Les dirigeants occidentaux demeurent sans projets, faute de capacité d'analyse. Pourquoi auraient-ils des idées, alors que des centaines d'universités, appuyées sur des dizaines d'instituts de recherche indépendants, n'ont rien vu venir et restent incapables, aujourd'hui comme hier, de leur dire ce qui pourrait être fait pour organiser la paix ?

Où l'on est à la traîne des événements parce que l'on n'a pas d'idées. On l'on sait à peu près ce qu'il faudrait faire, mais on répète inlassablement les mêmes « erreurs », comme c'est le cas dans le tiers-monde. La démocratie n'y est qu'un cache-misère si elle ne permet pas de faire des réformes sociales et politiques dont la nécessité est proclamée par tous les experts depuis plus de trente ans.

STÉPHANE BERNARD

الشرق الأوسط
15 فبراير 1990

UNE EUROPE DÉPASSÉE PAR SA GÉOGRAPHIE

Fédération à douze ou confédération à trente ?

« **L**i fait que tous les pays qui adhèrent à la démocratie mais qui ne peuvent pas adhérer à la CEE — elle ne peut pas s'offrir indéfiniment — aient une perspective », déclarait M. Mitterrand, le 4 janvier dernier, quelques jours après avoir lancé, lors de ses vœux de Nouvel An, l'idée d'une « grande confédération européenne » regroupant les pays de l'Ouest et de l'Est. Nul ne doute qu'une perspective politique doit effectivement être offerte à un Vieux Continent qui ressent profondément son besoin d'unité et d'autonomisation par rapport aux Deux Grands et qui, moment privilégié de l'histoire, a enfin les coudées franches pour progresser dans cette voie.

Mais, entre le mot et la chose, se dressent des obstacles gigantesques dont le moindre n'est pas l'hétérogénéité politico-économique des entités qui composent l'ensemble européen : une Communauté à douze dont l'intégration est déjà bien avancée ; une Association européenne de libre-échange (AELE) à six (1), de plus en plus proche économiquement de la CEE mais sans consistance politique, et dont certains membres longent vers l'adhésion (lire, ci-dessous, l'article de Pierre Rocard) ; les six pays de l'Est, ex-démocraties populaires, encore membres d'un COMECON dont la dernière réunion de Sofia (2) a montré le caractère moribond. Et ce, sans compter la Yougoslavie, Malte, la Turquie et Chypre...

Délibérément flou, le concept de confédération a pour principale vertu de ne pas désespérer l'Est de l'Europe, en effaçant un objectif symbolique... mais lointain. Dans l'immédiat, le noyau dur de l'Europe est constitué par la CEE, seule construction en cours dans le monde où les États membres se déposent chaque jour de nouvelles prérogatives. Mais au profit de qui exactement ? C'est là que le déficit démocratique de la Communauté apparaît en pleine lumière : sans contrôle des Parlements nationaux ni du Parlement européen, chaque nouvelle réunion des conseils des ministres aboutit à transférer de nouveaux pouvoirs d'initiative et de gestion à une Commission politiquement irresponsable (3). Fâcheux exemple dont les peuples de l'Est, assoiffés de liberté, n'ont peut-être pas encore pleinement pris la mesure...

En novembre dernier, par 208 voix contre 11 et 6 abstentions, le Parlement européen, qui constatait amèrement son impuissance à faire adopter par la Commission et le conseil une charte sociale allant au-

delà d'un catalogue de bonnes intentions, décidait de demander à participer, sur un pied d'égalité, à la future conférence intergouvernementale, prévue fin de 1990, pour la révision des traités que rendra nécessaire la mise en place de l'union économique et monétaire. Et de proposer, pour le début de 1990, une préconférence suivie par des assises européennes des Parlements nationaux en vue, notamment, de disposer d'un pouvoir de codécision avec le conseil, du droit d'initiative législative, etc. (4). Il est désormais clair que les élus de Strasbourg, qui penchent politiquement à gauche, ne sont plus décidés à servir de faire-valoir à la Commission qui, selon le président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot, « fait trop souvent affaire avec le conseil des ministres dans le dos du Parlement » (5).

Souci de ne pas être pris de vitesse, désir de prévenir un conflit sans cela inévitable dans le « triangle institutionnel » communautaire conseil-Commission-Parlement ? M. Jacques Delors a, en tout cas, trappé un grand coup lors de son discours du 17 janvier dernier devant le Parlement en proposant une véritable relance de l'union politique, où sa préférence allait à la « transformation de la Commission en un véritable exécutif responsable (...) devant les institutions démocratiques d'une future fédération » des Douze, assortie d'un « contrôle démocratique par la reconnaissance d'un partenariat entre les deux expressions de la volonté populaire, celle de la représentation européenne et celle des représentations nationales » (6).

M. Delors, qui avait jusqu'ici privilégié la construction pragmatique du grand marché de 1993 d'inspiration fortement néolibérale, fait ainsi monter les enchères : il accule les gouvernements, doublement installés dans le confort feutré des réunions du conseil où ils prennent leurs décisions sans aucun droit de regard de leurs Parlements, à se déterminer sur la question ultrasensible de l'Europe politique, au risque de se faire débordier par les opinions publiques. Ce n'est pas seulement M^{me} Thatcher qui va se retrouver, une fois de plus, en porte-à-faux. Ceux qui, à la lumière de l'expérience, ont fait leur deuil d'une véritable Europe des politiques communes — autres que celles de la concurrence et de la déréglementation — et préféraient, en s'abritant derrière la confédération de M. Mitterrand, un « retour au national » n'apprécieront guère la démarche du président de la Commission.

C'est ainsi que M. Pierre Guidoni, secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales, affirme que « reporter le lancement de la Confédération après la réalisation de l'union politique des Douze revient à refuser de répondre aux aspirations des peuples d'Europe centrale et orientale » (7).

Quelles que soient les arrière-pensées, il s'agit là d'un débat fondamental pour l'avenir du Vieux Continent : faut-il tenter de donner un véritable contenu démocratique à une construction communautaire qui, jusqu'à ce jour, a plutôt été celle des financiers que des citoyens ? Cela reviendrait, au sein de la grande Europe, à constituer les Douze en une forteresse dotée d'une impénétrable légitimité populaire. Ou bien, en arguant de l'absence actuelle de cette légitimité pour faire directement le saut vers une construction politique — fatalement plus délicate — à vingt-cinq ou trente, dont la faisabilité à court ou moyen terme est des plus douteuses mais qui semble s'inscrire dans le sens de l'histoire ? Et dans le cas — le plus vraisemblable — de décalage dans le temps entre les deux architectures, comment passer de l'une à l'autre ?

BERNARD CASSEN

- (1) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.
- (2) Voir Sylvie Kaufmann, « Les pays de l'Est ont pris acte de l'échec de leur coopération », *Le Monde*, 11 janvier 1990. Le COMECON regroupe les six pays de l'Est qui, en 1989, se sont libérés de la dictature du parti unique (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie) ainsi que l'URSS, Cuba, la Mongolie et le Vietnam.
- (3) Voir la série « Une certaine idée de l'Europe », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988 à mai 1989.
- (4) Voir *Tribune pour l'Europe*, bulletin d'information du Parlement européen, novembre 1989.
- (5) *Le Monde*, 19 janvier 1990.
- (6) *Le Monde*, 18 janvier 1990 et *Le Semainier européen*, Paris, 19 janvier 1990.
- (7) *Le Monde*, 20 janvier 1990.

Trouver de nouvelles formes d'association à la Communauté

Par
PIERRE
ROCOUJOURT *

ALORS qu'elle instruisait à petits pas les demandes d'adhésion de la Turquie et de l'Autriche, la Communauté s'est trouvée bousculée par le rapprochement avec les pays de l'Est européen. Traditionnellement, Bruxelles a deux manières de gérer ses relations avec les pays tiers européens. Dans le cadre d'accords d'association et de coopération, la CEE échange avec ses partenaires des concessions commerciales. C'est actuellement le cas pour les six pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) en situation de libre-échange avec les Douze pour les produits industriels. Bruxelles accepte même la non-réciprocité si les États concernés sont suffisamment développés. Ainsi, l'accord de 1970 avait permis à l'Espagne d'exporter dans la CEE tout en conservant l'essentiel de la protection de son marché intérieur. Pour les pays les moins avancés, la Communauté a mis en place, en sus des avantages commerciaux, des protocoles financiers qui assurent des prêts à des conditions privilégiées dans un cadre plurianuel ; c'est le cas des pays méditerranéens qui bénéficient d'un statut d'association (la Turquie) ou de coopération (Malte).

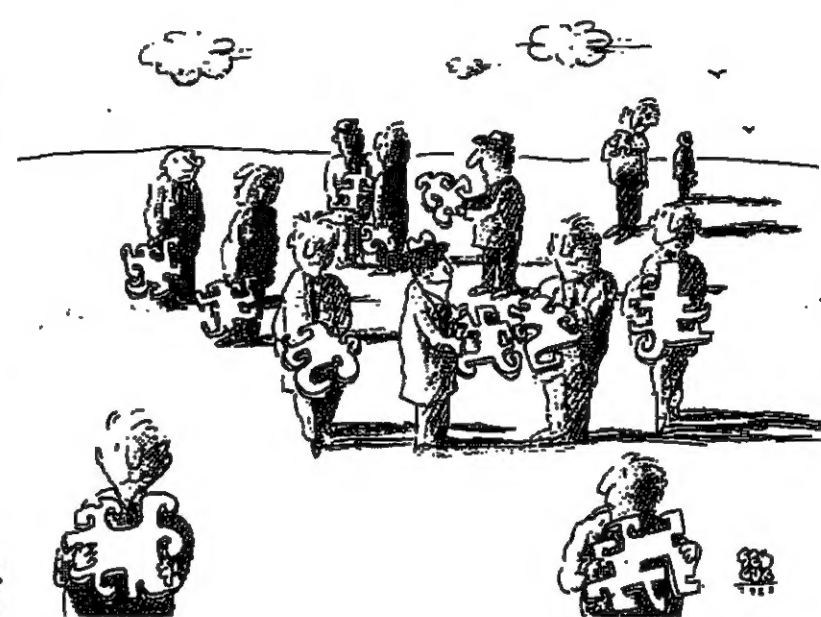
Avec l'union douanière (cas de Chypre), et surtout l'adhésion, on entre

dans une autre logique. Tout pays appartenant au continent européen, doté d'institutions démocratiques et d'une économie de marché, est fondé, de par le traité de Rome (article 237), à devenir membre de plein droit d'une Communauté qui, depuis sa création, a géré en permanence des problèmes d'élargissement. Les candidatures du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège (cette dernière, comme on le sait, n'ayant pas été maintenue) l'ont occupée pendant plus d'une décennie, sans compter les problèmes récurrents qui se sont posés après les adhésions. Celles de l'Espagne et du Portugal, déposées en 1977, ont également fait l'objet d'une période similaire de négociations difficiles. Au total, le nombre des États-membres a doublé depuis 1957.

Peut-être le nombre ne fait-il rien à l'affaire, puisque l'Europe des Douze fait bien meilleure figure que celle des Neuf. Mais les candidatures déposées ou potentielles marquent la conjonction d'un triple mouvement, que même un organisme en bonne santé n'est pas en état de supporter :

— la demande turque, qui remonte maintenant à 1987, et les tentatives de rapprochement du Maroc soulignent la persistance d'un problème méditerranéen pour la CEE (1). Les choix à faire sont d'abord politiques, même si les obstacles économiques à une adhésion éventuelle restent énormes. Dans son avis du 17 décembre dernier, la Commission a d'ailleurs poliment renvoyé au-delà de 1993 l'examen de la requête d'Ankara...

— la candidature de l'Autriche ainsi que les interrogations suisses et scandinaves sont d'une autre nature. L'achèvement du marché intérieur repose le problème de l'adhésion aux pays de l'AELE qui avaient écarté cette éventualité dans les années 60. Pour la CEE, le risque serait celui d'une remise en question de la dynamique d'intégration aujourd'hui à l'œuvre.



— le troisième front s'ouvre à l'Est, avec la débâcle des États-partis. Traditionnellement, Bruxelles n'avait de relations suivies qu'avec la Yougoslavie. En juillet dernier, la Commission européenne s'est retrouvée en première ligne, lorsque le sommet de l'Arche lui a confié la coordination de l'aide à la Pologne et à la Hongrie. Le commerce interallemand ayant été considéré comme « intra-communautaire » dès la signature du traité de Rome, l'évolution de la RDA affecte directement la RFA et ses partenaires. Pour des raisons qui varient de l'Ouest à l'Est — assumer les contrechocs du grand marché ou sauver des économies en perdition —, les pays tiers européens ont les yeux tournés vers la CEE : si rien d'autre ne leur est proposé, ils viseront l'objectif le plus valorisant, l'adhésion.

par une « facture » de 14 milliards d'euros annuels supplémentaires sur une période de cinq à dix ans. Comment décharger cet impôt de solidarité avec les démocraties renaissantes de l'Est qui ont besoin de tout autre chose que les aides actuelles, chichement octroyées par l'Occident au moment où le Japon, lui, met des bouchées doubles ? Par un effort comparable à celui accepté par le conseil européen de février 1988, qui avait décidé le doublement des fonds structurels de la CEE : « Un nouveau février 88 », tout aussi historique, s'impose pour affirmer et concrétiser notre solidarité à l'égard de l'Europe et du monde », déclare le président de la Commission.

Quant à la RDA, son statut implicite d'association est déjà dépassé par son évolution interne. En mettant en évidence la pauvreté du pays et la faible compétitivité de ses produits, l'ouverture des frontières rend indispensable la fixation de nouvelles règles du jeu économique : une parité acceptable entre les deux marks et l'ajustement des déplacements de main-d'œuvre. Pour enrayer l'effondrement de l'économie, qui pourrait entraîner une ruée vers l'Est, M. Delors est décidé à aller vite en besogne malgré l'appartenance de la RDA au pacte de Varsovie. Pour lui, « l'Allemagne de l'Est (...) a sa place dans la Communauté, si elle le demande, pour peu que ce processus se réalise (...) à travers une libre autodétermination, pacifiquement et démocratiquement, dans le respect des principes de l'Acte final d'Helsinki, dans un contexte de dialogue Est-Ouest et dans la perspective de l'intégration européenne » (4).

Le problème de l'adhésion de la RDA, s'il soulève d'énormes difficultés géopolitiques et ne fait nullement l'unanimité chez les Douze, renvoie aussi immédiatement au traitement du dossier autrichien. Comme ses partenaires de l'AELE, Vienne a entamé une réévaluation de ses relations avec Bruxelles, qui l'a conduite à déposer une demande officielle d'adhésion en juillet 1989. Du point de vue strictement économique, l'intégration autrichienne pose peu de problèmes à la CEE. Son statut international la place

néanmoins dans une position particulière, comparable à certains pays ex-européens. L'exemple de l'Irlande ne pouvant être considéré comme un précédent, le degré de tolérance de la CEE à la neutralité autrichienne (5) aura valeur d'exemple. S'il est réduit, beaucoup de pays devront attendre ou renoncer. S'il est grand, comme y pousse fortement la RFA, la déconnexion entre appartenance à l'OTAN et adhésion lèvera un obstacle important à la candidature de la Yougoslavie, en attendant les autres.

Vicime de son succès, la CEE risque d'être prise dans l'état des candidatures multiples et d'y perdre une cohésion encore fragile. Avec les ex-AELE, économiquement proches, mais sans désir d'intégration politique, et les ex-COMECON, en proie à des difficultés gigantesques, on se dirigerait vers une Communauté réduite à une simple zone de libre-échange (6). Les propositions de M. Delors ont une vertu pédagogique évidente, celle de montrer que, entre une redéfinition des relations commerciales, assortie d'un accroissement de la coopération financière, et la problématique de l'adhésion, il y a une large place pour une nouvelle implication communautaire.

C'est l'ensemble de ses compétences que la Commission devrait mobiliser. Au cours de la dernière décennie, elle a acquis une grande expérience en matière de reconversion industrielle, de politique régionale ou de soutien aux marchés agricoles. Elle doit mobiliser au moins autant sa capacité d'expertise (7) que ses ressources financières pour apporter une contribution en rapport avec les problèmes qui se posent à l'Est. Elle est aussi en mesure de préconiser une utilisation à bon escient des mécanismes du marché, sans plonger dans le capitalisme sauvage dont on rêve parfois, en Pologne ou ailleurs (voir l'encadré de Bernard Cassen, page 9), et de soutenir la mise en place d'instruments d'intervention simples, dont certains ont déjà fait honorablement leurs preuves. Surtout, elle seule peut agir sans arrière-pensées nationales à un moment où les nationalismes renaissants font courir un danger très grave à la démocratisation en cours.

- (1) Voir Jean-François Drevet, *Le Méditerranéen, nouvelle frontière pour l'Europe des Douze*, Karthala, Paris, 1986.
- (2) Voir Claude Julien, « Alerie : nationalisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.
- (3) Discours du 17 janvier devant le Parlement européen, *Le Semainier européen*, Paris, 19 janvier 1990.
- (4) Ibid.
- (5) Le traité d'Etat de 1955 exclut explicitement une union économique avec l'Allemagne. Elle serait pourtant réalisée à travers une éventuelle adhésion à la CEE. Les signataires du traité (France, Royaume-Uni, mais aussi États-Unis et URSS) seront donc inévitablement consultés.
- (6) Voir Bernard Cassen, « La Communauté dans la spirale néolibérale », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.
- (7) La formation, le conseil semblent en effet aussi nécessaires que les concours financiers : comment assurer la reconversion de la grande industrie s'il n'existe pas un tissu de PME pour créer des emplois de rechange et absorber les besoins de la population ? Dans les vieux bassins industriels d'Europe de l'Ouest, qui viennent de faire cette douloureuse expérience, on a pu mesurer les difficultés d'une démarche pourtant menée avec un « amortisseur » social constant.

C.D.U. & SEDES
88, bd Saint-Germain - 75005 Paris
Tel. 43 25 22 23 - Telex EDSSEDES 206707F

Adnan HADDAD
**POURQUOI
L'ISLAM ?**

Étude historique originale et analyse socio-théologique édifiante.
Nécessaire au Juif.
Indispensable au Chrétien.
Recommandé au Musulman.
1987, 224 p., 16 x 24 96 F

Du même auteur
* L'Arabe et le Swahili dans la République du Zaïre.
1983, 264 p., 16 x 24 124 F
* Fables de La Fontaine d'origine orientale.
Littérature comparée.
1984, 256 p., 13,5 x 21 95 F

A paraître
Titres de gloire des Noirs sur les Blancs. De la culture négro-arabe.

Affirmer la solidarité avec les démocraties renaissantes

LES pays de l'Est affrontent aujourd'hui une très grande opération d'ajustement structurel dans des délais très courts, avec des besoins de financement énormes et des risques politiques variables, mais surtout élevés. Aucun des pays membres de la CEE, y compris la RFA, n'est en mesure de réunir la masse critique financière nécessaire au passage sans encombre des échéances qui s'annoncent. La multilatéralisation du problème est non seulement souhaitable, pour éviter les compétitions nationalistes entre les Douze (2), mais inévitable.

La création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), où la CEE défendrait une participation majoritaire dans un capital prévu à 10 milliards d'euros, va effectivement dans ce sens.

En termes de relations directes Communauté-pays de l'Est, les accords de commerce et de coopération avec telle ou telle capitale ne sont

manifestement plus à la hauteur du défi posé. C'est pour éviter le dérapage de la demande d'adhésion que, dans son discours du 17 janvier devant le Parlement européen, M. Delors a proposé des contrats d'association « révisés » qui permettraient « si ces pays le souhaitent, d'inclure dans le volet institutionnel une véritable instance de dialogue et de concertation politique et économique, d'étendre la coopération aux domaines technique, scientifique, culturel, environnemental, commercial, financier, sans la centrer forcément sur un marché commun qui ne saurait être accessible avant plusieurs années à des économies mal préparées » (3).

On voit bien la logique de cette démarche : distinguer l'adhésion proprement dite de l'obtention de certains des avantages qu'elle pourrait entraîner, en particulier les apports budgétaires (politique régionale, fonds social, politiques agricoles), selon M. Delors, se solderaient, pour la CEE,

هكذا من الأصل

TOUS ceux qui, au confortablement installés dans le confortablement déstabilisés par l'Est et l'Union soviétique donne, ils n'ont, à ce jour, « nouveau concept », comme y a extrême urgence à fournir certainement pas cation d'un ordre mondial p

Nous ne sommes pas des spectateurs détachés de ce qui se passe à l'Est. Les changements en cours nous concernent directement, en premier lieu, les structures de nos sociétés. Et, bien au-delà de la politique, ce sont aussi des intérêts économiques qu'il faut défendre, tant économiques qu'intellectuels, qui vont en subir le contre-coup.

Depuis une quarantaine d'années, nos pensées et nos actions publiques ont été dominées par des attitudes guerrières : le communisme comme menace implacable contre le capitalisme et la démocratie libérale. L'Union soviétique comme menace militaire omnipotente contre les États-Unis, et l'expansionnisme soviétique comme réalité tangible dans le reste du monde. Telle la justification de nos bureaucraties armées, des services de renseignement et de la diplomatie. Telle aussi la justification des énormes sommes d'argent libéralement déboursées aux entreprises d'armement, dont une partie reprenait le chemin de Washington pour financer des opérations de pression réclamant encore plus crédits militaires.

Qui, dans cet univers, pouvait alors se dire considéré comme « colombe » en matière de défense ? même qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du monde politique, aurait sérieusement eu l'intention de remettre en question les vérités fondamentales de la guerre froide ? Sous la protection du premier amendement à la Constitution nous ne refusons pas une certaine d'« excentricité » autoproclamée depuis des décennies, la vérité et le sens en matière de politique étrangère ont été l'apanage de ceux qui avaient la sagesse conventionnelle de menacer le communisme.

Des intérêts installés — financiers, politiques et intellectuels — ne vont pas facilement lâcher prise sous prétexte que la réalité aurait changé. À la lumière des événements de ces dernières années, on imagine difficilement des nations polonaises, hongroises ou allemandes se mettre en marche sous bannière du pacte de Varsovie pour attaquer la République fédérale d'Allemagne. Et pourtant, en novembre dernier, nos chefs d'état-major con-

* Professeur émérite d'économie à l'université Harvard.

TOUT juste âgé de trente-cinq ans, professeur d'économie à l'université internationale, qui consulte plusieurs gouvernements (la Bolivie), dispense désormais ses conférences et conférences. Dans un an, il sera fait ? (1), renvoie ironiquement les anciens dirigeants communistes à l'Est, et plus particulièrement pour raison de libéralisme orthodoxe et des gouvernements et des institutions.

Pour que les choses soient claires, résume d'emblée toute idée de « socialisme de marché » à base d'autogestion : ce sera l'économie. Son programme comporte que : le retour à la vérité des prix ; la suppression de toutes les subventions, convertibilité des monnaies ; intégral de l'Ouest ;

— suppression de toutes les subventions ;

— privatisation à terme du plus grand marché par la fin des subventions, des facilités fiscales. Fermeture sans qu'il y ait de l'argent.

Le retour à la stabilité des prix et la rigueur fiscale et l'équilibre budgétaire sont des impératifs. Le coût social ? : « Les entreprises ne devraient pas dramatiser à l'excès les difficultés. La Pologne, comme la République tchèque, elle n'a pas trop de chômeurs, elle n'a pas à s'attendre à des taux de chômage n

COMPRENDRE CE QUI SE PASSE EN UNION SOVIÉTIQUE

Le sens des priorités

TOUS ceux qui, aux Etats-Unis et ailleurs, s'étaient confortablement installés dans les certitudes de la guerre froide se trouvent déstabilisés par les secousses qui agitent l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Pris à contre-pied par la nouvelle donne, ils n'ont, à ce jour, aucune doctrine de rechange, aucun « nouveau concept », comme dirait M. Kissinger. Et pourtant il y a une extrême urgence à formuler de nouvelles priorités — que ne fournira certainement pas l'idéologie néolibérale — pour l'édification d'un ordre mondial plus juste.

Par JOHN KENNETH GALBRAITH*

Nous ne sommes pas des spectateurs détachés de ce qui se passe à l'Est. Les changements en cours nous concernent très directement, en premier lieu parce qu'ils bousculent nos structures de pensée les plus profondément institutionnalisées. Et, bien au-delà du pouvoir politique, ce sont aussi des intérêts établis, tant économiques qu'intellectuels, qui vont en subir le contre-coup.

Depuis une quarantaine d'années, nos pensées et nos actions publiques ont été dominées par des attitudes de guerre froide : le communisme comme menace implacable contre le capitalisme et la démocratie libérale, l'URSS comme menace militaire omniprésente contre les Etats-Unis, et l'expansionnisme soviétique comme réalité tangible dans le reste du monde. Telle était la justification de nos bureaucraties des forces armées, des services de renseignement et de la diplomatie. Telle était aussi la justification des énormes sommes d'argent libéralement distribuées aux entreprises d'armement et dont une partie reprenait le chemin de Washington pour financer des groupes de pression réclamant encore plus de crédits militaires.

Qui, dans cet univers, pouvait accepter d'être considéré comme une « colombe » en matière de défense ? Et même qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du monde politique, aurait sérieusement en question les vérités fondamentales de la guerre froide ? Sous la protection du premier amendement à la Constitution, nous ne refusons pas une certaine dose d'excentricité autoproclamée mais, depuis des décennies, la vérité et le bon sens en matière de politique étrangère ont été l'apanage de ceux qui expriment la sagesse conventionnelle de la menace communiste.

Des intérêts installés — financiers, politiques et intellectuels — ne vont pas facilement lâcher prise sous prétexte que la réalité aurait changé. A la lumière des événements de ces derniers mois, on imagine difficilement des divisions polonaises, hongroises ou est-allemandes se mettre en marche sous la bannière du pacte de Varsovie pour attaquer la République fédérale et l'Occident. Et pourtant, en novembre dernier, nos chefs d'état-major com-

biné lançaient encore une mise en garde contre la réduction des troupes américaines en Allemagne et faisaient état de la menace de ces divisions. C'est que, tout à coup, les budgets militaires en général, et ceux consacrés aux systèmes d'armes en particulier, sont en danger.

N'imaginons pas que les réductions vont se faire facilement. Pour se convaincre de la difficulté de l'exercice, il suffit de se reporter au projet de loi sur les crédits militaires que le Congrès américain a récemment

adopté. Il prévoit plusieurs centaines de millions de dollars pour des hélicoptères et le transporteur de troupes à décollage vertical V-22 — que le Pentagone dit ne pas vouloir. Auparavant, une négociation serrée avait sauvé la production de dix-huit avions de combat F-14 que personne n'avait non plus réclamés, le tout pour un coût d'environ un milliard de dollars. Cela, tout simplement, parce qu'il fallait soutenir l'activité industrielle de Long Island.

Dans le passé, cette partie de l'Etat de New-York n'a jamais été considérée comme une zone économiquement sinistrée. Il semblerait que la véritable justification tiende, pour une bonne part, au fait que Long Island ayant le privilège d'abriter une classe moyenne prospère et une communauté de gens très riches, ses habitants ne sont pas autant contaminés moralement et socialement par les aides publiques que ceux de Roxbury ou du South Bronx. Pour ce qui est des crédits militaires, l'ancien secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a récemment dénoncé toute idée de réduction et a assuré que son successeur, M. Richard Cheney — malgré quelques demandes d'éventuelles économies — est sur la même longueur d'onde.

Des risques de chaos

LA CIA, dans les tristes jours à venir, va devoir faire la preuve que les informations qu'elle recueille en Allemagne de l'Est — et qu'elle nous fait parvenir par-dessus, par-dessous ou à travers le mur — ont un caractère plus exceptionnel et plus affirmé que ce que quiconque pourrait obtenir au cours d'une simple conversation. Nul doute qu'elle va s'y employer. Le département d'Etat, où j'ai servi à deux reprises, ne s'habitue pas facilement au changement. C'est une administration où l'acuité intellectuelle a toujours largement reposé sur la capacité de formuler avec assurance des idées rebattues. L'établissement de la politique internationale — anciens hauts fonctionnaires du département d'Etat, anciens ambassadeurs, anciens « quel-ques-chose » à Washington et défenseurs auto-désignés de la République — qui se rassemble à New-York et à Washington pour célébrer ses propres mérites, se trouve maintenant placé devant un choix douloureux : renouveler sa pensée ou tomber confortablement en désuétude. La communauté universitaire va aussi connaître les inconvénients du changement et chercher les moyens d'y résister. Il y a quelques semaines, un de mes éminents collègues, autrefois conseiller de M. Ronald Reagan, prononçait un discours où il mettait sévèrement en garde contre toute éventualité de diminution des dépenses militaires et, après avoir cité rituellement la menace communiste que représentent le Nicaragua et Cuba, il évoqua celle que fait peser le maintien de la présence soviétique en Ethiopie...

La rencontre entre le socialisme et le capitalisme est porteuse d'un message autrement urgent, et qui nous concerne au plus haut point. On voit actuellement circuler une idée futile, particulièrement gratifiante pour les esprits qui ne jurent que par la libre entreprise : il suffirait que le monde socialiste découvre les merveilles du management, de la propriété et des marchés pour que le bien-être s'ensuive sur-le-champ. On en tout cas très bientôt. C'est tout le contraire qui risque de se produire et chacun devrait être convaincu que la transition sera difficile et désagréable, avec des risques de chaos. L'argent théorisé sous l'ancien système et maintenant déversé sur le marché signifie l'inflation. On ne connaît pas de mode d'emploi clair et simple pour rendre les entreprises d'Etat à une gestion privée, et d'énormes bureaucraties publiques se planteront en travers du chemin. Ceux qui agiraient pour profiter de la libéralisation seront souvent les organisateurs du marché noir de l'ancien régime, des individus peu rigoureux pour l'opinion, qui empêcheront de gros bénéfices. Avec le temps, comme c'est dans une certaine mesure le cas en Hongrie, les choses s'amélioreront mais, dans l'immédiat, elles pourraient bien empirer.

Notre obligation et notre intérêt bien compris et le plus urgent sont d'encourager les autres pays occidentaux et le Japon à faciliter au mieux la transition. Particulièrement nécessaire est un flux de biens de consommation et de produits alimentaires, secteurs où l'échec

du système communiste est le plus flagrant. Les pays de l'Est n'ont pas au même degré besoin d'unités de production sidérurgique, de machines-outils, de construction navale ou de centrales électriques, domaines des succès d'antan. La libéralisation économique et politique ne doit pas être identifiée à la pénurie. C'est là un danger sérieux et immédiat qui pourrait entraîner un retour en arrière et une oppression renforcée. Malheureusement, bon nombre de nos érudits de la guerre froide et la majeure partie de ceux qui participent de la culture des armements verront d'un bon œil une telle éventualité.

Ce qu'il faut, concrètement, ce sont des prêts, des aides directes et des allègements de la dette pour que les biens nécessaires soient disponibles. M. George Bush a fait preuve d'une louable réserve dans ses réactions aux bouleversements intervenus en Union soviétique et chez ses anciens satellites. Comme il l'a parfaitement senti, l'heure n'est pas à la présomption, à l'autofélicitation, et certainement moins encore aux proclamations spectaculaires des Etats-Unis. Mais peu d'initiatives américaines auront été aussi affligeantes que le voyage du président en Pologne et en Hongrie à l'automne dernier où, après avoir exprimé sa satisfaction devant les événements, il laissa un petit pourboire à ses hôtes. On a déposé beaucoup plus d'argent pour le sauvetage d'une seule caisse d'épargne, californienne, la Lincoln Savings and Loans Association (2,5 milliards de dollars). Il en faudra sans doute presque cent fois plus pour régler la facture du pillage des autres caisses. Si nous avions le plus élémentaire sens des priorités, nous serions en train de réaffecter une fraction substantielle de notre budget militaire pour faciliter et rendre politiquement acceptable la grande transition actuelle, la plus importante que

l'Europe ait connue en quarante-cinq ans.

Il nous faut tirer une autre grande leçon de ce qui n'est pas le heurt entre le communisme et le capitalisme mais le heurt entre la doctrine communiste et la réalité palpable. Tous ces dirigeants et fonctionnaires aujourd'hui relégués aux poubelles de l'Histoire étaient guidés par l'idéologie à l'état pur, ce qui les empêchait de voir ou de sentir les forces qui se rassemblaient pour les renverser. Au cours de ces dernières années, nous avons, nous aussi, connu des hommes d'Etat fortement — même si c'était imparfaitement — esclaves de doctrines, celles d'Adam Smith, de David Ricardo et de Herbert Spencer. Elles ont permis de promouvoir le désengagement de l'Etat de ses responsabilités sociales, de soutenir que les riches ont besoin d'être stimulés par des revenus toujours plus élevés et les pauvres aiguillonnés par une pauvreté dont aucune aide publique ne viendrait les tirer. En conséquence, ce que les statistiques démontrent sans contestation possible, les riches ont grandement accru leur part du revenu national et un nombre toujours plus grand de familles est tombé au-dessous du seuil de pauvreté. Et, autre réalité qui saute aux yeux, nombreux parmi les pauvres sont ceux à qui est refusé l'accès à ces besoins élémentaires que sont un toit, l'éducation et les soins médicaux de base.

L'abandon de la pensée devant la doctrine a permis aux dirigeants communistes vieillissants d'Europe de l'Est d'ignorer une réalité en formation, qui les a maintenant balayés. Je ne pense pas que notre système ou nos dirigeants courent un tel danger. Mais nos réflexions quotidiennes à l'existence d'une masse d'exclus devraient nous conduire à respecter notre propre réalité et à nous identifier à elle. Même ici, les gens ne souffriront en silence que pendant un temps.



Les remèdes de cheval de M. Jeffrey Sachs

TOUT juste âgé de trente-cinq ans, M. Jeffrey Sachs, professeur d'économie à l'université Harvard et consultant international, qui comptait déjà parmi ses clients plusieurs gouvernements latino-américains (dont la Bolivie), dispense désormais ses services aux autorités polonaises et yougoslaves. Dans un article dont le titre, « Que faire ? » (1), renvoie ironiquement aux lectures légalistes obligées des anciens dirigeants communistes, M. Sachs préconise une thérapie de cheval pour les économies de l'Est, et plus particulièrement pour la Pologne : une combinaison de libéralisme orthodoxe et de générosité réaliste face aux gouvernements et des institutions financières de l'Occident.

Pour que les choses soient claires, l'économiste américain réfute d'emblée toute idée de « troisième voie », de « socialisme de marché » à base d'entreprises publiques ou d'autogestion : ce sera l'économie de marché à 100 % ou rien. Son programme comporte quatre volets :

- retour à la vérité des prix : fin des contrôles et des subventions, convertibilité des monnaies, libre-échange intégral avec l'Occident ;
- suppression de toutes les entraves législatives et fiscales à l'activité privée ;
- privatisation à terme du plus grand nombre d'entreprises publiques et, dans l'immédiat, mise à l'épreuve du marché par la fin des subventions, des crédits préférentiels, des facilités fiscales. Fermeture sans état d'âme de celles qui perdent de l'argent ;
- retour à la stabilité des prix par une politique monétaire et fiscale rigoureuse et l'équilibre des budgets publics.

La conclusion est dramatique : « Les observateurs occidentaux ne devraient pas dramatiser à l'excès les licenciements et les faillites. La Pologne, comme le reste de l'Europe de l'Est, n'a pas trop de chômeurs, elle n'en a pas assez... Il faut s'attendre à des taux de chômage même supérieurs aux taux

naturel (de l'ordre de 5 %), pendant quelques années, au fur et à mesure que les travailleurs quitteront l'industrie pour les services, le bâtiment et les travaux publics ».

Les prescriptions de M. Sachs sont tout aussi rigoureuses pour l'Occident qui, en premier lieu, doit accepter que les produits de l'Est pénètrent ses marchés : « Les dévours de porc de la Communauté doivent accepter que le libre accès des jambons polonais est le prix à payer pour vivre dans une Europe unie et démocratique ». Il faut mettre fin aux interdictions de transfert de technologie du CECOM et accepter un effort financier sans précédent : prêts ou dons pour reconstituer les réserves de devises ; financement d'un filet de sécurité social pour limiter le coût humain des reconversions ; surtout, annuler les énormes dettes extérieures (40 milliards de dollars pour la Pologne, 20 milliards pour la Yougoslavie, pour la Hongrie et pour la Roumanie) ; « Toute tentative de récupérer plus qu'une faible partie de ces sommes... soumettrait l'Europe de l'Est à l'esclavage économique pour une génération, situation d'autant plus inacceptable que cette dette est l'héritage de la mauvaise gestion communiste sur laquelle l'opinion n'avait aucun contrôle » ; enfin, il convient de financer le développement à long terme, rôle assigné à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD).

Si toutes les parties intéressées écoutent ses avis, M. Sachs est optimiste pour l'avenir : « On peut être assuré qu'un ouvrier polonais hautement qualifié gagnera plusieurs fois son salaire mensuel actuel de 100 dollars, dès que l'économie de marché de la Pologne sera mise sur pied et étroitement intégrée à l'Europe de l'Ouest ».

B. C.

(1) « What is to be done ? », The Economist, Londres, 13-19 janvier 1990.

Un livre qui dérange

Bernard Lugan

Afrique, l'Histoire à l'endroit



Vérités et Légendes

Perrin

« Sans tabous et sans légendes, voici une "autre" histoire de l'Afrique. Pour mieux comprendre le fiasco du continent noir. »

"LE SPECTACLE DU MONDE"

Perrin

L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

On a souvent interprété, sans doute hâtivement, le romanesque dans les pays baltes et le conflit caucasien comme le résultat de tentatives séparatistes. Elles existent bel et bien certes. Et les questions nationales occupent indiscutablement le devant de la scène (lire, page 11, « Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan », par M. Gamid Khericht, un des idéologues du Front). Mais, dans les coulisses, c'est la question du pouvoir, à l'échelon local et aussi central, qui est posée. Les démocrates rénovateurs ne se battent pas pour conquérir le pouvoir, ils en occupent déjà les positions principales. Ils l'ont pour le conserver et en conquérir de nouvelles.

Les forces conservatrices, antigorbatchévienne, sont sur la défensive. Leur combat, si meurtrier soit-il, apparaît comme un combat d'arrière-garde.

Là réside la principale différence entre les révolutions récentes en Europe de l'Est et la perestroïka soviétique. Il y en a, bien entendu, beaucoup d'autres, mais celle-ci est essentielle.

Il y a cinq ans, en mars 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev a été élu secrétaire général du Parti communiste soviétique. On a pris l'habitude de considérer qu'avril 1985 (date du plénum qui a suivi son élection) marque le lancement de la perestroïka. Si l'on compare son discours d'alors à l'importante « synthèse » qu'il a publiée le 26 novembre 1989 dans la Pravda, on mesure qu'en ces cinq années ce n'est pas seulement l'histoire qui a subi une formidable accélération, mais la pensée de M. Gorbatchev elle-même.

En avril 1985, le secrétaire général traçait les grandes lignes du « développement de la société soviétique », qui était alors, selon lui, « déterminé, dans une grande mesure, par des progrès qualitatifs dans l'économie, par son adaptation aux besoins de la croissance intensive et par l'élévation maximale de l'efficacité ». Il parlait peu du pouvoir en soi, sauf pour souhaiter « rendre plus actif tout le système des institutions politiques et sociales, approfondir la démocratie socialiste et l'autogestion ».

Ce discours d'avril 1985 se distinguait peu, dans sa substance et son style, des interventions les plus réformatrices de Youri Andropov, précédent secrétaire général, sauf que M. Gorbatchev s'y livrait déjà à une courte, mais incisive, critique de la situation dans le pays.

Depuis cette date, une véritable révolution culturelle s'est accomplie — ou plus exactement s'accomplit — en Union soviétique, qui accompagne une révolution tout court, c'est-à-dire un changement de pouvoir. Elle l'accompagne et n'en a pas plus été la préface qu'elle n'en est le résultat. C'est d'ailleurs ce qui le définit : la perestroïka comme une révolution des mentalités.

Dans l'article de la Pravda du 26 novembre, M. Gorbatchev livre la clé de cette révolution : « Certains nous reprochent l'absence d'un plan détaillé, concret, pour la réalisation de la perestroïka. Je ne pense pas que ces reproches soient justifiés. Je suis certain qu'imposer de nouveau à la société des schémas tout préparés et tenter de faire entrer la réalité dans le « lit de Procuste » des schémas serait une erreur théorique. C'était propre au stalinisme, que nous rejetons résolument. Nous agissons selon les préceptes de Lénine, ce qui signifie : observer avec attention comment le futur naît de notre présent, et bâtir nos plans en conséquence ».

Voilà l'explication de cet « attentisme » que l'on reproche souvent, et

pas seulement dans la gauche radicale (lire ci-dessous l'encadré de Konstantin Ivanov), au chef de l'Etat soviétique. Son goût pour les compromis n'est pas, comme certains l'écrivent dans la presse soviétique, une marque de faiblesse mais le fruit d'une philosophie : « Observer avec attention comment le futur naît de notre présent, et bâtir nos plans en conséquence ».

Cet art du compromis a déjà fait merveille. M. Gorbatchev en a administré la preuve récemment en Lituanie : d'une part, il a désarmé les séparatistes en annonçant la discussion au Congrès des députés des peuples de l'URSS et le vote d'une loi sur les modalités pratiques de la séparation d'une République de l'Union ; d'autre part, tout en faisant valoir un point de vue opposé à celui de la direction du PC scissionniste local, il s'est gardé d'excommunier celle-ci. Les futures structures du parti et de la fédération soviétique naissent du présent. M. Gorbatchev bâtit son plan en conséquence.

Cette manière de faire déçoit la gauche radicale — en particulier les députés rassemblés au sein du Groupe interrégional (MDG), qui ont constitué une opposition — et agace la droite.

Ainsi, par exemple, à propos de l'article 6. Les radicaux exigent son abrogation immédiate. M. Gorbatchev admet parfaitement que l'inscription dans la Constitution du « rôle dirigeant du parti » est contraire à l'esprit des lois nouvelles, qui affirment, certes, le « pouvoir des soviets » mais codifient la séparation Etat-parti. Il sait toutefois, sans doute mieux que quiconque, que ce n'est pas un simple texte, fût-il fondamental, qui pourra assurer et garantir au PC sa préférence à jouer les premiers rôles.

M. Yakovlev, un membre du secrétariat du bureau politique considéré comme très proche de M. Gorbatchev, a exprimé, là-dessus, son sentiment au cours d'un entretien télévisé le 26 novembre (le jour précisément de la parution de la « synthèse » dans la Pravda) : « Je me demande souvent si, du temps où les dirigeants staliniens

luttaient contre le peuple et se livraient à une orgie de répression et d'exécutions d'innocents, le parti arrivait à renforcer son prestige. Si tel était le cas, cela me fait peur ».

M. Gorbatchev sait encore deux choses : d'abord que le Parti communiste, dans sa structure actuelle, n'est, globalement, pas prêt à affronter la compétition démocratique dans le cadre du multipartisme ; ensuite, que le multipartisme politique actuel est encore trop embryonnaire, trop brouillon. L'URSS — ni, auparavant, la Russie — n'a jamais fait l'expérience réelle d'un système démocratique et du multipartisme, notable, quoique très relative, des Etats baltes et de la Géorgie.

Dans ces conditions, briller les étapes serait prendre le risque énorme d'une déstabilisation du pays ; et seules les forces conservatrices sauraient tirer leur épingle du jeu. Leurs manœuvres, profitant de l'explosion des nationalités et de l'aggravation des tensions, le laisse déjà pressager.

M. Gorbatchev repousse donc à plus tard la question de l'article 6, avec cette petite phrase : « On ne saurait élaborer une nouvelle Constitution avant que les contours d'un nouveau mécanisme social, la structure des organes du pouvoir et de l'administration, la procédure d'interaction des forces politiques, les principes d'organisation et de fonctionnement du système économique, les garanties du respect des droits civiques, les structures électorales nationales, notre fédération et le caractère de l'Etat de droit socialiste, ne soient nettement mieux définis chez nous. (...) La révolution continue, camarades... (1).

Une conspiration des « forces de l'ombre »

LA contre-révolution, ou contre-perestroïka aussi. Beaucoup l'ont vue à l'œuvre en Azerbaïdjan, en janvier.

« Les événements de Bakou, écrit neuf députés, dont l'académicien Likhatchev, qui ne saurait passer pour un gauchiste, pourraient bien avoir éclaté sur commande, à la veille d'une session du comité central sur la Lituanie et du XXVIII congrès du parti et alors que se déroulent les élections locales. Il n'est pas exclu que quelqu'un ait cherché à créer, à son profit, une situation exigeant la proclamation de l'état de guerre dans le pays (...). On ne peut pas permettre aux forces conservatrices de transformer la Transcaucasie en véritable bombe placée sur le chemin de la perestroïka (2) ».

Le 23 janvier, Izvestia, le quotidien du gouvernement, développait à peu près le même point de vue : ayant montré que tout le monde savait — y compris à un haut niveau à Moscou — que les « forces de l'ombre » (la mafia) et leurs complices dans les appareils locaux du parti, de l'Etat et de la police, étaient prêts à passer à l'attaque, le journaliste Viatcheslav Tchepoukine écrit : « S'ils savaient, qu'attendaient-ils ? La possibilité d'accabler Gorbatchev de reproches ?

Esprèrent-ils que les leaders locaux officiels, qui perdaient leur autorité et déclaraient que, chez eux, tout était en ordre, allaient contrôler la situation ? Ne savaient-ils pas quelles forces se cachaient sous le mouvement populaire qui, « tout à coup », se transforme en unités de combat ? (...) Une situation étrange prévaut dans cette région de tensions : il suffit que les choses se calment pour que, d'un côté ou de l'autre, un geste soit fait qui jette de l'huile sur le feu. » Certains témoignages étaient encore cette thèse, celui du champion d'échecs Garri Kasparov, Arménien de Bakou (3), par exemple. Lors d'une conférence de presse, fin janvier, il a raconté comment, devant quitter Moscou pour Bakou le 6 janvier, il avait entendu parler, « avec une précision d'un à deux jours », de l'imminence d'un pogrome : comment le silence fait sur la destruction d'une église arménienne, fin décembre, à Bakou, avait donné aux extrémistes un sentiment d'impunité ; comment, six jours durant, le milieu local a laissé, en janvier, se perpétrer, sous ses yeux, le massacre d'innocents — sans jamais tirer une cartouche.

« Après la tragédie de Tiflis (4), a déclaré Kasparov, tout le monde se posait la question : qui a donné l'ordre de tirer ? Moi, je voudrais savoir qui a ordonné à la milice de Bakou et aux soldats de ne pas tirer... » Il est vrai que beaucoup de questions se posent, dans cette trouble affaire. Il est non moins vrai qu'un regard sur la chronologie de ce long conflit, fortement enraciné dans l'histoire (lire, page 11, le récit d'un témoin français en 1905 et les souvenirs de Banine), révèle d'étranges coïncidences : l'agitation en Arménie est d'abord sociopolitique quand, en janvier 1988, les Izvestia et la Pravda formulent de sévères critiques à l'encontre de la direction de l'époque du PC local. Quelques jours après, les Arméniens du Nagorny-Karabakh, République autonome rattachée à l'Azerbaïdjan, demandent leur rattachement à l'Arménie, mais à Stepanakert (capitale du Karabakh) comme à Erevan, on manifeste sous des portraits de Lénine et de Gorbatchev... Le 26 février 1988, M. Gorbatchev s'adresse lui-même aux Arméniens et aux Azeris. Le lendemain, c'est le début du pogrome de Soumgaï, à proximité de Bakou. Soumgaï, dont le premier secrétaire du PC alors en poste, M. Baguirov (azéri), a longtemps dirigé le comité du parti... M. Baguirov, qui avait été mis en place par M. Gaïdar Aliev, membre du bureau politique du PCUS de 1976 à 1987, et très proche de Leonid Brejnev,



LE TEMPLE DU FEU A BAKOU (1896)
La Transcaucasie, une bombe sur le chemin de la perestroïka

est aujourd'hui accusé d'entretenir des liens avec la mafia locale, les gens de « l'économie de l'ombre », d'avoir placé ses proches à des postes importants et même d'avoir fourni un faux certificat médical pour ne pas être enrôlé sous les drapeaux et ne pas faire la guerre en 1941... On pourrait multiplier les indices, il suffit encore de noter que chaque fois que M. Gorbatchev se trouvait à l'étranger, le Caucase s'est enflammé ; que chaque fois qu'un compromis paraissait se dessiner sur la question du Nagorny-Karabakh, une poussée de violence remettait tout en cause (5).

On sait tout cela à Moscou et on le dit à haute voix. Même si ces voix sont discordantes.

A droite, on s'est d'abord réjoui, en sourdine, de voir le chef de l'Etat contraint de recourir à la force au Caucase, ce qui n'était guère propre à illustrer, pensait-on, sa politique de démocratisation. On a reproché à M. Gorbatchev son manque de « fermeté » à l'égard des Lituaniens. On aurait voulu tirer parti de la proclamation de l'état d'urgence à Bakou et de l'occupation militaire de cette ville pour engager le secrétaire général à prendre des mesures semblables contre Vilnius.

A gauche, les avis ont été partagés. Nombreux ont été ceux qui ont approuvé le recours aux armes dès lors qu'il s'agissait de défendre l'Etat de droit mais à mal par les sinistres auteurs des pogromes (6). Certains ont pensé que le pouvoir avait trop tardé à agir. D'autres, très peu, ont condamné l'envoi de troupes à Bakou.

Les conservateurs avaient espéré que la décision de M. Gorbatchev lui vaudrait de sérieux reproches en Occident. Tel n'a pas été le cas. Ils misaient sur un bain de sang. Mais l'intervention de

l'armée soviétique jusqu'à fin janvier peut être considérée, malgré le nombre de morts, comme modérée. Ils attendaient un changement de ligne, un durcissement. M. Gorbatchev a trouvé dans ces événements la confirmation de sa philosophie : « Ne pas faire entrer la réalité dans des schémas. Le futur naît du présent ».

Le futur, c'est, pour le leader soviétique, d'abord les élections locales qui vont s'échelonner à travers tout le territoire de l'Union jusqu'en mars. Elles vont permettre de remplacer quelques trois millions d'élus, dont les députés aux Parlements des Républiques de l'URSS.

C'est, ensuite, le congrès du PCUS, en octobre prochain. M. Gorbatchev n'y changera pas le parti, il s'apprête sans doute, comme dans divers pays de l'Est, tout simplement à changer de parti. Si le « boomerang » doit revenir à Moscou, il n'atteindra probablement pas M. Gorbatchev. En revanche, il frappera sans doute durement nombre de ceux qui conspirent contre la perestroïka.

BERNARD FREDERICK

- (1) Intervention au plénum du comité central du 9 décembre, la Pravda, 10 décembre 1989.
- (2) Texte paru dans l'hebdomadaire Ogoznoïé, Moscou, 4 janvier 1990.
- (3) On estime à environ 200 000 le nombre d'Arméniens vivant dans la région de Bakou avant les tragiques événements de Soumgaï en février 1988.
- (4) L'Armée soviétique ouvrit le feu contre des manifestants géorgiens le 9 avril 1989 faisant au moins dix-neuf morts.
- (5) Cf. l'Humanité, 23 janvier 1990 et l'Humanité-Dimanche, 26 janvier 1990.
- (6) Dans un article publié sous le titre « La dictature de la loi », Izvestia, le 23 janvier 1990, écrit : « Nous disons à la tête de l'Etat : agissez ! Une véritable démocratie doit savoir se défendre et nous tous, nous devons défendre la démocratie ».

La gauche radicale

PAR KONSTANTIN IVANOV*

A deuxième session du Congrès des députés du peuple de l'URSS s'est réuni à Moscou, en décembre 1989.

A cette occasion, les divergences d'opinion sur les problèmes fondamentaux de l'Union soviétique sont apparues à l'œil nu. La polarisation des députés s'est manifestée de manière particulièrement nette pendant les débats sur le programme proposé par le gouvernement de M. Rykov pour tirer le pays de la crise. Ce programme, comme on sait, a été adopté, malgré les critiques formulées par les députés radicaux contre certaines dispositions.

La presse, en France, n'a peut-être pas assez souligné un phénomène politique fort important dans le contexte actuel : plusieurs groupes politiques se sont formés au Congrès et au Soviet suprême de l'URSS : un groupe interrégional (MDG), un groupe balte, un club pour l'Ukraine, un club pour la fédération de Russie, et d'autres ; vingt-deux groupes au total, alors que le monopole du parti n'est toujours pas aboli.

« La formation des groupes est autorisée par la loi et par le règlement du Congrès », a reconnu M. Youri Andropov, député de Moscou, membre du MDG, mais nous n'avons pas encore un mécanisme permettant à chaque groupe de s'exprimer, par l'intermédiaire de son représentant, sur les questions examinées au Congrès ou au Soviet suprême de l'URSS. Pour accélérer la création de ce mécanisme, le MDG s'est constitué en opposition.

Un jour après l'adoption du programme gouvernemental, l'historien Youri Afanassiev, l'un des présidents du groupe interrégional de députés (MDG), a en effet annoncé au Congrès la création d'une opposition politique sur la base du MDG. Il a, à cette occasion, rendu public un document, signé par quatre-vingt-seize députés et soutenu par cent cinquante-quatre autres (dont deux du groupe balte), qui contient la plate-forme commune de l'opposition que l'on peut appeler « gauche radicale ». Celle-ci demande :

- des réformes urgentes, conséquentes et radicales, pour tirer le pays de la crise qui s'aggrave ;
- l'abolition de l'article 6 de la Constitution de l'URSS et du rôle dirigeant du Parti communiste dans toutes les sphères de la vie et de la société ; la liberté pour les citoyens de constituer des organisations politiques et l'égalité de ces organisations devant la loi ;
- l'abandon de l'économie étatisée, l'abrogation de la propriété étatique de la terre, du sous-sol et des moyens de production, l'accès aux paysans du droit de choisir eux-mêmes la forme de gestion qu'ils désirent ;
- l'élaboration d'une nouvelle conception de la structure fédérale de l'Union soviétique conçue comme une union libre de républiques souveraines selon la formule : « Des républiques fortes et un centre fort » ; ainsi que la garantie à tout peuple de l'Union, à toute nationalité, du droit à l'autodétermination pouvant aller jusqu'à la séparation.

* Journaliste soviétique.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

TENDANCES DU TRANSPORT AERIEN 1988-1990

Pierre VELLAS - octobre 1989 - 128 pages 120 FF.

Sommaire : le trafic aérien, l'industrie aéronautique, les compagnies aériennes, le financement de l'achat ou de la location des appareils de transport commercial sécurité et sûreté.

ANNALES DE DROIT AERIEN ET SPATIAL

vol. XIV - 1989 - 606 pages 420 FF.

Recueil d'une vingtaine d'articles dont :

- cabotage libéralisation in the EEC and article 7 of the Chicago Convention par C. de GROOT.
- Une initiative de l'Agence spatiale européenne : la création du Centre européen de recherche en droit de l'espace par Bourély.
- Télévision transfrontalière européenne par Fritz HARDIUS.

Commentaires sur les organisations internationales, décisions judiciaires, critiques de livres, législation.

REVUE FRANÇAISE DE DROIT AERIEN ET SPATIAL 1990 400 FF.

4 numéros par an

TEL : 43-54-05-97

LA GUERRE A

Ce que

L'hebdomadaire lituanien Mouvement pour la perestroïka en cas de feu... dans son numéro 2, deux correspondants Azerbaïdjan, Andrius Ajou Khérict, un des idéologues de l'Institut de littérature de l'Institut de la tactique du Front. Voici la traduction intégrée.

Le Front populaire d'Azerbaïdjan considère l'URSS comme un Etat composé de musulmans et de chrétiens, plus exactement, de Turcs Slaves. C'est pourquoi notre tâche est tout autre que celle des pays baltes. Nous n'envisageons pas de tirer de l'URSS, car ce serait son intérêt. Mais la sécession des Républiques baltes nous serait que car, sur les trois peuples chrétiens de l'URSS, l'un d'eux, les européens [de l'URSS], l'un d'eux, les musulmans en URSS. C'est pourquoi nous devons avoir de la sympathie les efforts que vous faites.

Les musulmans ne souhaitent la destruction de l'URSS, qui signifie l'éclatement de l'unité turque. L'Azerbaïdjan, la Kirghizie, le Kazakhstan, la Tadjikistan, la République de la Volga, la Yakoutie, la Turquie, le Caucase du Nord, ce sont des turques. Nous n'avons pas l'intention de les céder à qui que ce soit. C'est de les unir que nous voulons. Tous les mouvements politiques démocratiques existants ont un point de vue tactique de lutte contre l'URSS totalitaire. Personne ne nous a demandé notre avis et, aujourd'hui, nous ne coopérons pas avec eux. Nous plus qu'avec les diverses organisations étrangères de défense des droits de l'homme. Nous avons d'autres tâches, une autre tactique, bien que nous soyons pas hostiles à la démocratie.

Les peuples turcs vivent mieux moins bien que vous, les Baltes. Nous, c'est le paradis, en comparaison. Il suffit de faire un kilomètre en Azerbaïdjan pour prendre conscience de la tragédie, de la colère qui grandit le peuple. Un peuple de 25 millions de personnes est à bout. Et les Kazakhs ! Nous réclamons « Karabakh ! Karabakh ! ». Mais, à eux, on a pris un toir trois fois plus grand pour eux des polygones militaires. Dans le

UN TÉMOIN FRANÇAIS

« Qui m

L'écrivain Claude Anet, au cours de son voyage, traverse, en avril 1990, le Caucase. Il raconte ce qu'il a vu, alors que s'amorcent les horribles massacres de Bakou (2) (Tatars et les Arméniens - repassez).

Partout où il passe, il assiste à la destruction de l'unité turque. Tout le pays est barré. Arméniens et Azerbaïdjan comptent jusqu'à dix chariots de prendre le labyrinthe caucasien.

« Les troubles qui depuis un an les points de l'immense empire russe caractérisent particulièrement une gravité de mécontentement qui ont agi ici en Russie, se sont ajoutées, pour les rendre de races et les haines religieuses. Tatars, Tchérkesses, et les vingt autres tribus montagnardes et les vallées du Caucase en usent aux autres. Un instant, la force d'un pays une paix précaire : mais l'histoire, occupé ailleurs, et la guerre civile.

Comment la force publique répressive ne peut apporter aucun remède à une permanence échappée à l'action de la ville sont en petit état de siège. On se les horribles massacres de Bakou (2) sinistres, des désordres graves.

Le gouvernement accuse les Arméniens. Je crois que le gouvernement se les Arméniens sont nombreux et pas. Le gouvernement, les Géorgiens Tchérkesses ou Kurdes leur en veut-t-on ?

Ils ne sont pas orthodoxes, mais une Eglise à part dont le Catholicos est d'Erevan. C'est là le centre de ce qui lointaines, le royaume d'Arménie. Le royaume d'Arménie a disparu ; les Arméniens trouvent dans tout l'Orient, au Caucase en grand nombre. Ils sont intolérants, accusés de s'enrichir rapidement aux dépens de la misère des autres. A Tiflis, par exemple, les Arméniens ont des commerces, des manufactures et a passé des Géorgiens et Arméniens. D'où rancunes et haines contre les Arméniens enrichis. De la part de tous les maux dont le pays souffre. On l'a franchi.

Les Arméniens sont partout où ils ont souvent le tort de réussir. Cela ne leur reproche de n'avoir pas d'autre. L'Arménien n'aime pas le corps. Bakou, un témoin oculaire m'a dit avoir un seul Tatar évertuer à coups de poig

تحتنا من الأصل

LA GUERRE AU CAUCASE

Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan

L'hébdomadaire lituanien en langue russe *Slogacé* (Concorde), organe du Mouvement pour la perestroïka, de Vilnius, a publié, sous le titre « Le Caucase en feu », dans son numéro 18, le 30 novembre 1989, les propos tenus à Azerbaïdjan, Andrius Ajonbaïs et Andrius Zdanavitchas », par M. Gamid Khérichi, un des idéologues du Front populaire d'Azerbaïdjan, qui travaille à l'Institut de littérature de l'Académie des sciences de Bakou. M. Khérichi définit la tactique du Front populaire d'Azerbaïdjan.

Voici la traduction intégrale de cette conversation enregistrée.

Le Front populaire d'Azerbaïdjan considère l'URSS comme un Etat dual, composé de musulmans et de chrétiens, ou, plus exactement, de Turcs et de Slaves. C'est pourquoi notre tactique est tout autre que celle des peuples baltes. Nous n'envisageons pas de sortir de l'URSS, car ce serait sortir de l'entité turque. Mais la sécession des Républiques baltes nous serait bénéfique car, sur les trois peuples chrétiens européens (de l'URSS), l'un disparaîtrait. Voilà qui renforcerait l'influence musulmane en URSS. C'est pourquoi nous devons avoir de la sympathie pour les efforts que vous faites.

Les musulmans ne souhaitent pas la destruction de l'URSS, qui signifierait l'écroulement de l'unité turque. L'Azerbaïdjan, la Kirghizie, le Kazakhstan, la Bachkirie, la région de la Volga, la Tatarie, la Yakoutie, la Turkménie et le Caucase du Nord, ce sont des terres turques. Nous n'avons pas l'intention de les céder à qui que ce soit. Quand tous les mouvements pseudo-démocratiques existants ont mis au point une tactique de lutte contre l'URSS totalitaire, personne ne nous a demandé notre avis et, aujourd'hui, nous ne coopérons pas avec eux. Pas plus qu'avec les diverses organisations étrangères de défense des droits de l'homme. Nous avons d'autres objectifs, une autre tactique, bien que nous ne soyons pas hostiles à la démocratie.

Les peuples turcs vivent nettement moins bien que vous, les Baltes. Chez vous, c'est le paradis, en comparaison. Il suffit de faire un kilomètre en Ouzbékistan pour prendre conscience de la tragédie, de la colère qui grandit dans le peuple. Un peuple de 25 millions de personnes est à bout. Et les Kazakhs ! Nous réclamons « Karabakh ! Karabakh ! ». Mais, à eux, on a pris un territoire trois fois plus grand pour en faire des polygones militaires. Dans le genre,

c'est aussi une région autonome, mais c'est une région militaire.

Quand je parle avec des Kazakhs, des Kirghizes, il m'arrive de pleurer et, pourtant, je ne suis pas un sentimental. Je suis un homme dur. J'aime regarder la vérité en face, comme notre religion nous l'enseigne. Tel est notre caractère turc : il faut être un homme en toutes circonstances.

Je suis allé dans la vallée de Ferghana (en Ouzbékistan), à Achhabad (en Turkménie), à Kazan (capitale de la République autonome des Tatars, rattachée à la République socialiste fédérative de Russie), à Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan), et je me demande de forces pour raconter tout ce que j'ai vu. Ils ont fait de nos terres un enfer. Les entreprises sont mal tenues, les conditions de travail sont nocives. Mais regardez ce qui se passe dans les usines d'Ivanovo (en Russie, au nord-est de Moscou) : c'est le règne de la propreté, de l'ordre, les syndicats offrent des voyages pour les vacances, les femmes portent une petite blouse.

Mais c'est nous qui supportons tout cela avec notre coton ouzbek. Un jour, nous les saisissons à la gorge et nous leur dirons : « Vous vous êtes organisés une vie tranquille, mais regardez nos femmes qui travaillent par une température de 40 degrés. Quand les chiens eux-mêmes rampent à l'ombre, nos gens sont brûlés par le soleil. »

Chez vous (dans les Pays baltes), tout se fait par la voie légale ; chez vous, les usines sont aux mains des Russes et c'est pourquoi seuls les Russes font grève. Mais chez nous, dans les Républiques turques, toutes les usines sont aux mains du peuple et nos principales armes, ce sont les grèves et la désobéissance civile.

On essaie de nous effrayer en nous parlant de recul économique, mais nous n'avons pas peur. En Azerbaïdjan,

93 % des industries dépendent de Moscou et 7 % seulement de la République.

Les Russes pensaient que nous allions en souffrir et nous retrouver piégés. J'ai été membre d'un comité de grève et j'ai vu un télégramme signé par Rykov et Yazov (respectivement premier ministre et ministre de la défense d'URSS). Là-bas, à Moscou, c'était la panique. C'est nous qui produisons presque tout le pétrole (1), 95 % des lubrifiants, la composante principale du carburant pour avions, avions militaires qui plus est.

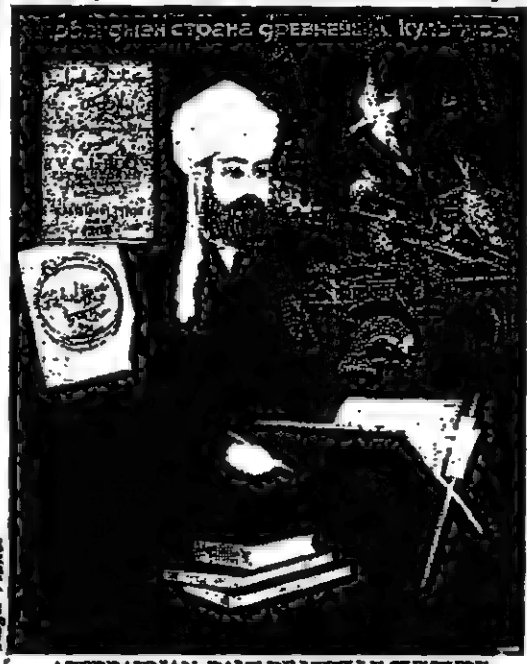
Le 16 août 1989, l'intelligentsia a appelé tout le peuple à unifier ses forces politiques et spirituelles. Et le Front populaire y est parvenu. Oui, il y a des éléments de *djihad* [guerre sainte] dans notre combat : tout le monde doit s'unir et jurer de tenir jusqu'au bout et, si nous perdons, alors mieux vaut ne plus vivre sur cette terre. Mais ce sont les Russes qui pensent que les *Azéri* vont bientôt décréter le *djihad*. Pour le moment, nous n'avons pas besoin d'une arme aussi puissante, quand hommes et femmes, des plus jeunes aux plus vieux, vont au combat et, en mourant, gagnent le Paradis, comme notre religion nous l'enseigne.

On peut utiliser des moyens plus pacifiques, plus démocratiques, par exemple le blocus des routes et surtout des chemins de fer, et l'embargo économique. Notez que notre lutte rappelle la lutte du peuple arabe contre Israël. Comme eux, nous déclarons un embargo économique (nous l'avons déclaré contre la Géorgie, l'Arménie et la Russie). Le 13 juillet a commencé le blocus du Nakhtichevan (République autonome rattachée à l'Azerbaïdjan) et des villages azéris du Haut-Karabakh, mais ils (les Arméniens) ont perdu la bataille quand, de notre côté, nous avons commencé notre blocus.

Ils donnent au pro-

blème du Karabakh un caractère global. Ils disent aux Russes, aux Baltes, que le rattachement à l'Arménie créera un précédent : la correction du tracé injuste d'une frontière. Mais nous, quand nous présentons le problème, quand nous le globalisons, nous parlons d'un conflit entre le christianisme et l'islam.

Ce sont les Arméniens qui cherchent une aide extérieure. Ils ont écrit à l'ONU, au pape, au Congrès américain. Mais nous, ainsi que nous l'enseignent notre religion, nous n'attendons rien hors de nous-mêmes. Bien que nous sachions que, derrière nous, il y a tout le monde musulman, l'Iran, la Turquie. Pour les Arméniens, l'essentiel est de ne pas s'asseoir à la table des négociations face à face. Il leur faut absolument un public. Les Baltes en font partie, comme les Moscovites. Mais ce sont nos deux peuples et eux seulement qui doivent régler le problème. Les Arméniens ont perdu cette bataille, mais ils ne le diront jamais ouvertement au peuple. Toutes leurs actions sont aventuristes. Zorj Balayan



« AZERBAÏDJAN, PAYS DE VIEILLE CULTURE »

« Les Russes ont fait de nos terres un enfer »

[médecin et journaliste arménien, député du Haut-Karabakh] est intervenu récemment lors d'une session du Soviet suprême d'Arménie en soulignant les liens entre Arméniens et Slaves, disant que l'Arménie a toujours été un avant-poste de la Russie au Caucase. Que ton-ils, ces Arméniens, pour se définir un avant-poste ?

D'une manière générale, l'Occident est sur le déclin. Au fond, Spengler (2) avait raison. Et la renaissance vient de l'Orient. Certains Etats arabes ont créé un paradis sur terre. En Iran par exemple (sic), on vit nettement mieux qu'en Europe. Je suis allé dans ce pays et j'ai vu combien est élevé le niveau culturel, combien ce peuple est responsable de sa patrie, combien il est sincèrement religieux. Si l'histoire continue d'évoluer en ce sens, je pense que, d'ici une vingtaine d'années, les choses auront beaucoup changé.

En ce moment, on assiste à une véritable hystérie à propos de l'Arménie. Mais notez que sa défaite coïncide avec la défaite de toutes les forces chrétiennes. Les gens qui parlent de maison commune veulent simplement supprimer l'opposition Est-Ouest et en créer une nouvelle, Nord-Sud. Et avoir l'URSS avec eux. Et qui propose cela ? François Mitterrand, qui a été ministre de l'Intérieur en France de 1954 à 1958 (3), et a une responsabilité directe dans les massacres de « moudjahidines » algériens musulmans. C'est cet homme qui a du sang musulman sur les mains qui parle des droits de l'homme ! L'idée d'une maison commune européenne est vouée à l'échec, car cette maison créerait une fissure au sein de l'URSS. La tragédie est inévitable. Quant aux guerres intestines dans le monde musulman, elles renforcent l'unité des peuples turcs et consolident l'islam.

(1) NDLR : Le pétrole d'Azerbaïdjan ne représente, en réalité, que 2 % de la production totale de brut de l'URSS.

(2) NDLR : Oswald Spengler, philosophe et historien allemand, auteur du *Déclin de l'Occident* (1918-1922).

(3) NDLR : M. François Mitterrand a été ministre de l'Intérieur du 18 juin 1954 au 23 février 1955. Ce qui devait devenir la guerre d'Algérie a commencé le 1^{er} novembre 1954.

UN TÉMOIN FRANÇAIS A BAKOU EN 1905

« Qui massacre-t-on ? Les Arméniens »

L'écrivain Claude Anet, au cours d'un voyage homérique en automobile, traverse, en avril 1905, la région du Caucase où déjà, alors que s'amorçait le déclin de l'empire russe, les massacres minoritaires — et, en particulier, les Azéris (Tatars) et les Arméniens — représentaient des affrontements sanglants.

Partout où il passe, il assiste à des horreurs : « J'arrive près de Nakhtichevan. Tout le pays est en révolte. Le village est hanté par les Azéris et Tatars s'y massacrent. Je compte jusqu'à dix charniers de morts... » Il tente de comprendre le labyrinthe caucasien.

« Les troubles qui depuis un an ont éclaté sur presque tous les points de l'immense empire russe ont revêtu au Caucase un caractère particulier et une gravité exceptionnelle. Aux causes de mécontentement qui ont agi ici comme dans le reste de la Russie, se sont ajoutées, pour les rendre plus aiguës, les rivalités de races et les haines religieuses. Tatars (1), Arméniens, Géorgiens, Tchérkesses, et les vingt autres peuples qui habitent les montagnes et les vallées du Caucase ont toujours été hostiles les uns aux autres. Un instant, la force de l'ours russe a fait régner en ce pays une paix précaire ; mais l'ours est aujourd'hui affaibli, occupé ailleurs, et la guerre civile recommence au Caucase.

Comment la force publique rétablirait-elle l'ordre ? Elle ne peut apporter aucun remède à une situation dont les causes permanentes échappent à l'action de la police. La plupart des villes sont en petit état de siège. On sait ce qu'il en est en février les horribles massacres de Bakou (2) ; partout ce sont des assassinats, des déordres graves.

Le gouvernement accuse les Arméniens d'en être les auteurs. Je crois que le gouvernement se trompe.

Les Arméniens sont nombreux au Caucase. On ne les aime pas. Le gouvernement, les Géorgiens et les musulmans tatars, Tchérkesses ou Kurdes leur en veulent. Que leur reproche-t-on ?

Ils ne sont pas orthodoxes, mais forment, comme on sait, une Eglise à part dont le Catholicon réside à Echmiadzin, près d'Erevan. C'est là le centre de ce qui fut jadis, en des époques lointaines, le royaume d'Arménie. Il y a longtemps que le royaume d'Arménie a disparu ; les Arméniens sont restés. On les trouve dans tout l'Orient, au Caucase et dans l'Arménie turque en grand nombre. Ils sont intelligents et actifs ; on les accuse de s'enrichir rapidement aux dépens des populations au milieu desquelles ils vivent, qu'elles soient paysannes, industrielles ou commerçantes. A Tiflis, par exemple, la fortune a changé de mains et a passé des Géorgiens, anciens propriétaires prodigues et sans ordre, aux Arméniens nouveaux venus, avides et économes. D'où rancunes et haines des Géorgiens ruinés contre les Arméniens enrichis. De là à les accuser d'être les auteurs de tous les maux dont le pays souffre, il n'y a qu'un pas. On l'a franchi.

Les Arméniens sont partout où l'on fait des affaires. Comme les juifs, ils excellent dans le commerce de l'argent ; ils ont souvent le tort de réusir. Cela ne se peut supporter. Alors on leur reproche de n'avoir pas d'autres qualités.

L'Arménien n'aime pas le corps-à-corps et la lutte. A Bakou, un témoin oculaire m'a dit avoir vu, lors des massacres, un seul Tatar élever à coups de poignard quatre Arméniens

sur un trottoir. Pour se défendre, l'Arménien emploie des bombes ; cela est tout à fait dans son caractère. Il prépare à domicile des armes savantes et se venge à froid. A Erevan, en ce moment-ci, les Arméniens, qui sont en majorité, ont massacré à l'aide de bombes un grand nombre de Tatars.

Ils sont antipathiques. Qui ne l'est en Russie aujourd'hui ? En outre des causes de mécontentement qui sont communes à tous les Russes, ils ont des raisons particulières de ne pas être satisfaits de l'état actuel. Ils tiennent à leur vie, et le gouvernement les laisse massacrer ; ensuite le gouvernement a confié les biens de leur Eglise et a fermé leurs écoles.

Il est évident que ce n'est pas par des mesures de ce genre que le gouvernement se verra les Arméniens. Et à leur tour, ils accusent le gouvernement non seulement de ne pas les protéger, mais encore d'exciter les Tatars contre eux.

Il est certain que pendant longtemps la politique russe s'est faite au Caucase contre les Arméniens. Ils ont le tort d'être intelligents. Bien ne fait trembler un gouvernement despotique comme l'intelligence. Contre les Arméniens, la politique russe a suscité les Tatars, qui, eux, ne sont pas suspects d'intellectualisme. (...)

Dans les sphères gouvernementales, on a la conviction que les comités secrets arméniens sont les auteurs des troubles d'ordre politique qui sévissent au Caucase.

Mais il faut considérer que ce sont les Arméniens qui ont le plus à souffrir de l'anarchie où se trouve le Caucase et qu'il serait vraiment inexplicable que les gens intelligents et avisés qu'ils sont se placent à perpétuer un état de troubles qui leur est, plus qu'à tous autres, préjudiciable. Qui massacre-t-on ? Les Arméniens. Qui a le plus à perdre aux grèves et aux troubles économiques ? Les Arméniens, qui forment précisément la classe commerçante et active.

Les Arméniens ont au contraire intérêt à ce que le pays soit apaisé, à ce que l'ordre soit rétabli. Ils veulent un pouvoir politique juste et fort qui les protège. Jusqu'ici le gouvernement a mal traité les Arméniens. Ils désirent sa chute. Quel est le Russe intelligent aujourd'hui qui ne se réjouisse avec eux de la fin du régime autocratique et bureaucratique ?

Le gouvernement ne fait rien ; c'est le gouvernement le plus faible, le plus impuissant d'Europe. (...) Son inertie est telle qu'on l'accuse d'avoir comme politique secrète et insouvent d'opposer race à race et de laisser s'entre-détruire ceux qu'il considère comme ses ennemis propres.

Quel est l'avenir prochain de ce pays ? Bien hardi qui osera le prophétiser. Quel sera le gouvernement assez fort pour faire vivre en paix Tatars et Arméniens, pour donner satisfaction aux différents nationalismes et conserver en même temps l'unité indispensable, pour assurer une vie politique normale à un pays si profondément troublé ?

Claude Anet, *Le Persan en automobile à travers la Russie et le Caucase*, Librairie Félix Juven, Paris, 1906, pages 97 à 104.

(1) NDLR : Turcs du Caucase, appelés aujourd'hui Azéris.
(2) Note de l'auteur : Depuis que ceci a été écrit, Bakou a été à feu et à sang au mois d'août 1905, et partout les Tatars, au nom du panislamisme, massacrent les Arméniens.

LES SOUVENIRS DE BANINE

Jeux d'enfants dans les années 10

Dans ses souvenirs de jeunesse, l'écrivain azéri Banine, qui vit en exil en France depuis 1924, raconte ses jeux de petite fille, à Bakou ou dans la campagne d'Azerbaïdjan. Née en 1905, elle a connu l'occupation turque, l'éphémère prise de pouvoir par les bolcheviks, les massacres d'Arméniens par des Azéris, et d'Azéris par des Arméniens, l'occupation soviétique, la non moins éphémère République indépendante d'Azerbaïdjan (1918-1920), la reconquête du pays par les troupes soviétiques en 1920. Retournements toujours tragiques de l'histoire mais, par-delà ces événements, les scènes de jeux d'enfants qu'elle narre (elle avait alors une dizaine d'années) reflètent les antagonismes ethniques, religieux, culturels, très anciens, et que l'actualité redécouvre dans le sang.

Tamara, croisement de deux races ennemies, l'arménienne et la turque, avait un père vaguement apparenté à la famille et une mère arménienne devenue musulmane pour plaire à son mari. Fille unique, gâtée par ses parents, élevée avec soin par une gouvernante allemande, Tamara aurait dû connaître une enfance exempte de soucis. Mais Allah en avait décidé autrement et l'envoyait sur notre chemin. Son père acheta une propriété proche de la nôtre, sa gouvernante devint l'amie de Fräulein Anna (Allemande belle, gouvernante de Banine) ; elle-même avait un âge qui la destinait à devenir notre camarade de jeux. Il n'en fallait pas tant pour faire de Tamara notre hôte assidue.

C'était la plus jolie petite fille du monde, aux beaux yeux allongés, un nez droit, une bouche aux lèvres pures et fermes et de longues boucles soyeuses. Lorsque d'aventure nous cessions de la martyriser, elle se mettait à sourire assés et montrait alors de l'affection au monde entier : sa gouvernante égalait sa beauté. Un produit aussi réuni de deux races aurait dû servir d'encouragement au rapprochement turco-arménien ; mais il n'en était rien, et le fanatisme continuait à sévir.

Tamara payait durement le fait d'avoir une mère arménienne. — Tamara, tu es une ignoble arménienne sale, disait Ali (cousin de Banine), en lui pinçant le bras. (Le terme sale, accolé à « arménien », constituait pour des raisons obscures une insulte.)

Tamara poussait un cri de douleur, puis soupirait, vaincue, et baissait sa tête ravissante.

— Tamara, viens que je redresse ton sale nez crochu d'Arménienne, criait Assad (frère d'Ali) en accourant, et il tirait de toutes ses forces le petit nez, parfaitement droit, de Tamara.

Les larmes lui venaient aux yeux, mais elle se taisait encore. Elle supportait tout avec un courage digne d'un meilleur emploi.

Les jours de fête, nous jouions aux massacres arméniens, jeu que nous préférons à tout autre. Enivrés de passions racistes, nous immolions Tamara sur l'autel de nos haines ancestrales. D'abord, nous l'accusions arbitrairement d'assassinats de musulmans et la faillissions sur-le-champ, jusqu'à plusieurs fois consécutives pour renouveler le plaisir. Puis, lorsque nous étions bien saoulés de la vng de son sang, nous la resuscitions pour les besoins de la cause afin de la massacrer cette fois-ci d'après toutes les règles de l'art. Nous la ligotions, la jetions par terre, lui coupions ensuite les membres, la langue, la tête ; lui arrachions le cœur et les tripes que nous jetions aux chiens pour bien marquer notre mépris de sa chair arménienne. Lorsqu'enfin nous nous étions suffisamment abreuvés de notre férocité et qu'il ne restait plus rien de la pauvre fille, nous nous mettions à danser autour de son cadavre, en brandissant nos fusils de bois et en poussant des hurlements sauvages. Une gouvernante ou quelque autre adulte apparaissait-il à l'horizon qu' aussitôt nous relevions Tamara à moitié morte de frayeur, la prenions par la main et commençions à mener une ronde fraternelle en chantant des chansons d'enfants.

Il ne venait pas à l'esprit de Tamara d'aller se plaindre ; traitée de moncharde, de tritresse et encore une fois de sale Arménienne, elle aurait été privée de nous ; et même humiliée, maltraitée et massacrée à intervalles réguliers, elle ne pouvait plus se passer de notre société, après laquelle toute autre lui aurait paru fade.

(Extrait — pages 63 et 64 — de *Jours caucasiens-Autobiographie*, avant-propos d'Ernst Ringel, nouvelle édition, 1985, Côté Basel Editeur, Montpellier.)

الكل
في
الكل

COMMUNE LUTTE POUR LA LIBERTÉ

La démocratie roumaine à l'aune des nationalismes

VINGT-QUATRE heures à peine après la formation du nouveau gouvernement roumain issu de la révolution, le 28 décembre dernier, M. Gyula Horn, ministre hongrois des affaires étrangères, prenait l'avion pour Bucarest. Il n'y est resté que six heures, le temps de rencontrer M. Ion Iliescu, président du Conseil du Front de salut national (FSN), Petre Roman, premier ministre, et Geza Domokos, dirigeant de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie, créée quelques jours auparavant.

Pourquoi cette hâte ? M. Horn a manifestement voulu assurer ses interlocuteurs de la volonté du gouvernement hongrois d'entretenir, à tous les niveaux, les meilleures relations avec la Roumanie. Celle-ci s'était en effet considérablement détériorée au cours des dernières années, par suite des mesures discriminatoires de Nicolae Ceausescu contre la minorité magyare de Transylvanie (région qui appartenait à la Hongrie de 1867 à 1920). C'est précisément à cette question que M. Horn a consacré l'essentiel de ses entretiens, faisant valoir l'importance de la solution qui y sera apportée dans le cadre de la démocratisation de l'Europe de l'Est. A l'occasion de son voyage à Bucarest, le 18 janvier, M. François Mitterrand a saisi l'occasion pour souligner, dans un entretien à la télévision hongroise, que le problème des minorités nationales ne pouvait se régler que par « le fédéralisme, en tout cas la décentralisation et certaines formes de décisions autonomes à l'intérieur de la souveraineté de l'Etat ». Et il ajoutait : « Il n'y a pas d'autre marche, sinon vous venez des antagonismes se développer entre les minorités et les majorités, des conflits graves, peut-être des effusions de sang et un renouveau de nationalités qui s'exacerberont au travers de l'Europe tout entière avec un effet de contagion. » Les dirigeants roumains n'ont pas manqué de réagir à de tels propos, le 24 janvier, craignant qu'ils ne remettent en question le problème des frontières en Europe.

Une acuité particulière

Le problème des minorités nationales n'est certes pas particulier, en Europe, à la Roumanie (lire page 10 l'article de Juan Fernandez Elortaga sur la Yougoslavie). Avec l'écroulement des régimes mis en place par l'Union soviétique au lendemain de la seconde guerre mondiale, on voit bien comment les tensions ethniques, culturelles et religieuses refont surface avec une rapidité stupéfiante. Ce sont les Turcs en Bulgarie, les Albanais en Yougoslavie, les Roumains en Moldavie, les Tziganes en Hongrie, les Lituanien, les Lettons et les Estonien, pour ne citer que les conflits les plus explosifs à l'est du continent européen ; sans parler du Caucase...

La Roumanie n'a jamais formé dans son histoire un Etat véritablement homogène, et le problème des minorités y prend une acuité particulière. Depuis des siècles, des peuples de cultures différentes - Hongrois, Allemands, Serbes, Ukrainiens, Juifs et Tziganes - coexistent aux côtés des Roumains, majoritaires, dans des conditions difficiles qui, parfois, ont viré au drame. La signature du traité de Trianon en 1920 a consacré le démantèlement de l'empire austro-hongrois et assuré l'intégration de la Transylvanie à la Roumanie (voir l'article page 13), mais il n'a pas résolu, si ce n'est en fait, le problème des minorités dans les Balkans.

C'est donc avec satisfaction que les dirigeants de Bucarest ont accueilli M. Horn. Satisfaction d'autant plus sincère que, deux jours avant sa visite, le gouvernement hongrois avait souligné dans un communiqué officiel que la reconnaissance des droits individuels et collectifs de la minorité magyare ne pouvait se faire que « dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Roumanie ». Pour le reste, le communiqué se référait à la création de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie. Celle-ci a déjà constitué un comité provisoire, chargé, en coopération avec le Conseil du Front de salut national, d'élaborer les « nouveaux statuts des nationalités » qui seront soumis au Parlement lors des prochaines élections.

Les réformes jugées « nécessaires » par l'Alliance

Du sort des minorités dépend, en grande partie, l'avenir de la démocratie qui se construit en Roumanie. Très symboliquement, la révolution est née le 17 décembre 1989 à Timisoara, capitale de cette Transylvanie hantée par les nationalismes. Le tyran Ceausescu attisait la haine entre les ethnies, ce fut une commune haine de la tyrannie qui jeta la foule dans les rues, toutes ethnies confondues. Ainsi la persécution d'un pasteur d'origine hongroise était devenue la persécution de tout un peuple. Cette communion dans la conquête de la liberté doit maintenant s'incarner dans des institutions qui tiennent compte des droits et aspirations des minorités. La chance, c'est qu'en matière de démocratie, les Roumains ont tout à inventer. Mais leur route est jalonnée d'embûches : poids du passé, difficultés économiques, risques de surenchères extrémistes. Alors même que toute la région des Balkans redécouvre avec frayeur la vigueur des frustrations nationalistes, à Bucarest les nouveaux dirigeants envisagent cette tâche avec sang-froid.

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILLY



COTE A COTE (A DROITE), LES THEATRES HONGROIS ET ALLEMAND A TIMISOARA

démocratique sont au nombre de sept : garantie d'une représentation des nationalités par des personnes librement élues dans l'administration, la justice et le corps législatif ; mise en place d'un système d'enseignement - de la crèche aux universités - avec inspection et directives autonomes ; création et fonctionnement d'instituts scientifiques et culturels propres à la minorité hongroise ; édition de quotidiens et de revues scientifiques et culturelles ainsi que programmes de radio et de télévision en langue hongroise ; élaboration de mesures garantissant et réglementant l'usage du hongrois dans l'administration et la justice ; création d'un ministère chargé des affaires des minorités nationales et garantie d'une représentation nécessaire des nationalités dans les organismes administratifs centraux et locaux ; enfin, garantie constitutionnelle des droits des nationalités, aussi bien dans les lois que dans leurs règlements d'application et dans la pratique.

Le document de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie énonçant la liste des réformes a été signé par M. Geza Domokos, membre du Conseil du Front de salut national, ainsi que par quatorze personnalités hongroises de Roumanie, parmi lesquelles le pasteur Laszlo Tokos et l'écrivain transylvanien Andras Suto, un des auteurs de théâtre en langue hongroise les plus célèbres.

Reprises, pour l'essentiel, par l'Alliance démocratique des Allemands de Roumanie, les sept revendications citées ci-dessus marquant une volonté très nette de revenir aux statuts qui avaient été énoncés et appliqués au lendemain de la seconde guerre

mondiale. Mais telles qu'elles ont été rédigées, elles laissent la porte ouverte à de nouvelles modalités d'application, qui restent à définir dans les prochains textes de loi. Jusqu'à présent, les dirigeants de Bucarest se sont bien gardés de se prononcer.

Dans les faits, c'est l'arrivée au pouvoir, dans les années 60, de Nicolae Ceausescu qui a remis en cause les textes constitutionnels. La Constitution de 1952 avait créé, au sud-ouest de la Transylvanie, une région autonome hongroise. Nationaliste, partisan d'un Etat centralisateur, le Conducator s'est employé, par une série de décrets-lois, à neutraliser puis à détruire systématiquement les cultures des minorités. Certes la principe de la proportionnalité, aussi bien pour les Hongrois que pour les Allemands, a été respecté à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat et du parti en fonction des derniers référendums de 1966 et 1977. Mais, en même temps, c'est à une véritable destruction des cultures que s'est attelé Nicolae Ceausescu. Dans le cas des Hongrois, elle a pris des proportions dramatiques. Dès la fin des années 70, M. Karoly Kiraly, membre du comité central, aujourd'hui un des principaux dirigeants du FSN, a le premier, dans une lettre adressée aux responsables du parti, dénoncé la discrimination dont étaient victimes ses compatriotes hongrois. Très vite la presse de Budapest, malgré l'interdiction d'évoquer toute question préjudiciable à « l'amitié entre deux pays frères », a commencé à publier des articles, qu'il fallait lire entre les lignes, il est vrai, sur le problème des minorités. En septembre 1978, un des principaux hebdomadaires de

Bucarest, *Uj Tikkor*, s'est même offert le luxe de publier en couverture la photo en couleurs de l'écrivain Andras Suto, placé pendant quelques semaines en résidence surveillée par le régime de Ceausescu.

Depuis six ans, *Magyar Nemzet*, l'un des principaux quotidiens de Budapest, n'avait qu'un seul abonné en Roumanie. Dans la pratique, tous les échanges culturels étaient interrompus entre les deux pays. En Transylvanie même, facultés et écoles secondaires hongroises étaient obligées de fermer leurs portes les uns après les autres. Des écoles primaires s'approprièrent le faire en septembre prochain. Voilà une dizaine d'années encore, la télévision roumaine consacrait cent quatre-vingt minutes par semaine à des émissions en langue hongroise. A la veille de la chute de Ceausescu, plus rien. A la radio, sept heures de programmes quotidiens en hongrois jusqu'en 1971 ; une heure à peine en 1989. Enfin, dernièrement, seules étaient publiées en hongrois, les traductions des œuvres de Nicolae Ceausescu ou de penseurs communistes. Le Conducator n'a pas eu le temps de « perfectionner » son œuvre en détruisant des milliers de villages dans le cadre de la « systémation ». Seuls quelques dizaines ont été rasés autour de la capitale et à l'est de la Transylvanie.

Aujourd'hui, la réouverture de la frontière avec la Hongrie, quelques heures à peine après le début de la révolution, a assuré une bouffée d'oxygène à la minorité hongroise. Des journaux circulent, des livres, des publications en tout genre. Des milliers de Hongrois qui ne voyaient plus depuis des années leurs parents, leurs frères et sœurs, leurs cousins se précipitent en Transylvanie. Dans les libanais retrouvées, ce grand brassage de la culture magyare prend une dimension inattendue dont nul ne peut prévoir les conséquences. Il se superpose en effet aux problèmes économiques et sociaux de la Roumanie.

La Transylvanie, « berceau de la patrie hongroise »

COMBIEN sont-ils en définitive ces minoritaires hongrois qui agitent les chancelleries européennes ? Installés en Transylvanie, où ils forment depuis un millier d'années la principale minorité, loin devant les Allemands, ils ne connaissent pas eux-mêmes leur nombre exact. Officiellement, lors du dernier recensement de janvier 1977, ils étaient 1 706 874, chiffre correspondant à 7,9 % de la population totale du pays. Mais avec la « roumanisation » forcée des villes au cours des années 60, marquée par l'exil de paysans venus de toutes les régions et la falsification notable des statistiques nationales et régionales, personne n'est aujourd'hui en mesure de dresser un tableau réel de la situation, même au sein du Front de salut national. Néanmoins, l'on s'accorde à penser qu'ils sont approximativement 2 millions. En quelles proportions, dans chaque village et dans chaque ville ? C'est très variable. Ainsi Tirgu-Mures, ancienne capitale de la région autonome hongroise - autonomie qui ne dura qu'un temps dans les années 50 -, comptait 80 % de Magyars en 1945. Elle n'en aurait plus aujourd'hui que 60 %. C'est une présence qui reste considérable quand on songe que Tirgu-Mures (en hongrois : Marosvásárhely) se trouve à 300 kilomètres de la frontière. Le même problème se pose dans les quatre principaux départements à forte densité magyare : Harghita (88,1 % en 1966), Covasna (78,4 %), Satu-Mare (41,1 %) et Salaj (24,3 %).

La Transylvanie reste pour les Hongrois le berceau de la mère patrie. L'ère antérieure y défendait des steppes asiatiques, au début du onzième siècle, et s'imposèrent par la force aux Dacés, retranchés dans la citadelle montagneuse des Carpathes. Au quinzième siècle, ils avaient déjà marqué de leur empreinte ce vaste territoire qui s'étend de la plaine hongroise proprement dite à la Moldavie. A Cluj-Napoca, la statue équestre du roi Mathias 1^{er} (1440-1490) se dresse devant la cathédrale gothique. « Il fut, avec saint Etienne, le plus grand souverain de notre pays, expliquent les Hongrois. Il naquit dans cette ville. » Installé dans le vieux château de Buda, sur les rives du Danube, il étendit sa puissance jusqu'aux confins de la Transylvanie. Mais son père, héros de la guerre contre les Turcs, fut-il hongrois ou roumain ? L'histoire des Balkans est tellement complexe que personne n'est d'accord, de part et d'autre de la frontière, sur ce point capital.

Dans toute la Transylvanie, au demeurant, la culture magyare coïncide avec celle des Roumains. A Tirgu-Mures, vécu au dix-neuvième siècle le mathématicien hongrois János Bolyai, auteur de travaux décisifs sur la géométrie non euclidienne. Né à Cluj-Napoca (en hongrois : Kolozsvár), il donne son nom à la célèbre université, fermée sur ordre de Nicolae Ceausescu parce qu'elle était hongroise. Plus au sud, dans les environs de Sibiu, Sándor Petöfi, le grand poète révolutionnaire hongrois, mourut au combat en 1849. Il est enterré dans les champs de maïs. A une soixantaine de kilomètres de Timisoara, pour prendre un dernier exemple, Sinicului-Mare est le village natal du compositeur hongrois Béla Bartók.

« Vous êtes le troisième journaliste aujourd'hui à m'interroger sur la question des nationalités. (Les deux précédents venaient de RDA et de Hongrie). Pourquoi ? » Président du Conseil du Front de salut national à Cluj-Napoca, M. Valeriu Dragoi insiste : « Nous avons une forte

minorité hongroise ici. Il n'y a en Roumanie, cinq des vingt-sept millions de Hongrois, le maire adjoint de la ville de Sibiu, qui nous a dit : « Ne pensez-vous pas que celle-ci est la plus urgente à résoudre que celle des minorités ? Mettons-nous au travail d'abord l'économie qui est le plus important, en assurant à tous les pays les mêmes libertés individuelles, mais aussi les mêmes devoirs. » M. Peter Buchwald, qui est hongrois, des deux postes de vice-président du Front de salut national, a répondu : « Nous avons aussi des Hongrois, et ensemble nous redresser la Roumanie. La question n'est pas à l'ordre du jour. Attendez la révolution de la rédaction de la loi sur la situation. » Il est vrai que la situation, comme disent les Roumains, est plus pressée : assurer le travail, mais il est vrai également que la démocratie le plus important est l'usage des libertés. C'est pourquoi le Front de salut national, qui a fondé en 1927 un Codex, la Garde de fer. Antiquaire, fidèle aux méthodes de Hitler, n'hésite devant aucun processus de pouvoir, allant jusqu'à assassiner des conseillers.

Pour l'instant, le pouvoir en Roumanie est un vice-président de la Roumanie, l'un des vice-présidents du Front de salut national, M. Karolyi, qui assume en même temps la direction du comité pour les minorités dans les départements du pays ou Hongrois et Allemands sont ainsi des municipalités et du FSN. La représentation proportionnelle (17 % pour les Hongrois et 1,7 % pour les Allemands) ne correspond pas forcément à la dernière recensement de 1977, et il s'ensuit parfois des

L'ETAT roumain est

jours une réalité reconnue par la communauté internationale et siège à l'ONU. Sa forme nationale démontre aussi une vision interne certaine. Or la nation est de formation récente, qui disent les théories sur la colonisation roumaine avancées par son historien, et comprend en son sein des minorités importantes de Hongrie et d'Allemagne (1).

Un voyage de deux siècles temps révélerait que le territoire roumain n'avait aucune cohésion. A l'époque de la colonisation, il y avait une lutte d'influence des trois empires, autrichien et russe qui sentent l'existence d'une multitude d'entités politiques. Cuvages ethniques, ensuite, qui révèlent Roumains soumis à des seigneurs turcs et sans poids réel malgré le dynamisme démographique. C'est, mais - ou plutôt mieux vaut-il de roumanophones - forment un de prolétariat rural exploité et par les autres « nations » hongroises qui bénéficient d'une naissance et de droits établis. Roumains, deux facteurs vont essentiellement une prise de conscience : la langue et la religion.

La langue parlée se différencie nettement des autres idiomes pro-

* Auteur d'une thèse intitulée « Regard sur la question nationale en Roumanie », Paris.

EUROPE. LA DIMENSION SOCIALE

Un numéro hors série de la REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

L'espace social européen est déjà une réalité : experts et hauts fonctionnaires présentent dans ce numéro spécial les grands dossiers de l'Europe sociale - protection sociale, travail, emploi, revenu minimum, santé, immigration, libre circulation des personnes, etc. Le point des acquis, la somme des convergences, mais aussi les différences qui subsistent entre les pays de la Communauté. Des informations essentielles sur les vrais enjeux de 1993.

Pris du numéro : 75 F
Abonnement : 4 numéros trimestriels + 1 numéro hors série
France : 300 F - SPPF - BP 22 - 41353 Vincennes - Tél. : 40 56 75 99
Rédaction : 1, place de Fontenay - 75350 Paris 07 SP - Tél. : 40 56 75 99
La revue est disponible ou peut être commandée chez les libraires suivants :
ANGERS : Richer. BORDEAUX : Librairie des entreprises. CAEN : J.-C. Marie. DIJON : Université.
GRENOBLE : Arnaud-Université. MONTPELLIER : Sauramps. NANCY : Agence Presse. PARIS :
Maison Services. FIAC (Montparnasse et Forum). Gilbert. PUF. Sciences politiques. LGDJ. Daloz.
Art et Actualité. TOULOUSE : Quartier Latin. TOURS : Boites à livres.

POLITIQUE AFRICAINE

Directeur de la publication : Alain Dubreton

Année 1990

- N° 37 Économie alimentaire : la purge libérale
N° 38 Le Niger : chroniques d'un État
N° 39 Fant-il être afropeupliste ?
N° 40 Le droit et ses pratiques

ABONNEMENT 1990

France	280 FF
Europe, Maghreb, Afrique francophone (revue)	340 FF
Amérique, Asie, Autres pays d'Afrique (revue)	460 FF

Vous pouvez, bien sûr, acheter *Politique africaine* au numéro (75 F l'exemplaire)

Bon de commande à retourner à : Éditions Karthala - 22-24 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

S'abonne pour 1990 à la revue *Politique africaine*.

Ci-joint mon règlement : ☐ par chèque payable en France à l'ordre de Karthala

☐ par mandat postal international

فكرنا من الأصل

minorité hongroise ici. Il n'y a entre nous aucun problème : cinq des vingt-sept membres du Conseil sont hongrois, le maire adjoint de la ville également. Ne pensez-vous pas que nous avons des questions plus urgentes à résoudre que celle du nouveau statut des minorités ? Mettons-nous au travail, reconstruisons l'économie qui est dans un état catastrophique, en assurant à tous les citoyens de notre pays les mêmes libertés individuelles et collectives, mais aussi les mêmes devoirs. » Assis à ses côtés, M. Peter Buchwald, qui est hongrois, occupe l'un des deux postes de vice-président du Conseil. Lui aussi est catégorique. « Nous avons fait la révolution ensemble, dit-il, et ensemble nous travaillons pour redresser la Roumanie. La question des minorités n'est pas à l'ordre du jour. Attendons les élections législatives et la rédaction de la nouvelle Constitution. » Il est vrai que la situation est « catastrophique », comme disent les Roumains, et qu'il faut parer au plus pressé : assurer le chauffage et le ravitaillement. Mais il est vrai également que, sans expérience de la démocratie, le peuple roumain doit apprendre l'usage des libertés. Ce ne sera pas facile. On se souvient qu'un illuminé, Corneliu Zelea Codreanu, avait fondé en 1927 un parti de style nazi dénommé la Garde de fer. Antijuve et anticomuniste, fidèle aux méthodes de Hitler, cette organisation n'hésita devant aucun procédé pour prendre le pouvoir, allant jusqu'à assassiner deux présidents du conseil.

Pour l'instant, le pouvoir en place s'en tient au statu quo établi par le régime de Nicolae Ceausescu. A Bucarest, l'un des vice-présidents du Conseil du Front de salut national, M. Károi Király, est un hongrois. Il assume en même temps la tâche de président du comité pour les minorités nationales. Dans tous les départements du pays où ils sont présents, Hongrois et Allemands sont ainsi représentés au sein des municipalités et du CFSN. Mais le système de la représentation proportionnelle (7,9 % pour les Hongrois et 1,7 % pour les Allemands, au niveau national) ne correspond pas forcément à la réalité, puisque le dernier recensement de la population date de 1977, et il s'ensuit parfois des malentendus. C'est

ce qui se serait produit à Satu-Mare et Tîrgu-Mures au début de l'année. Le gouvernement hongrois, en tout cas, a jugé opportun de publier, le 6 janvier, un communiqué, qui a été largement repris par la presse des deux pays. Que disait-il ? « Selon des sources roumaines, dans un certain nombre de localités de Transylvanie, des citoyens hongrois interviennent directement dans la vie politique des communautés locales, créant de ce fait un climat d'animosité entre Hongrois et Roumains. Le ministère des affaires étrangères se dissocie, au nom du gouvernement hongrois, de toute action de ce genre. Il demande par la même occasion à toutes les parties hongroises - mouvements, organisations et citoyens - de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Roumanie. » Communiqué incisif dont se sont félicités les dirigeants de Bucarest. La démocratie n'a pas encore laissé apparaître au grand jour les forces souterraines du nationalisme et de l'extrême droite. Mais, de part et d'autre de la frontière, on sait bien qu'elles se terrent au milieu des minorités.

Il est de fait que, à la faveur des libertés reconquises, les Hongrois de Transylvanie, tout comme les Allemands et les Serbes (0,2 % en 1977), souhaitent retrouver au plus vite les droits qui leur avaient été accordés au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque le régime socialiste de Roumanie prônait et respectait pour l'essentiel l'égalité entre tous les citoyens. Depuis lors, surtout du temps de la dictature de Nicolae Ceausescu, Hongrois et Allemands ont vu leurs instituts d'enseignement supérieur fermés, le nombre des écoles secondaires et primaires se réduire comme une peau de chagrin, les établissements culturels, les livres, les journaux et les émissions de radio ou de télévision disparaître à une cadence accélérée dans le cadre de la « roumanisation ». Certes, il y a encore une demi-douzaine de théâtres hongrois en Transylvanie et deux ou trois théâtres allemands, mais il ne reste pratiquement plus rien du réseau d'écoles laïques et religieuses qui couvrait le pays. Tout est à reconstituer dans le cadre d'une société démocratique.

Timisoara, cité industrielle de 391 000 habitants, a peut-être valeur de symbole. Plusieurs minorités importantes y coexistent aux côtés des Roumains : les Hongrois (au moins 50 000), les Allemands et les Serbes (sans oublier les Tziganes qui sont, à l'échelle de la Roumanie, environ 200 000...). Chaque minorité a son Église : catholique, protestante ou orthodoxe. Le Théâtre hongrois et le Théâtre allemand se partagent le même bâtiment, contigu à l'Opéra national. Le *Neue Banater Zeitung*, nouveau quotidien de langue allemande, ne tire cependant qu'à 8 000 exemplaires, faute de moyens techniques et financiers ; tandis que le *Temesvári Ujság*, de langue hongroise, tire aux alentours de 10 000. « Il n'y a plus dans cette ville qu'une seule école allemande dont les 300 enfants ne peuvent suivre l'enseignement secondaire dans leur langue maternelle jusqu'à l'âge de douze ans », précise M. Adrian Misar, ingénieur roumain, dont la mère est allemande. Bilingue, il est profondément attaché à ses deux cultures, mais il ne croit pas, lui non plus, que le moment soit venu d'ouvrir un débat national sur le statut des minorités. « Le problème est trop complexe, ajoute-t-il, pour le résoudre à la hâte. »

La tentation des forces de l'irredentisme

Il est vrai que le nombre des Allemands établis depuis deux ou trois siècles en Roumanie a diminué de plus des deux tiers, en quarante ans. De 800 000 en 1944, il était tombé officiellement à 358 732 en 1977, et oscillerait aujourd'hui autour de 250 000. Contrairement à Budapest, qui n'a jamais pu ni voulu provoquer l'exode des Hongrois établis en Transylvanie, Bonn a, dès l'année 1957, passé un accord avec Bucarest autorisant 20 000 Allemands à quitter la Roumanie sur une période de dix ans. En janvier 1978, nouvel accord portant cette fois sur 10 000 départs annuels, puis 15 000. En contrepartie, la République fédérale d'Allemagne a versé aux autorités roumaines une

prime variant de 5 000 à 7 800 marks (de 17 000 à 27 000 francs environ) pour chaque citoyen autorisé à émigrer. Le 29 décembre dernier, dès le triomphe de la révolution, M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a néanmoins conseillé aux Roumains d'origine allemande de rester dans leur pays pour « aider à construire la démocratie ».

Les Allemands de Roumanie sont loin des frontières des deux États germaniques et ne posent de ce fait aucun problème territorial, à la différence des Hongrois de Transylvanie, dont le territoire jusqu'en 1920, appartenait à l'empire austro-hongrois. Certains irredentistes à Budapest, encouragés par le débat démocratique et la libre discussion des idées, remuent de vieux rêves. Dans quelques vitrines de magasins de la capitale de la Hongrie, on peut voir des chemises vendues au prix de 600 forints, soit 60 francs, sur lesquels est inscrit le mot « Erdély », traduction hongroise de « Transylvanie ». En dessous, les quatre périodes de l'Histoire, de 1001 à 1920, pendant lesquelles cette région aurait appartenu d'une manière ou d'une autre à la Hongrie. L'artiste a cru bon de rajouter la date de 1920, suivie d'un tiret, comme si l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie depuis le traité de Trianon, n'était que provisoire. Subtil mais inquiétant... Dernière quelle partie politique se cachent les forces obscures de l'irredentisme magyar ?

« Dans un débat démocratique, il est normal que toutes les opinions s'expriment publiquement, nous réplique le pasteur calviniste Laszlo Tokes, à l'origine du soulèvement populaire de Timisoara. Ce n'est pas une poignée d'irredentistes qui changera le cours de l'Histoire. Je suis hongrois moi-même, mais je suis un loyal citoyen de la Roumanie. » A Timisoara, la « ville martyre », les premiers fidèles qui se sont rassemblés autour de l'église pour le protéger de la Securitate n'étaient pas seulement magyars. Il y avait aussi des Allemands et des Serbes, des croyants et des non-croyants. « La lutte pour la liberté renverse toutes les barrières », dit le pasteur, en soulignant que le retour à la démocratie ouvre de nouvelles perspectives à la solution du problème des minorités en ce pays.

EDOUARD BAILEY.

EFFACER LES CICATRICES DU PASSÉ ?

L'histoire et le rêve

Par DOMINIQUE VERRIER

L'ÉTAT roumain est de nos jours une réalité reconnue par la communauté internationale et siège à ce titre à l'ONU. Sa forme unitaire et nationale démontre aussi une cohésion interne certaine. Or la nation roumaine est de formation récente, quoi que disent les théories sur la continuité daco-roumaine avancées par son école historique, et comprend en son sein des minorités importantes de Hongrois et d'Allemands (1).

Un voyage de deux siècles dans le temps révélerait que le territoire national n'avait aucune cohésion. Absence de cohésion politique, d'abord, avec les luttes d'influence des trois empires ottoman, autrichien et russe qui favorisent l'existence d'une multitude d'entités politiques. Clivages sociaux et ethniques, ensuite, qui révèlent des Roumains soumis à des seigneurs hongrois et sans poids réel malgré leur dynamisme démographique. Ces Roumains - ou plutôt mieux vaut-il parler de prolétariat rural exploité et méprisé par les autres « nations » hongroises ou saxonnes qui bénéficient d'une reconnaissance et de droits établis. Pour ces Roumains, deux facteurs vont catalyser essentiellement une prise de conscience nationale : la langue et la religion.

La langue parlée se différencie assez nettement des autres idiomes pratiqués

dans cette partie de l'Europe centrale ou orientale. Sa forme écrite sera celle de l'alphabet cyrillique jusqu'en 1860, quand il sera remplacé par des caractères latins. Cette langue appartient à la famille des langues latines, et plus précisément au sous-groupe latino-balkanique de la famille indo-européenne. Historiquement, elle se serait formée lors de l'occupation de la Dacie par les troupes romaines (106-271 après J.-C.). Comme en Gaule, les Daces furent romanisés au contact des colons militaires établis par l'empereur Trajan, et il semble que la vie intellectuelle de la province s'organisait autour du latin.

Après l'évacuation de la Dacie par Aurélien en 271, l'histoire de la région carpatodanubienne demeure largement mystérieuse du IV^e au X^e siècles. Les Daces romanisés furent séparés de la communauté latine par les invasions barbares, et ce rattachement devait attendre le X^e siècle. Sur cette syntaxe vinrent se superposer les apports linguistiques des envahisseurs successifs, germaniques puis slaves. Cette slavisation du vocabulaire devait durer plus de mille ans avec le concours de l'Eglise orthodoxe bulgare, puis de l'Eglise russe, qui christianisèrent la province, et aussi par le rayonnement de petites principautés slaves. Le roumain du XVIII^e siècle se présente ainsi comme une langue homogène du fait du semi-nomadisme des populations qui l'unifie, mais voit son origine latine fortement bousculée par les apports successifs des envahisseurs étrangers.

Ces roumanophones sont de religion orthodoxe, ce qui les distingue des

autres ethnies politiquement dominantes qui, elles, sont catholiques ou protestantes. C'est justement le clergé qui, le siècle des Lumières aidant, va concevoir une stratégie nationale fondée sur une redécouverte et une exaltation de la langue. Cet effort sera principalement porté sur le clergé initié rattaché à l'Eglise de Rome, et qui va se donner pour objectif d'« unifier » les orthodoxes et de leur rappeler leur glorieux passé roumain. Sous l'influence de la culture française aux XVIII^e et XIX^e siècles le latin repart de la vigne dans le vocabulaire.

Le rêve roumain n'est été qu'une passe d'armes s'il ne s'était inséré dans un contexte international éminemment favorable, marqué par le recul ottoman et les rivalités des grandes puissances. Ainsi l'antagonisme austro-russe pour le contrôle de l'embouchure du Danube aboutit à la création des principautés roumaines, Valachie et Moldavie, premières pierres de l'édifice national roumain après la guerre de Crimée et qui se libèrent définitivement de toute allégeance à l'égard de la Porte ottomane en 1878, date de l'indépendance.

Ce petit État tampon créé à l'initiative de la France va naturellement afficher des ambitions irredentistes quant aux terres roumanophones qui sont la Transylvanie et la Bessarabie. Cette politique triomphe en 1918 après le premier conflit mondial avec la constitution de la Grande Roumanie. Aux principautés de Moldo-Valachie, viennent s'ajouter, aux termes du traité de Trianon (1920) influencé par les thèses du président américain Wilson sur les nationalités : la Transylvanie et la Bukovine, jusqu'alors sous le contrôle de Vienne ; la Bessarabie russe, ainsi que le Quadrilatère de la Dobroudja aux dépens de la Bulgarie.

L'hétérogénéité des populations, conséquence de l'irredentisme, et les suites de la grande crise de 1929 révéleront les faiblesses de la construction. Satélisée politiquement et économiquement par l'Allemagne nazie, la grande Roumanie ne résistera pas au second conflit mondial. Les pertes territoriales imposées en 1940 (arbitrage de Vienne : perte du nord de la Transylvanie en faveur de la Hongrie), puis reconduites pour certaines après la guerre, sont à l'origine d'un sentiment d'humiliation nationale qui pose problème aujourd'hui encore. Cela est particulièrement vrai pour la Bukovine du Nord (aujourd'hui intégrée à l'Ukraine) mais plus encore pour la Bessarabie (2 millions de personnes), devenue République soviétique avec ses nombreux « Moldaves » roumanophones. De même pour le sud de la Dobroudja (au sud-est de Bucarest) resté bulgare à la demande de l'URSS.

Dans de telles conditions, écrire l'histoire de la région n'est jamais un acte anodin dénué de signification politique : le plus souvent, il révèle de profondes divergences et même de féroces oppositions. Ainsi l'histoire de la Transylvanie semble ne pouvoir évoluer qu'entre deux visions opposées : elle constitue le berceau de la théorie de la continuité daco-roumaine qui permet de relier sans discontinuité, dans

une matrice nationale, l'Antiquité à l'Etat moderne roumain, soucieux de l'unification des provinces nationales. Du côté hongrois, cette prétendue « terre roumaine » est en fait inoccupée lors de la conquête hongroise du bassin du Danube central au X^e siècle et c'est le royaume de Hongrie qui entreprend de développer la région en y implantant les Sicules et des colons allemands, les Saxons. La présence roumaine n'est due qu'à une immigration postérieure, au XIII^e siècle, et à l'accord des autorités hongroises autonomes.

L'appréciation des conséquences du traité de Versailles et de Trianon est elle aussi différente au sein de l'historiographie communiste contemporaine des deux pays. Les Hongrois y voient une manœuvre de la bourgeoisie roumaine pour soustraire la province au mouvement révolutionnaire hongrois, marqué par la figure de Bela Kun. Pour les Roumains, cette unification serait le produit de la « lutte révolutionnaire des masses ». Les changements de régime actuels, pour profonds qu'ils soient, n'effaceraient probablement pas l'intérêt de Budapest pour les 1,8 million de Hongrois, pour le moins, qui vivent en Roumanie.

L'Etat national unitaire roumain a traité la question nationale intérieure en définissant des « nationalités cohabitantes » théoriquement égales en droit et disposant du principe d'une stricte représentation proportionnelle à tous les niveaux de décision ainsi que de l'accès à la culture et à l'éducation qui leur sont particulières. Force est de constater que cette « société multilatéralement développée », qui devait unir



SCULPTURE SUR BOIS AU CIMITIÈRE « GAI-DE SAPINTA (CARPATES)

toutes les populations dans la recherche du bien et de l'épanouissement communs, a fait long feu. Hongrois, Allemands, juifs, Tziganes, etc., ont fait l'objet, sous le régime de Nicolae Ceausescu, d'une politique d'assimilation à la culture roumaine exaltée dans le cadre du « communisme national » et ont trop souvent dû partir du pays. Il appartient au nouveau régime de Bucarest de savoir définir une nouvelle politique des nationalités, conforme aux droits les plus élémentaires de l'homme dans un contexte marqué par tant de meurtrissures. Il est à souhaiter que la tentative de la Bulgarie, dont les nouveaux dirigeants ont pris récemment des initiatives en faveur de la minorité turque, serve d'exemple.

(1) Selon le recensement du 5 janvier 1977, la population de la Roumanie comprenait 88,1 % de Roumains, 7,9 % de Hongrois, 1,7 % d'Allemands, 1,1 % de Tziganes et de très petites minorités d'Ukrainiens, de Serbes, Russes, juifs, Turcs, Tatars, Slovaques, Bulgares, etc. Au total, le pays comptait alors 21,6 millions d'habitants.

Les grandes dates

I^{er} et II^e siècles après J.-C. : Romanisation des Daces.

III^e siècle : Retrait des Romains, les Daco-Roumains se retirent dans les montagnes de Transylvanie.

X^e siècle : Arrivée ou conquête des Hongrois en Transylvanie.

1452 : Union des Trois Nations, reconnaissance du caractère national mixte de la province.

1526 : Bataille de Mohacs, chute du premier royaume de Hongrie. La Transylvanie devient une principauté vassale de la Sublime Porte. Le dernier roi de Hongrie s'y réfugie.

1595-1600 : Unification des provinces roumaines par Michel Le Brave.

XVIII^e siècle : Expulsion des Turcs de Transylvanie, annexée par les Habsbourg.

1859 : Autonomie des principautés danubiennes (Moldavie et Valachie).

1867 : Union de l'Autriche et de la Hongrie (Ausgleich) ; politique de magyarisation de la Transylvanie.

1878 : Congrès de Berlin, indépendance de la Valachie et de la Moldavie.

1913 : Acquisition de la Dobroudja.

1918 : Annexion de la Bessarabie ; rattachement à la Roumanie de tous les territoires roumains de l'ancienne Autriche-Hongrie.

1920 : Traité de Trianon. Confirmation des frontières de la Grande-Roumanie.

1921 : Création du Parti communiste roumain.

1940 : Arbitrage de Vienne, attribution du nord de la Transylvanie à la Hongrie.

1944 (août) : L'armée rouge et les Roumains pénètrent en Transylvanie, administration mixte hungaro-roumaine : le MADOSZ.

1947 : Abdication du roi Michel.

1948 : Proclamation de la République populaire.

1965 : Nicolae Ceausescu devient premier secrétaire du parti communiste.

1974 : Election de Nicolae Ceausescu à la présidence de la République.

Centre Georges Pompidou
JUSQU'AU 9 AVRIL 1990

LE CINEMA CUBAIN

DES ORIGINES À NOS JOURS

SALLE GARANCE
120 films

EXPOSITION PUBLICATION

D'UNE POLITIQUE NOUVELLE

passage à la démocratie

ont, en quelques jours, abandonné le navire. Une fois le marxisme-léninisme et le centralisme démocratique jetés aux orties, ces partis, traversés par des courants contradictoires, se réduisent comme peau de chagrin. C'est le cas en Pologne comme de la Hongrie où le nouveau Parti socialiste qui s'est substitué à l'ancien parti de Janos Kadar n'a gardé que 40 000 à 50 000 de ses 800 000 adhérents.

Un à un tombent les bastions sur lesquels se fondaient leur puissance, des milices ouvrières dissoutes les unes après les autres aux médias où lentement s'impose le pluralisme en passant par les gouvernements qui, même « communistes », ne prennent plus leurs ordres au PC.

Toute apparence de mauvais vouloir de leur part déchaîne les passions : la tentative de reconstitution d'une police secrète en RDA pour combattre le « danger nazi », a suscité de violentes manifestations dans lesquelles les résistants de la dernière heure n'étaient pas les moins virulents. Le scandale des écoutes téléphoniques en Hongrie - plusieurs dirigeants de l'opposition continuaient à être étroitement surveillés - illustre davantage la résistance de certains secteurs de l'appareil d'Etat qu'une volonté maoïstique du Parti socialiste encore au pouvoir.

Ces structures - police, administrations, municipalités, etc. - il faudra du temps pour en renouveler les cadres dont les plus compétents sont attirés par le privé ; ceux qui restent peuvent tenter de saboter les réformes mais ils sont incapables, surtout sans l'aide de Moscou, de conduire une contre-offensive pour sauver un système moribond. Big Brother ne les regarde plus !

Les élections libres prévues partout cette année auront lieu le 18 mars en RDA, le 25 mars en Hongrie, en Pologne au mois d'avril (municipales), en mai en Roumanie, en juin en Tchécos-

lovaquie et sans doute en Bulgarie. Elles mettront un point final à la domination des PC en Europe de l'Est, et la Yougoslavie (lire, page 5, l'article de Juan Fernandez Elorriaga) devrait rapidement suivre la même voie ; le spectre du communisme aura cessé de hanter l'Europe.

D'importantes fractions de l'ancien pouvoir l'ont déjà compris et n'hésitent plus à monnayer leur ralliement. Le 23 novembre 1989, dans un article de l'hebdomadaire hongrois *Vilag* intitulé « Pourquoi n'ont-ils pas tiré ? », le sociologue Elmer Hankiss décrivait le processus : « Une partie de l'élite au pouvoir a pris conscience qu'elle pouvait assez facilement, et sans rien perdre, transformer son autorité de parti bureaucratique et fondée sur la contrainte en un pouvoir politique et économique capable de fonctionner dans un nouveau système qui intègre même l'économie de marché et la démocratie. Le parti-Etat pouvait alors tranquillement sombrer dans les vagues de l'histoire. »

En Hongrie comme en Pologne des directeurs d'entreprises nourris dans le sérail utilisaient leur autorité pour les vendre en échange de pots de vin ou de participations au capital. L'hôtel Hilton de Budapest aurait été bradé à 60 % de sa valeur sans l'intervention du personnel qui s'est mis en grève. A propos du consortium agro-industriel *Agropol* situé dans le sud-est de la Pologne, le professeur Witold Trzeciakowski, président de la commission économique du Sénat, dévoile les mécanismes des scandales : « Rien n'est plus simple pour un cadre d'entreprise d'Etat que de faire évaluer la firme qu'il dirige au plus bas prix », pour la racheter ensuite à travers des prête-noms (8).

« Au village, quand on cherche l'ancien secrétaire du parti, il a disparu, il fait des affaires pour son compte », plaisante un dirigeant social-démocrate hongrois.

la question sociale : le massacre des ouvriers parisiens en juin 1848 avait ouvert la voie à l'irrésistible ascension de « Napoléon le petit ». A l'Est, elle s'était noyée dans la « guerre des races », que nul mieux que le philosophe hongrois Istvan Bibo n'a analysée : « Alors que la nation hongroise entreprenait avec fougue la conquête de son indépendance vis-à-vis des Habsbourg, elle se trouva confrontée aux nationalités allogènes de son pays, aux Croates, aux Serbes et aux Roumains dont elle ne voulait pas reconnaître les tendances séparatistes. » La crainte de voir les minorités se servir des libertés nouvelles pour se détacher de la Hongrie amena celle-ci à s'éloigner « de plus en plus des idéaux démocratiques », la révolution fut vaincue (11).

Certes, le paysage politique s'est transformé, mais le nationalisme

tent dans son pays la crainte que « la démocratie ne soit qu'un mouvement sur lequel d'anciennes revendications de la Hongrie vis-à-vis de la Tchécoslovaquie pourraient être formulées (13) ».

Un responsable du Forum démocratique, l'une des plus influentes organisations de l'opposition hongroise, déclarait, après une visite en Transylvanie où vivent un grand nombre de ses compatriotes : « Les accords d'Helsinki envisagent des modifications de frontières si les deux parties l'acceptent. [Après la chute de Ceausescu] Nous ne soulevons pas la question des frontières, même pour en approuver le tracé. Il faut faire sentir que nous sommes les garants de la frontière occidentale de la Roumanie (14). »

Les deux conflits mondiaux ont entraîné des déplacements massifs de populations et l'on a redessiné bien des

actuel de la Ligue des communistes serbes, entraîne derrière lui la majorité de son peuple sur une ligne populiste, nationaliste et antidémocratique qui rappelle les pires souvenirs de l'entre-deux-guerres (17).

Certes, l'histoire ne se répète pas - du moins Marx ne le pensait pas. Et on ne saurait négliger ni l'expérience accumulée ni les aspirations profondes à la démocratie qui ont jusqu'à ce jour empêché en Pologne ou en Hongrie l'émergence d'un fort courant nationaliste. Partout, dans l'euphorie de la victoire, les gouvernements ont adopté des mesures en faveur des minorités, ce qui facilitera aussi la libre circulation des hommes. La coopération régionale s'esquisse - particulièrement entre Prague, Varsovie et Budapest - et on relance les vieilles idées du fédéralisme plutôt que de vouloir redessiner la carte



GARDE POPULAIRE ET ETUDIANTS PARTICIPANT A PRAGUE EN 1848
Une histoire agitée et toujours grosse de dangers

Des sociétés déstructurées

Ce climat d'affairisme - que favorise le marché noir florissant et que résume le mot d'ordre « enrichissez-vous » - décourage des citoyens déjà usés par une longue période de dictature, submergés par les problèmes quotidiens et habitués à tout attendre de l'Etat. Sauf en Pologne, aucune lutte longue et structurée n'a précédé les bouleversements dans les pays de l'Est : le Forum démocratique en RDA, le Forum civique en Tchécoslovaquie, les oppositions en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, ont été impulsés par de petits groupes d'intellectuels, courageux mais isolés. Les anciens partis, même s'ils renaissent ça et là, doivent trouver une relève à la génération des survivants de l'après-guerre. Les citoyens devront bâtir, pierre après pierre, des structures représentatives (partis, syndicats, municipalités, associations, etc.).

Les traditions manquent cruellement, même si trente ans de kádàrisme en Hongrie ont enraciné une pratique de dialogue civil. Tous les pays de l'Est - Tchécoslovaquie mise à part - mais y compris l'Albanie, la Yougoslavie et les trois Républiques baltes ont connu entre les deux guerres, pendant des périodes plus ou moins longues, des gouvernements autoritaires, voire fascistes.

Même pour son pays qui bénéficie de la riche expérience de Solidarité, Marcia Krol, une des figures marquantes de l'opposition libérale polonaise, remarquait : « Ce qu'on peut faire, c'est créer des processus qui peuvent mener vers un commencement de structures démocratiques (...). Mais on ne peut le faire en un ou deux ans. Il est possible que dans quatre ans on ait en Pologne une démocratie parlementaire, mais sans avoir une démocratie sociale (9). »

Grande est pourtant l'impatience. Rebâtir la RDA nécessiterait « sang et larmes », reconnaissait Klaus Lechewski, un économiste réfugié à l'Ouest. Pourquoi se morfondre en enfer alors que la porte de sortie vers le paradis de la consommation occidentale est ouverte ? Ininterrompues, les vagues de « réfugiés » submergent la RFA, privant la RDA de ses forces vives : 1 500 personnes par jour, pour la plupart jeunes et éduqués. Comme le note un hebdomadaire ouest-allemand, les citoyens de RDA exigent de leur gouvernement « qu'il récompense le travail efficace mais laisse impuni le travail inefficace, qu'il installe une économie de marché mais que l'Etat garantisse les emplois, qu'il crée une monnaie forte sans dévaluer le mark (10) ». Un dilemme sur lequel pèsent de trébucher les nouveaux pouvoirs à l'Est.

Comme en France après la guerre, une mobilisation de toutes les énergies

doit assurer la transition vers la démocratie. Mais quelle force dispose d'un programme politique et économique, d'une ambition démocratique, d'une capacité d'organisation et de suffisamment de crédit pour la réaliser ? L'exemple roumain, certes extrême, montre qu'il y a péril en la demeure. Plus qu'ailleurs, la société a été déstructurée, comme ailleurs les relais politiques ont été laminés. Il aura suffi de quelques milliers de manifestants le 12 janvier, à Bucarest, pour que vacille le pouvoir du Front de salut national et suscite une vague hésitation à propos d'un référendum sur la peine de mort et la mise hors-la-loi du PC. La démission du vice-président du Front, M. Dumitru Mazilu, le 26 janvier, et les tensions avec les anciens partis renaissants, témoignent de l'acuité des impatiences.

A des problèmes compliqués, la tentation est grande d'apporter des solutions simples. Fendra-t-il alors un sauveur suprême ? L'armée qui assure aujourd'hui la sécurité à Bucarest se présentera-t-elle demain comme la garante de l'ordre ? Verra-t-on surgir un démagogue utilisant les ficelles toujours efficaces du nationalisme ?

L'année 1848 fut partout en Europe considérée comme le « printemps des peuples ». A la fin de l'année suivante, « l'ordre », partout, était rétabli. En France, la révolution s'était brisée sur

menace à la fois la démocratie et la stabilité. Les vieilles peurs subsistent malgré l'euphorie d'une liberté retrouvée, et la suspicion perdure à l'égard des minorités suspectes de séparatisme. Turcs en Bulgarie, Allemands, Ukrainiens et Biélorusses en Pologne, Albanais en Yougoslavie, Hongrois en Slovaquie, en Roumanie et en Yougoslavie - sans parler des rapports tumultueux entre Slovaques et Tchèques et entre les différentes Républiques de la fédération yougoslave. Et souvent Trizanes ou Juifs restent des boucs émissaires tout désignés.

« La Bulgarie aux Bulgares ! », « La Bulgarie est et restera chrétienne ! », « Pas de nouveau Chypre ! », scandalaient en janvier les manifestants qui s'opposaient à la récupération de leurs droits par les Turcs, avant qu'un fragile accord soit trouvé (12).

Un chercheur slovène notait que les changements actuels en Hongrie susci-

ment 54,2 % des frontières en Europe orientale sont postérieures à 1910 ; 24,3 % datent de 1910-1924 et 29,9 % ont été tracées après la seconde guerre mondiale (15).

« Je suis né dans la monarchie austro-hongroise, j'ai passé mon enfance dans la première République tchécoslovaque. J'ai fondé ma famille en Hongrie et depuis je suis en URSS », raconte un vieil homme ; comme son interlocuteur s'extasia devant ces voyages, il rétorque : « Mais je n'ai pas bougé de mon village ! »

L'irréductible n'a jamais disparu et les régimes communistes, surtout après la déstalinisation, ont revendiqué l'héritage national, n'hésitant pas à reprendre à leur compte le discours « nationaliste bourgeois », à gommer ou à réinterpréter les pages les moins glorieuses de leur histoire - puissance des groupes fascistes locaux, participation de la population à la « solution finale », etc. - à poursuivre de vieilles chimères territoriales. La Roumanie a des visées sur la Bukovine du Nord (intégrée à l'URSS), sur la Moldavie soviétique et sur le sud de la Dobroudja bulgare. M. Todor Jivkov, ancien chef du PC bulgare, a revendiqué la Macédoine yougoslave, et l'irréductible hongrois reste puissant.

« J'aime qu'un Russe soit russe Et qu'un Anglais soit anglais Si l'on est prussien en Prusse En France soyons français », chantait Pierre-Jean Béranger il y a près de deux siècles. Mais où sont les bornes entre les patries des Hongrois, des Roumains, des Polonais, des Allemands ?

M. Hartmut Roschyk, secrétaire général de la puissante Association des Allemands déplacés après la seconde guerre mondiale, menace : « Tout le monde sait que les Allemands ne renonceraient pas à un tiers de leur territoire, à huit cents ans de leur histoire. Nous devons, ajoute-t-il, magnanime, trouver un « compromis », un nouveau tracé « quelque part au milieu », entre l'actuelle frontière et l'ancienne frontière du Reich (16).

L'heure des démagogues va-t-elle bientôt sonner ? Un exemple est déjà fourni en Yougoslavie où, spéculant sur une situation économique désastreuse, aggravée par la médecine du FMI, M. Slobodan Milosevic, le dirigeant

de l'Europe, exerce périlleux qui a déjà fait des dizaines de millions de victimes. La fédération balkanique et damblenne proposée par le dirigeant communiste bulgare George Dimitrov en 1948 mais condamnée par Staline deviendra peut-être une réalité, renforcée par une large collaboration avec la CEE.

Rebâtir une économie viable et construire une démocratie authentique en Europe de l'Est : tel est le défi de cette fin de siècle ; un défi lancé aussi à l'Ouest, qui doit revoir ses priorités et redéfinir ses ambitions. « L'Europe n'est plus qu'une Nation composée de plusieurs », écrivait Montesquieu, la France et l'Angleterre ont besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie, comme une de leurs provinces a besoin des autres ; et l'Etat qui croit augmenter sa puissance par la ruine de celui qui le touche s'affaiblit ordinairement avec lui.

ALAIN GRESH

(Cette double page a bénéficié de la collaboration de Jaroslav Blaha, Christophe Chilet, Paul Gradowol, Margaret Menzies, Jean-Yves Potel et Alain Souleille.)

(8) Cité par le Monde, 2 septembre 1989.

(9) Intervention du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique », Albi, 5-6 mai 1989, dont les actes ont été publiés dans un numéro spécial de *Compassion*. Sur la Pologne, on pourra aussi consulter le remarquable numéro de la revue *M*, novembre-décembre 1989.

(10) *Wirtschaftswochen*, 15 décembre 1989. (11) Istvan Bibo, *Mémoire des petits Etats d'Europe de l'Est*, l'Harmattan, Paris, 1986, p. 148 et 149. Bibo fut membre, après la guerre, du Parti paysan, puis ministre du gouvernement Imre Nagy en 1956.

(12) Lire Christophe Chilet, « La Bulgarie aussi choisit le changement », le Monde diplomatique, décembre 1989.

(13) Déclaration de Milan Satorac à la Nouvelle Alternative, n° 16, décembre 1989.

(14) *Magyar Hírlap*, 6 janvier 1990.

(15) D'après Michel Foucault, « Lever de rideau dans les Balkans », numéro spécial de la revue *Hérodote*, Les marches de la Russie, quatrième trimestre, 1989.

(16) *International Herald Tribune*, 10 janvier 1990. Sur ce thème, lire Claude Julien, « Alertes : nationalismes », le Monde diplomatique, janvier 1990.

(17) Sur les dangers des nationalismes en Europe de l'Est et en URSS, lire l'article de l'ancien conseiller du président James Carter, Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Foreign Affairs*, hiver 1989/1990.

PRÉCISIONS

Les nationalités en Europe de l'Est

M. Michel Leiberich, professeur à l'université Paris-VIII, nous signale quelques erreurs dans l'article d'Eva Toulouze, « Brûlots au cœur de l'Europe », traitant des nationalités en Europe de l'Est (le Monde diplomatique, décembre 1989) :

« L'Etat polonais de 1918 englobait certes des populations allemandes, mais il n'englobait pas la Prusse orientale comme l'affirme l'auteur. Voulaient-ils parler de la « Prusse occidentale », région qui présentait une forte minorité allemande ?

« Bialystok n'a jamais été ni linguistiquement ni historiquement biélorusse (la région n'a été rattachée à l'URSS qu'entre octobre 1939 et juin 1941) et cette région n'a pas plus été « arrachée » à l'empire russe que toute la Pologne centrale qui en faisait partie jusqu'en 1917. L'auteur voulait-il faire référence à la région de Grodno ou à celle de Vilnius, où la majorité de la population (à l'exclusion des grandes villes) parlait effectivement le biélorusse ?

« Le pays se trouve bien décalé vers l'ouest après la seconde guerre mondiale, mais la référence à une « Prusse orientale » n'a aucun sens. Par contre, il existe bien une « Basse-Silésie » et une « Haute-Silésie ».

M. Leiberich précise aussi que la présence de Polonais en Ukraine et en Lituanie, et d'Allemands dans toute la région « n'a rien à voir avec des changements de frontières. Ces régions à population mixte ne se situaient que difficilement à la conception classique de l'Etat-nation. Les frontières qu'on a voulu tracer à l'époque de l'Etat national entre l'Allemagne, la Pologne, la Biélorussie, la Lituanie et l'Ukraine n'ont jamais pu faire coïncider l'Etat avec la nation. Bien sûr, en 1945 on a procédé à des déplacements de populations pour obtenir des frontières linguistiquement « nettes ».

Je vous signale par ailleurs que le compromis austro-hongrois de 1867 ne couvrait pas l'empire tout un territoire qui correspondait à peu près à l'Autriche actuelle et un autre regroupant toutes les minorités. La Hongrie regroupait bien les minorités que vous citez, mais l'Autriche d'alors (qui ne s'appelle pas officiellement ainsi) englobait la Bohême, la Moravie, la Slovaquie, la Galicie, soit l'essentiel des populations tchèque, polonaise, ukrainienne, slovaque, italienne, yiddish de l'empire, plus nombreuses ensemble que les Allemands d'Autriche.

DEVANT les immenses soubresauts que connaît l'Est de l'Europe - effondrement des partis communistes, renaissance de la démocratie, essor des nationalismes, désirs séparatistes, désastres économiques... - plusieurs questions de première importance politique se posent : quelle sera la nature des régimes dont vont se doter ces États qui viennent de renier le communisme ? Quels modèles économiques vont-ils adopter ? Dans le cadre de quelles alliances agiront-ils ?

L'examen d'un certain nombre de forces profondes et de tendances lourdes aide à mesurer les conséquences probables de la recomposition en cours. Le réveil des nationalités, par exemple, phénomène politique majeur, s'inscrit dans une longue tradition, et son repérage dans l'espace permet de mieux comprendre les problèmes de tous ordres qu'il peut provoquer. L'action diplomatique n'y est pas indifférente qui crée, çà et là, de véritables zones d'influence pouvant donner lieu à des tensions aux frontières. Les relations économiques entre les puissances ouest-européennes et les pays de l'Est témoignent également d'une logique des échanges ancrée dans la longue durée, et cela en dépit de la différence des systèmes économiques. Enfin, le passé récent des États centre-européens nous renseigne sur leur aptitude à s'intégrer dans une future communauté démocratique (fédération ou confédération) à l'échelle du continent.

Le rapprochement entre ces divers facteurs, représentés dans les cartes de cette double page, souligne l'importance des choix que, à l'Ouest comme à l'Est, devra faire chaque État afin de participer de plein droit à l'harmonisation pacifique de l'Europe.

LES RELATIONS COMMERCIALES FONDAMENT DES ZONES D'INFLUENCE

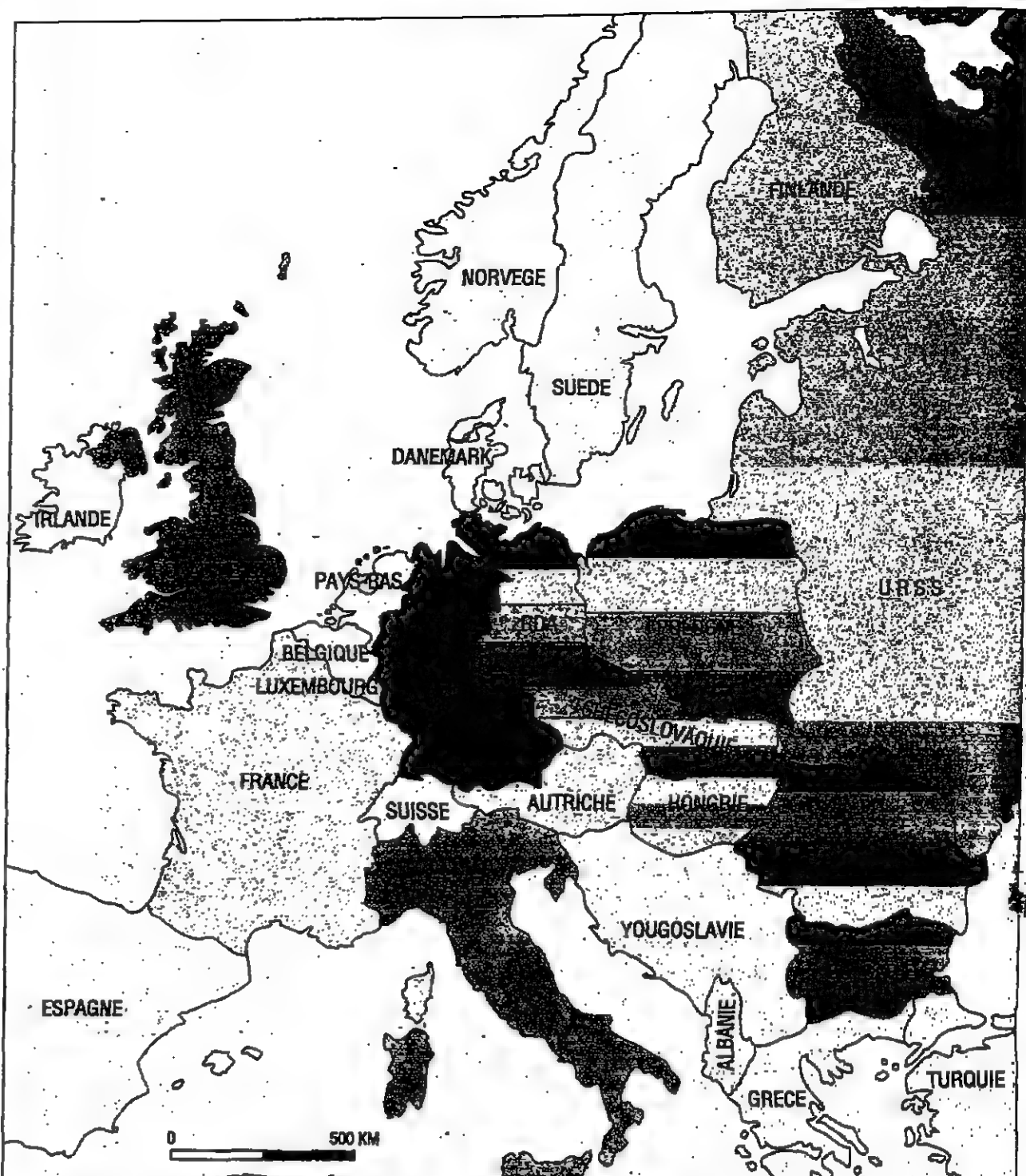
Quarante-cinq ans de construction ouest-européenne n'ont pas réussi à faire disparaître les liens économiques traditionnels avec l'Est. Trois pays membres de la CEE entretiennent des relations commerciales suivies avec des États d'Europe centrale et des Balkans depuis plus d'un siècle : l'Allemagne, l'Italie et la France. La disparition des régimes communistes et l'affaiblissement du COMECON vont favoriser sans doute le retour à un ordre économique ancien. Cette « restauration commerciale » risque fort de remettre en question le fragile équilibre ouest-européen. Ce qui pourrait s'esquisser dans quelques années, au détriment des autres pays de la CEE, c'est une sorte de « Zollverein » naissant qui redonnerait à une Allemagne réunifiée, au moins économiquement, le statut de puissance continentale dominante. L'Italie, présente dans la totalité des États d'Europe centrale, concurrence actuellement la France, qui ne peut tenter de contrecarrer le nouvel expansionnisme allemand qu'en accentuant ou renouant les liens économiques avec ses partenaires privilégiés de l'entre-deux-guerres (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et, dans une moindre mesure, URSS). Le désengagement du Royaume-Uni, très évident sur la carte, s'explique certainement par son déclin industriel. Le Japon, absent à peu près totalement, jusqu'à présent, du continent est-européen pour des raisons liées à l'histoire et à son éloignement géographique, semble chercher à se substituer aux Américains. Ceux-ci jouent le rôle de banquiers et d'investisseurs dans l'entre-deux-guerres (en particulier en Allemagne et en Europe centrale), et, plus tard, dans la reconstruction de l'Europe de l'Ouest, mais ce rôle, on le voit, est devenu beaucoup moins important.

LOGIQUE DES ALLIANCES ET STRATÉGIES DIPLOMATIQUES

La division idéologique entre l'Est et l'Ouest, renforcée par la guerre froide, a masqué, un temps, des traditions diplomatiques à l'œuvre depuis fort longtemps. Si l'on observe les relations des puissances européennes (au sens où on l'entendait au début du siècle) quelques grandes tendances doivent être rappelées : l'Allemagne, si elle parvient à s'unifier, s'intéressera de nouveau à cette Mitteleuropa (Europe centrale) qui lui était jusqu'à présent politiquement interdite, sous peine d'être taxée de « revanchisme ». Ainsi le vent la logique interne qui relie sa politique passée (le « *Drang nach Osten* ») et l'*Ostpolitik* inaugurée par M. Willy Brandt. Contestée par ses minorités aux marches de l'empire, la Russie, où les sentiments grand-russes renaissent, peut être tentée par un « repli ethnique » sur les peuples slaves derrière une ligne allant, approximativement, de Léningrad au Bosphore, tout en s'assurant l'accès stratégique aux détroits. L'Italie, qui a déjà repris langue avec ses partenaires traditionnels d'Europe centrale (Autriche, Yougoslavie, Hongrie), réaffirme les ambitions qu'elle a toujours eues dans cette région, surtout entre les deux guerres. La France, seul État dont les liens diplomatiques ne sont pas fondés sur une continuité territoriale, est partagée d'une part entre son statut de puissance latine du sud de l'Europe regardant vers la Méditerranée, et, d'autre part, ses « amitiés traditionnelles » cultivées depuis longtemps : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie et Russie. Le Royaume-Uni, enfin, conserve sa traditionnelle circonspection à l'égard du continent, privilégiant le maintien des équilibres. La division artificielle du Vieux Monde ayant désormais disparu, ces grandes tendances vont notablement réapparaître et s'affirmer.

Cette double page a été réalisée sous la direction de Pierre Vallaud ; documentation : Eric Fouché ; réalisation cartographique : Bruno Leprince, Artagra.

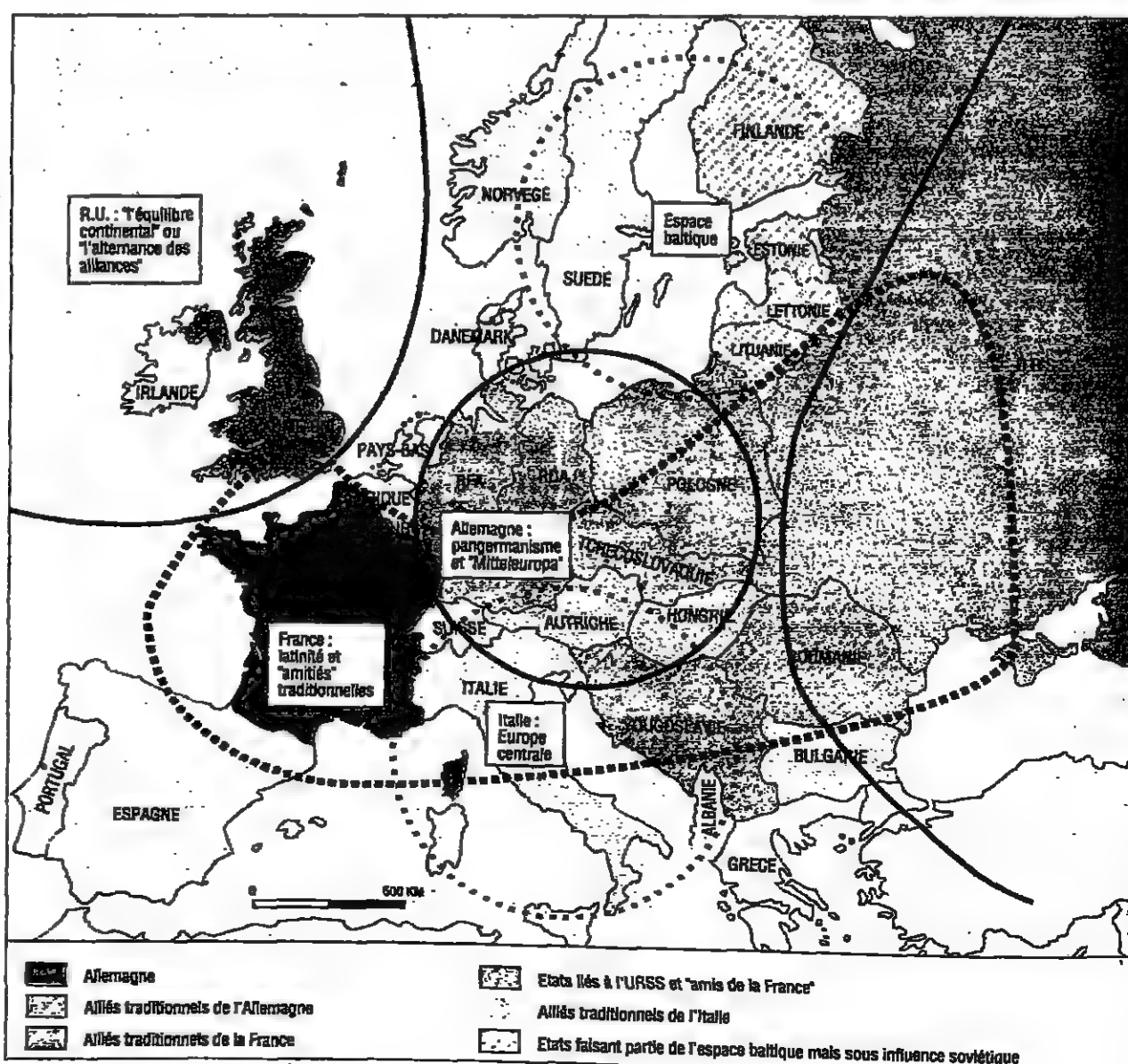
Hommes, échanges et fron



La stratification indique de haut en bas, du premier au quatrième, l'ordre des partenaires (en volume des échanges).

■ RFA □ Italie □ France □ Grande-Bretagne
□ Finlande □ Japon □ Autriche □ Etats-Unis

La Yougoslavie étant membre de l'OCDE et non du COMECON, n'a pas été prise en compte dans cette étude.



MINORITÉS, VICTIMES DE L'HISTOIRE ET DES LIGNES DE PARTAGE

Un des principes moteurs de la création, au XIX^e et au XX^e siècles, des États-nations a été celui des nationalités. A la base du premier conflit mondial, il a également joué un rôle considérable dans le second. L'immobilisme dans lequel a été figé le Vieux Continent, à la suite de la guerre de 1939-1945, a fait oublier la réalité ethnique et culturelle de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Les frontières ou les « lignes de partage » créées en 1945, comme celles qui leur ont précédé, ont fait fi de certaines données nationales. Les « nationalités » définies par un trait culturel commun (la langue ou la religion par exemple) ou par l'attachement à un territoire, un « lieu de mémoire », ont été souvent ignorées. Il suffit d'observer les frontières, considérées désormais comme « intangibles », à la suite des accords d'Helsinki, pour s'en sentir divisées entre plusieurs États, et se sentir déplacées. La perestroïka a eu pour effet de déplacer les frontières des peuples et des minorités de l'Est. Le caractère « artificiel » de certaines

GÉOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉTAT DE DROIT

La construction démocratique de la nouvelle Europe devra tenir compte d'un facteur historique souvent négligé : le passé politique des États que la presse qualifiait ces dernières semaines de « pays en voie de démocratisation ». L'échec des régimes démocratiques, au cours de l'entre-deux-guerres, dans les États créés sur le territoire des anciens empires austro-hongrois, russe ou ottoman, a souvent été expliqué par un « manque d'expérience » préalable. On peut, en effet, dresser une typologie faisant apparaître des États de vieille tradition parlementaire ; d'autres dans lesquels la démocratie a alterné avec la dictature ; et d'autres enfin n'ayant aucune expérience de l'état de droit. Mais, même dans le petit nombre d'authentiques démocraties des forces de déstabilisation demeurent puissantes. Ainsi, les Églises, qui ont joué parfois un rôle libérateur, pourraient, en retrouvant une position dominante dans la société, reprendre leur rôle traditionnel de frein social, voire, pour les plus conservatrices d'entre elles, devenir les alliés de la réaction. Les minorités ethniques peuvent avoir des fonctions semblables : ici, boucs émissaires ; là, foyers d'irédentisme ; ailleurs, graines de fascisme.

هكذا من الأصل

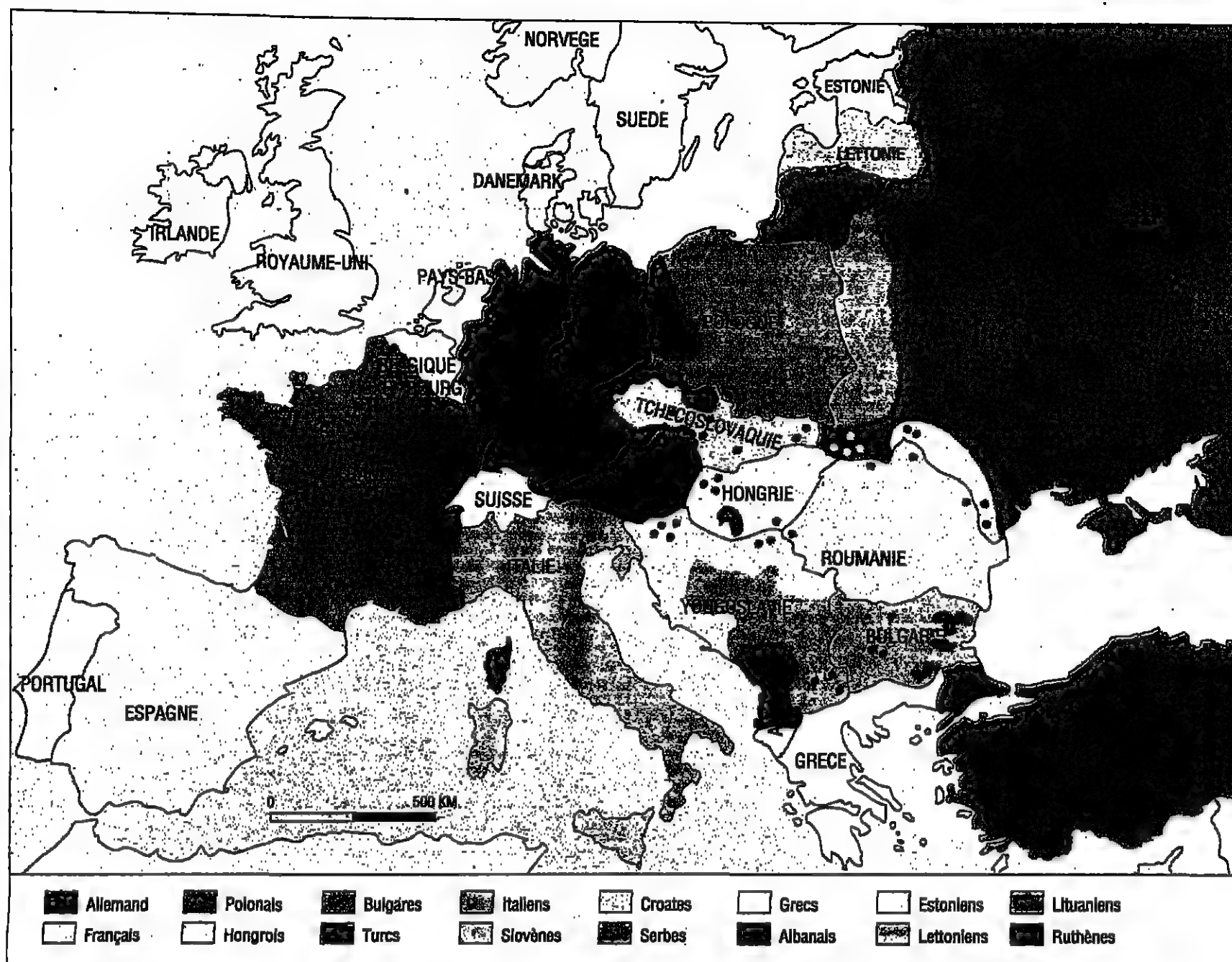
anges et frontières au cœur de l'Europe

MINORITÉS, VICTIMES DE L'HISTOIRE ET DES LIGNES DE PARTAGE

Un des principes moteurs de la création, au XIX^e et au XX^e siècles, des États-nations a été celui des nationalités. A la base du premier conflit mondial, il a également joué un rôle considérable dans le second. L'immobilisme dans lequel a été figé le Vieux Continent, à la suite de la guerre de 1939-1945, a fait oublier la réalité ethnoculturelle de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Les frontières ou les « lignes de partage » créées en 1945, comme celles qui leur ont précédé, ont fait fi de certaines données nationales. Les « nationalités » définies par un trait culturel commun (la langue ou la religion par exemple) ou par l'attachement à un territoire, un « lieu de mémoire », ont été souvent ignorées. Il suffit d'observer les frontières, considérées désormais comme « intangibles », à la suite des accords d'Helsinki, pour s'en persuader. Des nationalités sont divisées entre plusieurs États, et des populations entières ont été déplacées. La perestroïka a eu pour effet de libérer les aspirations des peuples et des minorités de l'Est à disposer d'eux-mêmes. Le caractère « artificiel » de certaines de ces frontières est alors

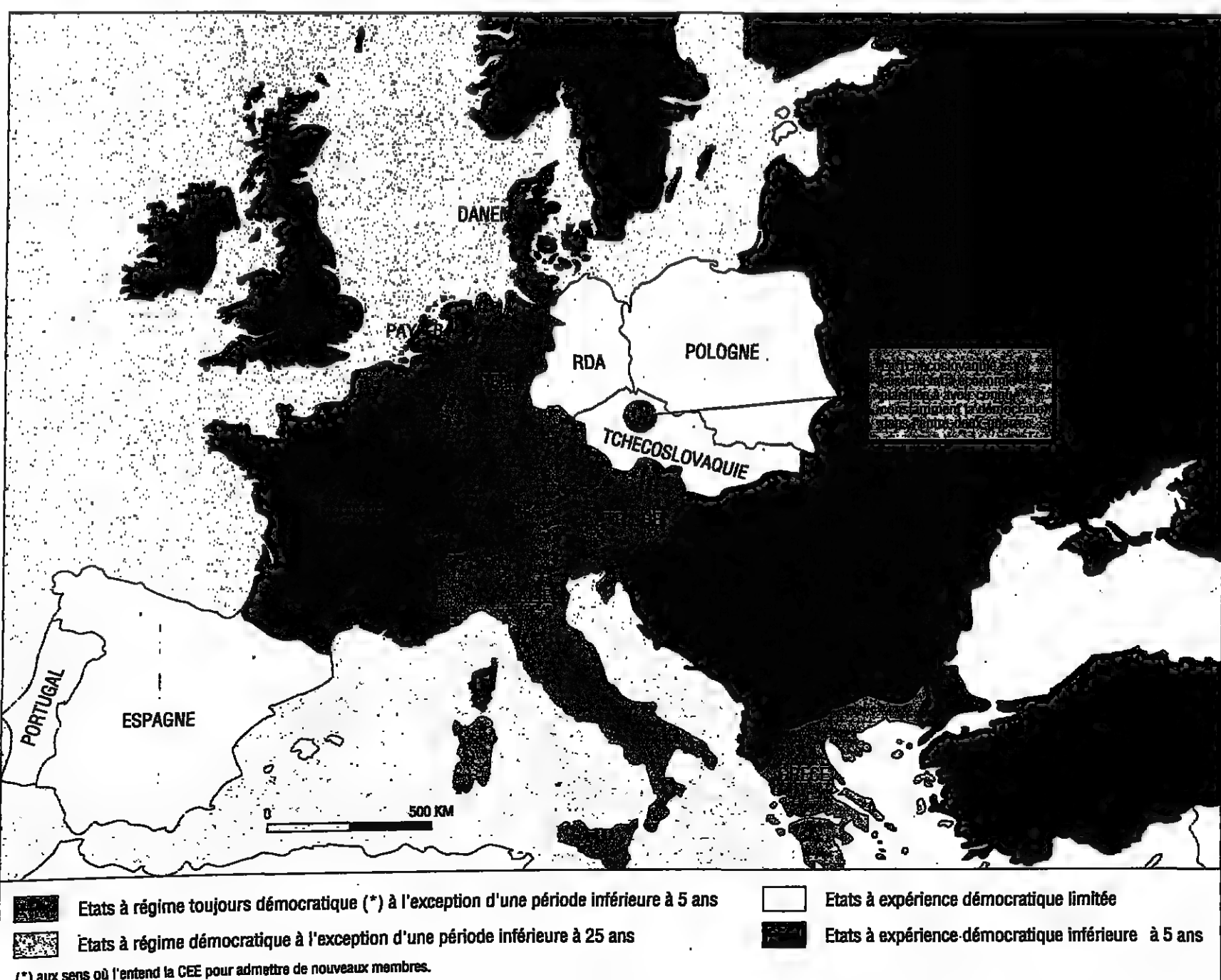
apparu clairement. Certains Allemands en prennent prétexte pour contester l'ordre issu de la guerre, mais d'autres nationalités (Hongrois de Roumanie, Turcs de Bulgarie, etc.) se considèrent fondées à revendiquer une certaine autonomie, garantie par des accords officiels. La Commission de coopération juridique avec les pays de

l'Est, créée au sein du Conseil de l'Europe, a récemment mis à l'étude une demande du représentant hongrois visant à étudier de près « le problème particulier du statut légal des minorités, source fréquente d'incompréhension, d'hostilité et même de conflits armés sur ce continent ».



GÉOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉTAT DE DROIT

La construction démocratique de la nouvelle Europe devra tenir compte d'un facteur historique souvent négligé : le passé politique des États que la presse qualifiait ces dernières semaines de « pays en voie de démocratisation ». L'échec des régimes démocratiques, au cours de l'entre-deux-guerres, dans les États créés sur le territoire des anciens empires austro-hongrois, russe ou ottoman, a souvent été expliqué par un « manque d'expérience » préalable. On peut, en effet, dresser une typologie faisant apparaître des États de vieille tradition parlementaire ; d'autres dans lesquels la démocratie a alterné avec la dictature ; et d'autres enfin n'ayant aucune expérience de l'état de droit. Mais, même dans le petit nombre d'authentiques démocraties des forces de déstabilisation demeurent puissantes. Ainsi, les Églises, qui ont joué parfois un rôle libérateur, pourraient, en retrouvant une position dominante dans la société, reprendre leur rôle traditionnel de frein social, voire, pour les plus conservatrices d'entre elles, devenir les alliées de la réaction. Les minorités ethniques peuvent avoir des fonctions semblables : ici, boucs émissaires ; là, foyers d'irréductibilisme ; ailleurs, graines de fascisme.



مركز العمل

Voyage aux pays du

(Suite de la première page.)

Ils ont beau savoir que tous les Occidentaux n'habitent pas avenue Foch et ne passent pas leurs vacances dans une île de rêve ou un ranch de l'Arizona, les Européens de l'Est enjolivent quand même leur vision d'un monde qu'ils ont si longtemps convoité. S'ouvrant à son système économique, ils risquent fort de se retrouver dans la situation de ces 20 000 personnes - elles étaient 6 600 voilà cinq ans - qui, à Montréal, ne peuvent manger chaque jour que grâce aux secours distribués par 374 organisations charitables (4) dont l'équivalent n'existe encore dans aucune grande ville de l'Est.

L'Europe orientale s'est dévotée de régimes inefficaces et corrompus, tout comme en 1986 les Philippines se sont débarrassées de la dictature de Ferdinand Marcos. Celui-ci fit fortune en détournant une bonne moitié des crédits octroyés par des Occidentaux qui, en bons professionnels, après un gain et fort compétents, ne pouvaient ignorer l'escroquerie. Les mêmes bailleurs de fonds se montrent moins « généreux » pour l'actuel gouvernement que pour le précédent. N'ayant en rien amélioré les conditions de vie de ses administrés, et après avoir non sans mal résisté à plusieurs tentatives de putsch militaire, M^{re} Aquino annonce, pour les dix premiers mois de 1989, un déficit commercial de 2,2 milliards de dollars, deux fois plus élevé que l'année précédente. Tel est le résultat de la compétition mondiale, du choc entre le pot de terre et le pot de fer. Les Philippines avaient enregistré en 1988 un modeste excédent de leur balance des paiements (159 millions de dollars) ; elles prévoient qu'en 1989 ce chiffre serait porté à 390 millions. Un tel calcul paraît paraître raisonnable, mais la condition de faire abstraction du « capitalisme réel ». Celui-ci a conduit le pays à un déficit de 541 millions en neuf mois (5).

Bien entendu, les Philippines ne sont pas l'Europe de l'Est. Riche de sa longue histoire, le Vieux Continent saura bien éviter semblable désastre. Comment ne pas le souhaiter ardemment ? Mais comment oser en être certain lorsqu'on découvre (voir ci-dessous l'article de Gilbert Lagouanelle et Daniel Druesne) le tableau de la grande pauvreté que, pour la France, brisent des responsables du Secours catholique ? Le dernier rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) montre que le nombre des ménages les plus pauvres s'accroît

deux fois plus vite que la population. Certains individus naissent pauvres mais, de plus en plus souvent, en France, on devient pauvre ! Pendant ce temps, les revenus du capital (dividendes d'actions et d'obligations, loyers) ont plus que doublé entre 1982 et 1986 (6).

En Grande-Bretagne, où le libéralisme bat son plein, la misère, en un seul hiver, a fait mourir 400 enfants de moins d'un an (7). L'auteur de l'enquête sur cette poussée de mortalité infantile observe qu'une vive émotion n'édifie pas manqué de secouer l'opinion si un avion-cargo rempli de 400 bébés s'était écrasé au sol... Une société civilisée maîtrise à la perfection l'art de diluer ses drames.

Les pays de l'Est, après toutes les épreuves qu'ils ont subies, vont découvrir le prix humain du « capitalisme réel ». Ce prix est beaucoup plus lourd qu'ils ne l'imaginent. La course à la rentabilité, à la modernisation, au profit, inflige à la société de sérieux dégâts lorsque, délibérément ou par inadvertance, on n'accorde qu'un regard distrait aux finalités sociales de l'économie. Toute l'Europe de l'Ouest est en proie à ce paradoxe : des investissements considérables créent des emplois sans pour autant parvenir à faire reculer le chômage. Or c'est par millions qu'en Europe de l'Est se comptent les chômeurs potentiels : l'ancien régime les maintenait artificiellement en activité ; ils vont se trouver sans travail, et leurs familles sans ressources. Ainsi le veut ce que *Fortune* (8) appelle le « capitalisme démocratique », formule d'une instable combinaison chimique dans laquelle l'élément capitaliste, avec ce qu'il suppose de compétition acharnée - « malheur aux vaincus ! » - l'emporte sur l'élément démocratique : dignité, épanouissement de la personne, solidarité, partage.

DIVERSES voix s'élèvent à l'Est pour proclamer : « Les rapports de marché sont évidemment durs. Une économie de marché sous-entend faillites, inégalités de revenus et stratification de la société, mais on ne connaît pas d'autre voie conduisant à une vie digne de ce nom (9) ».

D'abord les faillites : aux États-Unis, pour une valeur de 12,7 milliards de dollars, 159 faillites en 1986 ; et 133 seulement en 1989, mais pour une valeur de 70 milliards... Les milieux boursiers ne versent pas une larme sur

le sort des perdants. Au contraire, ils se réjouissent de l'aubaine ainsi offerte à ceux qui rachètent à bas prix. Mieux encore : les firmes financières spécialisées dans les montages de sociétés ont perçu de confortables honoraires pour concevoir et organiser de catastrophiques restructurations ; elles vont une seconde fois être grassement rémunérées pour réparer les dégâts qu'elles ont elles-mêmes causés... « Faire des profits en défaisant ce que l'on a fait est une riche tradition à Wall Street », observe le *New York Times* (10).

Fût-il moins brutal, ce cannibalisme d'entreprises, déjà engagé en Pologne et en Hongrie, sera dévastateur dans les pays de l'Est car ils ne possèdent ni la base économique, ni l'expérience, ni les institutions tant soit peu capables de faire régner « la loi et l'ordre » dans la jungle des affaires.

Quant aux inégalités de revenus et aux stratifications sociales que les *Nouvelles de Moscou* acceptent d'un cœur léger, elles dégradent la société dans son ensemble, jettent à la rue des masses croissantes de sans-abri (11), multiplient le nombre de délinquants, créent un terrain favorable à la drogue... En cinq ans, les meurtres annuels commis à Washington sont passés de 148 à 372, soit une augmentation de 151 % (12).

Les pays de l'Est doivent bien penser que le respect des lois du marché n'implique pas nécessairement un capitalisme aussi indifférent à l'homme. Ils ne sont pas condamnés à choisir entre le système étouffant qu'ils ont rejeté et le plus absurde darwinisme économique et social.

Les populations qui se sont libérées du stalinisme ne peuvent en rien, toutes seules, modifier les règles du capitalisme mondial. Ces règles mettent en péril, partout, les démocraties encore fragiles. Ainsi l'Argentine, avec un produit national brut de 76 milliards de dollars, a une dette extérieure de 60 milliards dont les trois quarts (45 milliards) datent de la dictature militaire. Ce sont les lois du capitalisme, non celles de la démocratie, qui prétendent lui faire rendre gorge, alors que, en décembre, les prix à la consommation ont grimpé de moitié, pendant que la monnaie nationale perdait 50 % de sa valeur par rapport au dollar (13). Les zones de pauvreté s'étendent : les pauvres, en démocratie, remboursent les dettes de la dictature renversée. L'Europe de l'Est endettée est promise au même destin.

Les effets humains de la loi d'airain de ce capitalisme-là apparaissent cruellement dans le cas du Brésil, pourtant riche en ressources naturelles et humaines. Ce pays a un produit national brut de 354 milliards de dollars, et une dette extérieure de 124 milliards. Mais voici toute la beauté du système : de 1972 à 1988, le Brésil a versé aux banques commerciales des intérêts de 176 milliards, soit 52 milliards de plus que le montant de sa dette... La Pologne sera-t-elle saignée de la même manière ?

Un document du Conseil national des Églises chrétiennes établit que les intérêts payés par le Brésil au cours de la seule année 1988 « correspondent à 266 millions de salaires mensuels au minimum vital, ou bien à 81 700 salles de classe, ou encore à des logements pour 30 millions de personnes ». Au cours de la décennie écoulée, les deux tiers des familles brésiliennes ont survécu, d'après le gouvernement, avec moins de 450 francs par mois. Chaque année, 300 000 enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an (14). Leur vie est tellement misérable que cela vaut mieux pour eux, estiment sans doute les tenants du « capitalisme réel ».

ACCUMULÉE au fil des ans, la « crise de la dette » n'éclate avec retard aux yeux du grand public qu'en 1982 lorsque le Mexique annonça qu'il n'était plus en mesure d'assumer ses obligations. Sa dette s'élevait alors à 80 milliards de dollars. Elle a maintenant atteint 100 milliards alors que, entre-temps, le pays a déboursé 56 milliards de plus qu'il ne recevra sous forme de nouveaux crédits. Plus largement il rembourse, et plus sa dette s'alourdit.

Chiffres astronomiques, au caractère irréaliste, abstrait. C'est pourtant la réalité qu'il faut voir en face. Elle est inacceptable dans un monde libre, à l'Est comme au Sud. En dix ans, le pouvoir d'achat des salaires au Mexique a chuté de moitié. En 1982, un salarié rémunéré au minimum « vital » (23 francs par jour...) travaillait trois quarts d'heure pour acheter une livre de poulet ; pour le même résultat, il lui faut aujourd'hui travailler trois heures et demie. Pourquoi mangera-t-il du poulet chaque jour ? Il doit cette année travailler trente minutes, au lieu de vingt en 1982, pour une livre de pommes de terre, et une heure au lieu de sept minutes pour une livre d'oignons.

Une étude des Nations unies révèle que, entre 1982 et 1988, un peu plus de 5 millions d'enfants mexicains ont abandonné l'école élémentaire et travaillé afin de gagner quelques maigres pesos pour leur famille aux abois. Mais, grâce aux libertés que définissent les lois du marché, chaque année de riches Mexicains peuvent sans entrave expatrier une dizaine de milliards de dollars vers des contrées plus sèches (15). La libéralisation aura les mêmes effets à l'Est.

Si l'on veut restreindre l'aire géographique du « capitalisme réel » aux quartiers prospères de l'Occident industrialisé, alors les Européens de l'Est font preuve de sagesse en adoptant ses règles. Mais, comme le montre le libre flux des capitaux du Sud pauvre vers les pays riches, le capitalisme règne sur les trois quarts de la population mondiale.

Directeur général de l'UNICEF, M. James P. Grant déclarait, le 12 décembre dernier, à Washington, que ce système mondial laisse mourir chaque jour 40 000 enfants victimes de maladies bénignes que l'on sait parfaitement guérir, et que, faute de soins, 500 000 femmes meurent en couches chaque année. Il rappelait que les dépenses de santé et d'éducation sont les premières victimes des « plans d'ajustement » imposés par le FMI au nom des banques privées dont le siège social est établi dans les pays démocratiques. Le Nord riche n'a accordé aux autres régions du monde capitaliste que 0,35 % de son produit intérieur brut, soit 47,6 milliards de dollars en 1989, alors que, dans le même temps, il a repa du Sud, au titre du service de la

- (4) « La faim à Montréal », France-Québec, décembre 1989.
- (5) « Philippines Déficit Double », *International Herald Tribune*, 28 décembre 1989.
- (6) CERC, *Les Français et leurs revenus : le journal des années 80, La Découverte et la Documentation Française*, Paris, 1989.
- (7) *The Independent*, 5 janvier 1990.
- (8) *Fortune*, 15 janvier 1990.
- (9) Leonid Trece, *Les Nouvelles de Moscou*, 23-31 décembre 1989.
- (10) Article repris dans *International Herald Tribune*, 3 janvier 1990.
- (11) Voir dans *US News and World Report*, 15 janvier 1990, l'enquête menée dans vingt-cinq villes américaines.
- (12) *Newsweek*, 13 mars 1989.
- (13) *Time*, 8 janvier 1990.
- (14) *International Herald Tribune*, 27 juillet 1989.
- (15) *Deal Is Done, but Mexico's Poor Still Pay*, *International Herald Tribune*, 26 juillet 1989.

De la pauvreté

Par PHILIPPE LAGOUANELLE et DANIEL DRUESNE

ETONNANT... l'étonnement de ceux qui, avec la publication de l'étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) (1) « Le tourment des années 1980 », découvrent subitement qu'en France l'écart entre riches et pauvres n'a fait que s'accroître durant cette dernière décennie.

Voilà déjà dix ans, le Secours catholique alertait l'opinion et les pouvoirs publics en publiant le dossier *« Et chômeurs... »* Il révélait « une accélération de la détresse » : Des pauvres nouvelles sont apparues qui frappent de plus en plus et de plus en plus lourdement. Ce cri des pauvres fut répété inlassablement les années suivantes : 1981, dossier sur les dettes des ménages à l'égard d'Électricité de France (EDF) ; 1984, dossier sur le logement, *Et se loger...* et publication du document *Attention... Pauvreté* ; 1985, dossier sur la solitude, *Et seuls...* En 1988, le rapport *Et les pauvres, monsieur le président ?*, remis à M. François Mitterrand, précisait : « Depuis plus de dix ans la pauvreté croît dans notre pays... Avec les pauvres, c'est toute notre société qui se fracture. »

Une abondante littérature sur le thème de la pauvreté a jalonné les années 80. Des rapports ont été publiés à la demande d'institutions telles que le Conseil économique et social (du rapport Péquignot sur la lutte contre la pauvreté (1979) à celui du Père Joseph Wresinski sur *Grande Pauvreté et Précarité économique et sociale* (1987) ou commandés par les premiers ministres en exercice, telles les « 60 propositions contre la précarité et la pauvreté » (1981), document toujours actuel, plus connu sous le nom du président de la commission qui l'élabora : le rapport Oheix, ou encore le « rapport Charvet », en 1983, qui, lui, ne fut pas rendu public.

L'État dut prendre, en octobre 1984, des dispositions d'urgence pour répondre à cette montée de l'exclusion. Un hiver rigoureux sensibilisa le public.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis plusieurs mois, le nombre de demandeurs d'emploi s'est stabilisé. Il tend même à décroître. Mais l'augmentation de la précarité des emplois et la détérioration des conditions de chômage interdisent toute euphorie. L'effort des salariés sous contrat temporaire a presque triplé en douze ans. Sur 9 millions de

contrats de travail signés en 1988, il n'y a eu que 1 million d'embauches, formes alors qu'on en avait signé 5,5 millions de contrats d'intérim et 2,5 millions de contrats à durée déterminée (2).

Conséquence immédiate : le nombre d'heures effectuées par certains est insuffisant pour qu'ils puissent prétendre à une indemnisation de l'UNEDIC. C'est ainsi que 400 000 dossiers de demande d'allocation ont été rejetés sur les quatre premiers mois de 1989 dont un sur deux pour « durée d'affiliation insuffisante ». Cette raison n'intervenait que pour 40 % en 1985. Parallèlement, la durée moyenne du chômage augmentait, elle, de quinze jours entre mai 1988 et mai 1989. Des populations de plus en plus vulnérables et fragilisées courent des risques de rupture sociale de plus en plus graves.

Depuis dix ans, la courbe des demandes d'aide auprès du Secours catholique n'a cessé de croître (3), mais l'examen attentif des statistiques fait apparaître une constance des causes et des profils de pauvreté. Les pourcentages, bien que les masses augmentent, ne varient pratiquement pas d'une année sur l'autre. Quelques exemples illustrent ce phénomène.

Le nombre des jeunes de moins de vingt-cinq ans en difficulté est stabilisé autour de 15 % de l'ensemble de ceux que le Secours catholique rencontre. Pourtant, les gouvernements successifs ont dépensé beaucoup d'énergie et de fonds publics pour mettre en place des solutions présentées comme adaptées à cette population : des travaux d'utilité publique (TUC) aux stages d'insertion à la vie professionnelle



Abidine Dine

La pourcentage de personnes et foyers ayant des dettes se maintient à 60 % de l'échantillon du Secours catholique, bien que des fonds spéciaux, dans le cadre des plans annuels « pauvreté-précarité », aient été débloqués depuis 1984 afin de répondre aux impayés de loyer et aux dettes d'électricité. Pour les premiers, les dispositifs ont connu bien des lourdeurs : accès difficile ; non-généralisation sur l'ensemble des départements ; non-prise en compte du parc locatif privé alors qu'une partie importante de populations défavorisées y réside faute de pouvoir accéder à il par public ; sélection des personnes les plus solvables.

Ces dysfonctionnements ont amené le gouvernement de M. Rocard à proposer une nouvelle loi sur le droit au logement qui organise un système plus dynamique et plus performant, centré sur les plus démunis. Pour les dettes d'électricité, les commis-

sions aux impayés d'EDF ont fait l'objet des mêmes critiques. C'est pourquoi la circulaire du plan pauvreté 1990 annonce de nouvelles conventions renforcées entre l'État et EDF, impliquant plus activement EDF en vue d'assurer un meilleur accompagnement des populations concernées. Ces orientations successives proviennent souvent du même constat : l'échec des dispositifs précédents, qui s'effiloient alors qu'ils paraissent des meilleures intentions.

Victimes d'anomalies administratives

RETARDS et dysfonctionnements administratifs sont aussi causes de pauvreté. Depuis dix ans, un dossier sur quatre traités par le Secours catholique révèle une anomalie administrative, une mauvaise application de la réglementation, la lourdeur de mécanismes sophistiqués. Le rapport Péquignot... en 1979 faisait des propositions pertinentes qu'il serait grand temps d'appliquer :

« Pour lutter contre ce que nous avons appelé les conséquences « perverses » des réglementations les mieux intentionnées, il serait opportun : d'être à même de dresser une évaluation permanente de toutes les mesures prises pour lutter contre la pauvreté ; de réfléchir aux décisions à venir sous l'angle des difficultés ou des incapacités d'utilisation pour les plus défavorisés qu'elles peuvent créer ; de procéder préalablement à une évaluation de ce type de population à une expérimentation des mesures que l'on se propose de prendre, afin de prévoir les difficultés de leur application ; d'évaluer le coût de l'efficacité des procédures et des contrôles administratifs qui opposent à une clientèle unique parfois autant de procédures distinctes et d'administrations parallèles, sinon rivales, ce qui joue certainement un rôle dans le fait que les meilleures intentions ne bénéficient pas toujours aux cas les plus graves et les plus intéressants. »

Pour la commission Oheix, en 1981, il convenait : « De faciliter l'accès au droit ; de donner un crédit sur l'ouverture du droit ; c'est-à-dire d'étendre le système des droits supposés ; de raccourcir les délais entre l'ouverture du droit et la liquidation de la

- (1) *Les Français et leurs revenus*, La Découverte/La Documentation Française, Paris, 1989.
- (2) Source : *Liasons sociales*, 9 novembre 1989.
- (3) « La délinquance sociale des démocrates », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

capitali

dette, 178 milliards de dollars. On ne voit pas pourquoi, de lui-même, le « capitalisme réel » envisagerait de modifier un tel système. Parce qu'il fit des pays qui sortent du communisme honni.

LES pays d'Europe de l'Est ont-ils quelque chance d'échapper à une aussi scandaleuse mise à sac ? Ils peuvent le souhaiter, et les Européens de l'Ouest, eux, doivent le leur. Mais, faute de quoi le Vieux Continent sera déchiré par d'insupportables contradictions qui le conduiront au chaos. Si ce vœu, fragile hypothèse, était exaucé, une faille profonde se ouvrirait au cœur même de la stratégie capitaliste : parce que l'Europe, pays sous-développés de l'Est bénéficieraient d'un traitement préférentiel refusé à ceux du Sud. Une telle faiblesse égoïste continental mettrait à l'épreuve l'hypocrisie intrinsèque du thème. Elle l'exprime déjà, et non le

tyrisme. Bien que le régime de Ceausescu unanimement vilipendé, certains viennent à lui trouver quelque mérite : il a ruiné le pays, mais du coup celui-ci offre deux atouts importants : les Occidentaux, déclare sereinement M. Claude Cardot, PDG de la Banque franco-roumaine, dont le siège est à Paris (17). « Résultat d'une politique aberrante du point de vue international », reconnaît-il, le pays n'a pas moins remboursé ses dettes, et c'est là « un point très positif en matière de développement économique ». A quel point chose malheur est bon, surtout lorsqu'il s'agit du malheur des autres !

La Roumanie aurait-elle possédé second « atout » : afin de rembourser sa dette, Ceausescu a « poussé les exportations de manière extraordinaire » (13 milliards de dollars en 1988) ; telle sorte que « le pays dispose, à la fin du monde entier, d'un fonds de commerce de clients réguliers ». Commente M. Cardot, « un acquis négligeable ». Il cite les entreprises françaises installées sur les terres « égales des Carpates » : Aérospatiale, Télématique... Dans quelle mesure ont-elles bénéficié de la « politique aberrante » de Ceausescu ? Une question se pose à elle : comment ? Il faut maintenant du nouveau régime. Une seule certitude : pas plus que temps de Ceausescu, elles ne songent à se préoccuper des libertés démocratiques, car il s'agit là d'un problème politique qui, dans l'univers du « capi-

en Fran

prestation ; d'abolir les irrégularités rythmiques de versement afin d'éviter les « la trésorerie des familles : de prolonger jusqu'à ce que le relais soit pris par un service de prise en charge ; de gérer les industries personnelles ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'habitude étant pour l'administration seconde nature, presque rien de neuf n'a facilité l'accès aux droits des populations défavorisées. La bonne volonté ne suffit pas, l'intention ne vaut pas le fait.

Depuis dix ans, les réponses à la pauvreté élaborées en termes de « nouvelles » propositions, dispositifs, de « nouveaux » tout fonctionnant sur le principe des « nouvelles » des politiques, des décrets et des lois. En matière de logement, il y a eu les lois Mithraïenne. Aujourd'hui, la loi Besson. Pour l'enseignement, il deviendrait cruel pour un peu comme si l'on préférait la nouvelle évaluation des politiques de l'État.

Le revenu minimum d'insertion (RMI) récente illustration de ce mode de fonctionnement. Une loi adoptée en novembre 1988, que unanimité de la représentation nationale, le bilan de son application est très

TÉMOIGNAGE

Le g

M. Jean-Marc Baillieu, de l'

À Paris, la rue du Commandant-voies 1 et 2 de cette gare, d'où la société Servair, chargée de la restauration, est sortie sur le trottoir du n° 30. Entre le moment où les policiers emportent le contenu, le spectacle ils trouvent les restes des plateaux-re-

Cet exemple n'est certes pas deux vitesses mise en place par notre tent des apports technologiques les et ceux qui sont en marge et profiter 1989, année du Bicentenaire d'une R

هكذا من الأصل

* Respectivement, responsable du RMI et rédacteur en chef de la revue *Messager* du Secours catholique.

CONTRE LA DÉMOCRATIE

capitalisme « réel »

dette, 178 milliards de dollars (16). On ne voit pas pourquoi, de lui-même, le « capitalisme réel » envisagerait de modifier un tel système, fût-ce au profit des pays qui sortent du communisme honni.

LES pays d'Europe de l'Est ont-ils quelque chance d'échapper à une aussi scandaleuse mise à sac ? Ils peuvent le souhaiter, et les Européens de l'Ouest, eux, doivent le vouloir, faute de quoi le Vieux Continent sera déchiré par d'insupportables contradictions qui le conduiraient au chaos. Si ce vœu, fragile hypothèse, était exaucé, une faille profonde serait ouverte au cœur même de la stratégie capitaliste : parce que Européens, les pays sous-développés de l'Est bénéficieraient d'un traitement préférentiel, refusé à ceux du Sud. Une telle forme d'égoïsme continental mettrait en lumière l'hypocrisie intrinsèque du système. Elle s'exprime déjà, et non sans cynisme.

Bien que le régime de Ceausescu soit unanimement vilipendé, certains parviennent à lui trouver quelque mérite. Il a ruiné le pays, mais du coup celui-ci « offre deux atouts importants pour les Occidentaux », déclare sereinement M. Claude Cardot, PDG de la Banque franco-roumaine, dont le siège est à Paris (17). « Résultats d'une politique aberrante du point de vue intérieur roumain », reconnaît-il, le pays n'en a pas moins remboursé ses dettes, et c'est là « un point très positif en matière de développement économique ». A quel-que chose malheur est bon, surtout lorsqu'il s'agit du malheur des autres.

La Roumanie appauvrie possède un second « atout » : afin de rembourser la dette, Ceausescu a « poussé les exportations de manière extraordinaire » (13 milliards de dollars en 1988), de telle sorte que « le pays dispose, dans le monde entier, d'un fonds de commerce de clients réguliers ». C'est, commente M. Cardot, « un acquis non négligeable ». Il cite les entreprises françaises installées sur les terres du « génie des Carpates » : Aérospatiale, Télémeccanique... Dans quelle mesure ont-elles bénéficié de la « politique aberrante » de Ceausescu ? Une seule question se pose à elles : comment profiter maintenant du nouveau régime ? Une seule certitude : pas plus qu'au temps de Ceausescu, elles ne songent à se préoccuper des libertés démocratiques, car il s'agit là d'un problème politique qui, dans l'univers du « capita-

lisme réel », doit être subordonné aux objectifs économiques...

Cette inacceptable inversion des priorités n'a rien d'inédit. Dans « l'Europe future, déclarait-on voilà un certain temps, les frontières politiques auront moins d'importance qu'autrefois. Ce qui réglera les rapports entre les peuples, ce seront surtout les échanges économiques ». Ces propos, en parfaite harmonie avec la pensée aujourd'hui dominante, furent tenus à Paris, en 1941, par M. Friedrich Grimm, présenté comme « le plus grand juriste » du Reich hitlérien (18). M. Grimm, précise un historien (19), « devait rester l'un des hommes de loi les mieux considérés de la future République fédérale ».

La priorité que M. Friedrich Grimm accordait à l'économie n'était pas typique du nazisme (supériorité de la race allemande, antisémitisme, culte de la force, pangermanisme, etc.). Elle réapparaît dans d'innombrables déclarations d'hommes d'affaires et d'hommes politiques contemporains, tout disposés à sacrifier aux intérêts économiques d'inviolables principes de droit touchant aux libertés fondamentales, à l'essence même de la démocratie.

ET économisme, qui façonne de plus en plus les politiques intérieures et les relations internationales, y compris avec l'Est, reste extrêmement fort dans un pays qui, sans avoir oublié le nazisme, garde particulièrement mauvais souvenir de la folle inflation qui favorisa la victoire électorale d'Adolf Hitler. Il s'exprime avec force dans les propositions de M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale de RFA, pour la future union monétaire européenne (20). Il demande que la Banque centrale à créer pour la Communauté ne soit pas soumise aux « injonctions politiques » des gouvernements nationaux, de l'éventuelle autorité politique européenne et du Parlement de Strasbourg.

M. Poehl veut une « Banque centrale indépendante », déterminant une politique monétaire qui s'imposerait au « secteur public » et aux « partenaires sociaux » pour tout ce qui concerne la « politique budgétaire et salariale ». La représentation démocratique est ainsi privée de s'incliner devant le pouvoir technocratique des gouverneurs de la Banque européenne. Ceux-ci, afin de disposer d'une véritable « autonomie »,

seraient nommés « pour une durée suffisamment longue » et « ne pourraient être démis de leurs fonctions ». Leur « indépendance personnelle » serait assurée par « un revenu financier adapté, pendant et après leur mandat ». Il importe, en outre, que « la nationalité n'interfère en aucune façon » dans les critères retenus pour le choix des gouverneurs. Il leur suffit d'être d'« éminents spécialistes », seuls « capables d'émettre un jugement impartial ».

Ainsi dépouillés de tout pouvoir monétaire, gérant l'économie à l'intérieur du cadre qui leur serait imposé par la Banque, les responsables politiques auraient tout loisir d'inaugurer les chrysanthèmes. La sécurité militaire n'étant pas moins importante que la « stabilité monétaire » chère à M. Poehl, on pourrait dans le même esprit confier la défense de l'Europe à un comité d'« éminents spécialistes », indépendamment de leur nationalité, mais assurés d'un revenu substantiel qui mettrait leur « autonomie » à l'abri de toute pression...

Les crimes commis au nom de l'absolutisme religieux ou idéologique (nazisme, communisme...) et de tous les fanatismes à caractère nationaliste sont condamnés avec une belle vigueur. Non moins grands sont les crimes commis au nom de cette idéologie perverse qu'est l'économisme. Rivalités économiques et calculs d'intérêt ont joué un rôle déterminant dans les deux guerres mondiales comme dans les aventures coloniales et le pillage des tiers-mondes. Pour les pays les plus faibles, l'économisme est aussi meurtrier qu'une guerre.

L'Europe de l'Ouest ne peut accepter que, pour les peuples de l'Est, les très relatives « lois » du marché s'exportent sur les impératifs absolus de la démocratie. La liberté des citoyens dans l'Est européen compte beaucoup plus que la « liberté » du marché telle qu'elle est conçue et manipulée par les affairistes. Nul ne peut accepter que des peuples à peine sortis du « socialisme réel » soient un jour conduits à se rebeller contre un « capitalisme réel » qui aurait poignardé leurs aspirations à la démocratie et au mieux-être social. Le risque est d'autant plus grand que sont toujours fragiles les démocraties dans des pays appauvris, et fortes les tentations fascistes en ces régions d'Europe trop longtemps soumises à des formes brutales d'autoritarisme.

CLAUDE JULIEN



MARCEL GROMAIRE. - Le chômeur (1936).

(16) Voir l'article de Claire Brisset dans le *Journal de Genève*, 14 décembre 1989.

(17) Entrée accordée à la Tribune de l'Économie, 29 décembre 1989.

(18) Entrée accordée au *Matin*, 20 janvier 1941, à l'issue d'une conférence publique dans une grande salle parisienne.

(19) Lucien Stieberg, *Les Allemands en France, 1940-1944*, Albin Michel, Paris, 1980.

Pour M. Grimm, la primauté de l'économie s'affirmait non seulement sur la politique mais aussi sur le droit. En témoignage ce fait rapporté par Lucien Stieberg : deux ans avant l'entrée des troupes nazies en France, un jeune juif polonais, Herschel Grynszpan, avait assassiné à Paris le conseiller d'ambassade Ernst von Rath. Par ce geste, l'auteur de l'attentat voulait attirer l'attention sur les persécutions des juifs. Arrêté, condamné par un tribunal français, interné à Fresco, il avait été « subrepticement libéré par de bonnes âmes ». Mais, repris, il fut « déporté à Sachsenhausen où sa piste se perdit en 1943... » Les nazis avaient d'abord eu l'intention d'utiliser Herschel

Grynszpan comme pièce centrale d'un « procès à grand spectacle préfabriqué à Berlin contre la République française et la « justice internationale » ». Avant de renoncer à cette opération, les nazis avaient « préparé à sa préparation l'un des plus éminents juristes allemands, M. Friedrich Grimm, qui avait déjà représenté le ministère des affaires étrangères du Reich auprès de la cour d'assises française (...), n'avait pas hésité à faire confisquer toutes les pièces de l'invincible dossier de la défense au cabinet parisien [du grand avocat] M. Moro-Giafferi ».

(20) Voir son article, *la Défense*, 18 janvier 1990. M. Poehl cite en exemple de l'indépendance d'une banque à l'égard du pouvoir politique, le conseil de la réserve fédérale (Fed) américaine : il est intéressant de noter que M. Milton Friedman, Prix Nobel d'économie et théoricien du monétarisme, proposait, au contraire (dans un entretien paru dans le *Monde* du 8 novembre 1988), l'abolition du Fed.

en France

prestation ; d'abolir les irrégularités dans les rythmes de versement afin d'éviter les ruptures dans la trésorerie des familles ; de prolonger la protection jusqu'à ce que le relais soit pris par un autre système de prise en charge ; de gérer les indus de manière personnalisée.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets et l'habitude étant pour l'administration une seconde nature, presque rien de neuf n'a permis de faciliter l'accès aux droits des populations les plus défavorisées. La bonne volonté ne manque pas, mais l'intention ne vaut pas le fait.

Depuis dix ans, les réponses à la pauvreté ont été élaborées en termes de « nouvelles » prestations, de « nouveaux » dispositifs, de « nouveaux » statuts, le tout fonctionnant sur le principe des strates successives des politiques, des décrets et des circulaires. En matière de logement, il y a eu les lois Quilès et Méhaignerie. Aujourd'hui, la loi Besson se peaufine. Pour l'enseignement, il deviendrait cruel de citer des noms. Un peu comme si l'on préférait corriger le tir en fonction des circonstances que d'opérer une nouvelle évaluation des politiques de l'Etat.

Le revenu minimum d'insertion (RMI) est la plus récente illustration de ce mode de fonctionnement. Voilà une loi adoptée en novembre 1988 à la presque unanimité de la représentation nationale. Un an après, le bilan de son application est très mitigé.

Le mode de calcul de la prestation fait partie de ces labyrinthes dont l'administration française a le secret. La complexité est telle que seuls les initiés ont une chance de s'y retrouver. Lors du dépôt de la demande de RMI, il sera tenu compte des ressources perçues par le demandeur et sa famille au cours des trois derniers mois. On procèdera alors à une neutralisation sélective de « certaines » ressources jusqu'à un « certain » plafond pour « certaines » d'entre elles. On regardera aussi si la personne ne bénéficie pas d'avantages en nature : parmi ceux-ci on ira jusqu'à retirer 2 % du RMI par 100 mètres carrés pour tout jardin exploité supérieur à 200 mètres carrés ! Curieuse manière d'encourager la remise à l'activité et l'insertion. Voudrait-il mieux qu'on demande quelques boîtes de conserve — non déclarables ! — auprès de l'association humanitaire locale qui de cultiver son jardin... ?

Puisque complexe est le calcul, le bénéficiaire du RMI recevra lors de la notification de la prestation par la caisse d'allocations familiales (CAF) un document explicatif très... hermétique. « Ce sont les contraintes de l'information », explique-t-on à la Caisse nationale d'allocations familiales, qui est consciente de cette difficulté et compte améliorer la transparence et la compréhension de l'information.

Le traitement des dossiers RMI en est-il facilité ? En moyenne, trente-neuf jours sont nécessaires pour percevoir la prestation. Le système d'avance qui

pourrait pallier les conséquences de tels délais pour les personnes dans le plus complet dénuement fonctionnent très mal. Et, paradoxe, devant ces carences, des organismes caritatifs comme le Secours catholique sont sollicités par les services sociaux publics, car certaines prestations d'aide sociale facultatives se trouvent compromises puisque désormais le RMI est en place.

Le dossier étant réexaminé par la CAF tous les trois mois, et certaines familles, du fait d'un salaire temporaire, pouvant entrer et sortir du dispositif, les bénéficiaires du RMI doivent faire preuve d'une capacité particulière à gérer un budget très limité. Le rapport Oheix avait déjà repéré ce danger : « De nombreuses personnes voient leur vie désorganisée à cause des à-coups de leurs recettes, à-coups qu'ils ne peuvent amortir faute précisément de réserves financières même modestes ».

L'excès de réglementation du dispositif RMI oublie que toute mesure en faveur des pauvres doit tenir compte d'une remarque essentielle du rapport Péquignot : « Toute la réglementation (démarche à faire, pièces à produire, délais à respecter) est fondée sur le principe que « nul n'est censé ignorer la loi ». Or, avec les populations en difficulté, c'est le postulat inverse, « nul n'est censé connaître ses droits », qui devrait être pris pour base d'élaboration de la réglementation ».

L'une des leçons à tirer du décalage, voire du mur d'incompréhension, qui existe entre les faiseurs de lois et réglementations sociales et ceux qui en sont les destinataires potentiels, n'est-elle pas d'ordre culturel ? Mieux connaître, prendre en compte, respecter et intégrer la culture des familles en difficulté devrait être le point de départ de tout projet social.

La Mutualité sociale agricole, par exemple, est particulièrement consciente des freins (perception d'une allocation destinée aux « marginaux en ville », refus de l'assistance, crainte de l'hypothèque posée sur les biens personnels dès la perception du RMI) qui gênent la mise en place du RMI en milieu rural.

Mais le risque majeur est encore à venir. Il porte sur le volet « insertion » lié à la prestation. L'Etat est aujourd'hui pris en tenaille entre l'efficacité immédiate qui a prévalu à la mise en place (trop) rapide du revenu minimum et la crédibilité des contrats d'insertion. Les statistiques à venir ne donneront ici qu'une indication relative. On peut en effet multiplier à vau-l'eau le nombre des contrats bouche-trous qui n'auraient plus rien à voir avec la volonté et l'énergie du corps social déployées dans une lutte efficace contre la pauvreté et le développement d'une réelle solidarité.

C'est donc en premier sur ses propres pratiques que l'Etat doit choisir et se remettre en cause. Les politiques sociales oscillent depuis longtemps entre les mesures prises pour tous (suivant le principe de l'égalité des citoyens) et des programmes spécifiques sur des populations cibles (comme le logement des immigrés dans le cadre du débat sur l'intégration). Comment dans ces conditions garder un cap cohérent et efficace ?

Deux millions et demi d'exclus

PROGRÈS indéniable, les textes prévoient désormais des phases d'évaluation sur les programmes de lutte contre l'endettement des ménages (loi Neiertz), sur le RMI lui-même avec la mise en place d'une commission ad hoc. Encore faudrait-il préciser les modes d'élaboration des outils d'analyse et les conditions de fonctionnement.

Enfin, les politiques de lutte contre les pauvretés sont passées en dix ans de l'ignorance réciproque des organismes et partenaires sociaux à un partenariat désormais acquis qui facilite les relations négociées entre l'Etat, les collectivités locales et les associations.

Le temps est venu de constituer des réseaux où tous les acteurs rassemblent leur savoir-faire, leur capacité et leur implication sur des objectifs communs d'autant plus accessibles que chacun (pouvoirs publics, collectivités locales, opérateurs divers) peut apporter quelque chose.

Il faut relancer un dynamisme de cet ordre pour l'insertion. C'est essentiel pour les 2,5 millions de personnes en difficulté que compte notre pays.

Mais les collectivités locales traînent les pieds. Les employeurs ignorent le RMI. Les associations se découragent. Les préfets sont submergés par bien des dossiers. Les travailleurs sociaux et les employés aux tâches administratives sont débordés. Les conseils généraux font rarement de l'insertion une priorité. Et l'opinion publique a oublié la chose. 1990 sera donc une année charnière pour le RMI, celle où cette volonté politique sera ou non rejointe par sa concrétisation sur le terrain. Les prochains plans départementaux d'insertion nous fourniront la réponse.

GILBERT LAGOUANELLE
et DANIEL DRUESNE.

L'abondance d'articles liés à l'actualité nous contraint à renvoyer au numéro de mars la suite de la série « Les citoyens à la conquête des pouvoirs ».

TÉMOIGNAGE

Le gaspillage et la faim

M. Jean-Marc Baillien, de Paris, nous adresse le récit suivant :

A Paris, la rue du Commandant-Mouchotte longe la gare Montparnasse, plus exactement les voies 1 et 2 de cette gare, d'où partent et où arrivent les rames du TGV-Atlantique. Entre les voies et la rue du Commandant-Mouchotte, un bâtiment abrite, entre autres, l'entrepôt de la société Servair, chargée de la restauration à bord des rames du TGV. Les poubelles de la société Servair sont sorties sur le trottoir du côté pair de la rue du Commandant-Mouchotte (à hauteur du n° 30). Entre le moment où les poubelles sont mises sur le trottoir et le moment où les éboueurs du n° 30. Entre le moment où les poubelles sont mises sur le trottoir et le moment où les éboueurs du n° 30. Entre le moment où les poubelles sont mises sur le trottoir et le moment où les éboueurs du n° 30.

Cet exemple n'est certes pas unique, mais il me semble caractéristique de cette France à deux vitesses mise en place par notre société libérale avancée : ceux qui y sont intégrés et profitent tant des apports technologiques les plus récents (TGV et procédés de restauration conditionnés) tant des sports de marge et profitent... des restes. Ce processus de « favélisation » s'est passé en 1989, année du Bicentenaire d'une Révolution qui lança la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

L'« idéal » serait de faire disparaître ces millions de personnes qui, sauf le long de certaines grandes artères à dix ou douze voies devenues de simples égouts pour voitures, vendent, partent, littéralement de tout et, outre qu'elles gagnent de la sorte un peu d'argent, jouent un rôle social capital. L'« idéal » consisterait à supprimer en grande partie ce type d'échanges et à cantonner le négoce - l'hygiène s'améliorant de la sorte dans des centres commerciaux de niveaux sociaux très divers (dans l'un d'eux, réservé à certaines bourses, le prix d'une boîte de soda importé équivaut au salaire journalier des ouvrières du textile). Des centres commerciaux, il s'en construit, mais la cohue des petits marchands ne s'éclaircit pas pour autant.

Cent mille cyclo-poussettes jetées à la mer

L'ADMINISTRATION patage dans ses propres contradictions : elle éliminerait voir disparaître ces mêmes petits métiers vers lesquels elle entend diriger (sans d'ailleurs y parvenir) les conducteurs de cyclo-poussette. Il ne s'agit pas là d'un phénomène marginal : plus de cent mille de ces engins ont déjà été confisqués et jetés en mer, au large de Djakarta, où ils servent de lieux de reproduction aux poissons. Cent mille cyclo-poussettes à la mer... Et il en reste beaucoup. Or l'utilité sociale de ce moyen de transport est avérée pour les petits trajets et dans ces immenses quartiers peu touchés par la « modernité », où il serait vain de vouloir faire passer des véhicules motorisés. Le plan des autorités - faire disparaître la totalité des cyclo-poussettes avant la fin de 1990 - est tout sauf populaire. Les conducteurs appartenant souvent à cette catégorie de Djakarta-nais « flottants » venant travailler pendant quelques mois par an en ville, repartant ensuite à la campagne pour quelques mois encore, avec l'argent gagné dans la capitale. Ce travail est inhumain, assurant les édiels. Un souci qui les honore, rétorquent les défenseurs des « cyclo », mais qui serait plus honorable encore s'il n'avait pour conséquence de créer des chômeurs, de fabriquer des errants et des criminels.

A vrai dire, l'« idéal » paraît bien chimérique, d'où la résurgence périodique du projet de « clore la ville aux migrants » (5). Selon la municipalité, trois cent mille personnes arrivent chaque année dans la capitale, essentiellement du reste de Java, mais aussi de Sumatra. D'où les pressions accrues sur l'habitat, l'eau, les conditions d'hygiène, l'emploi... Comment espérer que la ville, qui traverse Djakarta, méritera un jour de porter à nouveau le nom de rivière alors que s'accroche, sur ses deux rives, un quart-monde qui vit dans l'intra-humaine absolue ? Toutes les études le montrent : la plupart des migrants sont jeunes, et même très jeunes et, dans leur quasi-totalité, s'agglutinent dans les zones de taudis (6). La mobilité sociale est proche de zéro (on est dans un taudis pour y rester), le niveau d'instruction est souvent très faible ou nul. Selon une enquête réalisée en 1985, dans les zones pauvres

du nord de Djakarta, près de 94 % des mères interrogées avaient perdu, pour cause de maladie, un enfant de moins de cinq ans (près de 70 %, un enfant de moins de deux ans) ; les conditions d'hygiène sont telles que fièvres, diarrhées, infections respiratoires, rougeole, font des ravages constants, encore aggravés par une malnutrition soulignée par tous les enquêteurs. L'espoir est nul de s'en sortir lorsqu'on manque totalement d'eau propre, que l'on vit dans les poubelles, que l'on n'a pour cabinets que la ruelle, ou le caniveau, ou le ruisseau.

Où, l'« idéal » de la ville « propre », matériellement et socialement, demeure fort éloigné. Reposer un peu plus loin une zone de taudis pour confier le terrain aux promoteurs ne fait qu'aggraver le problème. Mais qui perdra à terme ? Car Djakarta, ville aisé au ras de la mer, s'enfonce, en raison des constructions et des pompes. Il est certes possible aux grands hôtels et aux étincelants condominiums de forer toujours plus profondément et donc d'obtenir de l'eau au défilant, aujourd'hui, des pauvres, mais, dans l'avenir, de toute la population. Car, déjà, la masse aqueuse salée comble les vides et gagne rapidement sous la capitale. Certes, les classes riches et moyennes ont tendance à s'implanter dans le sud, plus élevé, et cela jusqu'à Bogor, mais leur avenir est-il assuré pour autant ? Ces lotissements perturbent de plus en plus les régulations naturelles des circuits d'eau, ajoutant aux drames de la ville « basse », c'est-à-dire de huit ou dix millions d'âmes (toutes classes confondues) victimes de plus en plus exposées... à la fois du manque d'eau et des inondations ! Développement absurde qui risque de se retourner contre ses propres promoteurs, car les « beaux quartiers » d'affaires du centre n'échappent pas à cette situation. Chacun le sait. Chacun l'admet. Mais on continue d'estimer rétrograde l'occupation de 3 % seulement des sols par les grandes artères alors qu'il faudrait atteindre les 10 % pour être « moderne »... Mais on continue de vendre les mythes qui rapportent à court terme : la voiture individuelle est un des grands thèmes de la publicité sur la chaîne de télévision à péage (cent mille abonnés environ dans la capitale), pour laquelle il faut déboursier chaque mois l'équivalent de 180 francs - trois semaines de salaire de l'ouvrière du textile. Ici apparaît le rôle-clé de la classe moyenne.

Mais, outre qu'elle est fragile, cette catégorie sociale de Djakarta pourrait un jour demander des comptes. A défaut, elle commence, semble-t-il, à s'interroger, de façon tout à fait informelle. De la classe des déshérités pourraient partir des étincelles allant, pendant un ou deux jours, mettre le feu - la colère étant aisément détournée vers les boucs émissaires - à quelques propriétés chinoises. La fermentation au sein de certains éléments de la classe moyenne de la capitale est peut-être plus grosse d'avenir.

Car c'est chez les enfants de ce groupe social, à Djakarta mais aussi à Bandung et dans d'autres

ciités, que s'ébauche la contestation. En 1986, 62 % des jeunes de quinze à dix-neuf ans ayant étudié au lycée étaient à la recherche d'un emploi, et la proportion des chômeurs est terrifiante chez ceux et celles qui ont obtenu ou tenté d'obtenir un diplôme universitaire (7). Les cent soixante-dix millions d'Indonésiens ont pour moitié moins de vingt et un ans. Les « déchets » entre la sortie du secondaire et l'entrée dans le supérieur sont énormes, et pourtant un million deux cent mille jeunes étudient dans les universités. Les débouchés sont rares et dépendent en partie - mais en partie seulement - d'une croissance elle-même dépendante de l'économie mondiale. La presse de Djakarta a pu noter (est-elle dupe ?) la joie de jeunes filles ayant fait des études de droit et nettoyant les chambres d'hôtels de luxe de la capitale.

« Augmenter les salaires ? Mais il faut être compétitif ! »

POUR lire utilement les journaux, il convient de disposer de bons appareils à décoder, tant est pesant le contrôle officiel sur les publications. Or, en novembre dernier, la presse a commencé à citer des responsables, bien sûr au courant d'un malaise dont il n'a jamais été publiquement question, affirmant qu'il fallait redonner via aux conseils d'étudiants interdits depuis 1978... La nécessité s'est fait soudain sentir de laisser s'instaurer certains débats au grand jour. Et un journal (8) de rappeler, dans un éditorial, que les jeunes avaient joué un rôle central pendant la lutte pour l'indépendance, de 1945 à 1949, et en 1966 lorsqu'il s'est agi de se débarrasser de Sukarno et d'instaurer l'« ordre nouveau » du général Suharto. A l'évidence, le régime veut éviter l'explosion alors qu'il approche l'an 1993 : le président va-t-il ou non, après près de trois décennies de pouvoir sans partage, briser un nouveau mandat ? Peu suspecte de sympathie pour le petit peuple, la classe moyenne, qui empilait les autoroutes, les parcs de récréation (sur lesquels la famille présidentielle préleve sa dîme) et les cinémas à 10 000 ou 15 000 roupies la place, pourrait n'être pas éternellement docile. Et c'est à Djakarta d'abord, où tout se décide, qu'elle pèse de tout son poids.

D'autant que - autre phénomène soudain apparu dans la presse à l'automne de 1989 - l'éclatement de la richesse et la concentration du pouvoir économique (privé et public) : la distinction est souvent impossible à faire) commencent à faire grincer bien des dents. Le débat, en soi absurde, qui a embrasé la capitale au sujet de l'augmentation d'un péage de vole rapide est révélateur d'un malaise : trop, c'est trop ! Et soudain les médias de parler à nouveau de solidarité sociale, de citer telle ou telle personnalité fustigeant les goûts de consommation ostentatoire de certains groupes... Ce débat, hypercodé, reflète sans aucun doute des rivalités d'intérêts dans les sphères dirigeantes, mais il colporte aussi des idées répandues dans nombre d'organisations non gouvernementales, dans certains milieux chrétiens (la hiérarchie catholique se cantonnant dans un silence

abyssal) et, phénomène plus important, dans les cercles musulmans (fort éloignés, semble-t-il dans leur immense majorité, de tout fondamentalisme).

Sont particulièrement visés les conglomérats, c'est-à-dire quelque quarante groupes, dont certains de dimension internationale et d'une extrême diversification. Risque évident de dérapage : trente-sept des quarante plus grandes firmes sont aux mains des Chinois (9). Mais la réflexion politique semble, heureusement, aller au-delà de l'analyse « ethnique ». A Djakarta, le lien est établi - chez les intellectuels issus de la classe moyenne - entre cette concentration de la puissance économique, le style de vie politique imposé par le régime, la pauvreté urbaine grandissante et les désastres écologiques qui ne concernent pas, loin de là, la seule capitale.

« Djakarta, ses riches, ses pauvres ? », commente un habitant de la grande ville très au fait des questions sociales. Mais tout se tient. Vous vous étonnez de la précarité du travail dans les usines, des salaires de misère des ouvrières du textile. Mais allez donc changer cela ! Si vous réclamez des salaires plus décents, on vous dira qu'il faut être compétitif, qu'il faut renforcer l'économie de marché, sinon la Banque mondiale et le Fonds monétaire international fermeront le robinet. Ne faut-il pas exporter de plus en plus pour rembourser une dette de plus en plus lourde ? »

La nuit est tombée. Les contremaîtres sud-coréens ont abandonné pour quelques heures le chantier du nouveau palais. Au sommet d'un superbe immeuble s'allument trois lettres bleutées, sigle respecté d'une grande firme automobile allemande. Dans le caniveau proche, quelques pauvres profitent de la relative obscurité pour se laver. La circulation retrouve sa fluidité. La chaîne de télévision à péage va faire le plein de sa clientèle qui consomme les séries américaines et dont les enfants commencent à imaginer ce qui, en indonésien, se dit transformisme. Le changement.

JACQUES DECORNOY.

(3) Sur ce débat, lire notamment « Council Calls for Closure of Jakarta to Migrants », *The Jakarta Post*, 16 mars 1989.

(4) Lire à ce propos, *Health of the Urban Poor in Indonesia*, étude rédigée par Charles Surjadi pour le centre de recherche de l'université (catholique) Atma Jaya de Djakarta.

(5) Cf. « Students Carry the Torch for a New Generation », *Far Eastern Economic Review* (Hongkong), 11 février 1988, et « Worrying about Idle Minds », même publication, 13 octobre 1988. Sur les débats concernant le rôle politique des étudiants, lire le n° 47 de la revue *Prisma* (édition en anglais), Djakarta, 1989.

(6) *Indonesian Observer*, 21 novembre 1989.

(7) Sur Djakarta, lire aussi l'excellent article de Pierre Lacroix, « La ville insoumise ou la capitale de Jakarta », revue *Archipel*, n° 36, Paris, 1988, et « Jakarta : The Growing Center », par Lance Castles (chapitre de livre collectif *Unity and Diversity, Regional Development in Indonesia*, sous la direction de Hal Hill, Oxford University Press, Oxford, 1989, 610 pages).

AUTRES VOIES POUR LE TIERS-MONDE

Quand le camion partira...

Souvent, l'artisanat dans le tiers-monde se réduit à une médiocre production pour touristes. Au Rwanda, un atelier de menuiserie a permis de mettre sur pied un secteur pré-industriel, de créer des emplois, d'économiser des devises...

Par
PATRICIE
COMMUNAL *

F AISANT coulisser l'équerre le long de la pièce de bois, Béatrice montre la rectification à faire au jeune garçon qui se tient à ses côtés. Puis, comme celui-ci manifeste quelque lassitude, elle n'hésite pas à le sermonner fermement tout en observant avec attention la façon dont il s'exécute. Autour d'eux, les autres membres de la Coopérative des jeunes menuisiers de Nyabimata (KOBAMI) s'affairent sur les établis de fortune sans prêter attention à la scène, pourtant pas banale : elle se passe au Rwanda, petit pays enclavé au cœur de l'Afrique centrale, où les traditions restent ancrées, particulièrement en ce qui concerne les rapports entre les deux sexes ainsi que la répartition des tâches entre eux.

Mais Béatrice, une ancienne de l'Atelier de fabrication des outils de menuiserie (AFOM) de Nyakizu, jouit d'une réputation flatteuse. Avec son mari, lui-même menuisier, ils ont décidé de s'établir à leur compte à Nyabimata. Béatrice étant enceinte, elle ne peut pour l'instant exercer son métier, mais elle a accepté de faire bénéficier la KOBAMI de sa compétence.

L'AFOM est le premier fruit du programme de menuiserie artisanale mis en place avec l'aide de Frères des hommes (1) à Nyakizu depuis 1979. Déjà, à cette époque, la pression sur la terre était très forte dans ce « pays aux mille collines », à l'économie presque exclusivement rurale, et où la densité de population équivaut à celle de la Belgique. Les perspectives agricoles étant limitées, il s'agissait de permettre aux menuisiers locaux, dépendant encore de l'agriculture pour l'essentiel

de leur revenu, de vivre de leur métier d'artisan. Plusieurs obstacles s'opposaient à cette évolution : la médiocrité de la production, liée au manque de formation et d'outils adéquats, ainsi que l'absence d'un marché solvable pour du mobilier de bonne facture.

Pourtant du principe qu'un développement à long terme doit se construire sur des objets de qualité et sur une maîtrise des moyens de production, Frères des hommes proposa aux menuisiers d'améliorer leur formation en leur apprenant à fabriquer tous les outils nécessaires à l'exercice de leur métier : progressivement, les menuisiers découvrirent non seulement qu'ils étaient capables de produire d'excellents outils sans l'aide d'aucune machine, mais, surtout, qu'ils y parvenaient à un coût bien inférieur à celui des outils similaires d'importation, jusqu'alors seuls disponibles sur le marché.

Une première commande d'essai, obtenue d'une des plus grandes quincailleries de la capitale, confirme l'importance de la demande pour des produits d'une telle qualité vendus moitié moins cher que leurs équivalents importés. Et pourtant, même à ce très bas prix, l'utilisation systématique des ressources locales et de leur seul travail manuel permettait aux menuisiers de Nyakizu d'escompter un revenu net mensuel équivalent à celui d'un fonctionnaire local : une perspective révolutionnaire dans cette société rurale si hiérarchisée !

Pour la plupart de ces artisans-paysans, cela paraissait même trop beau : « J'avais la formation de base, dit l'un d'entre eux, Augustin Mujambere, mais je n'avais pas l'idée que la fabrication d'outils puisse constituer un travail ». Pourtant, il prend le risque et fonde l'AFOM. Les débuts sont difficiles : il a fallu déterminer les espèces convenables d'eucalyptus et, un an à l'avance, constituer un stock de bois pour qu'il soit sec en temps voulu et en quantité suffisante pour répondre à la demande de façon régulière. Il a fallu également améliorer la technique des forgerons locaux et mettre au point avec eux des contrats de sous-traitance pour toutes les parties métalliques. Il a fallu encore faire connaître le produit et garantir le respect de la qualité et

des délais... Mais le succès ne s'est pas fait attendre et, depuis 1984, l'AFOM fonctionne de manière autonome.

Aujourd'hui, l'AFOM n'est plus le seul atelier fabriquant des outils de menuiserie, bien qu'avec sa vingtaine d'ouvriers menuisiers et une gamme de vente d'une quarantaine d'outils, il reste le plus important. D'autres ateliers concurrents se sont montés à Nyakizu ou dans d'autres communes du Rwanda, et la demande de Béatrice et de son mari n'est qu'un exemple parmi d'autres. Cet essaimage est facilité par le fait que, en l'absence de machines, le savoir-faire est le seul vrai capital nécessaire pour ouvrir un atelier. La non-spécialisation des tâches au sein de

Le développement endogène n'est pas un mythe

CETTE différence fondamentale entre le Rwanda et l'Europe n'est cependant pas évidente pour tout le monde, comme l'a souvent constaté M. Jan Kieckens, volontaire de Frères des hommes, à l'origine de ce programme : « La première chose que font les promoteurs des projets de menuiserie, c'est d'accorder des crédits pour acheter des machines. Car le mythe de la coopération au développement, c'est qu'elle doit venir d'Europe. Sans machine, rien n'est possible. Nous avons prouvé le contraire. Alors, pourquoi une telle situation ? Bon nombre de pays industrialisés ne cachent pas que la coopération doit avant tout servir à agrandir leur propre marché. Et en regard d'un tel objectif à court ou moyen terme, notre projet est vraiment très pauvre : nous ne rapportons rien, pas un franc ! »

Afin d'administrer la preuve que le travail manuel est rentable, le programme FDH de Nyakizu décida de concurrencer un autre produit manufacturé importé, à savoir les huisseries métalliques qui sont largement utilisées, notamment dans les dispensaires, les bureaux communaux, les tribunaux, les logements de fonctionnaires locaux, etc. Le secteur moderne de la construction est en plein développement au Rwanda, et il importe des quantités croissantes de métal qui coûtent au

l'AFOM assure la transmission de ce savoir, tandis qu'une politique de hauts salaires permet à des menuisiers de s'installer à leur compte quand ils le souhaitent. Mais l'histoire du programme de menuiserie artisanale de Nyakizu ne s'arrête pas là. Le succès des divers ateliers a révélé que, dans la structure actuelle de l'économie rwandaise, le travail manuel de qualité est rentable. Il procure un revenu suffisant pour motiver le producteur à investir tout en restant compétitif sur le marché. Cela n'est plus le cas en Europe, où les contraintes du marché et de rémunération du travail exigent une productivité que seul assure le recours à la machine.

pays des devises de plus en plus rares. A partir de 1984 et suivant la même démarche que celle utilisée avec l'AFOM, le programme a aidé une poignée d'ateliers de menuiserie des environs de Nyakizu à se lancer dans la production d'huisseries en bois d'eucalyptus, en respectant la même exigence de haute qualité. Dès l'année suivante, ces ateliers mettent sur le marché des portes et des châssis de fenêtres d'excellente facture, moitié moins chers que leurs équivalents métalliques et procurant néanmoins un revenu appréciable aux artisans qui les fabriquent.

Mais, même rentable, il reste à s'imposer sur le marché, à développer un approvisionnement régulier en bois d'œuvre, à obtenir des banques la mise en place de crédits adaptés aux besoins des artisans, à faire naître d'autres centres de menuiserie artisanale dans d'autres communes du Rwanda, de façon à s'assurer une part significative et durable du marché... Pourtant l'essentiel est acquis : les artisans de Nyakizu maîtrisent progressivement toute la filière de la production et de l'écoulement de leurs huisseries, ainsi que la formation de nouveaux artisans. Et les plus hautes autorités du pays ont fini par donner tout leur appui au programme, conscientes de trouver là un exemple de développement endogène.

Car les enjeux économiques sont importants, à l'échelle de ce petit pays où l'agriculture n'offre pratiquement plus de débouchés, où le chômage s'accroît et où les devises étrangères font défaut. En se fondant sur le travail manuel, sur la valorisation des ressources locales et sur des productions de substitution aux importations, ce programme conjugue harmonieusement les intérêts de la population rurale et ceux de l'économie nationale, tout en assurant les bases d'un développement industriel à long terme.

Ainsi que l'a montré une évaluation récente faite par deux économistes rwandais, une extension nationale du programme de Nyakizu de fabrication artisanale d'huisseries en bois pourrait fournir trois mille emplois nouveaux, soit un accroissement de 50 % du secteur de la menuiserie, de 60 % de la contribution de ce secteur au produit industriel brut (PIB) et de 80 % des salaires qui y sont actuellement distribués. En outre, la valorisation de l'eucalyptus local permettrait d'économiser environ 17 millions de francs français en devises.

Déjà, une centaine d'emplois ont été créés dans la commune de Nyakizu grâce au programme, mais, faute de moyens suffisants, FDH a dû abandonner, au moins temporairement, son projet de développement de la forge. Pourtant, l'ensemble des produits allant fer et bois, actuellement importés par le Rwanda, pourraient être fabriqués localement. Une organisation non gouvernementale rwandaise, Duhamic Adri, l'a d'ailleurs bien compris, qui vient de s'associer au programme de Nyakizu pour contribuer à sa promotion au niveau national et dans d'autres secteurs. Sans doute s'en-elle dévouant à son tour ce que Mujambere confiait à M. Jan Kieckens il y a quelques années : « Les autres projets ne réussissent très souvent à un camion qui arrive. On demande aux gens de décharger le camion. Le camion est déchargé et s'en va, et nous, nous retournons à la maison. Tandis que, dans ce cas-ci, nous avons une chance que, quand le camion s'en ira, le travail reste... »

(1) Frères des Hommes, 45 bis, rue de la Gloire, 75013 Paris. Tél. : 47-07-00-00 - CCF : 635 W PARIS.

* Responsable du secteur Afrique à Frères des Hommes.

« PUISSANCE ET POUVOIR », de Giorgio Ruffolo

Désordre fertile

Par
IGNACIO
RAMONET

DANS son nouveau roman, *l'Immortalité* (1), Milan Kundera note que « Goethe a vécu ce moment de l'histoire, bref et unique, où le niveau technique permettait déjà un certain confort, mais où l'homme cultivé pouvait encore comprendre tous les outils qui l'entouraient ». Ce moment lui semble définitivement terminé et, aujourd'hui, constate Kundera, « le monde perd peu à peu sa transparence, s'opacifie, devient inintelligible, se précipite dans l'inconnu, tandis que l'homme trahi par le monde s'évade en son for intérieur, dans sa révolte et, obscurément, dans sa douleur, qui s'élève en lui, ne sait plus entendre les voix qui l'interpellent au dehors ».

Comme Kundera, chacun constate que l'histoire s'accroît, que les événements (pas seulement à l'Est, pas seu-

lement dans le domaine politique mais également dans les domaines économique, technologique, scientifique, culturel...) se précipitent et que nous entrons dans une époque radicalement neuve marquée par un foisonnement d'évolutions désordonnées.

Giorgio Ruffolo, ministre italien de l'environnement, tente, dans un ouvrage (2) d'une grande clarté et d'une forte densité intellectuelle, d'entendre et d'interpréter ces « voix qui nous interpellent au dehors » et qui demandent à comprendre le nouveau monde qui commence. Il ne pense pas que notre époque soit devenue « inintelligible », qu'il faille baisser les bras et faire du marché le maître de toute chose. Au contraire, il estime que l'évolution de notre planète demeure relativement explicable, et que notre avenir peut être éclairé à condition d'analyser le présent et l'histoire à la lumière des principaux apports des sciences sociales d'aujourd'hui. Et, d'abord, de faire « un détour par la mémoire de l'humanité ».

« La barbarie antique toujours aux aguets »

GIORGIO RUFFOLO s'attache à repérer les grandes « fluctuations » de l'histoire et constate qu'il n'existe pas de progrès linéaire. Ces fluctuations résultent du rapport entre la puissance et le pouvoir. La puissance étant définie comme la somme des pulsions innovatrices de la société ; le pouvoir comme la faculté d'ordonner ces pulsions, de les orienter, bref de gouverner. L'auteur considère que la principale caractéristique d'une société réside dans la tension permanente, la confrontation constante entre puissance et pouvoir, entre désordre et ordre. Les sociétés modernes et complexes, sous l'impulsion de l'individualisme, des forces économiques et politiques, des innovations techniques, ont tendance à augmenter sans cesse leur puissance. La fonction du pouvoir politique consiste alors à comprendre les nouvelles potentialités, à maîtriser la nouvelle énergie sociale (3), à diriger le changement, à réduire la complication et à utiliser « de façon productive le désordre comme source génératrice d'un nouvel ordre à travers l'innovation politique et institutionnelle ».

L'adaptation du pouvoir à la nouvelle phase de puissance ne peut se faire que par deux moyens : la concensus et la compulsion. Tous deux sont indispensables. Sinon, il se produit une involution, un reflux qui ralentit le « processus évolutif », retarde le passage à une nouvelle phase de développement, et plonge souvent la société dans la crise et la violence. « La barbarie antique est toujours aux aguets ».

Giorgio Ruffolo observe que « le siège privilégié des mutations, des révolutions, des expérimentations les plus audacieuses dans tous les domaines » se trouve en Occident. A l'origine de cela, une valeur fondamentale : la liberté ; et deux grandes forces innovatrices : le capitalisme et la démocratie. Ces deux forces sont fondamentalement antagonistes, mais leur antagonisme produit, selon l'auteur, l'énergie qui favorise le développement de la société.

Si l'une d'elles l'emporte sur l'autre, l'évolution est freinée. « La capitalisme - précise Ruffolo - est une force de propulsion qui, faute d'un modérateur et d'un contenu exogène, tend à l'autodestruction ». L'auteur insiste sur la « destructivité » des activités de marché, qui érodent la base morale sur laquelle le marché est lui-même fondé. Il voit un grave danger éthique dans la fascination actuelle que le capitalisme exerce sur de nombreux dirigeants politiques, en particulier de gauche. « La démocratie, fascinée par le veau d'or de la croissance, a perdu les lignes directrices de la vocation humaniste ».

celles qui constituent, depuis son origine, la base éthique de sa force ».

Giorgio Ruffolo considère que l'étatisme et les stratégies de croissance sont devenus les pièges de la démocratie réformatrice. Et qu'au nom de l'économisme les injustices sociales se sont aggravées, le nombre d'exclus a augmenté, l'environnement a été ravagé et le déséquilibre entre le Nord et le Sud s'est fortement accentué.

Existe-t-il une possibilité de compromis entre le capitalisme et la démocratie ? Oui, répond l'auteur, c'est

l'« Etat de bien-être social, le « Welfare State », aujourd'hui également en crise, en raison d'une conception trop technocratique du pouvoir et du recul net de la justice et de la solidarité sociales ».

Aussi, « les sociétés les plus puissantes du monde - constate Ruffolo - se retrouvent enfermées dans un présent agonisant, privé de perspectives ». Et cela est aggravé par la « pauvreté éthique » de ces sociétés et par le fait que les gouvernements des technocrates ont adopté des politiques dégagées de toute référence éthique, qu'ils hésitent à développer deux ressources : la solidarité et la prospective, et paraissent incapables de fonder « un nouvel humanisme de la raison ».

Une telle absence de projet, de vision, alors que l'effondrement des idéologies a laissé un vide, peut provoquer un nouveau repli, un reflux - semblables à ceux que l'Occident a connus aux XIV^e et XVII^e siècles et dans lesquels l'auteur voit « la plus mortelle embûche ». Il met en garde « les plus puissantes sociétés de toute l'histoire tendant à se replier sur elles-mêmes, en dehors d'un projet historique, dans un narcissisme indifférent et élitiste qui dissimule une violence croissante ».

Ce repli apparaît comme d'autant plus suicidaire que partout, à l'extérieur, montent, en effet, les fanatismes et les nationalismes chargés d'une très forte, d'une néfaste, agressivité.

- (1) Gallimard, Paris, 1990.
- (2) Giorgio Ruffolo, *Puissance et pouvoir (la fonction politique de l'Occident)*, Bernard Cosset, Col. « Kairós », Arles, 154 pages, 33 F. (Voir la critique de l'édition italienne, par Philippe Riquard, dans le Monde diplomatique, octobre 1988.)
- (3) Cf. René Passet, « La politique et la chaos », le Monde diplomatique, décembre 1989.

« L'ARGENT FOU », d'Alain Minc

Un cri d'alarme

UN rocher dans la mer ! Alain Minc a décidé de frapper fort parce qu'il est inquiet (1). Ce qui l'inquiète ? « Le totalitarisme du marché », « l'argent-parasite », « le retour des classes sociales », le désir d'une gauche française oubliant son réformisme pour ouvrir sans retenue les vannes à la folie du fric-roi, mais incapable d'oser une révolution fiscale qui frapperait le capital ni de combler « le vide social » : « Bernard Tapie à la place de Camus ? ».

Il s'indigne de cet aveuglement qui laisse se creuser les inégalités et rejette les pauvres dans les oubliettes. Il craint de voir « placer un jour les Etats de droit sous la dépendance de l'inter-nationale de la pègre ». L'Europe des Douze ? Elle « porte en germe l'alignement des budgets publics et sociaux sur le minimum européen », l'alignement par le bas - sauf pour les possédants familiaux des paradis fiscaux, Luxembourg en tête. Quant aux « fausses fenêtres », par exemple « la charte sociale », elles n'ouvrent que sur « la jungle ». L'arrogance d'une minorité ne pourra produire de « nouveaux conflits », qui seront les conflits de classe. La gauche française en aura été en partie responsable. Parlant de M. Michel Rocard, Alain Minc écrit : « Nous attendions Mendès France et nous retrouvons Queuille » - ce symbole de l'immobilisme sous la IV^e République.

Fatalité ? Alain Minc ne le pense pas, qui réclame à la fois moins d'Etat dans l'économie et l'administration, plus de concurrence (notamment dans le système scolaire), plus de droit, et surtout plus de morale, de « vertu ». Il faut, estime-t-il, aller au-delà de l'économie de marché, vers « une société de

marché » au sein de laquelle les individus prendront leurs responsabilités. Là, et là surtout, se situent, selon lui, les garde-fous. Tout le reste est culte du passé, fadeur. Remise en question du système dominant ? Bien au contraire, Alain Minc ne cultive pas l'ambiguïté : « J'aime le capitalisme et sa capacité infinie de mouvement et de renouvellement. Il rime avec la vie : le nier, c'est en économie refuser le principe vital ». Car l'économie ne peut plus « appeler de solutions multiples ».

Stimulant ouvrage, lucide mais à la pensée enfermée. Deux exemples de cette limite. De l'écologie, Alain Minc donne une vision étriquée, comme s'il s'agissait de choisir entre le respect de la nature et le chômage, entre la survie des étables et le financement des caisses de retraite. Alors que, justement, sortir de cette vision l'eût contraint, ce qu'il ne fait jamais, à s'interroger sur le mode de développement dominant et ses applications dans le monde entier (problème mille part abordé). D'autre part, l'auteur est fasciné par les pratiques juridiques et les contre-pouvoirs anglo-saxons. Il ne s'agit pas d'en refuser l'examen, mais il n'est pas interdit non plus de décrire l'état réel de la société américaine, dont rien n'est dit.

Ce salubre cri d'alarme s'arrête en chemin. Le rocher dans la mer devient alors simple pavé dans la mare - ce qui, somme toute, vaut mieux que les tempêtes dans la tasse de thé dont la classe politique française semble se satisfaire.

J. D.

(1) Alain Minc, *L'Argent fou*, Grasset, Paris, 1990, 260 pages, 98 F.

Dans les revues...

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES. L'annuaire 1989 sur l'URSS et les pays de l'Est, des études détaillées par pays. (N° 4 891-4 892, numéro spécial 80 F. - La Documentation française, Paris.)

ACTUEL MARX. La perestroïka, une révolution ? Interrogent les auteurs de ce riche dossier, qui s'ajoute, « si on ne peut pas identifier le marxisme à ses réalisations supposées à l'Est, on ne peut pas s'offrir la facilité de dire qu'il n'est pour rien dans l'effacement ». (N° 6, 1989, mensuel, 90 F. - Presses universitaires de France, Paris.)

HISTOIRES ET GÉOGRAPHIES. Deux tirés à part sur l'URSS à l'heure des réformes. (N° 323 et 325, mai et novembre, 45 F. chacun, mensuel. - 100, rue Montmartre, 75002 Paris.)

HÉRODOTE. Cette dernière livraison tombe à pic qui se penche sur les « marchés de la Russie » (par de l'URSS). Quatre articles sont consacrés au Caucase, deux autres abordent la question nationale ukrainienne et soulignent l'importance d'un important « réveil ukrainien ». Des « pogroms d'Ouzbékistan » à « l'agitation nationale en Moldavie », ce numéro fait l'inventaire des irrédentismes qui menacent le cœur de la perestroïka et qui peuvent provoquer le désenclavement de l'URSS. (N° 54-55, janvier, trimestriel, 150 F. - La Découverte, Paris.)

CADMOX. Sur la découverte des valeurs communes entre Européens de l'Est et de l'Ouest. (N° 47-48, automne-hiver, trimestriel, abonnement au n° : 60 francs suisses. - Villa Moysa, 122, rue de Lannes, 1211 Genève 21.)

DÉFENSE NATIONALE. Dossier allemand : réindustrialisation, révolution en RDA et équilibre européen. Une étude sur les ventes françaises d'armement et le commerce extérieur. (Janvier, mensuel, 40 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

CIRAC-MEDIA. Une nouvelle publication du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine consacrée aux médias : cinéma, télévision, publicité, mercatique, etc. Des sources, des chiffres, des adresses utiles. Les tendances du secteur, les stratégies des acteurs. (N° 1, janvier, trimes-

triel, abonnement au n° : 620 F. - CIRAC, 9, rue de Valenciennes, 75009 Paris.)

LES TEMPS MODERNES. Un dossier passionnant sur la Roumanie, consacré aux événements avec l'aide de Mihail Berindei. Les auteurs étudient le national-communisme de Ceausescu ; Vladimir Timanaru, un puritain, commente, plusieurs mois avant la chute du dictateur, une intervention populaire (...) fort vraisemblable. Stéphane Rostère publie l'analyse la plus complète de l'aménagement du territoire systématique. Catherine Durand préface les enjeux du conflit roumain-hongrois et le sort de la population de Transylvanie. Enfin, une analyse de Sorin Alexandrescu de la culture depuis la guerre. (Janvier, mensuel, 50 F. - 21, rue de Condé, 75004 Paris.)

TRIBUNE DES MÉMOIRES THÉSES. Sur l'information scientifique et technique, avec un supplément représentant les résumés d'une cinquantaine de thèses de sciences humaines, avec le curriculum vitae de leurs auteurs. (N° 3, trimestriel, abonnement au n° : 650 F. - ORFÈVRE, 44 et 46, rue Gay-Lussac, 75240 Paris Cedex 05.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Mutations socio-économiques en Italie : croissance, nouvelle géographie de la production, mutations démographiques. (N° 624, 19 janvier 1990, 24 F. - La Documentation française, Paris.)

Colloques et rencontres

LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ DES JOURNALISTES. Rencontres organisées par le Centre de perfectionnement des journalistes les 6 et 7 février à Paris au siège de l'UNESCO. (CPJ, 31, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 45-08-86-71.)

LES ENTREPRISES EUROPÉENNES FACE À L'EST. Un séminaire du Centre de formation aux réalités internationales le 8 février à Paris. (CEPRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 45-65-25-00.)

L'AN 2 DU RMI. Colloque organisé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le CREDOC et Alternatives économiques, le 15 février à Paris. (Brigitte Ervan, CREDOC, Tél. : 40-77-85-18.)

CHANGEMENT POLITIQUE ET SYSTÈME ÉCONOMIQUE EN RDA. Le 16 février à Paris, dans le cadre du séminaire, « Institutions et régulations dans les systèmes économiques socialistes ». (Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 45-44-38-49.)

QUAND ROME CONDAMNE. Débat sur le livre de François Leprieux les 24 et 25 février au centre Thomas-Moore. (La Tourrette, BP 105, 69210 L'Arbresle. Tél. : 74-01-59-19.)

ÉCOLOGIE, VIE ET PAIX. Entre hommes de religion et écologistes à Brive, le 25 février. François Devouge. Les Picards, 19600 Saint-Pantaléon. Tél. : 55-86-86-65.)

VINGTIÈME SIÈCLE. Un dossier sur le Brésil, avec, en particulier, un article d'Isidore Sachs sur « la pluralité des développements brésiliens » ; à lire également, « Le système Ceausescu » par Catherine Durand. (N° 25, janvier-mars, trimestriel, 90 F. - Presses de la Fondation des sciences politiques, Paris.)

REVISTA ESPAÑOLA DE DEFENSA. L'analyse de l'opération militaire américaine « Juste cause », nom de code de l'invasion du Panama en décembre 1989. (N° 23, janvier, mensuel, 200 pts. - Paseo de la Castellana, 109, 28046 Madrid.)

MAGHREB-MACHREK. Islam et institution au Maghreb et en Egypte : deux articles complétés par une étude de l'électorat arabe libanais. (N° 126, octobre-décembre, trimestriel, 30 F. - La Documentation française, Paris.)

ARC-EN-CIEL. Les droits de l'homme en Chine, au Maroc, en Afrique. La droit au logement. (Octobre-décembre 1989, trimestriel, 10 F. - 22, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.)

SOLIDARITY. L'excellente revue philippine dirigée par l'écrivain Francisco Sionil José publie un dossier sur les Chinois d'Asie du Sud-Est et un débat sur « les médias et la communauté ». (N° 123, septembre 1989, abt. 5 numéros, 18 dollars. - 531 Padre Faura, Ermita, Manille.)

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un dossier prospectif sur les technologies de l'an 2000 et leur impact dans le travail, la santé, la vie quotidienne. (N° 21, décembre, 11 numéros par an, 40 F. - 14, rue de Serres, 75006 Paris.)

MÉMOIRE FÉLICE. Le débat sur l'école et la laïcité vu du côté des immigrés et la question de la nouvelle citoyenneté. (N° 1, novembre-décembre, mensuel, 20 F. - 44, rue Transvalia, 75012 Paris.)

HOMMES ET MIGRATIONS. Deux numéros très complets traitent de tous les aspects des rapports entre la police et les jeunes issus de l'immigration. (N° 1127 et 1128, décembre et janvier, mensuel, 30 F. - 40, rue de la Harpe, 75005 Paris.)

TRANSVERSAL-SCIENCE /CULTURE. « Cap sur le XXI^e siècle » : tel est le titre de l'éditionnaire dans lequel Jacques Robin présente le premier numéro d'une revue qui se propose d'explorer les champs de la pensée et de la science vivante, et l'économie mise au service des hommes, et ce en privilégiant la dimension européenne dans sa discussion solidaire avec le Sud. Une critique de la technoscience. Des articles courts, informés - notamment un débat sur le chaos - qui constituent autant de pistes de recherche, avec les signatures d'André Bourquignon, Alexandre Kiss, Edgar Morin, René Passet, Armand Petrucci. (N° 1, janvier, bimestriel, abonnement au n° : 300 F. - GRIT, c/o INSEP, 31, rue de Mègador, 75009 Paris.)

LA LETTRE DE SOLACRAL. Face à la stagnation du marché occidental, l'offensive des multinationales du tabac sur les consommateurs du tiers-monde : un dossier complet. (N° 68, janvier, mensuel, 16 F. - 13, bd Saint-Martin, 75003 Paris.)

VIE DES ARTS. Un numéro consacré essentiellement à l'art esquimau ; un article d'Ignacio Ramonet et un autre de Jean-Claude Lelord sur les Inuits du Nord de Québec. (N° 137, décembre, trimestriel, 7 dollars canadiens. - 506, rue Saint-François-Xavier, 5^e étage, Montréal, Québec, Canada H3Y 2T5.)

LA RECHERCHE. Un dossier sur les marchés des biotechnologies. (N° 217, janvier, mensuel, 32 F. - 57, rue de Seine, 75006 Paris Cedex 06.)

ÉTVDDES

FÉVRIER 90

ÉLECTIONS ET CRISES EN AMÉRIQUE CENTRALE

Olivier DABÈNE

LE PROJET « GÉNOME HUMAIN »

Marcel BLANC

MUSIL EN FRANCE

Jean-Pierre COMETTI

Le n° : 45 F - 11 n° : 380 F
ASSAS ÉDITIONS
14, rue d'Assas - 75006 Paris
Tél. : (1) 45 48 52 51

DANS CET OUVRAGE :

- 302 pages (16 x 24) - Livre pour tous - Prix de poche - 100 F.
- Les richesses artistiques du monde.
- Le projet « GÉNOME HUMAIN ».
- MOHAMMAD ET JÉSUS :
- CONTRIBUTIONS ET DIVERGENCES DANS L'ANCIEN TESTAMENT.
- LE NOUVEAU TESTAMENT.
- MOHAMMAD DANS LE NOUVEAU TESTAMENT.
- MOHAMMAD DANS LE NOUVEAU TESTAMENT.
- JÉSUS DANS LE CORAN.
- LES SAVANTES DE JÉSUS A NOUVEAU TESTAMENT.
- TOUTE LA PAIX.
- LE SAINT SAINT DANS LA BIBLE ET LE CORAN.

ROMAN DE CONFIANCE

« Mohammed dans la Bible et Jésus dans le Coran »

DAZ

SOCIÉTÉ

CHRISTIAN DE BRIE

LE

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

B. C.

CULTURE

GUY GAUTHIER

JEAN SCEMLA

RELIGION

JACQUES DECORNOY

Par YVES FLORENNE

MANUAL OF THE TERMINOLOGY OF THE LAW OF ARMED CONFLICTS AND OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN ORGANIZATIONS. - Isaac Prémont (*Bruxelles*, 1989, 844 pages, 8 250 francs) : en quatre langues - anglais, français, espagnol et russe - toute la terminologie du droit des conflits armés et des organisations humanitaires et un glossaire multilingue d'une centaine de pages.

● **PRÉCISION.** — Dans l'article d'Yves Florenne, « Regards japonais sur la Révolution française », publié dans notre numéro de janvier, il fallait lire - page 24, 5^e colonne, ligne 24 - « Louis XIV » (et non pas Louis XVI).

Arabies

INQUÊTE
DE LA LUNE
FRANÇAIS
DUM PIRE
DES MILLE
ET UNE NUIT
LES CONFIDENCES
D'ALAIN BOUCHERON.
DE TOUBERT.
RONALD WINSTON
REVELATIONS
ET ANALYSES
DE RAYMOND
EDDE
BILAN
DECEVANT

Le numéro de février d'Arabies, le mensuel du monde arabe et de la francophonie. Un vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 F (250 F l'étranger) 8, rue Fontroy, 75017 Paris. Tél. 46.22.64.1451 telex 7290 708 Fax 743.60.73.62

COMMENT L'ÉTAT FAVORISE LA CONCENTRATION DES MOYENS D'INFORMATION

UNE discrétion bien compréhensible entoure les aides financières que l'État accorde à la presse. Jaloux de leur indépendance, les journaux abordent rarement ce problème délicat. Soucieux de protéger leur « image », que les médias peuvent à leur guise glorifier ou ternir, les élus font preuve à cet égard d'une grande prudence. Le gouvernement ne pourra pourtant pas éviter d'ouvrir ce dossier sensible surtout après la remise de deux études qu'il avait commandées et qu'il vient de rendre publiques (1).

Pour la collectivité nationale, plusieurs questions se posent inéluctablement : Des sommes aussi importantes ne seraient-elles pas plus utiles ailleurs ? Sont-elles équitablement réparties, et en fonction de quels critères ? Contribuent-elles à améliorer la qualité de l'information et à préserver la diversité des opinions ou commentaires, dont se nourrit le débat public ? Le système existant est-il compatible avec les règles du grand « marché unique » européen de 1993 ? Le rapport Todorov (1) montre bien l'ampleur et les difficultés des aménagements qui seront nécessaires au niveau communautaire.

Ce soutien accordé à la presse prend des formes diverses. D'une part, des aides directes : tarif allégé des transmissions par téléphone et par fac-similé, de même que pour le transport des journaux par la SNCF ; aide à la diffusion de la presse française à l'étranger ; subvention aux quotidiens nationaux (parisiens) dont les recettes publicitaires n'excèdent pas 25 % des recettes totales et subventions aux quotidiens de province à faibles recettes de petites annonces (2). D'autre part, des aides indirectes : tarifs postaux préférentiels ; taux de TVA allégés ; dégrèvement fiscal pour les bénéfices provisionnés aux fins d'investissement conformément à l'article 39 bis du code général des impôts ; exonération de la taxe professionnelle (manque à gagner pour les collectivités locales).

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'importance comparée et l'évolution de ces diverses formes d'aide, dont le total est passé, en francs courants, de 3,7 milliards en 1980 à 4,9 milliards en 1982 et à 5,8 milliards en 1989. Le poids relatif de ces aides par rapport au chiffre d'affaires global du secteur tend cependant à diminuer. La plus grosse part en est assurée par la poste, par le fisc et par la SNCF. Celle-ci estime d'ailleurs que ses charges réelles pour 1989 auront été de 176 millions (au lieu de 142 prévus), ce qui obligera à inscrire 34 millions dans la loi de finances rectificative pour 1990. Jusqu'en 1988, les quotidiens acquittaient un taux de TVA de 4 % ; il a été ramené à 2,1 % pour les quotidiens et, depuis 1977, aux hebdomadaires politiques nationaux. Le tarif préférentiel des envois par la poste bénéficie à environ 14.000 publications reconnues par la Commission paritaire (3) ; l'aide aux transports par la SNCF (4) est accordée à toutes les publications, sans distinction, diffusées par les réseaux des sociétés de messageries.

Comme en témoigne l'évolution du taux de TVA, le champ d'application des aides a tendance à s'élargir. Ainsi, au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'article 39 bis du code général des impôts, conçu pour favoriser la modernisation des équipements (imprimeries), ne s'appliquait qu'aux publications comportant une large part d'information politique. En 1953, ce mécanisme a été étendu aux quotidiens et hebdomadaires non politiques. Depuis 1981, les tentatives d'organiser les conditions d'une transition vers un régime fiscal de droit commun ont échoué.

En 1983, la commission des finances de l'Assemblée nationale estimait que le système des aides publiques à la presse « rassemble des mesures disparates et juxtaposées sans cohérence », qu'il est appliqué « sans connaissance précise de son incidence économique sur les entreprises de presse », et qu'il ne cesse de s'écarter de ses « objectifs initiaux » (5).

Un an plus tôt, la commission des finances avait demandé à la Cour des comptes de procéder à une enquête pour clarifier le maquis de textes qui régissent les aides publiques à la presse et pour suggérer les moyens qui permettraient d'en moderniser le fonctionnement. Le rapport de la Cour des comptes (6) constatait que le système a outrepassé son objectif, qui est « l'information du public », au point que l'on peut « s'interroger sérieusement sur le besoin d'une aide publique pour certaines publications ». La Cour relevait aussi l'incohérence de mesures prises « au coup par coup ».

Le principe des aides à la presse est fort ancien. Considérant que journaux et périodiques sont indispensables à la vitalité du débat démocratique, il admet qu'ils ne peuvent être assimilés à des entreprises purement commerciales. C'est ainsi que l'octroi du tarif postal préférentiel a été introduit par la loi du 4 thermidor an IV (1796). L'exonération de la taxe professionnelle (1975) trouve son origine dans la loi du 23 avril 1844 qui dispensait les journaux de payer la patente. Les tarifs allégés sur les télégrammes de presse (décret du 29 mars 1960) remontent en fait à une loi de 1886. La loi de 1976 sur l'allègement du taux de TVA est l'héritière d'une loi de 1920 sur le chiffre d'affaires. Diverses dispositions récentes constituent des aménagements de textes élaborés à la fin de la guerre.

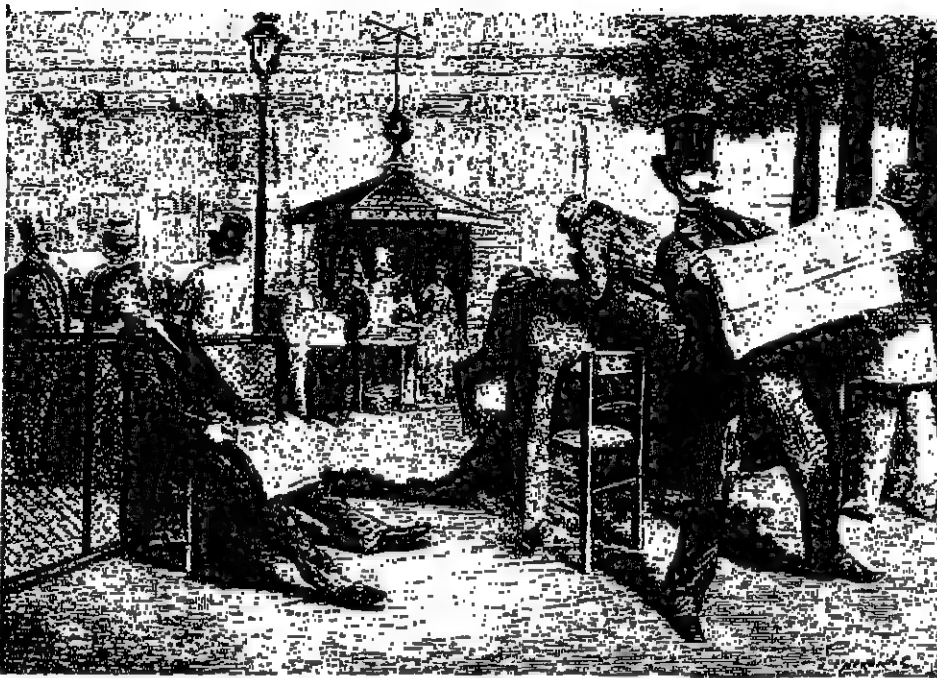
D'une manière générale, le droit accorde souvent un retard sur l'évolution de la société. En l'occurrence, les mutations des moyens d'information ont été extrêmement rapides, au point que les textes en vigueur ne sont plus adaptés aux réalités. Certes, la presse en tire profit : elle dispose ainsi de ressources qui lui permettent d'affronter, dans des conditions moins défavorables, la crise qu'elle traverse. Il ne fait aucun doute que quantité de journaux — y compris bien entendu le *Monde diplomatique* — devraient transformer leur structure d'exploitation s'ils ne bénéficiaient pas de ces aides de l'État. Mais celles-ci sont-elles conformes aux objectifs poursuivis ? Favorisent-elles l'indépendance des journaux, la diversité des points de vue, la modernisation d'entreprises qui jouent un rôle essentiel dans le débat démocratique ?

D'IMPRESSIONNANTES FAVEURS FINANCIÈRES
(en millions de francs courants)

	1982	1989
Aides directes :		
- téléphone et fac-similé	22,1	33,96
- transports SNCF	95,2	142,26
- aide pour la diffusion		
- à l'étranger	15,6	32,66
- subvention pour faibles recettes publicitaires	10,2	24,85
TOTAL	143,1	233,73
Aides indirectes :		
- tarifs postaux préférentiels	3 290	3 195
- allègement taux de TVA	770	1 500
- article 39 bis	340	280
- exonération		
- taxe professionnelle	382	592
TOTAL	4 782	5 567

Les aides publiques à la presse

Par CLAUDE JULIEN



Un journal trouve sa raison d'être dans la diffusion d'informations, d'analyses, de commentaires. En général, pour assurer son équilibre il compte chaque jour davantage sur ses recettes publicitaires, qui deviennent plus importantes que ses recettes de vente. Ce système permet de réduire le prix demandé au lecteur. Mais le volume toujours croissant des pages d'annonces augmente considérablement le poids des journaux, et donc le coût de leur distribution, qui représente en moyenne 45 % du prix de vente. La Cour des comptes est donc parfaitement fondée à déplorer que « l'aide postale constitue un allègement des charges aussi bien pour les pages publicitaires que pour les pages rédactionnelles, alors que son but n'est pas de favoriser également la diffusion des messages publicitaires et (celle de) l'information proprement dite ».

Les mécanismes de l'aide postale (3 195 millions de francs en 1989) vont donc à l'encontre de la volonté du législateur. Ils octroient une injustifiable faveur aux publications les plus volumineuses, les plus lourdes et les plus chères à distribuer, alors que, dans un grand nombre de cas, elles sont déjà les plus propices grâce à des recettes publicitaires qui peuvent représenter jusqu'à 90 % des rentrées totales. Une louable intention démocratique est ainsi détournée de son objectif en devenant une aide aux riches. De même, les tarifs ferroviaires préférentiels (142 millions de francs en 1989) sont critiqués par la Cour des comptes, qui en 1980 avait proposé de les supprimer.

La Cour déplorait aussi que la presse scientifique et technique, qui peut « contribuer à promouvoir la technologie française », bénéficie « très peu » de l'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger (32,6 millions en 1989).

DEPUIS des décennies, un problème paraît insoluble parce qu'il est mal posé. Dans l'attribution des aides publiques, le législateur a eu le souci d'éviter un « arbitraire » qui, note la Cour, serait « particulièrement redoutable dans un domaine comme celui de la presse ». Dans cet esprit, il s'est efforcé de définir des « critères objectifs », dont on voulait espérer qu'ils écarteraient toute iniquité, à la double condition d'être « définis avec une précision suffisante » et « appliqués dans des conditions satisfaisantes ». Or, observe la Cour, « telle n'est pas la constitution qui résulte d'un examen » de ce système qui s'est « de plus en plus éloigné de ses objectifs ».

Le premier critère retenu avait été énoncé par la loi du 4 thermidor an IV, qui entendait « faciliter la circulation des ouvrages périodiques (...) pour encourager la libre communication des pensées entre les citoyens de la République ». Explicite cet objectif, une loi de 1930 précise que les tarifs postaux préférentiels sont réservés aux publications poursuivant « un but d'intérêt général pour l'instruction, l'éducation, l'information du public ». Tout en regrettant la substitution du mot « public » au mot « citoyen », qui n'en serait d'accord ?

Une loi de 1934 et un décret du 9 janvier 1981 ont malheureusement ajouté aux trois objectifs premiers — l'instruction, l'éducation et l'information — une autre notion : la « récréation du public ». C'était ouvrir largement les vannes du Trésor public... La République subventionne désormais les revues de jeux et de mots croisés (si les solutions ne figurent pas dans le même numéro...) et les bandes dessinées (pourvu qu'elles aient une vague lien avec l'actualité...). « Le critère de l'intérêt général », observe la Cour, s'est dilué dans une appréciation très subjective, qui permet « de réelles inégalités de traitement ». En outre, le concours de l'État est ainsi accordé à « certaines publications spécialisées dont les résultats bénéficiaires ne paraissent pas justifier le versement d'aides publiques ».

Un autre critère a subi une dérive qui, elle aussi, trahit l'intention première du législateur. À l'origine, les annonces publicitaires

— on disait alors les « réclames » — n'occupaient dans les journaux qu'une place minime. Leur gonflement conduisit le Parlement à intervenir. La loi du 29 avril 1908 n'accordait les tarifs postaux préférentiels qu'aux publications consacrant à la publicité moins de la moitié de leur surface imprimée. Ce plafond a été porté aux deux tiers de la surface. Dans la logique commerciale qui prévaut, rien n'interdirait de le hausser encore, jusqu'à 90 % ou 95 %. En 1979, dans son rapport au Conseil économique et social, le professeur Vedel avait préconisé une tarification proportionnelle à l'importance de la publicité. Proposition restée sans suite.

Pour corriger ces déviations, la Cour des comptes recommandait de transformer le régime des aides en se fondant sur « des critères relatifs au contenu » : utilité de chaque publication pour « l'information politique et générale » du public, surface comparée des pages rédactionnelles et des pages publicitaires. Une distinction serait établie entre « un régime de base mieux défini » et « un régime préférentiel plus cohérent réservé à la presse dite d'opinion », car « la justification d'un système d'aides à la presse est le bénéfice qui doit en revenir au lecteur ».

Mais les « critères relatifs au contenu » ont toujours été sujets à controverse. Pour reprendre une formule de la Cour, ils soulèvent nécessairement « des problèmes ardu de définition » : comment cerner exactement l'« intérêt général » du public, son « éducation », la « presse d'opinion », etc. ? Depuis des décennies, le législateur bute sur ces difficultés. Une solution raisonnable ne peut être trouvée qu'à la condition d'orienter les recherches dans une tout autre direction.

Un tel effort est nécessairement commandé par la critique majeure que l'on peut adresser au système actuel : la totalité des aides indirectes (tarifs postaux, taux de TVA, article 39 bis, exonération de la taxe professionnelle), soit plus de 5,5 milliards en 1989, et la majeure part des aides directes, soit 176 millions sur 233 en 1989, sont en fait proportionnelles à l'activité et au chiffre d'affaires des entreprises de presse. Pour leur plus grosse part, elles vont à des groupes dont les publications détournent tous les records de poids à l'imprimé, de nombre d'exemplaires distribués, de surface consacrée aux annonces, de recettes publicitaires, de chiffre d'affaires, de marge bénéficiaire, etc. Reçoivent ainsi le maximum d'aide ceux qui en ont le moins besoin : les grands groupes (Hersant, Hachette...), les journaux les plus prospères, ceux qui sont en situation de monopole, etc. À moins de milliards, l'État subventionne ainsi la concentration des moyens d'information aux mains de groupes privés.

D'autre part, en vertu du système actuel, ces aides, contrairement à l'intention originelle, sont aussi attribuées à des publications qui ne contribuent en rien à l'information et à la formation du citoyen. Ces publications peuvent être parfaitement respectables et proposer intelligemment des jeux, des informations sur l'habitat, le bricolage, le sport, le jardin, la chasse, la pêche, le triot, l'élevage des escargots... Aucun principe constitutionnel ne justifie que la République leur vienne en aide.

Les « critères de contenu » (genre d'articles, espace consacré aux annonces, etc.) sont dictés par les choix de la direction de toute publication. Si l'objectif, tout à fait légitime, est d'abord de réaliser davantage de profit et d'assurer une montée en puissance de l'entreprise, les articles visent un public aussi large que possible et se mettront à sa portée, flatteront ses goûts plus qu'ils ne chercheront à l'éduquer, et l'espace consacré à la publicité croîtra avec l'audience. Mais, sous peine de tomber dans l'arbitraire, l'État ne peut se permettre de porter un jugement sur un tel choix de la direction. Celle-ci doit conserver son entière liberté et opter pour le statut juridique d'une société éditrice soumise au droit commercial commun, sans pouvoir prétendre aux avantages financiers de l'État ou n'en recevant que des avantages strictement modulés.

Dans l'hypothèse où la course au profit ne constitue pas l'objectif premier d'une publication, sa direction n'en est pas moins contrainte à équilibrer sa gestion, à adapter ses coûts à ses recettes, à être compétitive sur le marché qui lui est propre. L'État ne peut pas davantage s'ériger en juge de ses intentions, du projet qui oriente la stratégie rédactionnelle de cette publication. Mais celle-ci doit pouvoir ne pas être soumise au droit commercial commun. Elle doit pouvoir opter pour un statut de société à but non lucratif (non-profit corporation) en fonction duquel elle organise son contenu rédactionnel et ses appels à la publicité. Si elle ne conquiert pas une audience suffisante, elle disparaît sans que quiconque puisse la regretter. Si au contraire elle trouve son public, elle peut prétendre à l'aide de l'État. En contre-partie, son objectif n'étant pas le profit, elle perd la liberté de disposer à sa guise des bénéfices qu'elle réalise : le législateur détermine la part qu'elle pourra réinvestir, le reste étant affecté à une œuvre reconnue d'utilité publique. Ce ne sont plus les pouvoirs publics qui choisissent quelles publications pourront bénéficier des aides de l'État. L'État se contente d'enregistrer l'option de chaque publication pour un statut de droit commercial courant ou pour un statut de société à but non lucratif. Cette option détermine l'accès aux aides publiques ou à des aides diversément modulées. Une phase d'adaptation peut être prévue afin d'éviter un choc trop brutal.

À persévérer dans les voies vainement explorées depuis un demi-siècle, l'État continuerait de favoriser à la fois la concentration accélérée des moyens d'information et cette « marchandisation » de la presse qui, l'écartant du service de l'« intérêt général », la conduit à un niveau de plus en plus médiocre, parfois de plus en plus vil.

CERTES, la presse la plus prospère, celle qui, dans la répartition des aides publiques, se taille la part du lion, est aussi celle qui chante avec le plus d'enthousiasme les vertus d'un libéralisme économique proscrivant toute intervention de l'État... Bec et ongles, elle combattrait tout projet novateur. Ce serait une belle occasion de voir si l'État, la République, les élus, la majorité, quelle que soit sa couleur politique, seraient capables de lui tenir tête afin de réserver les aides publiques aux entreprises de presse qui choisissent un statut juridique conforme à leur objectif proclamé : non pas le profit maximal, mais le service de l'« intérêt général » de citoyens qui ont besoin d'être informés.

(1) Cabinet Arthur Andersen. *Analyse du système des aides publiques à la presse écrite*, décembre 1989 ; Pierre Todorov, maître des requêtes au Conseil d'État, *La Presse française à l'épreuve de l'Europe*, janvier 1990.

(2) En 1989, trois journaux parisiens ont bénéficié de cette aide : la *Croix* (6 millions), *l'Éléphant* (6,8 millions) et *Prétexte*, porte-parole du Front national (0,9 million). *Libération* qui, à ce titre, avait perçu 3,8 millions en 1988, n'a pas déposé sa demande en 1989. Sept quotidiens de province ont également bénéficié d'une aide d'un montant global de 8,5 millions de francs.

(3) Sous la présidence d'un membre du Conseil d'État, la Commission paritaire des publications et agences de presse réunit dix représentants des ministères intéressés et dix représentants des entreprises de presse.

(4) Réduction de 50 % pour l'acheminement des publications ; pour le retour des invendus, une réduction équivalente était pratiquée jusqu'en 1987 ; elle a été ramenée à 25 % en 1988, puis supprimée en 1989.

(5) Séance du 5 novembre 1985.

(6) En date du 29 septembre 1985. Le texte en est publié au *Journal officiel*, n° 3029.

Maître pour

Effet de

La problématique du réchauffement du climat — le fameux « effet de serre » — mobilise aussi bien les cercles scientifiques et gouvernementaux (1) que le milieu associatif (2). Le gouvernement français a sa réponse, prête depuis longtemps, à la montée des inquiétudes : l'énergie nucléaire. L'opinion est-elle véritablement informée des termes du débat ? N'y a-t-il pas occultation de certains faits afin de relancer un secteur de l'industrie dont on sait qu'il est menacé ?

Rappelons quelques données essentielles : certains gaz, émis depuis la révolution industrielle par notre civilisation dévorante de ressources naturelles, absorbent, plus que la normale, le rayonnement calorifique infrarouge réémis par la planète sous l'action du « feu » solaire.

Des prémisses très approximatives

Quels sont donc ces gaz dont les contributions respectives à l'effet de serre vont évoluer rapidement lors des prochaines années ?

Le dioxyde de carbone (CO2) compte pour 49 % actuellement dans ce phénomène, mais ne représentera plus que 40 % d'ici une dizaine d'années. Ce composé provient à 80 % de la combustion de carburants fossiles (dont les trois quarts pour la production d'énergie primaire).

Les chlorofluorocarbones (CFC), également responsables de la destruction de l'ozone stratosphérique en Antarctique (3), contribuent au réchauffement climatique à hauteur de 20 %, et bientôt 25 %. Outre les aérosols, en perte de vitesse actuellement, les responsables sont les solvants pour l'électronique, les chaînes de froid et l'expansion de mousses plastiques.

Le méthane (CH4), dont la concentration augmente de 1 % par an et dont la part dans le réchauffement se situe pour le moment vers 12 %. Les sources en sont la riziculture (surtout en Asie), l'élevage (surtout bovin et ovine), la déforestation, les fuites d'extraction et de traitement de gaz naturel, etc. (4).

L'oxyde nitreux (NO2), responsable de 10 % environ de l'effet de serre (5), provient essen-

Qu'est-ce que

L'Agence française pour la maîtrise de la technologie industrielle et du ministère de la recherche et de la technologie et de l'aménagement du territoire.

SES MISSIONS : Promouvoir les utilisations performantes des technologies.

SES MOYENS : 400 agents à Paris, Sophia-Antipolis, etc.

Budget d'intervention 1990 : 500 millions.

SES ENJEUX : Économie : réduire la facture énergétique environ le produit d'un mois d'augmentation des charges des entreprises.

Augmenter le confort et le niveau de vie, plus pour l'énergie, en moyenne.

Environnement : la maîtrise de l'énergie pour préserver l'environnement (effet de serre, etc., à 80 %, à la consommation).

SA STRATÉGIE : Assurer, par les réseaux de compétence et procédés de maîtrise de l'énergie, la place de ceux-ci sur le marché.

Stimuler les consommateurs de technologie « ciblée », notamment économique, par la démonstration et l'efficacité affiché de maîtrise de l'énergie par des investissements énergétiques judicieux.

Développer la dimension internationale.

SON ADRESSE : 27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Tél.

مكتبة من الأصول

Maîtriser l'énergie pour un développement durable

Le rétablissement des grands équilibres écologiques de la planète, en particulier la limitation de l'effet de serre, passe, entre autres mesures urgentes, par la maîtrise des dépenses d'énergie. Cette évidence, reprise par tous les discours officiels, se heurte cependant aux intérêts des multiples groupes de pression - au premier rang desquels le lobby nucléaire - qui raisonnent en termes de chiffre d'affaires et de parts de marché. Jusqu'à quand cette logique de puissance, à laquelle la multiplicité des centres de décision au sein de chaque gouvernement laisse le champ libre, pourra-t-elle faire échec aux impératifs de la survie commune ?

Effet de serre ou nucléaire : faut-il vraiment choisir ?

Par JEAN-CLAUDE RAY*

La problématique du réchauffement du climat - le fameux « effet de serre » - mobilise aussi bien les cercles scientifiques et gouvernementaux (1) que le milieu associatif (2). Le gouvernement français a sa réponse, prête depuis longtemps, à la montée des inquiétudes : l'énergie nucléaire. L'option est-elle véritablement informée des termes du débat ? N'y a-t-il pas occultation de certains faits afin de relancer un secteur de l'industrie dont on sait qu'il est menacé ?

Rappelons quelques données essentielles : certains gaz, émis depuis la révolution industrielle par notre civilisation dévoreuse de ressources naturelles, absorbent, plus que la normale, le rayonnement calorifique infrarouge réémis par la planète sous l'action du « feu » solaire.

Des prémisses très approximatives

Quels sont donc ces gaz dont les contributions respectives à l'effet de serre vont évoluer rapidement lors des prochaines années ?

- Le dioxyde de carbone (CO₂) compte pour 49 % actuellement dans ce phénomène, mais ne représentera plus que 40 % d'ici une dizaine d'années. Ce composé provient à 90 % de la combustion de carburants fossiles (dont les trois quarts pour la production d'énergie primaire).
- Les chlorofluorocarbones (CFC), également responsables de la destruction de l'ozone stratosphérique en Antarctique (3), contribuent au réchauffement climatique à hauteur de 20 %, et bientôt 25 %. Outre les aérosols, en perte de vitesse actuellement, les responsables sont les solvants pour l'électronique, les chaînes de froid et l'expansion de mousses plastiques.
- Le méthane (CH₄), dont la concentration augmente de 1 % par an et dont la part dans le réchauffement se situe pour le moment vers 12 %. Les sources en sont la riziculture (surtout par sélection de grains à croissance rapide), l'élevage (surtout bovin et avicole), la déforestation, les fuites d'extraction et de traitement de gaz naturel, etc. (4).
- L'oxyde nitreux (NO₂), responsable de 10 % environ de l'effet de serre (5), provient essen-

tiellement d'une agriculture basée sur un usage renforcé des engrais azotés.

- L'ozone troposphérique (O₃), donc à basse altitude, résultat d'un « cocktail » de divers polluants (oxyde d'azote, hydrocarbures, etc.) interagissant et dont les manifestations les plus spectaculaires sont, outre cet aspect thermique, les smogs photochimiques au-dessus des grandes villes, et les pluies acides.

- La vapeur d'eau stratosphérique, sur laquelle on ne peut pratiquement rien dire tant elle est mal connue des scientifiques, ce qui démontre l'énormité des besoins de recherche fondamentale...

La solution du nucléaire, préconisée par la France, résulte de la mise en sylogisme de deux prémisses approximatives : effet de serre = CO₂ (ce qui n'est exact qu'à 49 %), et CO₂ = énergie (vrai à 60 % seulement). Il suffirait ainsi de freiner les émissions de CO₂ en provenance des centrales thermiques (en produisant de l'énergie d'origine nucléaire, source de 25 fois moins de CO₂) pour résoudre le problème...

Cette entorse à la logique cartésienne n'est bien sûr pas innovatrice : si l'émission des autres gaz devait subir réglementairement de draconiennes restrictions, la France serait bien mal placée, avec son agriculture soumise aux intérêts des industries d'engrais (pour le NO₂) et son élevage producteur de grandes quantités de méthane. Toute réduction concertée au niveau international entamerait ainsi fortement les profits de l'agro-alimentaire de l'Hexagone.

La France en retrait

Dans le domaine des CFC également, la France se distingue des autres nations industrialisées. La volonté d'Atotech (6) de vendre du froid au tiers-monde (réfrigérateurs, air conditionné, etc.) sur un marché évalué à 8 milliards de francs par an, n'est pas étrangère à cette singularité. Lors des tentatives d'amendement du protocole de Montréal, qui planifie pour 1989 la réduction par étapes de la production à 50 % de celle de 1986, la position française a d'abord consisté à freiner des quatre fers, puis à accepter une réduction de 55 % vers l'an 2000 alors que les autres pays européens voulaient aller jusqu'à 95 % : gagner du temps, pour industriel-

ser des substituts « inoffensifs », telle est la voie choisie par Atotech et soutenue par le gouvernement. Les données scientifiques les plus récentes (7) démontrent pourtant qu'un retour à la normale en Antarctique en... 2100 ne saurait intervenir sans des mesures telles que l'arrêt brutal des émissions de CFC, de tétrachlorure de carbone (CCl₄), de méthylchloroforme (CH₃CCl₃) - ces deux derniers corps « oubliés » par le protocole de Montréal - la limitation (autoritaire ou volontaire) de la

du Nord, endettement des entreprises, privées de leurs fonds par de gigantesques OPA offensives ou défensives, les réductions inévitables de CO₂ devront se faire au moindre coût.

Dans cette optique, il a été démontré (10) que l'investissement de n'importe quelle somme dans le nucléaire est sept fois moins payant pour une réduction de CO₂ que d'autres méthodes désignées, par simplification, sous le vocable d'économies d'énergie. Nous laisserons volontairement de

raiser des réductions spectaculaires de la consommation. La nucléaire qui, de toute façon, ne représentera pas plus de 10 % de la fourniture énergétique mondiale à la fin du siècle, a-t-elle l'avenir que lui souhaiterait un lobby dont l'influence s'étend jusqu'au secrétariat d'Etat à l'environnement ? Les autres pays se laisseront-ils imposer une solution dont la moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un débat démocratique en France ?

Des technologies peu exportables

D'autres raisons, de type logistique, s'opposent également à ces rêves de grandeur. En effet, toute hypothèse d'exportation de la technologie française à l'étranger se heurte à des obstacles de taille :

- Si la construction de centrales a été menée, en France, de main de maître, et à des coûts très compétitifs car subventionnés (les 200 milliards de dette d'EDF ont été puisés dans la poche du contribuable), leur construction à l'étranger ne saurait être résolue de la même façon. Surtout dans un marché concurrentiel où les autres pays vendront plus facilement leurs techniques d'efficacité énergétique, notamment à un tiers-monde sans capitaux dont le développement passerait, sans ces techniques, par une augmentation obligatoire des émissions de CO₂.

- Si la question de la sécurité nucléaire a été relativement bien maîtrisée en France (malgré quelques « bavures » récentes, heureusement sans conséquences), l'ampleur des connaissances à dispenser à des techniciens très nombreux, et dont le niveau est inadéquat pour le moment dans le domaine de la sécurité, pose un problème insoluble aux responsables devant former ces personnels.
- Dans cette situation bloquée (par leur faute), les nucléaristes français risquent d'être seulement prophètes... dans leur propre pays déjà suréquipés. La colite à payer en contrepartie, une fois de plus, le détournement d'investissements indispensables à la compétitivité économique, ainsi que le refus d'admettre de régler, en profondeur, un problème écologique qui concerne notre bien-être et probablement notre survie (16).



PRODUCTIONS HORTICOLES A BOUGUENNAIS (LOIRE-ATLANTIQUE)
De bas usage de l'effet de serre...

des organismes publics n'hésitant pas à lancer des études prospectives sur des concentrations de 600 ppm (15).

En France, grâce à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), des économies d'énergie sont certes impulsées, mais ce sont aussi des choix économiques qui doivent être effectués : il serait en effet absurde de développer la filière nucléaire, source d'électricité surabondante, et, dans le même temps, d'encou-

rer des réductions spectaculaires de la consommation. La nucléaire qui, de toute façon, ne représentera pas plus de 10 % de la fourniture énergétique mondiale à la fin du siècle, a-t-elle l'avenir que lui souhaiterait un lobby dont l'influence s'étend jusqu'au secrétariat d'Etat à l'environnement ? Les autres pays se laisseront-ils imposer une solution dont la moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un débat démocratique en France ?

(1) C'est ainsi qu'en décembre dernier vient d'être constitué, en France, un groupe interministériel sur l'effet de serre.

(2) Voir la réunion récente du Comité Action Network, regroupant des organisations non-gouvernementales (ONG) de 22 pays, les 3 et 4 novembre 1989 à Rotterdam.

(3) Hors les zones polaires, les oxydes d'azote sont les responsables essentiels de la destruction d'ozone, en basse stratosphère (20-25 km), évalués entre -2 et -6 %.

(4) Les émissions de méthane sont encore mal connues, les tonnages encore mal estimés. La fusion du permafrost (terres gelées en permanence dans les régions subpolaires), qui entraînerait un probable doublement des émissions de méthane sous l'action d'un réchauffement global, est la plus forte menace qui pèse sur nous.

(5) Les origines et les tonnages de protoxyde d'azote émis sont encore très mal connus.

(6) Atotech, filiale du groupe Elf-Aquitaine, représentait la France aux négociations de Montréal, dans l'indifférence des médias.

(7) Voir *Issues related to Strengthening the Montreal Protocol*, Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), mai 1989.

(8) Le CFC 11, le plus couramment utilisé, a un pouvoir de destruction de l'ozone (ODP) fixé par convention à 1. L'ODP des différents substituts varie de 0,02 à 0,2 : ceux qui se situent à 0,02 ne sont pas encore industrialisés.

(9) Voir Jean-Paul Schapira, « Dans le labyrinthe des déchets nucléaires », *Le Monde diplomatique*, mai 1989.

(10) Voir, par exemple, les publications du Rocky Mountain Institute, les études d'impact économique de Bill Keppin et Greg Katz (Rocky Mountain Institute, 1739 Sawmoss Creek Road, Old Snowmass, Colorado 81654-9199, États-Unis).

(11) Voir Benjamin Desautels, « Les promesses des énergies renouvelables », *La Recherche*, octobre 1989.

(12) En utilisant ce type d'économie d'énergie, les réserves de gaz naturel sont suffisantes. Quant au transport automobile, les quantités de pétrole consommées seraient réduites par l'augmentation de l'efficacité énergétique des véhicules.

(13) Les meilleures sources, dans ce domaine, sont anglo-saxonnes : Association for the Conservation of Energy, 9, Sherlock Mews, Londres W1M3RH ; American Council for an Energy Efficient Economy, 1001 Connecticut Ave NW, Washington DC 20036.

(14) Lors de la réunion des ministres de l'environnement des pays développés du 6 novembre 1989, tenue à Norvège (Pays-Bas), on a pu entendre que de telles réductions « menacent l'économie » de ces pays. Comme si l'effet de serre n'était pas une plus grande menace encore pour leur développement.

(15) L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) développe, dans le cadre de son programme Agroecol, une étude sur l'agriculture sous 600 ppm et + 2,5 °C.

(16) Voir les articles de la série « Inventer un avenir pour la planète » parus dans *Le Monde diplomatique* de juillet à novembre 1989.

Qu'est-ce que l'AFME ?

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie est un établissement à caractère industriel et commercial, sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie, et du ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

SES MISSIONS :
Promouvoir les utilisations performantes de l'énergie et des matières premières.

SES MOYENS :
400 agents à Paris, Sophia-Antipolis, et dans chaque région française.

* Budget d'intervention 1990 : 500 millions de francs.

SES ENJEUX :

* Economie : réduire la facture énergétique nationale (qui représente environ le produit d'un mois d'exportation). Diminuer les charges des entreprises et des collectivités locales.

* Environnement : la maîtrise de l'énergie est la solution préventive pour préserver l'environnement, notamment pour diminuer l'effet de serre, de 40 %, à la combustion (industrie-habitat-transport).

SA STRATÉGIE :

* Assurer, par les réseaux de compétences, la conception de produits et procédés de maîtrise de l'énergie, ainsi que la mise en place de ceux-ci sur le marché.

* Stimuler les consommateurs de toutes catégories par de l'information « ciblée », notamment économique, en faisant aussi jouer la démonstration et l'exemplarité afin qu'ils adoptent une démarche de maîtrise de l'énergie par des comportements sobres et des investissements énergétiques judicieux.

* Développer la dimension internationale, avec une priorité européenne.

SON ADRESSE :
27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-65-20-00.

Lire également

PAGES 28 et 29 : Des réseaux décentralisés pour l'avenir, par Antoine Bonduelle ; Priorité aux investissements dans les économies, par A.B. ; La Babel des statistiques.

* Président de l'association Balle bleue, (12, rue Francis de Pressensé, 75014 Paris).

الأمم المتحدة
1990

VERS LA PRODUCTION SIMULTANÉE DE CHALEUR ET D'ÉLECTRICITÉ

Des réseaux décentralisés pour l'avenir

Par ANTOINE BONDAELLE *

Les réseaux de distribution et de production électriques du futur pourraient bien devenir davantage des prestataires de services que des industries lourdes. Déjà, dans certains pays industriels ou en développement, la décentralisation partielle des productions assure une meilleure rentabilité aux investissements, une sûreté d'approvisionnement améliorée et une protection accrue de l'environnement. C'est là le résultat des avancées récentes dans les technologies de l'électronique de contrôle et de gestion, dans celles des turbines à gaz, des chaudières et des moteurs, et enfin sur l'émergence, dans le monde, des générateurs éoliens, solaires et micro-hydrauliques.

Moins de combustible, moins d'émissions

Dans les pays industriels d'Amérique du Nord et d'Europe, la cogénération, c'est-à-dire la production simultanée de chaleur et d'électricité, permet de fournir du courant à très bon marché, en particulier lors des périodes de pointe. Au lieu d'avoir, d'un côté, une chaudière et, de l'autre, une centrale électrique, ces systèmes fournissent courant et chaleur avec un rendement total qui peut dépasser 80 % (1). Le bénéfice qui en résulte pour la collectivité est une économie de combustible et une diminution de l'émission du gaz carbonique et de polluants acides. Les machines de cogénération peuvent être basées sur des moteurs à piston ou sur des turbines à gaz à très haut rendement. Leur taille varie, d'une chaudière d'alimentation d'un petit immeuble ou d'un commerce jusqu'à une centrale fournissant le chauffage de toute une ville. Leur développement est souvent lié aux réglemen-

tations qui favorisent les énergies locales et l'autoproduction électrique, comme la loi américaine de 1978 ou celle mise en œuvre il y a un an au Portugal.

Ce développement de la cogénération peut aussi être lié aux compétences techniques et réglementaires des communes ou des régions, comme l'explique M. Pierre Radane, directeur de l'Institut d'évaluation des stratégies énergétiques en Europe (INES-TENE) dans un rapport récent à l'AFME (2) : « Les communes allemandes ont une tradition, dite de « socialisme municipal », qui date du siècle dernier. Elles ont souvent gardé la maîtrise de la chaleur, du gaz et de l'électricité. Elles peuvent ainsi investir en vue de l'intérêt collectif, et pas seulement en fonction des intérêts des seuls producteurs. » L'exemple du Danemark montre que le meilleur coût financier est compatible avec le moindre prix pour le consommateur final, si la compagnie choisit de vendre un service adapté plutôt que de surdimensionner son appareil de production.

La multiplication des sources d'énergie réparties permet d'assurer une bonne sûreté d'approvisionnement, grâce au principe du « foisonnement ». Une région comme la Bretagne, mal desservie par sa source unique, bénéficierait de l'autoproduction en cogénération, de l'apport d'aérogénérateurs ou de la micro-hydraulique. Ce principe peut être géré par la compagnie électrique, qui répartit les surplus et qui devient moins un producteur que l'animateur d'un service public. Les progrès fulgurants de la télégestion des réseaux permettent, en effet, de transmettre au consommateur le prix du courant à l'instant donné, soit par un câble téléphonique, soit via un

signal transmis sur le réseau lui-même. L'électricien peut même déléguer le fonctionnement des générateurs directement chez l'industriel, l'hôpital ou le supermarché, en fonction des besoins.

L'expérience des convertisseurs au charbon les mieux dépollués, notamment en République fédérale d'Allemagne, a montré que les installations les plus petites ne coûtent pas plus cher. De plus, elles limitent les pertes de chaleur et d'électricité, grâce à leur proximité avec le consommateur. Un autre signe que la décentralisation fait son chemin est l'exposé du représentant du ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI) japonais lors de la dernière Conférence mondiale de l'énergie à Montréal, qui glorifiait « la souplesse des réseaux », « les multiples énergies décentralisées ».

Plutôt le solaire que des équipements lourds

Les générateurs photovoltaïques, eux, voient leur fiabilité reconnue, tandis que leur coût chute régulièrement. Leur introduction dans les pays développés pourrait même être hâtée par les exigences de la protection de l'environnement (3). Les conditions sont réunies : les progrès technologiques augmentent les performances des cellules - qui atteignent jusqu'à 37 % de rendement en laboratoire (4) - et en même temps, les systèmes industriels deviennent de plus en plus fiables.

En septembre dernier, en Guadeloupe, le cyclone Hugo a mis hors d'usage une grande partie du réseau électrique. Seuls sont

restés en fonctionnement les centraux téléphoniques et les bâtiments alimentés par des piles (5). En décembre, la Commission des communautés européennes a attribué le marché de mille pompes solaires destinées aux pays du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). « Il ne faut pas s'y tromper, il s'agit d'un produit identique en série à nos autres productions », insiste M. Niels Bjor, dirigeant du fabricant danois Grunfos, leader mondial des pompes solaires, rejoint par M. Hubert Bonnevot, de Total-Energie, qui parle de garantie et de service après-vente « au même titre que pour l'automobile (6) ».

Le courant produit par les photovoltaïques est déjà rentable dans de nombreux sites isolés, mais les compagnies électriques et les banques de développement continuent parfois d'investir lourdement dans l'extension des réseaux. Au Maghreb, par exemple, l'introduction du solaire et des appareils économes reviendrait déjà moins cher que l'extension du réseau décidée pour des villages isolés. Fis, le courant sera vendu à 30 centimes le kilowatt-heure alors qu'il coûtera plus de 3 francs, ce qui grèvera tous les budgets futurs. Mais le réseau ne dépend pas des mêmes organismes que le solaire : « Il ne faut pas compter sur les réseaux pour développer les photovoltaïques », estime M. Bernard Chabot, un des responsables de l'AFME à Valbonne, pas plus que le moteur à explosion n'aurait été diffusé si on l'avait laissé aux seuls réseaux de chemin de fer.

On voit apparaître des réseaux partiellement décentralisés aux États-Unis, en Californie notam-

ment, où, pour l'essentiel, les nouvelles installations sont mises en service par des opérateurs indépendants. Même phénomène dans certains pays du Sud où le réseau n'est pas maillé et dont le développement se fait « en oasis ».

(1) Voir Antoine Bondaelle, « Énergie, qui a peur de la cogénération ? », *Science et Technologie*, n° 21, décembre 1989.

(2) Amorce, INESTENE, Levy, Rhodanpénologie, la Cogénération dans les réseaux de chaleur français, situation actuelle et développement, AFME, octobre 1989.

(3) Voir la série « Laver une voiture pour la planète », *Le Monde diplomatique*, juillet à novembre 1989.

(4) *New Scientist*, 9 décembre 1989, p. 32.

(5) *Systèmes solaires* n° 52, p. 27-28, novembre 1989.

(6) *Hydro*, n° 5, juin 1989, p. 45, édité par Hydroplan, Marseille.

La Babel des

La fonction des chiffres et des statistiques, c'est de décrire au mieux la réalité qui nous entoure. Pour l'énergie, les biais statistiques reflètent souvent la position dominante des producteurs sur les consommateurs. Premier exemple : le bois de chauffage représenté, en Europe, une source importante d'énergie mais il n'est pas pris en compte dans les statistiques communautaires Eurostat. En France, c'est même la seconde énergie utilisée pour chauffer les maisons individuelles derrière le fioul : 6,7 millions de tonnes équivalent-pétrole (TEP) contre 7,3 (1). Si l'on néglige cette source d'énergie, c'est qu'elle fait peu l'objet de transactions répertoriées par le fisc, et qu'il s'agit souvent d'autoconsommation.

A l'intérieur même de certaines directions générales (DG) de la CEE, comme la DG 12 (Science, recherche et développement) ou la DG 17 (Énergie), la contribution des énergies renouvelables peut ainsi varier de 1,5 % à près de 10 % ! Cette dernière version, qui correspond à environ 75 millions de TEP, devrait prévaloir prochainement à l'Office européen des statistiques de Luxembourg. Elle intègre la consommation de bois et d'énergie hydraulique, autre énergie renouvelable souvent oubliée dans les statistiques.

10 % ou 1 % du bilan énergétique ? A ce niveau de détail, il ne s'agit plus d'une simple divergence d'unités, mais bien d'un choix politique : celui de marginaliser les énergies renouvelables ou d'admettre leur importance dès aujourd'hui. Le refus le plus vindicatif vient souvent des représentants de M^{me} Thatcher, qui n'acceptent même pas la prise en considération de l'eau chaude produite dans un capteur solaire thermique, sous prétexte qu'elle n'entraîne pas de facturation. En suivant cette logique, on pourrait tout aussi bien nier la crise du bois de feu au Sahel ou dans d'autres régions arides, en arguant que 90 % des consommations s'y font hors des réseaux

Priorité

ÉCONOMISER l'énergie, c'est limiter ses dépenses et éviter une pollution, mais ce n'est plus forcément se priver. Au contraire, les procédés modernes, économes en énergie, correspondent souvent à un service amélioré, aussi bien dans l'industrie que chez l'utilisateur individuel : les meilleurs modèles d'automobiles consomment trois fois moins que les voitures les moins à la page et les lampes halogènes ou fluorescentes trois à six fois moins que leurs ancêtres à incandescence. De plus, la fabrication des produits de consommation courante et de biens d'équipements réclame de moins en moins d'énergie : depuis 1973, sa consommation s'est dissociée de la crois-

statistiques

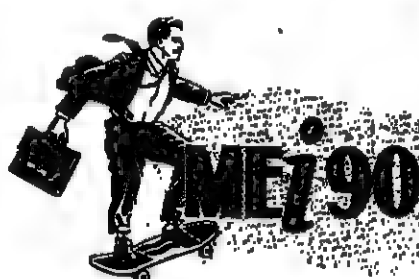
commerciaux. Les acteurs des pays travaillent, savent bien que l'on ne peut l'observer sur des données aussi tru-

Une autre manière de biaiser les statistiques est d'utiliser des données utilisées par la France pour surestimer la plupart des pays - au moins ceux qui produisent de l'énergie - utilisent une forme d'énergie électrique et thermique CEE, aux pays de l'OCDE (2). La France, l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) au triple de ses voisins : au lieu de consommer de la convention OCE les pertes en chaleur des centrales pour la production électrique. Celle-ci talonne en pétrole, et la dépasserait en l'an 2000 nationale ne lui attribue qu'une place de gaz. Que la France, isolée sur la scène du nucléaire, soit seule à produire d'unités n'a certes rien d'innocent.

(1) Rapport N° 1055 sur la politique énergétique 1989 devant l'Assemblée nationale, pages 26 à 30. Le tableau de calcul des énergies est réalisé par l'Institut d'évaluation des (INESTENE), 36, rue de la Butte-aux-Cailles.

(2) Pour l'OCDE, 1 mégawatt (MW) = 1 MWh = 0,22 TEP.

Bernard Vincet et associés sa



ORGANISÉ PAR :

AGENCE FRANÇAISE
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

MEI 90: DEMANDEZ LE PROGRAMME

Une semaine en continu de conférences et d'échanges. Un programme de haut niveau.
200 exposants sur 4.000 m².

	MARDI 24 AVRIL	MERCREDI 25 AVRIL	JEUDI 26 AVRIL	VENDREDI 27 AVRIL
RECHERCHE	9 H / 12 H 30 Conférence internationale Maîtrise de l'énergie et stratégie industrielle: la bataille des brevets.			
JOURNÉES TECHNIQUES (Avec le concours de l'ATEE)	14 H / 17 H • Cogénération de chaleur et de force • La chaîne du froid • L'offre de service 14 H / 17 H 30 • Applications industrielles de la méthode du pincement • Connaître pour mieux gérer	9 H / 17 H 30 • Échangeurs et récupération de chaleur • La pollution atmosphérique liée aux produits de combustion • Procédés industriels • Une gestion efficace des matières premières: un nouveau défi pour l'énergie et l'environnement • L'offre de service	14 H / 17 H • Collectivités territoriales en collaboration avec la Gazette des Communes: gestion, équipements, maintenance.	
JOURNÉE EUROPE (en coordination avec la CEE)			9 H / 17 H 30 • Gestion informatisée de l'énergie dans l'industrie	
BOURSE AUX TECHNOLOGIES	9 H / 17 H 30	9 H / 17 H 30	9 H / 17 H 30	
TROPHÉES				10 H / 12 H 30 • Trophées maîtrise de l'énergie 90

Le nombre de places aux Journées Techniques étant limité, inscrivez-vous sans tarder. Participation: 500 Francs la demi-journée (les autres journées d'animation sont gratuites).
Pour plus ample information, téléphonez à Christine SAAS au (1) 47 65 20 00.

هكذا من الأصل

MEI
DES CON

MEI 90, un
carrefour
et d'échan
la maîtrise



MEI 90, un
carrefour
et d'échan
la maîtrise

MEI

TOUJOURS PLUS DE CENTRALES DANS LE TIERS-MONDE ?

Priorité aux investissements dans les économies

ECONOMISER l'énergie, c'est limiter ses dépenses et éviter une pollution, mais ce n'est pas forcément se priver. Au contraire, les procédés modernes, économes en énergie, correspondent souvent à un service amélioré, aussi bien dans l'industrie que chez l'utilisateur individuel : les meilleurs modèles d'automobiles consomment trois fois moins que les voitures les moins à la page et les lampes halogènes ou fluorescentes trois à six fois moins que leurs ancêtres à incandescence. De plus, la fabrication des produits de consommation courante et de biens d'équipement réclame de moins en moins d'énergie : depuis 1973, sa consommation s'est dissociée de la crois-

sance économique dans tous les pays industrialisés (1). L'idée qu'il est moins coûteux d'éviter une consommation que d'augmenter les capacités de production fait lentement son chemin dans les esprits. M. José Goldemberg, recteur de l'université de Sao-Paulo, fait partie de ce groupe de physiciens persuadés que l'ensemble du monde peut se développer à égalité de chances entre pays grâce aux technologies économes en énergie (2). Selon lui, le Brésil ne peut trouver les 20 milliards de dollars nécessaires pour construire les barrages indispensables à l'augmentation de la consommation électrique dans la prochaine décennie. En revanche,

3 milliards suffiraient pour adopter les technologies modernes évitant ces consommations.

Un nouveau programme communautaire

Ce raisonnement de l'économie d'investissement est valable aussi bien pour un pays en croissance que pour un pays industriel. En Europe, l'objectif du nouveau programme communautaire Thermie est d'améliorer encore de 20 % l'efficacité énergétique avant 1995. La Corée du Sud ne consomme guère plus aujourd'hui qu'il y a dix ans. Pourtant sa production industrielle et le niveau de vie de ses habitants ont très sensiblement progressé. Cette amélioration régulière s'est effectuée notamment sous l'influence du Korean Institute for Energy and Resources (KIER) et de la Korean Energy Management Company (KEMCO). De tels organismes voient actuellement le jour dans un grand nombre de pays. A l'origine, ce sont souvent des chercheurs et des gestionnaires des secteurs classiques de l'énergie qui se sont tournés vers la maîtrise des consommations. C'est le cas, par exemple, dans des laboratoires italiens, ouest-allemands ou encore aux Etats-Unis. Ainsi, le professeur Art Rosenfeld, du Laboratoire national Lawrence Berkeley (LBL) en Californie, dernier lauréat du prix Enrico Fermi, est devenu l'un des plus influents promoteurs des stratégies d'économies d'énergie. Ces travaux ont pris encore plus d'importance en raison des préoccupations écologiques, en particulier de l'effet de serre (3).

Un cas significatif : la norme imposée par l'Etat de Californie pour les réfrigérateurs a posé un dilemme aux constructeurs de

Detroit, qui hésitaient à fabriquer des modèles spécialement pour cet Etat. Ils ont choisi d'aligner leur production sur les appareils les plus exigeants, consommant jusqu'à trois fois moins de courant. A l'échelle des Etats-Unis, c'est l'électricité produite par une vingtaine de grandes centrales nucléaires ou au charbon qui peut ainsi être économisée. Bien sûr, l'effet de telles décisions ne se fera pleinement sentir qu'avec le renouvellement des appareils, mais les conséquences peuvent être encore plus importantes dans un pays en développement.

Mettre en place des équipes compétentes

« Aussi bien au Sud qu'à l'Est, il nous faut aider les pays à mettre en place des équipes compétentes en matière de l'énergie », explique M. Bernard Laponche, consultant international exerçant à Paris, car transmettre notre expertise peut avoir un effet énorme pour un coût dérisoire. Malgré une généralisation du discours pour les économies, les financements internationaux et les crédits de développement restent encore bien plus favorables à la vente de centrales et de raffineries. Je suis frappé par l'évolution intellectuelle qui a lieu partout sur le globe, mais les effets concrets sont squelettiques ».

M. Bernard Laponche aide à mettre en place une fondation de l'énergie au Costa-Rica. Cet ancien physicien et économiste a été directeur de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), organisme qui a largement contribué à la diminution de la consommation énergétique en France (4) et a fait de nombreux émules, comme l'Agence pour la

maîtrise de l'énergie (AME) de Tunisie, qui emploie 60 personnes et se consacre notamment aux industries fortement consommatrices d'énergie, comme l'aciérie et la cimenterie. L'Algérie a été le premier pays de l'OPEP à avoir son agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), tandis que le Maroc n'a pas d'organisme spécialisé dans ces questions. La Thaïlande s'est dotée de l'Energy Conservation Center of Thailand (ECCT), tandis qu'en Chine, les économies sont très organisées, du Comité d'Etat du plan aux provinces et aux sociétés spécialisées dans les équipements économes.

« Au Pérou, la Banque mondiale, la CEE et l'ONU ont aidé à la création de l'agence CENERGIA, exécutée par M. Michel Labrousse, consultant français, et dans les mines et dans la métallurgie, les audits réalisés par vingt-cinq ingénieurs détachés d'Electroperu et de Petroperu auront un effet énorme sur le développement du pays, avec des temps de retour de seulement quelques mois pour certains ».

(1) A l'exception des années d'après-guerre, les équipements convertisseurs d'énergie se sont améliorés constamment depuis un siècle. Voir notamment Jean-Claude Debever, Jean-Paul Delage, Daniel Henry, *Les Services de la puissance, histoire de l'énergie*, Flammarion, Paris, 1988.

(2) Voir José Goldemberg (Brésil), Thomas B. Johansson (Suède), Anuraj K.N. Reddy (Inde) et Robert H. Williams (Etats-Unis), « Basic needs and much more with one kilowatt per capita », *Amiès*, vol. 14, n° 4-5, 1985, Royal Swedish Academy of Science. Voir également José Goldemberg, Thomas B. Johansson, Anuraj K. N. Reddy, Robert H. Williams, *Energy for a Sustainable World et Energy for Development*, World Resource Institute, 1987. Les idées de ce groupe, marginales à la Conférence mondiale de l'énergie de Cannes (1986), sont passées à la tribune officielle à Montréal (1989), dans un

investissements. Dans des pays très pollués localement, on commence aussi à parler d'environnement. Le passage à des procédés modernes, moins voraces en énergie, peut aller de pair avec la diminution de certaines nuisances ».

La coopération Sud-Sud

En Amérique du Sud, l'Etat de Sao-Paulo a son agence, qui n'a rien à envier à ses homologues européennes de Lombardie, du Piémont, de Provence ou du Nord-Pas-de-Calais. Pour l'Equateur, l'Institut national de l'énergie (INE) intervient dans l'industrie. C'est aussi à Quito qu'est basé l'Office latino-américain de l'énergie (OLADE), organisme unique au monde travaillant à la coopération Sud-Sud. Ses maigres ressources sont cependant limitées aux cotisations des Etats membres.

A. B.

statistiques

commerciaux. Les acteurs des pays du Sud, et les financiers qui y travaillent, savent bien que l'on ne peut bâtir des stratégies de développement sur des prémisses aussi truquées.

Une autre manière de biaiser les statistiques sur l'énergie est celle utilisée par la France pour surestimer son programme nucléaire. La plupart des pays — au moins ceux qui possèdent une comptabilité énergétique — utilisent une convention d'équivalence entre les formes d'énergie électrique et thermique, commune à l'ONU, à la CEE, aux pays de l'OCDE (2). La France, qui n'est pas membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), comptabilise son électricité au triple de ses voisins : au lieu de l'équivalence des usages à la consommation de la convention OCDE, l'électricité de France intègre les pertes en chaleur des centrales pour majorer considérablement la production électrique. Celle-ci talonne ainsi la consommation du pays en pétrole, et le dépasserait en l'an 2000... alors que la norme internationale ne lui attribue qu'une place légèrement inférieure à celle du gaz. Que la France, isolée sur la scène internationale dans sa poursuite du nucléaire, soit seule à promouvoir son propre système d'unités n'a certes rien d'innocent.

A. B.

(1) Rapport N° 1055 sur la politique énergétique, présenté en décembre 1989 devant l'Assemblée nationale par Mme Huguette Bouchardons, pages 26 à 30. Le tableau de calcul des énergies renouvelables en Europe a été réalisé par l'Institut d'évaluation des stratégies énergétiques en Europe (INESTENE), 36, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

(2) Pour l'OCDE, 1 mégawatt (MWh) = 0,086 TEP ; pour la France, 1 MWh = 0,22 TEP.

MEI 90: LE CARREFOUR INTERNATIONAL DES CONNAISSANCES DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

MEI 90, du 23 au 27 avril au CNIT (Paris)

Mettez vos énergies au service de votre économie



MEI 90, une exposition, un carrefour d'affaires, de rencontres et d'échanges, consacrés à la maîtrise de l'énergie en Europe.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

AMEI 90, au nouveau CNIT de Paris - La Défense pendant 5 jours, du 23 au 27 avril 1990, vous allez découvrir les technologies de demain, participer à des journées techniques, rencontrer des partenaires, traiter des affaires dans un environnement international.

MEI 90, c'est la Maîtrise de l'Energie dans l'Industrie, le tertiaire, l'agriculture, les services, l'information, l'innovation à un niveau international.

MEI 90 est une manifestation riche en événements autour d'une exposition.

Les journées techniques : Faire le point en quelques heures sur une technologie, résultats qualitatifs et quantitatifs à l'appui, connaître le meilleur moyen, pour un professionnel, de se mettre rapidement à niveau de l'évolution des concepts technologiques et de leurs applications internationales dans des secteurs très variés.

L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie est l'ATTEE, organise ces journées consacrées aux domaines marqués par une évolution importante, ceux qui présentent un fort potentiel de croissance, les thèmes où l'on connaît des ruptures dans les concepts de produits ou dans les méthodes.

An cours de ces journées, on fera le point sur l'évolution des échanges riches en retombées industrielles et en applications multiples. On débattrra de la pollution atmosphérique ou de la gestion des déchets sur lesquels on ressent un vif besoin d'information concrète. On

étudiera les causes du retour en force de la cogénération dans l'actualité technologique. On découvrira la méthode du "pincement", nouvelle approche du diagnostic énergétique qui laisse entrevoir des perspectives étonnantes. La chaleur du froid, les problèmes globaux posés par la gestion, les équipements, la maintenance de l'énergie dans la cité, l'évolution de l'offre de services de maîtrise de l'énergie, la gestion et ses outils, les procédés industriels tels le séchage ou l'énergie radiante, seront des sujets qui seront également traités en profondeur avec des exemples chiffrés à l'appui.

Journée Européenne : L'utilisation accrue des systèmes et techniques informatisés de gestion de l'énergie renforce l'efficacité énergétique dans l'industrie et le tertiaire.

La journée, organisée avec la C.C.E. est conçue pour présenter aux participants les derniers développements des systèmes et procédés automatisés.

Cette journée sera également le cadre de rencontres informelles pour les experts de nombreux pays.

Journées Thématiques : A MEI 90, c'est la fête, la fête de la maîtrise de l'énergie. Les meilleures réalisations dans le domaine de la recherche, de l'industrie, de l'habitat, des transports en France et à l'étranger se verront attribuer un trophée.

La Journée Thématique, le meilleur moyen de connaître la véritable dimension et la véritable diffusion de la maîtrise de l'énergie.

Recherche : "Maîtrise de l'énergie et stratégie industrielle : la bataille des brevets". Une stratégie industrielle se construit sur la

base d'une vision prospective intégrant les technologies d'avenir. L'analyse des brevets de maîtrise de l'énergie déposés dans différents pays et la typologie des entreprises qui les déposent ouvrent des voies prometteuses pour anticiper les évolutions du marché.

Un panorama international de la puissance technologique vous sera présenté, des témoignages inédits vous seront communiqués. Vous pourrez débattre avec les concepteurs de cette nouvelle approche.

Bourse aux Technologies : Si vous êtes un industriel désireux de développer de nouvelles technologies ou des procédés performants, gagnez du temps en vous inscrivant à la Bourse aux Technologies.

Un salon avec 200 exposants : Les produits de maîtrise de l'énergie sont d'essence complexe. Ils comportent du matériel énergétique, mais aussi des systèmes "d'information" ouvrant la possibilité à des performances remarquables.

Mettez en scène les produits de Maîtrise de l'Energie : c'est l'objectif de ce salon où vous rencontrerez les professionnels de la production et distribution d'énergie, de l'utilisation d'énergie, du matériel de mesure, régulation, commande, optimisation, des services étroitement liés à la Maîtrise de l'Energie tels l'ingénierie - bureaux d'études, exploitation et maintenance des installations, financement, formation, information, recherche. Les organismes spécialisés dans l'environnement seront également présents à la manifestation.

Sur 4.000 m² environ, 200 exposants de plusieurs pays vous accueilleront à MEI 90. La presse couvrira l'événement.

BON POUR EN SAVOIR PLUS SUR MEI 90

☐ Je désire recevoir un dossier d'information.

☐ Je désire participer :

☐ à l'ensemble des journées d'animation

☐ aux journées techniques (participation : 500 F par demi-journée)

☐ à la journée Recherche

☐ à la journée Europe

Pour tout renseignement concernant MEI 90 téléphonez à Christine SAAS, au (1) 47 65 20 00 ou tapez sur votre Minitel : 36 14 MEI.

ou mieux, retournez-nous, sous enveloppe, ce coupon MEI 90 à l'adresse ci-dessous : AFME - 27, rue Louis Vicat 75015 Paris - France

Maîtrise de l'environnement: agir vite pour gagner du temps!



Pour préserver l'environnement d'une manière durable, les scientifiques ont besoin de temps. Du temps pour évaluer, pour comprendre, pour imaginer, pour expérimenter, pour réaliser. Pourtant, chaque jour, les installations de combustion, les procédés industriels, la circulation routière, participent à renforcer l'effet de serre, ou à provoquer des pluies acides. On ne peut pas laisser faire. Il faut agir. La Maîtrise de l'Énergie, en limitant les combustions, en appliquant des technologies économiques et performantes, en privilégiant les énergies propres, est un moteur puissant de lutte contre les pollutions.

**Maîtrisons l'énergie dès aujourd'hui,
pour maîtriser l'environnement demain.**



AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE.
27, rue Louis-Vicat - 75015 Paris - France - Tél. 16 (1) 47 65 20 00.



Le marché de l'art dit (scandale national) (1), alors qu'il se li-
de ping-pong entre les Etats-
de la diffusion et à la pr-
dit (péjorativement) « tiers-mondist-
il tient compte de certains pays du S-
même commercial permet l'intégrat-
vance occidentale : bien sûr le Japo-
Corée du Sud, et dans une mondia-
sil. A titre d'exemple un seul artiste
pu prendre pied dans le sésail de l-
nal » : le métis portoricain et haïtie-
Jean-Michel Basquiat, star à la fois
lée en raison de sa mort à vingt-
assiste à la montée délirante de
tableaux... Quant aux foires de l'a-
piérent, elles ne présentent jamais
dans ces zones périphériques et mar-

L'inégalité et le déséquilibre r-
domaine de l'information : les revu-
plastiques et les médias de l'Occi-
95 % les seuls modèles occidentaux
catalogues, les revues, les bandes v-
tographies sont rares et souvent de
dans le monde extra-occidental.

Quant aux institutions culturelle-
privées, elles n'entrouvrent qu'av-
porte de la curiosité : c'est ainsi qu-
intitulée « La Côte d'Ivoire au quoti-
qué, en 1988, la première entrée dis-
africain dans le sanctuaire du c-
Pompidou à Paris. Certes, la manif-
ciens de la Terre », (Paris, printemps
tentative généreuse de faire dialoguer
dignité dans le traitement, cinquante
créatrices du Nord et cinquante d-
qu'vient été ses erreurs et les polém-
nesquines qui l'ont entourée, cette
date dans l'histoire, lorsqu'au XXI-
dences s'imposent, en dépit des
récupérations (2).

Ce n'est point non plus l'objectif c-
biennales et triennales dans le mon-
cornette la totalité des expressions
tiers-monde. Si certaines, telles celle
du Caire, de Bagdad, de Libreville, de
Sydney, voire de Tokyo, font des e-
sembler des œuvres de leur zone gé-
pective, tout en restant largement
l'Occident, les biennales de la partie
monde s'en soucient fort peu, mis à p-
de quelques envois diplomatiques
Paris ou à Cagnes-sur-Mer, pour
France.

L'exemple de la Biennale de Sao-P-
teur : fondée sur le modèle de la Bien-
— la première apparue à la fin du dix-
cis — elle fut créée en 1951 pour ac-
son isolement artistique, l'ouvrir à l'a-
tional » mais, en réalité, son objectif
s'y intégrer à son tour...

Rencontre de trois mondes

D'OU l'originalité d'une manifesta-
Biennale de La Havane, dont la
déroulée en novembre et décembre
grâce à une remarquable équipe diri-
Llanes Godoy, est devenue un des p-
de rassemblement, de rencontres e-
entre artistes accourus de toute la pla-
nele est non compétitive, sans prix ni d-

La manifestation centrale, « Tre-
s'ordonnait sur trois niveaux dans un
du palais des Beaux-Arts de La Havane
de découvrir les envois de 57 pays d-
avec plus de 800 œuvres et près de
Autour de cet axe directeur, des expo-
quelles ou collectives étaient présentées
bâiments de la capitale cubaine, sur
vieille Havane : les textiles de l'Améri-
Sud alternant avec des photographies
Chili ou des calligraphies du monde
sculptures populaires représentant Si-
jouaient des jouets créés par des artis-
que, des photographies de Sebastiao S-
sil) et de Graciela Hurbide (Mexique), de
cains, des toiles du peintre cubain Ro-

* Critique d'art, professeur à l'Ecole d-
Paris; auteur, avec Henri Caecio, de l'Arène
lée, Paris, 1989.

LE MONDE
diplomatique

COMPRENDRE
L'ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

• Deux types d'abon-
au Monde diplomatique
proposés à nos lecteurs

Tarif normal, avec possibilité
d'un tarif dégressif pour si-
en nombre (envoi groupé : r-
nataire, même adresse). Le-
qués s'entendent à l'unité.

⇒ Tarif étudiant (joindre la phot-
carte).

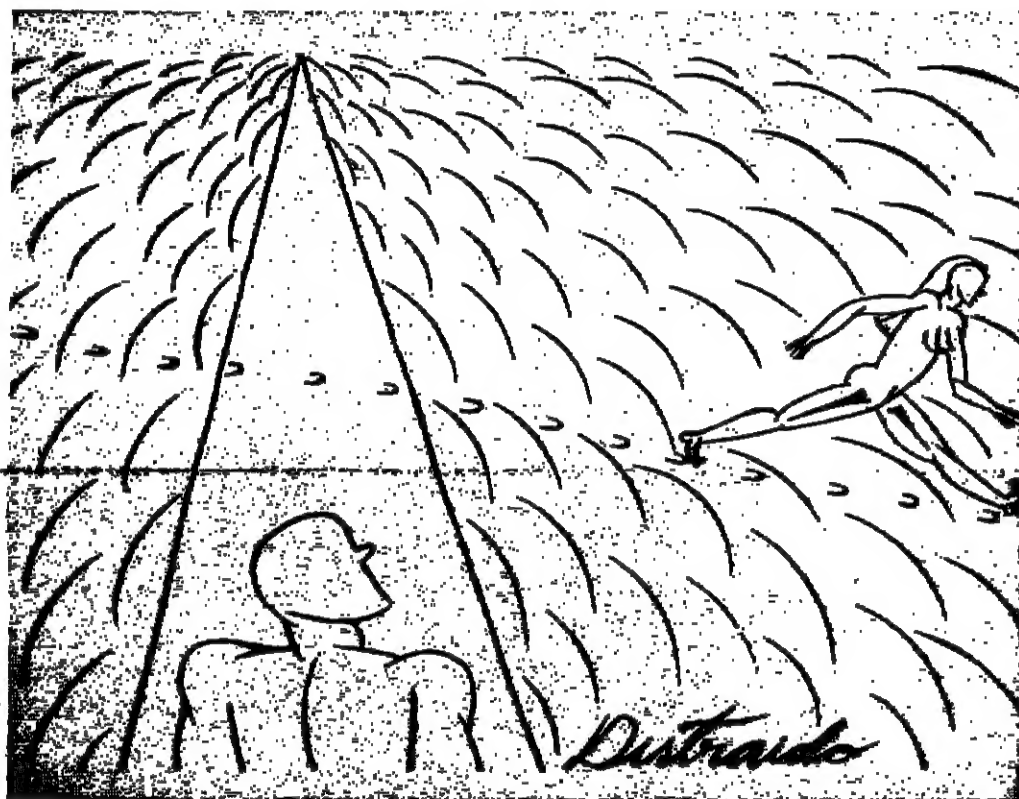
A LA BIENNALE DE LA HAVANE

Pour un métissage culturel

Régulièrement, à l'occasion de fabuleuses ventes aux enchères, des toiles de maître atteignent des prix astronomiques. Ces « maîtres », quand ils sont modernes, appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler l'« art international » c'est-à-dire, en clair, à l'art d'Europe et de l'Amérique du Nord. Si parfois quelques noms de grands artistes « périphériques » — Lam, Matta, Guayasamin — s'y mêlent c'est parce qu'il n'existe point de règle sans exception. Mais la règle veut qu'en dehors de cet « art international », il n'y ait point de salut pour les autres artistes du monde ; en particulier, pour ceux du Sud souvent renvoyés du côté de l'« art populaire ».

L'injustice et la sottise d'une telle discrimination sautent parfois aux yeux ; par exemple, lors d'une manifestation comme la Biennale de La Havane à laquelle participent, mêlés aux autres, des centaines d'artistes du tiers-monde. Alors explose la polyphonie des cultures tandis que s'affirment de grands talents métissés.

Par PIERRE GAUDIBERT *



« LE DISTRAIN » DE JOSÉ BEDÍA, ARTISTE CUBAÏN.

des dessins du jeune artiste cubain José Bedía, des œuvres du graveur égyptien Ahmed Nasser, du sculpteur colombien Villanizar, de l'artiste philippin Roberto Flaco, etc.

Cette année étaient particulièrement remarquables les participations venues de l'Afrique noire, du monde arabe, des Caraïbes et des Philippines. Des experts cubains avaient sillonné ces régions et sélectionné œuvres et artistes, évitant ainsi les envois officiels et l'« art diplomatique », cette nébuleuse servitude de presque toutes les biennales du monde.

L'Afrique noire se trouvait particulièrement bien représentée par l'Angola, le Burkina-Faso, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, le Nigeria, le Mozambique, le Zaïre et le Zimbabwe.

Deux colloques, organisés par le critique d'art Gerardo Mosquera, portaient sur le thème « Tradition et contemporanéité » dans les arts plastiques et dans l'environnement du tiers-monde. Le terme volontairement choisi de « contemporanéité » renouvelait le vieux débat, un peu rituel, de « tradition et modernité ».

Ainsi, un effort gigantesque a été fait pour rendre présente l'effervescence créatrice que connaissent les arts plastiques dans la plupart des pays de la planète, dans ce qu'on appelle le tiers-monde (3). Tout un univers visuel encore très largement ignoré en Occident et souvent malheureusement méprisé.

Dans tous les tiers-mondes, le nombre de plasticiens ne cesse de croître : peintres, sculpteurs, graveurs, photographes... Si en musique le phénomène est bien connu et si, dans ce domaine, on admet à Paris, Londres ou New-York les brassages et les mélanges (4), il n'en va pas de même dans les

autres domaines artistiques et tout spécialement dans celui des arts plastiques (5).

Ici le volontarisme reste nécessaire. Mais que de préjugés à vaincre ! Combien de gens, lorsqu'on leur parle d'art africain moderne ou contemporain, se récrient en toute bonne foi : « Mais ça existe ? » La désinformation en France est grande malgré de rares expositions dans quelques musées, maisons de la culture, centres culturels ou galeries à Paris, Reims, Angoulême, Grenoble, Limoges, Marseille... La création d'une banque d'images sur l'art africain contemporain à Limoges puis celle d'un centre culturel de confrontation et d'échanges permanents avec l'art occidental, peut-être à Nantes, vont permettre de modifier la situation.

Le tiers-monde va frapper à la porte de l'Europe, et si celle-ci ne veut pas devenir une forteresse culturelle assiégée, elle devra s'ouvrir. La France pourrait regarder avec plus de complicité vers la Méditerranée et vers le Sud. Les biennales, les musées, les maisons de la culture ne devraient plus être des lieux de domination des seules expressions plastiques occidentales.

Que de conditionnelle en guise d'espérance ! Pourtant, la seule option humaniste et raisonnable est celle des confrontations assumées, pouvant devenir dialogues et échanges, brassages et syncrétismes avec pour horizon de l'intercultural le métissage artistique, que bien des civilisations, y compris la nôtre, ont connu, que bien des cultures vivent avec bonheur tous les jours.

Les arts de l'Occident se sont nourris, à la suite de Gauguin et d'autres grands artistes du début du XX^e siècle des arts dits « primitifs ». Aujourd'hui la situation est toute différente : partout, dans le monde extra-occidental, des artistes ont assimilé les pratiques, les modèles de l'histoire de l'art occidental et créent des œuvres pour dire leur vérité sans renoncer à leur propre histoire, à leur héritage et à leur identité.

Des échanges plus équilibrés dans la circulation des créateurs et de leurs œuvres ne feront qu'accentuer ce mouvement général. On a pu considérer le tableau de la jungle du peintre cubain Wifredo Lam, de 1943, comme le « manifeste plastique des trois continents ». Mais il y avait déjà eu dans les années 20 et 30 les muralistes mexicains Rivera, Orozco et Siqueiros, le peintre uruguayen Torres-García, les Brésiliens Tarsila do Amaral et Emilio di Cavacanti, pour ne considérer que la seule Amérique latine.

Provincialisme occidental

Le métissage peut certes devenir un cocktail, un pot-pourri, une « soupe », bref un bricolage approximatif et hétéroclite et favoriser l'effacement des différences. Cela peut inquiéter, dans un monde où l'uniformisation se répand, où la mondialisation de la « communication » à sens unique peut ternir les particularités et les identités. C'est Victor Segalen qui, dans son *Essai sur l'externe*, défendait une perception du « divers » et une reconnaissance du « différent » au lieu d'une réduction au « même », celle qui inquiétait tant Pier Paolo Pasolini à la fin de sa vie et qu'il exprime dans ses *Écrits corsaires*.

Les voix sont très nombreuses qui dénoncent cette menace de standardisation généralisée. Le métissage culturel peut devenir, au contraire, une source de nouvelles créations originales.

Mais quel qu'il en soit, le tiers-monde réclame à bon droit sa place sur une scène artistique devenue réellement internationale, en rupture avec le « provincialisme occidental », c'est-à-dire, enfin, universelle...

(1) Lire : Henri Cocco, « La peinture, dernière valeur refuge ? », *Le Monde diplomatique*, juin 1989 ; et Alain Jouffroy, « Pour une mise en mesure de la modernité », *Le Monde diplomatique*, février 1989.

(2) Deux journées sur la création africaine organisées à Paris, à la mi-janvier, par le ministère français de la coopération laissent entrevoir des perspectives nouvelles.

(3) NDLR : En revanche, à Cuba, il existe actuellement un certain malaise dans les milieux artistiques. En septembre dernier, les autorités ont censuré des tableaux d'une exposition de jeunes peintres et notamment une toile ironique représentant M. Fidel Castro. M^{me} Marta Lassa, responsable des arts plastiques au ministère de la culture, a été éliminée.

(4) Il suffit de penser à la grande parade organisée par Jean-Paul Goude, le 14 juillet 1989, sur les Champs-Élysées à Paris à l'occasion du Bicentenaire.

(5) Cf. Alain Jouffroy et Yves Hélias, « Portrait idéologique de l'artiste fin de siècle », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

Rencontre de trois mondes

D'OU l'originalité d'une manifestation comme la Biennale de La Havane, dont la dernière s'est déroulée en novembre et décembre 1989 et qui, grâce à une remarquable équipe dirigée par Lilian Llanes Godoy, est devenue un des principaux pôles de rassemblement, de rencontres et d'échanges entre artistes accourus de toute la planète. La Biennale est non compétitive, sans prix ni distinction.

La manifestation centrale, « Tres Mundos », s'ordonnait sur trois niveaux dans un vaste espace du palais des Beaux-Arts de La Havane et permettait de découvrir les envois de 57 pays du tiers-monde avec plus de 800 œuvres et près de 300 artistes. Autour de cet axe directeur, des expositions individuelles ou collectives étaient présentées dans divers bâtiments de la capitale cubaine, surtout dans la vieille Havane : les textiles de l'Amérique latine et les messages graphiques, des Noirs de l'Afrique du Sud alternant avec des photographies censurées au Chili ou des calligraphies du monde arabe ; des sculptures populaires représentant Simon Bolívar jouaient des jouets créés par des artistes du Mexique, des photographies de Sebastião Salgado (Brésil) et de Graciela Iturbide (Mexique), des jouets africains, des toiles du peintre cubain Roberto Diago.

* Critique d'art, professeur à l'École des beaux-arts, Paris ; auteur, avec Henri Cocco, de *l'Art de l'Art*, Gallimard, Paris, 1989.

LE MONDE diplomatique

ABONNEZ-VOUS

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

● Deux types d'abonnement au *Monde diplomatique* sont proposés à nos lecteurs :

Tarif normal, avec possibilité de bénéficier d'un tarif dégressif pour abonnements en nombre (envoi groupé : même destinataire, même adresse). Les prix indiqués s'entendent à l'unité.

⇒ Tarif étudiant (joindre la photocopie de la carte).

TARIF ABONNEMENTS	PRIX DE L'ABONNEMENT (à l'unité)		
	1 AN 12 num.	6 MOIS 6 num.	3 MOIS 3 num.
FRANCE, ANDORRE, MONACO, postes militaires navales...	180 F	162 F	145 F
ÉTUDIANTS (joindre photocopie de la carte)	135 F		
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	240 F	222 F	205 F
VOIE AÉRIENNE			
• Europe, pays de Magreb...	257 F	238 F	222 F
• Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient, St-Pierre-et-Miquelon, SpéS000, Dan...	300 F	282 F	265 F
• Amérique du Nord/Sud, Caraïbes, Madagascar, Tom...	340 F	322 F	305 F
• Asie, Australie, Océanie...	340 F	322 F	305 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au MONDE DIPLOMATIQUE pour :

☐ 1 AN
☐ ABONNEMENTS EN NOMBRE

Nombre d'abonnement(s) : x Prix à l'unité : F = prix total : F

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

PAYS :

Bulletin et règlement à retourner à :

LE MONDE diplomatique 7, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

collection MANIÈRE DE VOIR

N°3 LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS.

N°4 LA PAIX DES GRANDS L'ESPOIR DES PAUVRES.

N°5 LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS.

N°6 REGARDS D'ÉCRIVAINS SUR UN MONDE CONVULSÉ.

N°7 (bon de commande p.2) DU COMMUNISME RÉEL À L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

CHACQUE VOLUME 98 PAGES - 38 F

LA FRANCE MALADE DE SES MAGISTRATS

Une justice trop proche du pouvoir, trop éloignée du citoyen

Par GILLES PERRAULT *

SELON un sondage de juin 1987, 84 % des citoyens interrogés « n'ont pas confiance dans la justice de leur pays », 56 % « ont peur de la justice » (1). Un sondage de juin 1985 révélait que 23 % des personnes interrogées estimaient que les magistrats n'étaient pas intègres, 27 % s'avouant incapables de trancher sur ce point délicat (2). Les échantillons n'ont pas été sélectionnés dans une « démocratie populaire » ni dans une lointaine république bananière, mais en France.

Une large majorité des citoyens a peur de la justice française ; la moitié émet pour le moins un doute sur l'intégrité des juges. Préjugé populaire ? Mauvaise information ? M. Olivier Guichard, quittant en 1977 ses fonctions de garde des sceaux, fit à la presse cette déclaration laconique mais informée : « J'ai appris qu'en aucune circonstance il ne faut avoir affaire avec la justice. »

L'intégrité mise en doute n'est certes pas d'ordre financier : le temps des épices est bien révolu et l'ensemble de la magistrature reste de ce point de vue au-dessus de tout soupçon. La docilité envers le pouvoir suscite en revanche la méfiance du citoyen. Vieille histoire ! A la Libération, les Français apprirent avec étonnement qu'un seul juge, M. Didier, s'était refusé à prêter le serment d'allégeance personnelle à Pétain. Cet étonnement ne pouvait que surprendre une magistrature qui, parmi les grands corps constitués, remportait haut la main, et depuis 1810, la palme de la complaisance, voire de la servilité, à l'égard des régimes successifs. L'accélération de l'histoire devait, il est vrai, mettre à rude épreuve la propriété élastique de la magistrature française. Ainsi on vit en deux décennies la justice condamner les résistants (les « sections spéciales » fonctionnèrent jusqu'à la veille de la Libération, une partie de leur personnel se bornant, par un souci de réserve bien compréhensible, à siéger la tête dissimulée sous une cagoule), puis sanctionner les collaborateurs, avant de passer sans désenchanter à la répression des Algériens en lutte pour l'indépendance et de leurs soutiens français, lesquels avaient à peine quitté le banc d'infamie que les tenants de l'Algérie française s'y assyaient à leur tour. Les magistrats étaient souvent les mêmes (3).

Les pages les plus noires sont aussi les plus méconnues. Qui se souvient de la répression sauvage qui s'abattit, le 17 octobre 1961, sur une manifestation pacifique d'Algériens dans les rues de Paris ? On évalua les morts à deux cents (4), auxquels les organisations algériennes ajoutèrent quatre cents disparus. Toutes les plaintes se conclurent par un non-lieu. La seule condamnation frappa une femme qui, victime d'un on ne sait quelle hallucination, avait, de sa fenêtre, crié : « Assassins ! » à des policiers probablement occupés à régler la circulation (5).

* Ecrit à Paris.

« La magistrature a subi le contre-coup des malheurs de la patrie », expliquait M. Foyer, garde des sceaux. Elle pouvait difficilement y échapper, et sans doute est-il injuste qu'elle en garde, au contraire des autres corps, une durable flétrissure. Mais ce n'est pas inexplicable. M. Papon a assumé sa large part des malheurs de la patrie, tant à la préfecture de la Gironde, sous l'Occupation, qu'à la préfecture de police de Paris, lors du massacre d'octobre 1961. Il s'agit d'un fonctionnaire d'autorité. Cette espèce ne travaille pas dans le symbolique. Le juge, au contraire, se situe par définition à un niveau éthique. C'est sa grandeur et sa servitude. S'il se compromet, il compromet infiniment.

Encore les convulsions historiques, causes de grands déplacements, sont-elles aussi circonstances atténuantes. Que dire, après le terme de la guerre d'Algérie, de cette suite ininterrompue de scandales petits ou grands, depuis l'affaire des micros du Canard enchaîné, qui fit du juge d'instruction Pinseau une légende vivante, jusqu'aux récentes péripéties qui se terminèrent, naturellement, par la condamnation de journalistes coupables d'avoir exprimé le sentiment général...

Une justice proche du pouvoir restera toujours éloignée du citoyen. L'intégrité de ses magistrats sera soupçonnée. Elle fera peur au citoyen ordinaire, même s'il n'envisage pas un seul instant d'être mêlé à une affaire d'État : le doute jeté sur un juge réjaillit sur tous les autres. Aussi longtemps que l'indépendance de la magistrature demeurera une figure imposée dans tout discours de rentrée du garde des sceaux, la justice ne sera au mieux qu'une administration.

Un sentiment d'effroi

QUESTION bizarre posée à un échantillon de sondés : pour l'exercice de quel métier vous paraît-il recommandé d'être psychanalyste (6) ? Avec 36 % de réponses positives, le juge arrivait largement en tête. Peut-être cette primauté résultait-elle de la crainte naturelle qu'inspire la prétention d'un homme à disposer de l'honneur, de la liberté ou de la fortune de ses concitoyens. Plus sûrement, elle procédait d'un sentiment d'effroi suscité par une série d'affaires proprement bouleversantes.

La collision brutale entre la nouvelle puissance médiatique et un système judiciaire suranné a fait un blessé grave : la justice, et plus précisément l'institution du juge d'instruction. Le juge Pascal fut la première victime - énormément consentante. Ses successeurs ne se comptent plus, saisis par l'ivresse médiatique, font de cruelles affaires à eux confiées des énigmes insolubles. Comme pour le juge d'instruction des médecins de Poitiers, on invoquait à la décharge du juge Lambert son âge tendre. Les voici que le président Simon, magistrat blanchi sous le barreau qui voulait couronner une carrière estimable par un traitement enfin pondéré du dossier Villamin, cède à son tour au vertige et épanche les

secrets de son cœur, et de son dossier, dans l'oreille d'un reporter de *Qui-Dévoile*, peu accoutumé à pareille ambaine.

Au-delà des divagations individuelles, c'est une philosophie de la justice qui est en cause : celle de ce système inquisitorial hérité des temps où le justiciable n'était pas perçu comme un citoyen mais comme un suspect par prédétermination, dont le premier devoir du juge était d'extraire l'aveu. Un avocat, M. Daniel Soulez Larivière, même depuis des années un combat tenace pour l'adoption du système accusatoire, marque de civilisation judiciaire, selon lequel la preuve matérielle est reine, accusation et défense étant à égalité, soit pour administrer cette preuve, soit pour la contester, ce qui implique l'élimination de l'hybride qu'est le juge d'instruction, mi-policier mi-juge, que nos voisins anglo-saxons considèrent avec stupeur et dont la survivance ne tardera d'ailleurs pas à nous poser problème quand des procédures européennes communes se mettront en place.

Les garnements de banlieue qui, au commissariat, exigent de pouvoir téléphoner à un avocat parce qu'ils ont vu agir de la sorte dans les séries télévisées américaines s'attirent pour l'instant - au mieux - de vertes réparties policières. Ils annoncent pourtant le temps où l'on sera un citoyen même dans un commissariat, puis dans le prétoire. Les tenants du vieux système inquisitorial invoquent notre sensibilité latine et l'héritage catholique, qui empêcherait la greffe de procédures nées en terres anglo-saxonnes. Voici pourtant que l'Italie, indubitablement latine et de tradition catholique, passe au système accusatoire, trop échaudée décidément par les aberrations constatées dans le sillage des « années de plomb ». La France est-elle condamnée à être sur ce point la lanterne rouge de l'Europe ?

Le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales publia en 1983 une évaluation du coût des différentes formes de criminalité (7). La fraude fiscale aurait coûté à la collectivité, en 1982, 86 451 millions de francs, et les infractions économiques et financières, 5 200 millions. Les vols atteignent 2 147 millions, les hold-up et agressions à main armée, 224 millions.

On se gardera d'utiliser le terme si désuet de « justice de classe », mais enfin, force est de constater que la fraude fiscale, qui coûte au pays 2,43 % de son produit intérieur brut, n'est pas pourchassée avec la même vigueur que, par exemple, les vols dans les grands magasins

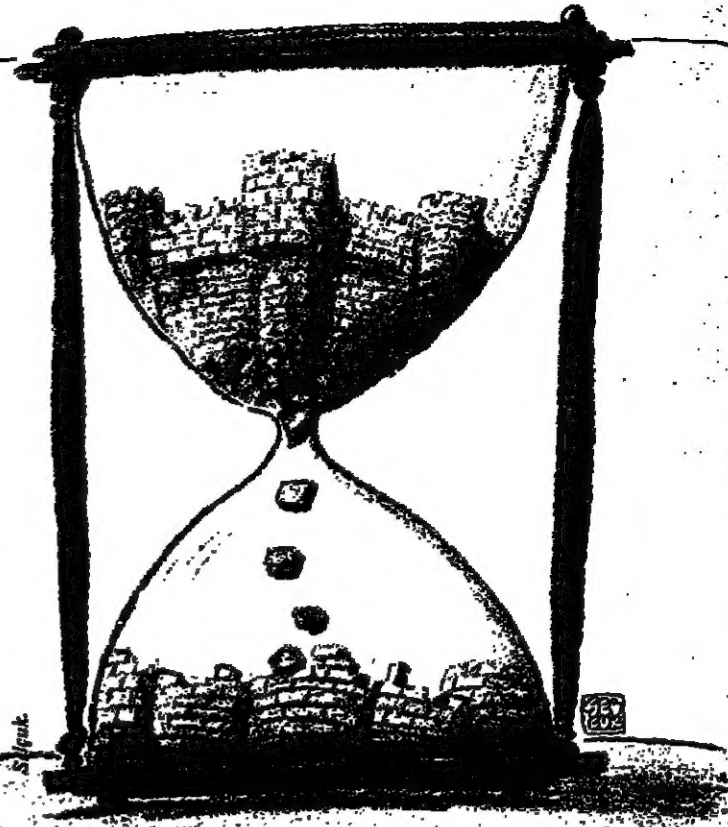
(600 millions), qui ne sont pas le fait des mêmes catégories sociales.

Les statistiques portant sur les 52 381 détenus dans les prisons françaises au 1^{er} juillet 1988 sont tout aussi éclairantes. 12,3 % étaient illettrés, 33,1 % avaient simplement lire et écrire, 39,8 % avaient fait des études primaires. Selon la chancellerie, 33,8 % étaient ouvriers et 45 % sans profession ou chômeurs.

De telles statistiques conduiraient presque à ressusciter l'expression encore plus désuète de « classes dangereuses », en honneur au siècle dernier (8). L'évidence s'impose que la machine répressive s'abstient de pourchasser avec la même vigueur la délinquance en col blanc et celle qui court les rues en baskets, et que s'entasse dans nos prisons ce que Victor Hugo appelait « la portion dévalorisée du peuple » : celle qui est sans instruction et souvent sans travail. Faut-il s'étonner si la justice paraît injuste à tant de nos concitoyens ?

Aussi bien serait-il vain d'incriminer les seuls magistrats. Toute société produit forcément une justice à sa ressemblance. Pour jouir d'une bonne justice, il n'est en somme que d'organiser une société équitable.

- (1) 30 millions de consommateurs, Paris, juin 1987.
- (2) Sondage BVA-Europe 1-Le Point, 3 juin 1985.
- (3) Deux cent soixante magistrats (sur deux mille cent) furent suspendus à la Libération. La loi d'amnistie de 1951 permit la réintégration de 40 % des magistrats « épurés ». Les membres les plus compromis des « sections spéciales » furent graciés quelques mois après leur condamnation. Lire à ce sujet : *Des juges dans la balance*, par Daniel Soulez Larivière, éditions Ramsay, Paris, 1987.
- (4) *Le Monde*, 10 février 1982, d'après les archives de l'Institut médico-légal.
- (5) Après le drame du métro Charonne, à Paris, le 8 février 1962, où neuf manifestants perdirent la vie au cours d'une charge de police, les plaintes se conclurent également par un non-lieu.
- (6) *Libération* du 6 février 1986.
- (7) Cf. Jean-Paul Jean, *A vous de juger*, éditions Bernard, Paris, 1988.
- (8) Lire : Christian de Brié, « La justice française en procès », *Le Monde diplomatique*, février 1988.



Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

Aux Nations Unies aussi, la guerre froide est finie, par Sophie Bessis.

PAGE 4 :

NICARAGUA : Une épreuve de vérité pour les sandinistes, par Stéphane Rillaers.

PAGE 5 :

YUGOSLAVIE : La Fédération menacée d'éclatement, par Juan Fernandez Elorriaga.

PAGES 6 et 7 :

Les dangers d'une « communauté de sécurité » du Nord contre le Sud, par Maurice Bertrand. - Comment passer du monde d'hier à un monde nouveau ? par Stéphane Bernard.

PAGE 8 :

EUROPE : Fédération à douze ou confédération à trente ? par Bernard Cassen. - Trouver de nouvelles formes d'association à la Communauté, par Pierre Rocaquest.

PAGE 9 :

Comprendre ce qui se passe en Union soviétique : le sens des priorités, par John Kenneth Galbraith.

PAGES 10 et 11 :

UNION SOVIÉTIQUE : L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev, suite de l'article de Bernard Frédéric. - Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan, par Gamid Khéréchi. - Un témoin français à Bakou en 1903. - Les souvenirs de Banine.

PAGES 12 et 13 :

ROUMANIE : La démocratie à l'aune des nationalismes, par Edouard Balby. - L'histoire et le rêve, par Dominique Verrier.

PAGES 14 et 15 :

PAYS DE L'EST : Les sentiers escarpés du passage à la démocratie, par Alain Gresh.

PAGES 16 et 17 :

Hommes, échanges et frontières au cœur de l'Europe (quatre cartes).

PAGES 18 et 19 :

Voyage aux pays du capitalisme « réel », suite de l'article de Claude Julien. - De la pauvreté en France, par Philippe Lagouanelle et Daniel Druzeau.

PAGE 20 et 21 :

UNE VILLE, DEUX MONDES : Djakarta, à toute vitesse... vers où ? par Jacques Decorsoy. - Quand le camion partira, par Patrice Communal.

PAGE 22 :

Taiwan fait une cure de démocratie, par Philippe Le Corre. Dans la presse étrangère : Montée de l'intolérance en Algérie, par Sadia Ayata.

PAGE 23 :

« Puissance et pouvoir », de Giorgio Ruffolo, par Ignacio Ramonet. - « L'Argent fou », d'Alain Minc, par J.D. Dans les revues...

PAGES 24 et 25 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Réveil du Vieux Monde », de William Pfaff, par Yves Florenne. - « Toutes ses nouvelles », de Tennessee Williams, par Maurice Pons. - « Le Précurseur », de Vladimir Makanine, par Jean-Jacques Marie.

PAGE 26 :

Les aides publiques à la presse, par Claude Julien.

PAGES 27 à 30 :

Maîtriser l'énergie pour un développement durable (supplément).

PAGE 31 :

Pour un métissage culturel, par Pierre Gandibert.

Le Monde diplomatique du mois de janvier 1990 a été tiré à 168 000 exemplaires.

Février 1990

فكرنا من الأصل

32 p
Algérie : 10 DA
DOM. : 100 F
Belgique : 125 F C
C. 40 : 1170 F CFA
Espagne : 120 Ptas
Etats-Unis : 2,95 \$ US
N.Y. City : 2,90 \$ US
Royaume-Uni : 1,40 £
Abonnements : v

Les du r

Par CLAUDE JULIEN

RUDE sera la...
ciateurs ch...
lois monst...
nissent l'ap...
difficile enco...
ère - l'élimination...
qui les inspire...
rait pas sur ordre...
tant de luttes, de sa...
toire n'est jamais fr...
jours, elle avance...
d'intelligence, de ra...
confondues, d'effort...
maîns. Espoirs et...
nent sa marche ca...
imprévisible, portée...
personnages excepté...
de se hisser au-dessu...
et par la force in...
« mouvements de...
beaux esprits, av...
mais prématurém...
obscures... Les No...
Sud ne sont cert...
leur peine, mais is...
pbe.

Déjà ? Mot déris...
ple qui se bat depu...
pour les militants q...
sieurs générations...
baissés les bras. C...
accueilli avec scepti...
de M. Frederik De K...
dernier, avant même...
présidence, il a m...
intention de consti...
constitutionnel, /...
social juste - « L...
Blancs, ajoutait-il, n...
être battue sur l'infu...
autres. - Combien...
morts pour conduire...
signes des esprits attar...
ignorer la marche du...
Les jeunes Noirs q...
années, déferlaient d...
pénit de leur libéra...
n'ont connu ni le ma...
peville (1960) ni ce...
(1976). Sans doute p...
cilement imaginer q...
d'Albert Luthuli, le C...
africain (ANC) ait...
non violent. Seul l'ob...
gle du pouvoir blanc...
passer de la résistan...
leur armée. Tout ce...

DANS CE N

En Afrique du Sud, po...
remporter une victoie...
Claude Julien, avant qu'il...
et 17 et, page 7, l'articl...
les masques du racisme...
Unis, où les Noirs subisse...
lites économiques. En Eur...
sont victimes du rejet et de...

LA DÉFAILLANCE DES MÉD

La belle assurance des Eur...
grand marché, est soudain...
chez leurs voisins de l'Est. La h...
règne du deutschemark, met...
l'Europe à douze (page 9). Les...
sont affectées, au moment m...
affronter tous les effets de la...

M 2136 - 432 - 17

Le Monde diplomatique du mois de janvier 1990
a été tiré à 168 000 exemplaires.